



HAL
open science

Le rôle des politiques culturelles au Kazakhstan et au Kirghizstan de 1991 à nos jours : du multiculturalisme au "développement culturel durable"

Yelena Gorovykh Trembasiewicz

► **To cite this version:**

Yelena Gorovykh Trembasiewicz. Le rôle des politiques culturelles au Kazakhstan et au Kirghizstan de 1991 à nos jours : du multiculturalisme au "développement culturel durable". Sociologie. Institut National des Langues et Civilisations Orientales- INALCO PARIS - LANGUES O', 2020. Français. NNT : 2020INAL0010 . tel-03019793

HAL Id: tel-03019793

<https://theses.hal.science/tel-03019793>

Submitted on 23 Nov 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Institut National des Langues et Civilisations Orientales

École doctorale n°265

Langues, littératures et sociétés du monde

Centre de recherche Europes - Eurasie (CREE)

THÈSE

présentée par

Yelena GOROVYKH TREMBASIEWICZ

soutenue le 2 Mars 2020

pour obtenir le grade de **Docteur de l'INALCO**
en Histoire, sociétés et civilisations

Le rôle des politiques culturelles au Kazakhstan et au Kirghizstan de 1991 à nos jours: du multiculturalisme au "développement culturel durable"

Thèse dirigée par :

Madame Catherine POUJOL

Professeur des Universités, INALCO

RAPPORTEURS :

Monsieur Vincent FOURNIAU

Directeur d'études, EHESS

Monsieur Kristian FEIGELSON

Professeur des Universités, Institut de recherche cinéma et
audiovisuel

MEMBRES DU JURY :

Madame Catherine POUJOL

Professeur des Universités, INALCO

Monsieur Vincent FOURNIAU

Directeur d'études, EHESS

Madame Talin TER MINASSIAN

Professeur des Universités, INALCO

Monsieur Adrien FAUVE

Maître de conférences, Université Paris Saclay

REMERCIEMENTS

Je tiens à remercier en premier lieu mon directeur de thèse, Mme. Catherine Poujol, pour la confiance qu'elle m'a accordée, pour son aide, ses conseils et ses encouragements.

Je tiens également à exprimer ma gratitude à toute l'équipe du Centre de Recherche Europe-Eurasie (CREE) d'INALCO. Merci à tous les enseignants de l'INALCO qui m'ont aidé à l'élaboration de ce travail de recherche. Mes remerciements vont également au secrétariat de l'école doctorale.

Je remercie tous les enseignants qui ont dirigé les formations pendant toutes ces années pour les doctorants de l'INALCO, notamment Mr. Fourniau Vincent qui m'a donné beaucoup de conseils sur la première partie de ma thèse. Ma gratitude va aussi à toutes celles et ceux qui, sur le terrain ou par les échanges électroniques, ont enrichi ce travail, notamment les personnes avec qui j'ai pu échanger au Kazakhstan et Kirghizstan.

La réalisation de cette thèse aurait été impossible sans le soutien de mes parents et surtout l'affection de ma mère qui a traversé avec moi toutes les difficultés survenues pendant ces six ans et jamais douté de ma capacité à le mener à son terme. Avec son expérience professionnelle sur les statistiques au Kazakhstan, elle m'a aidé de compter et faire des analyses des résultats du questionnement, ainsi les tableaux statistiques. Son soutien aux moments les plus difficiles durant ces longues années a été fondamental.

Je tiens également à remercier mon mari Nicolas pour son soutien qu'il m'a quotidiennement apporté, et pour son précieux travail de relecture et de correction de la langue française.

Enfin, il m'est impossible de ne pas dédier l'intégralité de ce travail à mon fils Leo. Merci de m'avoir permis de finir ce projet qui a commencé 1 an avant ta naissance et de m'avoir attendu, chaque fois avec patience, lors de mes longues sessions d'écriture.

AVERTISSEMENT CONCERNANT LA TRANSLITTÉRATION

Nous avons opté pour une translittération d'alphabet cyrillique suivant les règles suivantes.

Tous les ethnonymes, toponymes, noms de personnages historiques qui existent dans la langue française sont écrits sous leur forme francisée, conformément à l'encyclopédie Larousse en ligne (<http://www.larousse.fr/>).

Les autres noms propres non francisés et les noms communs étrangers sont écrits conformément aux tables de translittération *des principaux alphabets cyrilliques utilisés au Kazakhstan et Kirghizstan en 2016*:

Voyelles

Cyr.	а/А	е /Е	ë/Ë	и/И	о/О	у/У	ы/Ы	э/Э	ю/Ю	я/Я
Lat.	a/A	e /E	ë/Ë	i/I	o/O	u/U	y/Y	è/È	û/Û	â/Â

Consonnes

С у р .	б/ Б	в/ В	г/ Г	д/ Д	ж/ Ж	з/ З	к/ К	л/ Л	м/ М	н/ Н	п/ П	р / Р	с/ С	т/ Т	ф/ Ф	х/ Х	ц/ Ц	ч/ Ч	ш/ Ш	щ/ Щ	ь/ Ь	ъ/ Ъ
L at.	b/ B	v/ V	g/ G	d/ D	ž/ Ž	z / Z	k/ K	l/ L	m/ M	n/ N	p/ P	r/ R	s/ S	t/ T	f/ F	h/ H	c/ C	č / Č	š/ Š	ś / Ś	'	"

La semi-voyelle й/Й sera translittérée comme J/j.

Lettres additionnelles									
Kazakh	ә/Ә	ғ/Ғ	қ/Қ	ң/Ң	өӨ	ү/Ү	ұ/Ұ	һҺ	іІ
Kirghiz				ң/Ң	өӨ	ү/Ү			
Latin	a/A	g/G	k/K	n/N	o/O	u/U		kh/Kh	y/Y

Les titres des publications en russe ont été systématiquement traduits en français dans les notes de bas de page.

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION GENERALE	9
PARTIE I. LE DEVENIR DE LA POLITIQUE CULTURELLE DU KAZAKHSTAN ET DU KIRGHIZSTAN - NOUVEAUX ÉTATS MULTINATIONAUX D'ASIE CENTRALE APRES L'EFFONDREMENT DE L'UNION SOVIETIQUE: L'HERITAGE ET LES DEFIS	17
CHAPITRE 1. L'Héritage politique et culturel au Kazakhstan et au Kirghizstan	18
Politique culturelle et multiculturalisme: l'origine et le contenu des concepts	18
La politique soviétique des Nationalités comme une forme de multiculturalisme?.....	24
CHAPITRE 2. Le "National Building" au Kazakhstan et au Kirghizstan après l'effondrement de l'URSS et le rôle de la culture	41
Principaux éléments du modèle de la politique culturelle dans les nouveaux pays indépendants d'Asie centrale du Kazakhstan et du Kirghizstan dans la première décennie après l'indépendance	41
CHAPITRE 3. La diversité culturelle au Kazakhstan et au Kirghizstan: nouveaux enjeux et perspectives pour les nouveaux pays indépendants	70
La politique linguistique au Kazakhstan et au Kirghizstan	70
La question religieuse dans les nouveaux pays indépendants	96
CONCLUSION DE LA PREMIERE PARTIE	119
PARTIE II. "LE DEVELOPPEMENT CULTUREL DURABLE" COMME PERSPECTIVE POUR LA POLITIQUE CULTURELLE REUSSIE DES PAYS EN DEVELOPPEMENT DU KAZAKHSTAN ET DU KIRGHIZSTAN	122
CHAPITRE 4. Définition du développement durable appliqué à la culture	123
Historique de l'inclusion de la Culture dans le concept du Développement durable.....	123
Développement culturel durable	140
CHAPITRE 5. L'évolution du rôle de la culture au Kazakhstan et au Kirghizstan	145
Le rôle des cultures traditionnelles.....	145
Les impacts des tendances globales au Kazakhstan et au Kirghizstan: art et culture populaire et moderne.....	158
Les droits culturels dans un contexte nouveau: le droit de participer à la vie culturelle.	175
CHAPITRE 6. Une nouvelle approche de la structuration des politiques culturelles au Kazakhstan et au Kirghizstan	186

Les politiques culturelles qui s'adaptent aux réalités du développement durable	186
<i>La culture contribue à une croissance socio-économique durable</i>	186
Les nouveaux acteurs de la politique culturelle de l'Etat. La place des Organisations Non Gouvernementales dans la politique culturelle du Kazakhstan et du Kirghizstan	200
Le rôle du gouvernement en partenariat avec le secteur privé dans le développement des politiques culturelles au Kazakhstan et au Kirghizstan	211
La coopération régionale et internationale: le rôle des projets culturels et des échanges pour un développement culturel durable	222
La sauvegarde du patrimoine culturel et la promotion des industries culturelles et créatives - les sphères prioritaires favorisant le développement durable des pays au Kazakhstan et au Kirghizstan	239
CONCLUSION DE LA DEXIEME PARTIE	261
CONCLUSION GENERALE	264
BIBLIOGRAPHIE	274
ANNEXES	300
ANNEXE 1. Carte de l'Asie centrale	301
ANNEXE 2. Carte du Kazakhstan	302
ANNEXE 3. Carte du Kirghizstan	303
ANNEXE 4. Les critères de sélection pour figurer sur la Liste du patrimoine mondial, les sites doivent avoir une valeur universelle exceptionnelle et satisfaire à au moins un des dix critères de sélection	304
ANNEXE 5. Questionnaire pour la population du Kazakhstan et du Kirghizstan	306

TABLE DES ILLUSTRATIONS

Illustration № 1 Monument de l'Indépendance du Kazakhstan à Almaty.....	53
Illustration № 2 Drapeau d'état de la République kirghize.....	54
Illustration № 3 Emblème d'État de la République du Kazakhstan (1991-2019).....	54
Illustration № 4 Le monument à V.I. Lénine (1984).	56
Illustration № 5 Monument "Èrkindik" sur la place centrale d'Ala Too à Bichkek de 1999 à 2011	56
Illustration № 6 Monument "Èrkindik" sur la place centrale d'Ala Too à Bichkek de 1999 à 2011	57
Illustration № 7 L'ouverture officielle du monument Ajkol Manas 31 Aout 2011.....	57
Illustration № 8 Mémorial Ata-Bejit près de Bichkek, région de Tchouï, Kirghizstan	59
Illustration № 9 Mémorial Ata-Bejit près de Bichkek, région de Tchouï, Kirghizstan.....	59
Illustration № 10 Partie du Mémorial à la mémoire de ceux qui sont morts dans les événements de 1916.....	60
Illustration № 11 Le président de la République Kirghiz A.Atambaev et d'autres représentants d'Etat Kirghiz à l'inauguration du Mémorial des événements de 1916, 2 septembre 2016. .60	60
Illustration № 12 Une affiche dans la rue à Bichkek avec la question en kirghiz "Pauvres Femmes, où allez-vous?! ", 2016	109
Illustration № 13 Les trois piliers du développement durable	125
Illustration № 14 Schéma de développement culturel durable, par Y. Gorovykh	145
Illustration № 15 L'homme regarde les graffiti sur un mur de béton de la ville Bichkek.....	163
Illustration № 16 Graffiti sur un immeuble de Bichkek représentant deux grands-mères dont une en costume traditionnel kirghiz. Graffiti créés par le groupe artistique BASICOLORS dans le cadre du projet de graffiti "J'aime Bichkek"	163
Illustration № 17 Un artiste du groupe BASICOLORS pendant son travail dans le cadre du projet de graffiti "J'aime Bichkek"	164
Illustration № 18 Graffiti sur une façade de bâtiments d'habitation à Karakol dans le cadre du projet "Let's color".....	164
Illustration № 19 Graffiti sur une façade de bâtiments d'habitation à Karakol, représentant une jeune femme en costume traditionnel kirghiz dans le cadre du projet "Let's color".	164
Illustration № 20 Graffiti représentant le portrait du peintre A. Kasteev près du musée Kasteev à Almaty.....	166
Illustration № 21 Graffiti - portrait du chanteur Batyr avec l'inscription en langue russe "Batyrgan est toujours vivant dans nos coeurs", Almaty	166
Illustration № 22 Graffiti au Kazakhstan	168
Illustration № 23 Graffiti au Kazakhstan. Le mot "OK" écrit avec l'alphabet kazakh	168
Illustration № 24 Graffiti au Kazakhstan représentant une personne au téléphone mobile et l'inscription en langue russe "Mets le dans ta poche, commence à vivre"	169
Illustration № 25 Graffiti à Almaty, Kazakhstan	169
Illustration № 26 Graffiti au Kazakhstan avec l'inscription en langue russe "La vérité (Pravda) Kazakhstanaise - c'est un monde lumineux, coloré, replet et joyeux, d'une petite réalité parallèle"	169
Illustration № 27 Graffiti sur le thème des tramways au loft-centre de l'art moderne DEPO Evolution Park, Almaty.....	170
Illustration № 28 Graffiti sur les façades des immeubles d'habitations à Almaty.	170
Illustration № 29 Indice de bonheur par région du Kirghizstan. Programme du gouvernement de la République Kirghize "Sur le développement de la sphère de la culture jusqu'en 2020", 27 octobre 2015	193

Illustration № 30 Modèle de vie actuelle en Kirghizstan. Programme du gouvernement de la République Kirghize "Sur le développement de la sphère de la culture jusqu'en 2020", 27 octobre 2015.....	193
Illustration № 31 Des assiettes artisanales avec des motifs traditionnels fait par des enfants participants au "Plein Air républicain pour enfants", "Le printemps vivant de l'artisanat".....	232
Illustration № 32 Broderies faite par des enfants participants au "Plein Air républicain pour enfants", "Le printemps vivant de l'artisanat".....	233
Illustration № 33 Objets d'artisanat d'Asie Central pendant le Festival de l'artisanat folklorique de l'Asie centrale "Noël oriental", organisé dans le cadre du projet "Creative industries development for the diversity of cultural expressions - Strengthening the sustainability of crafts industry in the Central Asian Countries of Kazakhstan and Uzbekistan".....	233
Illustration № 34 Objets d'artisanat d'Asie Central pendant le Festival de l'artisanat folklorique de l'Asie centrale "Noël oriental", organisé dans le cadre du projet "Creative industries development for the diversity of cultural expressions - Strengthening the sustainability of crafts industry in the Central Asian Countries of Kazakhstan and Uzbekistan".....	234
Illustration № 35 Carte des pays du Conseil Turcique.....	235
Illustration № 36 La mosquée principale du Bichkek ouvert en 2018, la construction financé et fait par la Turquie.....	236
Illustration № 37 Mausolée de Khoja Ahmad Yasawi dans les années 1980.....	242
Illustration № 38 Mausolée de Khoja Ahmad Yasawi, 2017.....	242
Illustration № 39 Pétroglyphes de Tamgaly "gens à la tête de soleil".....	244
Illustration № 40 Logo du festival de musique "Asie Dauysy".....	244
Illustration № 41 Entrée du complexe du musée Sulaiman-Too au pied de la montagne du même nom.....	246
Illustration № 42 Carte montrant la répartition géographique et les catégories des sites proposés pour inscription du "Routes de la soie: le réseau de routes du corridor de Chang'an-Tian-shan".....	249

INTRODUCTION GENERALE

La culture n'est pas seulement les arts et les lettres. Dans la Déclaration universelle de l'UNESCO de 2001 sur la diversité culturelle, la culture est définie comme "*...l'ensemble des traits distinctifs spirituels et matériels, intellectuels et affectifs qui caractérisent une société ou un groupe social et qu'elle englobe...les modes de vie, les façons de vivre ensemble, les systèmes de valeurs, les traditions et les croyances ...*"¹.

Quand nous regardons les aspects contemporains des relations internationales et le contexte de la mondialisation économique et culturelle, il est possible de considérer que le multiculturalisme et le rôle de la culture prendront une place plus importante dans les années à venir.

La culture, composante du *soft power*, est un phénomène important dans le modèle moderne des relations internationales. Dans l'évolution des relations internationales, le soft power contribue au développement des relations et des alliances entre États.

Le soft power assure l'influence de l'État sur la scène mondiale ou régionale sans la nécessité d'une puissance militaire et/ou économique. En aidant à créer l'image du pays et à améliorer son statut sur la scène mondiale, le soft power affecte de manière significative l'attraction des investisseurs étrangers, le flux de touristes et d'étudiants dans le pays. De nombreux pays à des périodes différentes de leur histoire ont choisi un moyen de renforcer leur influence internationale par le biais du soft power, comme par exemple le Japon, les États-Unis, la France et la Russie.

Le soft power c'est la capacité d'influencer les personnes par la culture, l'éducation et la langue. Le soft power est une ressource issue de l'idéologie, du mode de vie, des traditions culturelles et des croyances religieuses du pays. En d'autres termes, le soft power promeut des choses qui vous font aimer le pays, des choses qui sont principalement créées par des personnes et des institutions, et non par le gouvernement. Cela aide à promouvoir les valeurs d'un pays: matérielles et spirituelles. Et comme les valeurs sont au cœur de la culture, la culture joue un rôle très important en tant que composante du soft power de la nation. Cela concerne en grande partie le patrimoine à travers lequel l'histoire du pays est racontée, ainsi que les industries créatives, en particulier le cinéma et la télévision. Grâce à ces ressources culturelles du pays, il est possible d'apporter une contribution positive à la coopération avec d'autres pays, notamment en renforçant

¹ Définition conforme aux conclusions de la Conférence mondiale sur les politiques culturelles (MONDIACULT, Mexico, 1982), de la Commission mondiale de la culture et du développement (Notre diversité créatrice, 1995) et de la Conférence intergouvernementale sur les politiques culturelles pour le développement (Stockholm, 1998). Déclaration universelle de l'UNESCO sur la diversité culturelle, 2001.

les liens existants, en établissant de nouvelles relations et parfois en réduisant les obstacles existants. La culture promeut le commerce et invite les visiteurs à découvrir la beauté du patrimoine naturel national et la richesse du patrimoine culturel. Le respect et l'admiration des valeurs matérielles et spirituelles de la part des autres peuples renforcent le statut non seulement dans le système de relations avec les autres pays mais également au sein des organisations internationales. Ainsi, la promotion de la culture sur la scène mondiale apporte dans le cadre du soft power des avantages économiques et stratégiques non négligeables.

Souvent, les mécanismes à travers lesquels le soft power fonctionne ne sont pas simples et sont difficiles à évaluer. Les résultats du soft power sont obtenus sur une période plus longue et sont davantage évalués par des indicateurs qualitatifs que quantitatifs. Dans tous les cas, la culture n'est pas statique, mais un processus dynamique.

Nous voyons souvent dans divers documents des organisations internationales telles que l'UNESCO ainsi que dans des programmes politiques et initiatives stratégiques le mot multiculturalisme, qui au sens idéologique-normatif signifie "*... acknowledging the existence of ethnic diversity and ensuring the rights of individuals to retain their culture should go hand in hand with enjoying full access to, participation in, and adherence to, constitutional principles and commonly shared values prevailing in the society*"². Selon les adeptes du multiculturalisme, une telle politique profite à la fois aux individus et à la société dans son ensemble, en réduisant les pressions de conflit social basées sur les désavantages et les inégalités.

Il nous faut constater que la culture "*...se trouve au cœur des débats contemporains sur l'identité, la cohésion sociale et le développement d'une économie fondée sur le savoir*"³. La culture serait une des dimensions du développement durable.

La Loi sur le développement durable du Québec donne une définition du développement durable "*... un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs. Le développement durable s'appuie sur une vision à long terme qui prend en compte le caractère indissociable des dimensions environnementale, sociale et économique des activités de développement*"⁴.

Le thème du rôle de la culture dans le développement durable est assez important à l'heure actuelle. De plus en plus de chercheurs et d'organisations qui s'occupent de développement durable nous informent que la culture pourrait jouer un rôle très important dans le développement des pays. La culture, considérée comme une industrie, contribue au

² Inglis C. Multiculturalism: New Policy Responses to Diversity. Paper prepared on the occasion of the "1995 Global Cultural Diversity Conference", 26-28 April 1995, and the "MOST Pacific Sub-Regional Consultation", 28-29 April 1995, both in Sydney, Australia

³ 2001 Déclaration universelle de l'UNESCO sur la diversité culturelle.

⁴ Gagnon J., "Un défi pour les politiques publiques concrétiser le lien entre culture et développement durable" *Rapport # 9*, Analyse des impacts de la mondialisation sur la culture, Octobre 2010, p.4.

développement du pays non seulement économique mais aussi social. C'est exactement ce que les chercheurs ont écrit à la fin des années 1990 et au début des années 2000, tels que U. Stoltenberg et G. Michesen, ainsi que Hans Dieleman, qui a lancé en 2000 le programme de recherche Art and Sustainability, qui visait à démontrer le rôle des artistes dans la réalisation du développement durable. En 2001, le chercheur australien Jon Hawkes proposa un quatrième pilier à la durabilité: la culture, "*... a sustainable society depends on sustainable culture*"⁵. La Déclaration, "*La culture : quatrième pilier du développement durable*" nous informe que "*la relation entre la culture et le développement durable en deux points spécifiques: premièrement, le développement du secteur culturel en soi (par exemple : l'héritage culturel, la créativité, les industries de la culture, l'artisanat, le tourisme culturel) et, deuxièmement, la garantie que la culture occupe une place légitime dans toutes les politiques publiques, notamment les politiques liées à l'éducation, l'économie, la science, la communication, l'environnement, la cohésion sociale et la coopération internationale*"⁶.

Dans ce contexte nous ne parlons pas seulement du développement économique, mais aussi du développement général de la société, de sa cohésion, de l'équilibre environnemental qui tous ensemble contribuent à une croissance socio-économique durable. Si les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) en 2000 n'ont pas inclus la culture, cependant la réunion plénière de haut niveau sur les Objectifs du Millénaire pour le développement (Sommet des OMD), qui se tenait aux Nations Unies en septembre 2010, a inclus dans le document final le rôle majeur de la culture en vue de la réalisation des OMD. Les auteurs de ce document "*...emphasize the importance of culture for development and its contribution to the achievement of the Millennium Development Goals... We consider that the cultural dimension is important for development. We encourage international cooperation in the cultural field, aimed at achieving development objectives*"⁷. La Déclaration de Hangzhou adoptée en Chine le 17 mai 2013 a mis "*la culture au cœur des politiques de développement durable*"⁸. Les 82 pays, lors du congrès international consacré entièrement à la *Culture et au développement durable* ont confirmé dans leur déclaration "*prendre en compte le rôle de la culture en tant que système de valeurs et comme cadre pour construire un développement authentiquement durable*"⁹. La question du rôle de la culture comme une des dimensions du développement durable a toute son actualité dans le nouvel agenda du développement de 2015.

⁵ Jon Hawkes. *The Fourth Pillar of Sustainability. Culture's Essential Role in Public Planning*. 2001, p. 12.

⁶ Déclaration "La culture : quatrième pilier du développement durable", 17 Novembre 2010.

⁷ "Outcome document" of the High-level Plenary Meeting of the General Assembly by the General Assembly at its sixty-fourth session, 17 September 2010.

⁸ Déclaration de Hangzhou, 17 Mai, 2013.

⁹ Ibid.

Après avoir travaillé dans des programmes culturels liés à l'UNESCO dans quatre pays d'Asie centrale (Kazakhstan, Kirghizstan, Tadjikistan, Ouzbékistan) et qui rencontrent des problèmes similaires concernant le sujet qui nous intéresse, nous allons travailler sur deux de ces pays dans notre thèse : le Kazakhstan et le Kirghizstan.

C'est notre activité professionnelle et le suivi d'un Master au Kazakhstan sur le rôle de l'UNESCO dans les politiques culturelles des pays d'Asie centrale¹⁰ qui nous ont donné l'impulsion de faire cette recherche. Durant cette période nous nous sommes familiarisées à la théorie et à la mise en pratique de programmes culturels avec les nombreux projets de l'UNESCO. Cinq années de travail sur ces projets nous ont fait réfléchir sur les questions de la culture et du développement durable en Asie centrale.

Nous nous poserons la question de recherche de savoir s'il est nécessaire de prendre en compte la culture comme moyen approprié pour favoriser le développement durable dans les pays d'Asie centrale du Kazakhstan et Kirghizstan? En étudiant l'histoire de ces pays indépendants depuis 1991, leurs traditions et la situation économique présente, on pourra démontrer que les politiques culturelles bien adaptées et incluant les sphères prioritaires pour l'Asie centrale telles que le patrimoine culturel et l'industrie culturelle peuvent jouer un rôle très important dans le développement de ces pays.

Dans notre travail, nous considérerons la période de 1991 à 2016. 1991 est l'année de l'effondrement de l'URSS et le début de l'indépendance des pays d'Asie centrale et donc de l'apparition de leurs propres politiques culturelles. Toutefois, pour tenir compte de la politique culturelle des Etats indépendants, nous avons besoin de comprendre les bases sur lesquelles cette politique a été fondée, ses racines historiques.

Nous argumenterons notre thèse en montrant les différentes liaisons entre les politiques culturelles et trois dimensions du développement durable : la croissance économique, l'inclusion sociale et l'équilibre environnemental et plus précisément la contribution du secteur de la culture au développement durable des peuples du Kazakhstan et Kirghizstan.

Les principaux objectifs de notre travail sont:

Déterminer le rôle de la culture dans le monde contemporain, notamment dans les pays nouvellement indépendants du Kazakhstan et du Kirghizstan;

Analyser l'évolution de la politique culturelle au Kazakhstan et au Kirghizstan;

Déterminer l'effet des politiques culturelles sur le développement économique de l'État et dans la constitution d'une nation.

¹⁰ Ici l'Asie centrale ne prend pas en compte le Turkménistan (c'est le Kazakhstan, Kirghizstan, Tadjikistan et l'Ouzbékistan.)

Notre travail s'organise en deux parties subdivisées en plusieurs chapitres suivant un ordre chronologique.

Dans la première partie, nous considérerons la période de l'élaboration des politiques culturelles dans les pays après leur indépendance. Pour ce faire, nous aurons un bref aperçu des principes fondamentaux de la politique culturelle de l'URSS afin de comprendre sur quelle base les politiques culturelles des Etats nouvellement indépendants se sont fondées, considérant la part importante de la persistance des pratiques soviétiques dans les premières décennies postsoviétiques. Plus précisément, nous aimerions comprendre s'il y a un multiculturalisme en URSS et quelles formes dans les discours et quelles pratiques sociales ont servi de socle aux nouvelles politiques culturelles.

Dans la première partie de notre travail, nous considérerons les principes et les objectifs de la politique culturelle des pays après leur indépendance. Dans cette partie, nous aborderons un aspect important de la diversité culturelle au Kazakhstan et Kirghizstan, qui est un héritage de l'Union soviétique et tenterons de comprendre le rôle de la diversité culturelle dans les concepts de politique culturelle dans ces pays. Ainsi, cette partie sera consacrée à une première période, notamment la formation de la politique culturelle.

La deuxième partie explorera l'évolution de la politique culturelle au Kazakhstan et au Kirghizstan, les changements dans les concepts et les facteurs qui ont provoqué ces modifications.

Dans la deuxième partie, nous examinerons les facteurs qui impactent l'évolution de la politique culturelle au Kazakhstan et au Kirghizstan. Nous explorerons le rôle de la culture traditionnelle, et l'impact des tendances mondiales sur la culture de ces pays couplée à l'émergence de nouveaux acteurs dans leur politique culturelle. Dans ce chapitre, nous allons également aborder l'aspect des droits culturels.

Dans la deuxième partie, nous allons examiner de nouvelles approches en matière de politique culturelle.

Cette partie va illustrer les liaisons entre la culture et la croissance économique. Un chapitre présentera les aspects les plus théoriques et généraux de notre travail ainsi que des exemples précis. Cette partie présente une vue générale sur la nécessité de l'intégration des dimensions culturelles dans les politiques des pays d'Asie centrale. Nous allons illustrer également dans cette partie, la question de l'inclusion sociale et du processus d'intégration des dimensions culturelles dans les politiques de ces pays.

Aussi, dans la deuxième partie, nous regarderons les aspects de la coopération internationale et régionale dans le domaine de la culture en Asie centrale. Ici seront présentées les sphères prioritaires favorisant le développement durable dans les politiques culturelles des

pays. Nous allons nous concentrer sur deux aspects : la sauvegarde du patrimoine culturel et la promotion des industries culturelles et créatives. Ces sphères comportent toutes les dimensions culturelles, historiquement et traditionnellement plus favorables en termes d'impact sur le développement durable des pays du Kazakhstan et du Kirghizstan. Cette synthèse va démontrer les impacts des politiques culturelles pour l'inclusion sociale et le développement environnemental.

Grace à nos cinq années d'expérience professionnelle de gestion des projets culturels au sein du bureau de l'UNESCO à Almaty pour le Kazakhstan, le Kirghizstan, le Tadjikistan et l'Ouzbékistan, nous avons acquis les connaissances des politiques culturelles en Asie centrale ainsi que leur mise en œuvre. Nous avons acquis ces connaissances par la communication et la collaboration directe avec les représentants officiels des différents Ministères de la culture ainsi que leurs administrations. C'est à travers notre travail doctoral que nous voulons partager l'ensemble de nos connaissances et expériences acquises sur le terrain.

Outre la coopération avec les représentants des Ministères de la culture, nous avons eu la chance de coopérer avec des représentants de diverses ONG et fondations du secteur de la culture dans le cadre de la mise en œuvre de projets de l'UNESCO, ainsi qu'avec les travailleurs directs du secteur culturel - directeurs et employés de musées, artisans, archéologues, employés d'instituts de recherche, responsables de clubs de création pour enfants. Toutes les informations recueillies au cours de nos travaux à l'UNESCO ont été complétées par des entretiens spéciaux lors de plusieurs voyages dans les pays étudiés, notamment en 2012, 2014 et 2016.

Nous avons utilisé diverses méthodes de collecte d'informations. En plus de mener des entretiens sur des sujets de politique culturelle avec des représentants de la sphère culturelle, une enquête a été menée sur des personnes familières - citoyens ordinaires du Kazakhstan et du Kirghizstan, afin d'avoir une idée du niveau de développement culturel au niveau des citoyens de ces pays. Parler avec des gens ordinaires et observer la vie autour de soi notamment à travers les histoires familiales ont permis d'approfondir la recherche plus spécialement pour la chapitre "La diversité culturelle au Kazakhstan et au Kirghizstan: nouveaux enjeux et perspectives pour les nouveaux pays indépendants.

La méthodologie de nos recherches repose sur une combinaison d'approches dialectiques et systémiques. La base théorique de l'étude est une analyse historique, ainsi qu'une analyse comparative des deux pays. Dans notre étude, nous essayons d'établir la dépendance de la politique culturelle à la nature de l'infrastructure culturelle de la région, rapportée à l'histoire générale, à savoir faire une cartographie des infrastructures culturelles dans un temps historique donné. Nous avons besoin de cette analyse pour comprendre l'espace culturel de la région et son infrastructure en tant que phénomènes en développement. Cette méthodologie nous a permis

d'explorer les défis de l'adaptation des stratégies de la politique culturelle des États à l'évolution de l'espace culturel. Nous avons étudié les caractéristiques de la structuration de l'espace culturel des pays dans le contexte des communautés culturelles et sub-culturelles nationales (le mélange des cultures russe, kazakh et soviétique ont amené à l'apparition de communautés sub-culturelles) en tenant compte de l'identité culturelle, historique et mentale. L'utilisation de la méthode de recherche diachronique et synchronique nous a permis d'identifier les étapes du développement de la politique culturelle dans les deux pays que nous avons étudiés.

En ce qui concerne la bibliographie, notre étude s'appuie largement sur des documents officiels. Les documents des Nations Unies et en particulier la Convention de l'UNESCO, une organisation directement impliquée dans la question du rôle de la culture dans le développement, nous ont beaucoup aidé à définir le terme de "*développement culturel durable*".

Les documents de projet relatifs au "*Programme Culture*" du Bureau du Cluster de l'UNESCO à Almaty constituent également une source importante pour la rédaction de documents concernant la coopération internationale du Kazakhstan et du Kirghizstan dans le domaine de la culture.

Nous analysons beaucoup de lois et de concepts dans le domaine de la culture du Kazakhstan et du Kirghizstan, car ce sont les principales sources qui déterminent les principes de la politique culturelle de l'État.

Les discours officiels des chefs d'État sont également des sources très importantes, car ils développent presque toujours sur cette base des concepts d'État dans divers domaines. En outre, dans le cas du Kazakhstan, le premier chef d'État, N. Nazarbaïev, qui est resté à son poste pendant 28 ans, est l'auteur de plusieurs livres qui ont également été utilisés dans notre étude.

Malgré les critiques des statistiques officielles dans ces pays par de nombreux chercheurs, des statistiques officielles ont été utilisées dans nos travaux.

En ce qui concerne les livres et articles utilisés dans ce travail, compte tenu de la question du multiculturalisme, nous ne pouvions pas nous empêcher de nous appuyer sur les travaux de chercheurs russes célèbres Tiškova L., Kuropâtnik A., Nemenskij O. De plus, dans la première partie de notre travail, nous nous sommes appuyés sur d'autres auteurs russes Bromlej Ū. V. et Kozlov V., engagés dans l'étude de la question nationale en URSS. Parmi les auteurs français qui explorent le même sujet, je voudrais mentionner Juliette Cadiot et son livre "*Le laboratoire impérial, Russie-URSS 1860-1940*" et Hélène Carrère d'Encausse et ses deux livres "*Le Grand Défi. Bolcheviks et Nations, 1917-1930*" et "*La gloire des nations ou la fin de L'Empire soviétique*". Ces auteurs nous ont été recommandés par un autre chercheur français d'Asie centrale, Vincent Fourniau dont le dernier livre paru sur l'Asie centrale a été publié récemment - en mars 2019 et que nous mentionnons également plus d'une fois dans les deux parties du travail.

Marlène Laruelle et Sébastien Peyrouse, entre autres chercheurs français en Asie centrale, ont participé à l'étude de la "question russe" au Kazakhstan, et ont publié en 2004 *Les Russes du Kazakhstan: identités nationales et nouveaux États dans l'espace post-soviétique*, auquel nous nous référons également dans notre travail. Il est également nécessaire de noter des auteurs tels que Catherine Poujol, Jean Radvanyi, Julien Thorez, explorant l'Asie centrale post-soviétique également.

Parmi les chercheurs d'Asie centrale engagés dans la recherche sur des thèmes abordés dans nos travaux, nous voudrions mentionner Ertysbaev E., Kapajeva A., Kojčuev T., Kurganskaâ V., Dunaev V., Džusupov B., Markova B., Šalabaeva G., Sarsenbayev A., Džumaev A., Urmanbetova Ž., Abdrasulov S., Šarifov B., Skorobogatyj P., Galieva Z., Kasimalieva G. Et Saukenova Z.

Il est nécessaire de distinguer séparément les chercheurs traitant de la question de la religion au Kazakhstan et au Kirghizstan. Ce sont des auteurs tels que: Džalilov Z.G., Burova Elena, Kosičenko Anatolij, qui ont publié le livre en 2013 *Aktual'nye problemy razvitiâ religioznoj situacii v Respublike Kazakhstan (Problèmes actuels de l'évolution de la situation religieuse en République du Kazakhstan)*, Sultangalieva A. et son livre "Vozvrašenie islama" v Kazakhstan ("*Le retour de l'islam*" au Kazakhstan), ainsi que les articles de l'auteur sur le même sujet du chercheur kirghize Kurbanova N., engagé dans l'étude de l'éducation islamique au Kirghizstan.

Cependant, la principale source d'inspiration pour nous a été le travail de notre directrice de thèse - Catherine Poujol. Ses 40 années d'expérience dans l'étude de l'islam en Asie centrale ont été reflétées dans de nombreux articles sur ce sujet et nous faisons souvent référence à cet auteur.

Tenant compte de la connaissance de la langue anglaise, nous nous référons également dans nos travaux à une bibliographie en anglais, parmi lesquelles je voudrais en particulier souligner les livres suivants: *Central Asia. Aspects of Transition*, 2003 éditée par Tom Everett-Heath, *Institutional change and political continuity in post-Soviet Central Asia: Power, perception, and pacts* de Pauline Jones Luong, *Social and cultural change in Central Asia: the Soviet legacy*, dont les rédacteurs sont Sevket Akyildiz and Richard Carlson, *Kazakhstan: ethnicity, language and power* de Bhavna Dave, *Politics of Language in the ex-Soviet Muslim States* de Landau J.M., Kellner-Herinkele B., *National identity and globalization: youth, state and society in post-Soviet Eurasia* de Blum D. et *Civil Society in Central Asia* édité par M. Holt Ruffin, Daniel C. Waugh.

Nous nous référons également à plusieurs auteurs indiens qui ont publié en anglais: *Ethnicity, modernity and nationalism in Central Asia: nation building experiences in Kazakhstan* de Manish Jha, et *Culture, society and politics in Central Asia and India*, édité par N.N.Vohra.

PREMIERE PARTIE

PARTIE I. LE DEVENIR DE LA POLITIQUE CULTURELLE DU KAZAKHSTAN ET DU KIRGHIZSTAN - NOUVEAUX ÉTATS MULTINATIONAUX D'ASIE CENTRALE APRES L'EFFONDREMENT DE L'UNION SOVIETIQUE: L'HERITAGE ET LES DEFIS

CHAPITRE 1. L'Héritage politique et culturel au Kazakhstan et au Kirghizstan.

1.1. Politique culturelle et multiculturalisme: l'origine et le contenu des concepts.

Une des premières définitions de la politique culturelle est apparue dans la publication de l'UNESCO de 1969 "*Cultural Policy. A preliminary study*"¹¹. Cette publication est le résultat d'une table ronde de l'UNESCO, tenue à Monaco en Décembre 1967. Selon cette publication la "*cultural policy*" is taken to mean a body of operational principles, administrative and budgetary practices and procedures which provide a basis for cultural action by the State"¹².

La publication dit aussi que la "*cultural policy should be taken to mean the sum total of the conscious and deliberate usages, action or lack of action in a society, aimed at meeting certain cultural needs through the optimum utilization of all the physical and human resources available to that society at a given time*"¹³. Pendant la même table ronde, il a été déterminé que le développement économique et social est lié au développement culturel du pays.

Malgré le fait qu'on peut voir une gestion publique de la culture en Europe depuis le temps de la Révolution française au XVIIIe siècle, le terme de "*la politique culturelle*" apparaît seulement au XX siècle au cours des années 60.

C'est au cours de ces années qu'est apparue la nécessité de déterminer la nature du processus de politique culturelle au niveau théorique. A cette époque, dans le système étatique de nombreux pays, y compris dans l'Union soviétique, sont apparus des ministères et départements de la culture indépendant des autres domaines de la vie, y compris l'éducation. Cela était dû à la compréhension du rôle croissant de la culture dans le domaine du développement des pays et dans l'administration étatique. On a commencé considérer la culture, d'une part comme un système de valeurs spécifiques, et de l'autre, comme un véritable outil pour influencer le développement de diverses sphères de la vie publique. Selon le célèbre article de 1968

¹¹ Cultural Policy. A preliminary study. UNESCO.Paris.1969.
<http://unesdoc.unesco.org/images/0000/000011/001173eo.pdf>

¹² Ibid, p.7.

¹³ Ibid.

d'Augustin Girard – chercheur sur le développement culturel français "*C'est pourquoi aussi la notion de développement culturel implique qu'un ensemble de principes et de moyens soient mis sur pied, concernant l'État, les collectivités locales et les groupes de citoyens, que des budgets soient calculés, votés, répartis, bref qu'il y ait une politique culturelle comme il y a une politique sociale et une politique éducative*"¹⁴. Le développement de la sphère étatique de la culture ne pouvait plus compter sur des initiatives individuelles ou privées, et a dû être clairement défini et planifié et pérennisé.

Ainsi, selon la définition que nous avons ci-dessus, il est clair que le concept de la politique culturelle est approuvé par le gouvernement, mais d'autres institutions ainsi que le secteur privé, allant de diverses sociétés aux ONG, peuvent également être impliqués dans son développement.

Les points importants dans le développement du concept de politique culturelle sont l'accord sur les grandes priorités et les objectifs du développement culturel entre les représentants officiels et administratifs et les représentants d'artistes dans l'intérêt de tous les participants. La prise en compte dans le développement de la politique culturelle du point de vue des artistes, ainsi que de la société civile a été également justifiée par le développement du concept de la "*démocratisation de la culture*" dès les années 70.

Lors de l'élaboration de la politique culturelle et de sa réalisation, il est primordial d'évaluer la situation et de déterminer les besoins actuels de la société. La conception de la politique culturelle donne la tonalité dans laquelle les personnes doivent prendre des décisions et définir des actions qui affectent après la vie culturelle de l'Etat.

Parfois, la politique culturelle est mise en place directement par l'organe étatique chargé de l'élaboration d'un concept national de la politique culturelle. Par exemple, le Ministère de la culture ou le Département chargé de l'art peut concevoir un projet de document sur la politique culturelle qui exprime leurs objectifs et définit les principes pour supporter des compagnies de théâtre dans diverses régions. Par conséquent, l'orientation d'une telle politique culturelle est la distribution du produit culturel.

Les experts américains dans le domaine du développement culturel Don Adams et Arlene Goldbard dans leur étude sur les cadres de la politique culturelle indiquent les orientations de la politique culturelle de l'État¹⁵ tel que: la préservation, la distribution, la création, la recherche, la formation, l'éducation et l'animation. La notion de *Préservation* s'exprime dans la préservation

¹⁴ Augustin Girard. Développement culturel et politique culturelle. Extrait d' *Education et Culture* n° 8, numéro spécial, automne 1968, p. 11-12 [revue du Conseil de la coopération culturelle du Conseil del'Europe et de la Fondation européenne de la culture].

¹⁵ Don Adams and Arlene Goldbard, Basic Concepts: Modes and Means of Cultural Policy-Making, 1986. // <http://www.wvcd.org/policy/concepts.html>

du patrimoine culturel matériel et immatériel. Le patrimoine culturel est considéré comme la base de l'identité nationale. La *Distribution*, selon les auteurs, c'est la diffusion de la politique culturelle la plus utilisée. Cela signifie le financement des produits spectaculaires de la culture, tels que des concerts, des représentations théâtrales, ainsi que les activités d'édition, des programmes de divertissement à la télévision et d'autres activités pour l'expansion de l'auditoire des spectacles. La *Création* signifie l'aide directe aux créateurs artistiques, ainsi qu'aux personnels inclus dans le processus de création. L'orientation *de la recherche*, porte sur l'étude de la politique culturelle elle-même, à savoir le respect des politiques culturelles et des besoins spécifiques de la société, (nous voudrions ajouter l'importance des statistiques culturelles). L'orientation *de la formation* signifie la formation des artistes, des professionnels de la culture, les administrateurs et autres membres du personnel travaillant dans le domaine de la culture. L'orientation de l'éducation, selon les chercheurs "...plays a key role in explicit cultural policy, since learning about community cultural life is essentially an educational process"¹⁶. Enfin, l'*animation* est l'orientation de la politique culturelle qui vise à encourager la participation active du public à la vie culturelle.

En ce qui concerne les instruments de la politique culturelle, les auteurs se réfèrent en premier lieu aux subventions et bourses, création d'emplois, à la création d'infrastructures culturelles et à l'assurance des conditions nécessaires pour l'activité fructueuse et la créativité des citoyens. Selon ces chercheurs la conception et le développement du cadre juridique et réglementaire dans le domaine de la culture est un outil puissant de la politique culturelle.

Bien que l'objet de la politique culturelle soit la vie culturelle de la société et généralement ce qui concerne le mot "culture", le sujet de la politique culturelle peut être la société et l'État.

Bien sûr, pour de nombreux États, certains des principes de la politique culturelle identifiés ci-dessus sont universels. Cependant, il existe des lignes directrices différentes dans les conceptions nationales des politiques culturelles des États qui sont directement liés à leur passé historique et culturel ainsi qu'aux caractéristiques de leur situation présente. Généralement, la conception de la politique culturelle n'est jamais statique et les priorités de la politique culturelle sont astreintes aux changements politiques et économiques.

En URSS, le concept national de la politique culturelle visait principalement le développement extensif des médias qui "*propageaient*" la culture en utilisant différents types d'actions sociales visant à faciliter la participation des personnes à des activités culturelles.

¹⁶ Ibid.

Dans le profil de la politique culturelle de la Russie¹⁷ préparé dans le cadre du Conseil de l'Europe, les chercheurs disent que le système qui a été mis au point en URSS dans les années 1920-1930, et qui a survécu jusqu'en 1980, inclut les composantes suivantes:

- Création d'un vaste réseau d'institutions culturelles publiques avec une orientation éducative forte;
- Formation d'un système centralisé rigide de gestion et contrôle idéologique;
- développement de mécanismes réglementaires appropriés;
- soutien de la culture classique ou "élevée", qui est généralement perçue comme idéologiquement neutre.

En général, selon les auteurs de l'étude, la vie culturelle en URSS était assez diversifiée, la cinématographie et la télévision ont été largement développées, *"car l'implication massive dans des activités culturelles organisées officiellement a été l'un des objectifs politiques"*¹⁸.

Bien sûr, en URSS, un domaine important de la politique culturelle était la préservation de l'identité historico - culturelle de nombreux peuples qui habitaient dans ce pays. Selon le chercheur russe Tiškov *"nulle part dans le monde, sauf en Union soviétique au XXe siècle même la plus petite culture n'a pas disparue, et nulle part dans le monde, sauf en Union soviétique la mosaïque ethnique a été entièrement préservée"*¹⁹. Pour ce faire en URSS, nous croyons que cela était possible grâce à la mise en œuvre des politiques semblables à la politique de *multiculturalisme*. Nous devons maintenant décrire ce qu'est précisément le multiculturalisme et voir si les principes du multiculturalisme se reflètent dans la politique culturelle de l'URSS?

Bien que les principes du multiculturalisme ont été déjà utilisés dans la pratique politique de certains pays depuis les années 1950, le terme *"multiculturalisme"* a pour origine la proclamation au Canada en 1971 du multiculturalisme comme la politique officielle.

La base de cette politique a été la création d'une identité politique unique pancanadienne avec la reconnaissance et la préservation de la diversité culturelle du pays. La politique de multiculturalisme est devenu un moyen d'installation de la *"valeur et la dignité de tous les Canadiens et Canadiennes, sans égard à leurs origines raciales ou ethniques, à leur langue ou à leur confession religieuse"*²⁰.

En effet, en commençant avec la politique de bilinguisme (français et anglais), le Canada a reconnu le statut d'égalité des cultures au niveau de l'Etat, quand les paramètres ethniques de la

¹⁷ Country Profile "Russia". Council of Europe/ERIC arts: "Compendium of Cultural Policies and Trends in Europe", 12th edition 2011. Available from World Wide Web: <http://www.culturalpolicies.net>.

¹⁸ Ibid.

¹⁹ Tiškov V.A. Rekvjem po etnosu: issledovaniâ po sočial'no-kul'turnoj antropologii. (Requiem pour une ethnie: études d'anthropologie socioculturelle.) p. 243.

²⁰ <http://www.cic.gc.ca/francais/multiculturalisme/citoyennete.asp>

population ont été exclus de la pratique politique. Ceci est confirmé dans la Loi canadienne sur le multiculturalisme de 1985 où la politique canadienne de multiculturalisme consiste "à faire en sorte que la loi s'applique également et procure à tous la même protection, tout en faisant cas des particularités de chacun"²¹. Donc, le multiculturalisme canadien a permis de percevoir le Canada non pas comme un "melting pot" (États-Unis) mais comme le pays de la mosaïque culturelle²².

Après le Canada, le terme multiculturalisme apparaît aux États-Unis et en Australie. Là, contrairement au Canada, le multiculturalisme n'a pas évolué à l'initiative du gouvernement, mais à la suite des mouvements sociaux des migrants et des groupes ethniques. Le multiculturalisme est apparu aussi dans un certain nombre d'États-nations européens, où, avec la migration, les mouvements ethnoculturels et ethno-politiques ont eu un caractère régional à la lumière de l'intégration européenne.

Cependant, la politique du multiculturalisme de tous ces pays a les mêmes principes. Les plus importants sont la diversité linguistique et culturelle, la préservation du patrimoine culturel et des traditions dans le cadre de la loi, l'absence de discrimination dans tous les domaines sociaux et une offre d'opportunités sociales égales pour tous les citoyens. Tous les pays qui ont officiellement proclamé cette politique ont aussi mentionné dans les documents programmatiques que la politique multiculturelle réussie contribue au développement économique du pays.

De notre point de vue, l'une des meilleures et pertinentes définitions du multiculturalisme, est donnée par le Dictionnaire de Race, Ethnicité et Culture "Currently terms such as multiculturalism are generally used with reference to those societies, or segments of society, in which – for political, economic or social reasons – groups of different cultures, originally formed independently of each other owing to historical or geographical factors, have come to cohabit. As such, multiculturalism may be sociocultural manifestation of multiethnicity"²³. Le même dictionnaire a aussi une définition du multiculturalisme dans les débats sociologiques et politiques "multiculturalism refers to a particular political system or specific policies aimed at granting and ensuring equal dignity (equality) to different cultures and at fighting discrimination against those belonging to a specific ethnique/cultural minorities"²⁴.

Les deux définitions ci-dessus, à première vue, semblent pertinentes par rapport à l'URSS. En effet, les groupes ethniques des 15 républiques membres de l'URSS vivaient ensemble avec leurs cultures sur un vaste territoire durant 69 ans unis par la culture soviétique

²¹ Loi sur le multiculturalisme canadien (L.R.C. (1985), ch. 24 (4^e suppl.))

²² Wiewiorka M. Is the Multiculturalism the Solution? // *Ethnic and racial studies*. p. 884.

²³ Guido Bolaffi. *Dictionary of Race, Ethnicity and Culture*. p.183 – 184.

²⁴ Ibid.

commune. Une nouvelle communauté historique de gens appelés le peuple soviétique, naquit à partir de ces nations. A cette époque est apparue l'utilisation de concepts tels que l'internationalisme, ainsi l'Union soviétique est devenue connue comme un État multinational. Tout cela a été le résultat de la politique des nationalités. Joseph Staline s'est exprimé le 25 novembre 1936 lors du congrès extraordinaire des Soviets de l'Union soviétique sur le projet de constitution de l'URSS, a déclaré: *"Le projet de nouvelle constitution de l'URSS... est profondément international. Tous les peuples et toutes les nations ont des droits égaux, car une différence de couleur de peau ou de langue, de niveau culturel ou de niveau de développement de l'État, ainsi que toute autre différence entre les nations et les races, ne peut servir de base à la justification de l'inégalité nationale. Il vient du fait que toutes les nations et les races, quelle que soit leur situation passée et actuelle et quelle que soit leur force ou leur faiblesse, devraient jouir de droits égaux dans tous les domaines de la vie économique, sociale, politique et culturelle de la société"*²⁵.

²⁵ Staline I.V. Voprosy Leninizma. 11-e izdanie. (Questions de léninisme. 11ème édition.) p.516-517.

1.2. La politique soviétique des Nationalités comme une forme de multiculturalisme?

L'Union soviétique formée en 1922, qui était un État multinational fédéral²⁶, a hérité de la "question nationale" de l'ancien Empire russe. La formation de la mosaïque des nationalités de l'Empire russe s'est étalée sur plusieurs siècles et à son origine entre la fin du XIV^{ème} et le début du XV^{ème} siècle. En conséquence, le "recensement général de l'Union soviétique de 1926 a pris en compte plus de 190 unités ethniques et environ 150 langues ..."27. Bien sûr, une telle multiethnicité d'un des plus grands pays du monde a exigé une politique publique particulière.

Pour mener nos recherches, il est tout à fait pertinent d'aborder la question des nationalités dans l'ex-Union soviétique. Afin de caractériser les politiques culturelles des États indépendants du Kazakhstan et du Kirghizstan, il est important de suivre les évolutions de la politique des nationalités de Lénine à Gorbatchev. Il sera aussi important de retracer la manière dont le Kazakhstan et le Kirghizstan ont fondé dans une tradition marxiste - léniniste leur nation historique dans une société multiethnique et pluriculturelle.

L'URSS en tant que nouvel Etat ne pouvait être national sous forme d'Etat-nation. Lénine, changeant d'avis sur le fédéralisme, considérait la création de l'Union soviétique comme la forme d'organisation la plus appropriée pour un État multiethnique. Le but du Parti communiste était de créer un type d'Etat où l'égalité des peuples pourrait les unir en une nouvelle entité unique soviétique. Ce sont les principes léninistes de la politique nationale qui sont devenus la base de la politique nationale soviétique qui été mis en œuvre par le Parti communiste. Plus précisément cette politique a mis en œuvre le développement de tous les peuples de l'URSS, afin d'offrir toutes les possibilités et capacités de chaque nationalité pour renforcer l'unité, l'amitié et la fraternité, dans une vision internationaliste. "La soviétisation a consisté aussi à écrire l'histoire des nationalités en suivant le modèle de l'État-nation et à attribuer un caractère ethno-national aux événements de l'histoire régionale, enfin à officialiser ce point de vue comme le seul possible sur l'histoire des peuples et des territoires"²⁸.

Les principes de cette politique prennent ses origines dans la "Déclaration des droits des peuples de Russie" signés par Lénine en Novembre 1917. Ce document a déclaré: 1) l'égalité et la souveraineté des peuples de la Russie; 2) le droit des peuples de la Russie à leur libre détermination jusqu'à la sécession et la formation d'Etats indépendants; 3) la suppression de tous les privilèges nationaux et national-religieux et des restrictions; 4) Le développement libre des minorités nationales et des groupes ethniques qui habitaient sur le territoire de la Russie.

²⁶ Article 70 de la Constitution de L'URSS, 1977.

²⁷ Kozlov V. Nacional'nosti v SSSR: Etnodemografičeskij obzor. (Nationalités en URSS: revue ethnodémographique,) p.35.

²⁸ Fourniau Vincent, "Si proches, si lointaines : l'Asie centrale et la Chine", *Relations internationales*, 2011/1 (n° 145), p. 13-26. // <https://www.cairn.info/revue-relations-internationales-2011-1-page-13.htm>

Ainsi à cette époque, de nombreux groupes de nationalités non russes, y compris ceux d'Asie centrale, ont obtenu l'égalité avec le statut de républiques fédérées en URSS. Cette forme d'organisation de l'État offrait aux nationalités des garanties d'autonomie culturelle et administrative. Cependant, tout en respectant le droit de sécession, la nation perdit néanmoins son indépendance et devint une république socialiste soviétique. Compte tenu du troisième point de la Déclaration, l'oppression des nationalités était considérée comme automatiquement exclue. Devenues une partie de l'URSS, les nationalités étaient reconnues libres de développer leurs aspirations nationales. La politique culturelle est devenue un élément important dans la mise en œuvre des politiques nationales.

Le Parti communiste a commencé à mettre en œuvre la politique nationale directement à partir de la première partie du premier alinéa de la *"Déclaration des droits des peuples de Russie"*, à savoir de l'égalité des peuples. Les Républiques socialistes, en premier lieu, ont été différentes par leur niveau de développement économique.

Ainsi, l'une des premières actions du régime soviétique dans le cadre de la politique nationale a été de lutter pour l'élimination des différences de développement économique de tous les peuples qui habitaient dans le pays. Afin de surmonter les inégalités économiques, il a été décidé de réunir toutes les ressources des républiques soviétiques et de les gérer dans un seul organisme afin d'en faire une seule entité économique. L'Économie générale devait être élaborée dans un plan unique établi par le Comité Central. Sur la base de ce plan on a établi les règles générales de développement de l'économie et de la division du travail entre les républiques de l'Union. La politique de *"l'alignement économique"* comprend également la fourniture d'une aide complète *"des pays les plus développés aux nationalités précédemment décalées"*²⁹. Les directives du XV^{ème} Congrès du Parti Communiste, sur l'élaboration du premier Plan économique quinquennal, stipulent que le *"Plan quinquennal devrait accorder une attention particulière à l'augmentation de l'économie et de la culture des nations et régions périphériques en retard sur la base de la nécessité d'éliminer progressivement l'arriération économique et culturelle, et de fournir un rythme plus rapide de développement de leur économie et de la culture, en reliant les besoins et les exigences de ces régions avec les besoins et les exigences de l'Union"*³⁰.

Cela a impliqué la construction ex-nihilo ou la mise à niveau, dans les différentes républiques, de complexes industriels, d'universités et l'envoi vers ces régions de professionnels de haut niveau dans les domaines de la science, de la culture et de la production pour la formation du personnel national sur le budget de l'Union. Cette planification quinquennale

²⁹ Sovremennye ètničeskie processy v SSSR. (Processus ethniques contemporains en URSS.) p.121.

³⁰ KPSS v rezoluciâkh i rešeniyâh s'ezdov, konferencij i plenumov CK. (Le CPSU dans les résolutions et décisions des congrès, conférences et pléniers du Comité central.) p.45.

appliquée aux différentes républiques y compris celles d'Asie centrale ont eu un effet semblable à une révolution dans les secteurs industriel, agricole et de l'éducation. Mais *"Développer économiquement un pays, une nation, un territoire, est une opération complexe qui met en jeu de nombreux facteurs, les uns économiques, et les autres non, et qui suppose de réaliser un ensemble de conditions de type économique, social, culturel et politique"*³¹.

Ici, comme écrit Vincent Fourniau, chercheur français sur l'Asie centrale, nous devons parler d'un autre processus - celui de "l'indigénisation silencieuse". *"Un terme qui rend la formule officielle en Union soviétique, soit la politique de formation de spécialistes dans les domaines de l'industrie, de la société et de la politique au sein des "nationalités" (ethnies) éponymes de chaque République. Une politique d'indigénisation qui se poursuit durant toute l'histoire soviétique et fut le cadre d'un rapport de force entre centre et Républiques qui apparaît plus clairement que dans d'autres domaines. Par exemple, les mouvements de population à l'intérieur de l'URSS, ou encore la planification économique traduisent une intégration et une ouverture de chaque République aux impératifs généraux de l'Union qui en fait presque oublier l'existence de chacune"*³². Le processus "l'indigénisation silencieuse", continue V. Fourniau dans un autre article, a touché *"...non seulement du personnel et des "cadres", mais aussi de la culture historique de chaque nationalité et la soviétisation de cette culture"*.

En conséquence, les processus de rattrapage des républiques de l'Union soviétique ne s'est pas limité au niveau socio-économique et industriel, mais aussi a eu pour effet d'éliminer les différences entre les peuples en général grâce à la politique d'égalité des peuples.

L'un des principaux objectifs de la politique général nationale soviétique et de l'égalisation économique, sous couvert du rapprochement des nations (la fameuse amitié entre les peuples), était d'éliminer les différences marquées dans la structure sociale de la société. *"En vertu du "rapprochement des nations", qui avait un double sens, on a compris d'abord, l'alignement de leurs niveaux de développement sociaux culturels, la création d'une structure sociale similaire et la mise en évidence des similitudes dans la culture et la vie quotidienne; et d'autre part, l'approbation des principes internationalistes des relations entre les nations"*³³. Lors du recensement de l'Union en 1926, parmi les hommes des peuples autochtones de l'Asie Moyenne (aujourd'hui le territoire de l'Asie centrale) le pourcentage des gens lettrés était inférieur à 10% et chez les femmes inférieur à 1%. Les Kirghiz engagé à un poste *"intellectuel"*

³¹ Guy C. Chambre H. Union soviétique et développement économique. pp.47-48.

³² Fourniau V., "Qu'est-ce que l'Asie centrale ? ", *Outre-Terre*, 2006/3 (n° 16), p. 15-29. // <https://www.cairn.info/revue-outre-terre1-2006-3-page-15.htm>

³³ Social'no-kul'turnyj oblik sovetskih nacij: po rezul'tatam ètno-sociologičeskogo issledovaniâ. (L'image socioculturelle des nations soviétiques: d'après les résultats de la recherche ethnopsychologique.) p.7.

étaient seulement 0,2% de la population active, les Turkmènes et les Kazakhs, 0,4%³⁴. Durant cette période, la classe ouvrière et l'intelligentsia ont été absentes parmi les peuples d'Asie centrale. Le grand écart entre la classe ouvrière russe et le reste des peuples a été un enjeu de la "question nationale" pour les bolcheviks. Nous noterons que, *"Dans le domaine politique, écrit Lénine, la différence est dans le fait que les ouvriers des nations dominantes ont une position privilégiée comparée à celle des travailleurs de la nation dominée... Dans le domaine idéologique ou spirituel, la différence est que les travailleurs des nations dominantes ont toujours appris à l'école et dans la vie quotidienne à mépriser et ignorer les travailleurs des nations opprimées"*³⁵.

Ainsi, l'application de l'internationalisme dans le pays a été un point aussi important de la politique nationale que le droit des peuples à l'autodétermination et selon les déclarations de Lénine, l'internationalisme est un moyen de lutte contre le nationalisme. La proclamation du "slogan de la culture internationale du mouvement ouvrier mondial", signifie l'acceptance "exclusive des éléments démocratiques et socialistes dans chaque culture nationale"³⁶. "Ce n'est pas notre affaire de proclamer et de tolérer le slogan de la culture nationale", conclut Lénine³⁷. Le Parti communiste avait pour but que l'idéologie internationaliste devienne une composante majeure de la conscience sociale du peuple soviétique.

La création d'une structure de société de même type de classe a été possible par la motivation des peuples unifiés de construire une nouvelle vie.

Les résultats du changement social ne se sont pas fait attendre longtemps. À la fin des années 1930, dans toutes les républiques de l'Union, sont apparus ou se sont consolidés les catégories sociales professionnelles de travailleurs, d'agriculteurs et de fonctionnaires. Ainsi, les "vues internationalistes et les normes soviétiques, précédemment inhérentes principalement à la classe ouvrière majoritaire du peuple soviétique, sont devenues communes à toutes les classes et couches sociales de toutes les nationalités de l'URSS"³⁸.

Comment a-t-il été possible en si peu de temps d'unir tant de peuples?

L'industrialisation et la collectivisation de l'agriculture ainsi que l'intégration économique de zones que les dirigeants de Moscou ont qualifiées de lointaines et inhabitées, ont joué un rôle prépondérant dans la création du même type de structure de classe. L'évacuation des industries vers la région d'Asie centrale pendant la Seconde Guerre mondiale a également servi à

³⁴ Vsesoûznaâ perepis' naseleniâ 1926 g. T. 17. Otd. I. (Recensement de la population de toute l'Union de 1926 t 17. sept. 1.) M., 1929, p. 93-96.

³⁵ Lenin V.I. 5e édition des œuvres complètes. T.30, P.107. Carrère D'Encausse H *Le Grand Défi.Bolcheviks et Nations 1917-1930*, p.37.

³⁶ Lenin V.I. 5e édition des œuvres complètes. T.23, p.318

³⁷ Lenin V.I. 5e édition des œuvres complètes. T.24, p.123.

³⁸ Bromlej Ū. Nacional'nye processy v SSSR. (Processus nationaux en URSS.) p.168.

l'intégration économique de ces territoires d'Asie centrale modernes. Certains groupes ethniques qui ont été déportés par Staline dans cette région ont également participé au développement de la région. Les peuples réinstallés - Tchétchènes, Allemands, Coréens ont dû organiser des entreprises et usines collectives et agricoles sur le nouvel emplacement pour le développement de la région. Selon Alex Calvo *"In a way, the mass mobilization prompted by the war provided the Soviet authorities with the cover needed to give the final push to economically integrate Central Asia with the rest of the Soviet Union. This was an end in itself, and at the same time part of the deep social and cultural changes that Moscow considered to be essential in order to consolidate its hold in the region and destroy any possibility that a nationalist movement might emerge"*³⁹.

Cependant, le principal outil de la stratégie de rapprochement des nations a été la politique culturelle du Parti communiste. En plus des changements au niveau du développement culturel, les améliorations socio-économiques planifiées par le parti ont naturellement créé une base pour améliorer les conditions de la vie culturelle des nations soviétiques. Cependant, l'objectif de la croissance culturelle de la population n'était pas le seul objectif de la politique culturelle de l'Etat socialiste.

La politique culturelle est devenue un lien important dans la mise en œuvre de la politique des nationalités. A la base du concept de la politique culturelle du Parti communiste se trouve la construction d'une société à culture unique et universelle. Cette conception de politique culturelle n'a pas été facile à mettre en œuvre, car le parti a réfléchi à quelle place occuperont les cultures nationales dans cette structure et comment elles vont coexister avec une idéologie commune?

Le parti communiste a essayé d'achever une coexistence harmonieuse de la société et des structures politiques dans le cadre d'une nouvelle culture en fournissant à tous les travailleurs du pays les mêmes droits à l'éducation et à la participation aux activités culturelles. Donc, l'accès égalitaire à la culture été prévu pour toute la classe, et pas seulement pour le groupe national dominant. *"Le parti et le gouvernement c'est mis la tâche pour mener à bien la liquidation de l'inégalité réelle dans le domaine de la culture en définissant l'égalité juridique des nations et des peuples"*⁴⁰.

La politique nationale du pouvoir soviétique, visant en particulier le développement des langues nationales, signifiait que l'élimination de illettrisme des peuples aura lieu grâce à l'intégration dans leur langue maternelle au sein de leur système éducatif ce qui impliquera une

³⁹ Calvo A. *The Second World War in Central Asia. Events, identity, and memory. Social and cultural change in Central Asia.* p.102.

⁴⁰ KPSS v rezoluciyâkh i rešeniyâh s'ezdov, konferencij i plenumov CK. Čast' 1. Rezolûciâ X s'ezda RKP (b). (Le PCUS dans les résolutions et décisions des congrès, conférences et pléniers du Comité central. Partie 1 Résolution X du Congrès du PCR (B.)) p.559.

meilleure assimilation de l'éducation. L'objectif du 12eme Congrès du PCR (b) (1923) était d'achever que *"... les organes des républiques nationales et des régions ont été construits majoritairement avec les populations locales qui connaissent leur spécificité linguistique, leurs habitudes de vie et leurs coutumes approprié à leur peuple ..., des lois spéciales ont été promulguées pour assurer l'utilisation des langues maternelles dans tous les organes de l'Etat et toutes les institutions qui servent les populations non autochtones locales et les minorités ethniques"*⁴¹. En outre, l'utilisation des langues nationales a persisté dans les médias, dans les administrations, dans les arts scéniques (théâtre), les institutions culturelles et éducatives et l'édition. Les résultats d'une telle politique se sont manifestés dans *"l'augmentation du nombre de livres publiés dans les langues nationales, l'augmentation de leur part dans l'ensemble de la production républicaine des livres, ainsi que des augmentations du nombre de livres d'origine (et pas des livres traduits)"*⁴². L'augmentation du nombre de publications dans les langues nationales ainsi que la dotation massive des bibliothèques est particulièrement manifeste en Asie centrale.

Tout cela a non seulement enrichi culturellement chaque république mais aussi accéléré le processus d'alignement général. Ainsi, conformément à Guboglo M. N, au cours des années 80, le nombre d'élèves non russes qui poursuivaient des études dans leur langue maternelle a atteint 75% dans la moitié des républiques de l'union et même 80% en Ouzbékistan et au Tadjikistan. Les peuples des républiques d'Asie centrale font partie des plus hauts pourcentages d'utilisation de leur langue maternelle⁴³.

Û.V. Bromlej⁴⁴ affirme que pendant la période soviétique, les livres et brochures ont été publiés dans 89 langues des ethnies d'URSS et que c'est durant cette période qu'est apparu à un niveau professionnel l'art dramatique en Ouzbékistan et au Kirghizstan sachant que les théâtres soviétiques fonctionnaient dans 50 langues.

Les objectifs de la politique culturelle pour le développement des langues ne se sont pas limités à l'application d'une stratégie d'égalité de toutes les langues nationales du pays mais aussi à l'élimination progressive des barrières préexistantes nationales et linguistiques. Le parti a décidé que l'expansion et le renforcement de la coopération internationale entre les ethnies nécessitait l'apprentissage d'une langue de communication interethnique. Hélène Carrère d'Encausse va plus loin dans son analyse, en disant que *"L'absence d'une langue commune est à cette époque un frein sérieux au développement des relations entre les nations de l'URSS,*

⁴¹ KPSS v rezoluciyâkh i rešeniyâh s'ezdov, konferencij i plenumov CK.T. 2. (Le PCUS dans les résolutions et décisions des congrès, conférences et pléniers du Comité central. T. 2.) M., 1970, p.441.

⁴² Kozlov V. Nacional'nosti v SSSR: Etnodemografičeskij obzor. (Nationalités en URSS: revue ethnodémographique.) p. 230.

⁴³ Ibid. p. 242.

⁴⁴ Bromlej Û. Nacional'nye processy v SSSR. (Processus nationaux en URSS) M., 1988.

situation d'autant plus inquiétante que la centralisation du système politique s'accommode mal du repli des nations sur elles-mêmes"⁴⁵. Lénine mentionnait déjà dans ses travaux prérévolutionnaires que *"...les exigences de l'échange économique forceront toujours des nationalités vivant dans un État (tant qu'ils veulent vivre ensemble) à étudier la langue de la majorité"*⁴⁶. Le Parti communiste en prendra bonne note et la langue de communication entre les républiques d'URSS deviendra la langue russe en 1938 car les populations russophones ont joué un rôle majeur dans le développement de l'urbanisation et de l'industrialisation de l'Union.

Outre le fait que l'Union soviétique avait en son sein différentes langues, il y avait aussi un grand nombre d'alphabets, tels que le cyrillique, latin, arabe, géorgien, arménien, qui ne favorisait pas le développement d'une culture universelle et compliquait l'utilisation d'un langage unique de communication dans l'URSS. Par conséquent, au milieu des années 30, les écritures de certaines ethnies qui utilisaient l'alphabet latin ont été traduites dans l'alphabet cyrillique. Une autre étape dans la mise en œuvre de la langue russe a été l'adoption en 1938 d'une résolution spéciale, *"sur l'étude obligatoire de la langue russe dans les écoles des républiques nationales et des régions"*, qui a changé de manière significative la situation dans les républiques de l'Union, où les écoles nationales enseignaient la langue russe au niveau d'une langue étrangère. Ainsi en était-il de la russification des républiques non russes. Vers la fin des années 1930 la langue russe a été largement promue et une telle politique a non seulement affaibli les dirigeants nationalistes, mais a également brisé les sentiments nationaux de certaines ethnies.

Pendant la période où cette politique linguistique a été mise en application, la proportion d'habitants des républiques soviétiques qui ont parlé la langue russe a considérablement augmenté. Le recensement de 1979 a montré que 52,3% des Kazakhs et 49,3% d'Ouzbeks parlaient couramment la langue russe, comparativement à 14,5% en 1970 pour les Ouzbeks. Les pourcentages les plus faibles des gens parlant couramment le russe ont été parmi les Tadjiks et Kirghizes respectivement 29,4% et 29,6%⁴⁷. Toutefois, le pourcentage de la population qui possédait le russe a considérablement augmenté dans ces pays.

En 1970, le nombre de personnes qui a indiqué la langue russe comme leur langue maternelle (sauf population russe) a atteint 13,0 millions de d'individus, soit 87,7% des populations originellement non russophones⁴⁸. Tout cela nous montre que la transition vers la langue russe comme langue principale de communication inter-ethnique en URSS, est devenue l'une des caractéristiques des processus nationaux - linguistiques. Cette vaste propagation de la

⁴⁵ Carrère D'Encausse H. Le Grand Défi. Bolcheviks et Nations, 1917-1930. p.240

⁴⁶ Lenin V.I. 5e édition des œuvres complètes. T.23, p. 423.

⁴⁷ Vsesouznaya perepis' naseleniya - vsenarodnoe delo. (Le recensement de la population de toute l'Union est une affaire nationale.) p. 46.

⁴⁸ Kozlov V. Nacional'nosti v SSSR: Etnodemografičeskij obzor. (Nationalités en URSS: revue ethnodémographique.) p.252.

langue russe a impacté significativement un rapprochement entre les peuples et contribuer à la formation de la culture soviétique plus généralement.

Toutefois, la mise en place d'une langue de communication interethnique ne signifie pas la fusion des langues en une langue soviétique commune. Bien que les emprunts à la langue russe ont contribué à l'expansion du stock lexical des langues nationales, en particulier dans la terminologie socio-politique, scientifique et technique.

L'enrichissement du fond lexical de l'URSS, en particulier dans le contexte socio-politique, était aussi le résultat de la politique culturelle en cours. L'un des outils de la politique du Parti communiste pour la création d'une culture universelle dans l'Union soviétique a été l'éducation politique des masses afin de former de nouveaux citoyens et des médias à l'idéologie marxiste-léniniste. Cette formation politique a eu lieu dans les établissements d'enseignement, à la fois secondaire et supérieur, par un *"politgrammota"* qui inclut une liste de matières standard qui convenaient aux normes soviétiques. Cette liste comprenait des matières telles que le communisme scientifique, la philosophie marxiste-léniniste, science politique, sciences sociales et *"les épreuves sur Lénine"*. Ces réglementations soviétiques unifiées *"... représentent une réalité idéologique nouvelle, le droit à l'éducation, qui n'est plus le privilège d'une minorité, droit égal pour tous, sans que les différences nationales entrent en jeu. L'idéologie égalitaire qui sous-tend le système soviétique donne à la culture prolétarienne véhiculée par l'enseignement ses meilleures chances de s'implanter"*⁴⁹. Plus tard, au cours de la XIXe Conférence des Partis de l'Union, a été lancée l'idée du partage des cadres qualifiés du Parti entre les républiques et par lequel *"on peut créer une seule entité internationale de l'Union soviétique, qui sera beaucoup plus monolithique que la somme des entités nationales gravitant vers isolement (k zamkнутosti)"*⁵⁰.

L'éducation politique des masses s'est opérée non seulement par le système éducatif mais aussi par la gratuité des théâtres, des musées ainsi que par la distribution gracieuse des journaux parmi les travailleurs. La nouvelle presse soviétique avait pour but non seulement l'éducation culturelle mais aussi l'éducation politique des peuples. Les activités culturelles et éducatives étaient partout et loin des centres urbains on été créé spécifiquement des clubs pour les ouvriers, des bibliothèques mobiles, *"les coins rouges"* et même des trains et bateaux spéciaux *"d'agitation"*.

Par ces moyens, tout le monde a eu accès à l'art et à la culture. *"Ainsi, - selon les paroles de Yuri Andropov au Soviet Suprême du Parti Communiste de Juin (1938), - sa possibilité (art) d'activement affecter la vie publique augmente. Cela veut dire que la responsabilité des artistes*

⁴⁹ Cadiot J. Le laboratoire impérial, Russie-URSS 1860-1940. p. 243.

⁵⁰ Pravda 1988, 2 Juillet (discours de Primakov E.M.)

augmente beaucoup à travers l'arme puissante qui se trouve dans leurs mains pour servir l'affaire du peuple, l'affaire du communisme"⁵¹. Il est donc devenu possible d'influencer la conscience des gens à travers l'art.

Staline a estimé que pour être socialistes dans leur contenu, les formes d'art nationales doivent démontrer les postulats du bolchévisme. Le but de la politique soviétique était d'institutionnaliser la culture nationale de l'État. L'art national devait être adapté à l'idéologie soviétique.

Concernant la politique de régulation de l'art musical, l'idée de développement culturel est apparue. Cette idée reposait sur le fait que la musique nationale n'était pas suffisamment développée et devait s'élever au niveau de la culture mondiale. Pour cela, un opéra devait être construit dans chacune des républiques d'Asie centrale, et des compositeurs russes y étaient envoyés pour composer un opéra dans le style national approprié afin de créer un répertoire. La terminologie européenne devait être utilisée pour enseigner la musique nationale. La musique folk était encouragée, mais dans un nouveau style national. Le folklore et les orchestres instrumentaux étaient supposés jouer une musique reflétant le développement et le contenu idéologique du socialisme et de l'unité nationale. Les compositeurs ont servi l'État en tant que *"travailleurs culturels"*⁵².

Concernant l'art dramatique, il a été mis en place une école de théâtre soviétique formant aux métiers de comédien et de metteur en scène. Elle a été différente des autres écoles par son idéologie de l'internationalisme, qui se manifestait dans tout, par l'unité de l'interprétation idéologique et artistique, des œuvres dramatiques sur scène au répertoire commun. L'internationalisation a eu lieu par les échanges de troupes de théâtre entre les républiques, ainsi que par leurs tournées dans le cadre des jours de l'Art National à Moscou. Sur la scène des théâtres, les meilleurs exemples des œuvres dramaturgiques du monde ainsi que des œuvres dramaturgiques des républiques nationales, étaient mis en scène pour contribuer à la promotion de l'unité des peuples.

Un système similaire a été développé pour le cinéma national. *"One of the distinguishing characteristics of the Soviet cinema is its complex multinational, multi-ethnic nature in which many films were produced in a range of languages and dialects with themes or educational (including propoganda) purposes targeted to or reflective of specific ethnic/cultural groups within the country"*⁵³.

Pour la production de tels films, les républiques d'Asie centrale commencent à créer leurs

⁵¹ Pravda, 1983, 16 Juin.

⁵² Frolova-Walker, National in Form, Socialist in Content, p.334. Social and cultural change in Central Asia. p.64.

⁵³ Mowell B. Political, economic and historical foundations of Central Asian cinema. Social and cultural change in Central Asia. p. 74.

propres studios, en commençant par le Kazakhstan dans les années 20 et en se terminant par le Kirghizstan en 1941. Le changement le plus marquant dans ce domaine s'est produit à la suite de la Seconde Guerre mondiale. Les studios de cinéma de Moscou et de Leningrad ont été transférés en Asie centrale avec des réalisateurs célèbres. Ainsi, les célèbres films de guerre ont été tournés sur les territoires d'Asie centrale. Cette expérience acquise ainsi que les infrastructures de production de film qui ont persisté après la fin de la guerre, ont grandement contribué au développement de l'industrie cinématographique des pays d'Asie centrale, en particulier celle du Kazakhstan.

La culture artistique a pu grandement influencer le côté émotionnel de la conscience nationale et a joué un rôle important dans la propagation de l'idéologie de l'internationalisme. Aux diverses expositions rassemblant les travaux des artistes de toutes les républiques nationales, le public a pu contempler des peintures sur la vie quotidienne et la vie des travailleurs qui ressemblaient énormément à leurs vies. Le chercheur Û. Bromlej a appelé ça *"l'internationalisation des goûts"*⁵⁴.

Cependant, l'internationalisation des goûts n'a pas empêché la conservation des objets traditionnels de la culture matérielle et immatérielle des différentes républiques. *"The aim of Soviet socialisation and acculturation processes was to foster a universal civic culture across all institutions and in the minds of all citizens. Yet, even as the Soviet leadership coerced the masses into building a centralised state a degree of multiculturalism was written into the constitution and native folk culture, dress, music, and sports were promoted"*⁵⁵. Les costumes ethniques et traditionnels, la cuisine, l'artisanat, qui représentaient *"...l'identité nationale associée au transfert des traditions de l'artisanat artistique qui a émergé chez les peuples respectifs"*⁵⁶; tout cela représentaient les différentes cultures soviétiques qui formaient les composantes de la culture générale du peuple soviétique. Dans le même temps, *"Les cultures nationales sont acceptées comme transition et moyen d'accès à une culture commune, uniforme de la société, celle qui porte en elle les valeurs de la classe ouvrière et de son parti"*⁵⁷.

L'internationalisation a également contribué à l'émergence du désir d'attacher une plus grande importance aux caractéristiques originales, aux traditions et particularités des cultures nationales. C'est ainsi qu'est apparu un compromis naturel de libre développement des cultures nationales avec l'émergence de la culture soviétique générale. *"Never far from the surface of this attempt to incorporate a cultural pluralism into Soviet state-building was what Lénine had referred to as his fear of "Great Russian chauvinism... The support and cooperation of the non-*

⁵⁴ Bromlej Û. Nacional'nye processy v SSSR. (Processus nationaux en URSS). p.123.

⁵⁵ Social and cultural change in Central Asia. p. 4.

⁵⁶ Bromlej Û. Nacional'nye processy v SSSR. (Processus nationaux en URSS). p.122.

⁵⁷ Carrère D'Encasse H. Le Grand Défi. Bolcheviks et Nations 1917-1930. p.248.

*Russians in the building of socialism could only proceed, he argued, through suppressing Russian nationalism. Yet for Stalin it was minority nationalism which posed the great threat*⁵⁸.

Il est important de noter que la politique du Parti communiste sur la religion a été différente. On ne peut qu'être d'accord avec le chercheur V.I.Kozlov, qu'à l'époque de l'Empire russe *"en général, la religion a compliqué la stratification sociale et a ralenti le processus progressif de rapprochement des peuples ..."*⁵⁹. Il est entendu que divers principes et rituels religieux associés aux événements importants de la vie de chaque personne, tels que la naissance, le mariage, etc, pourraient entraver le rapprochement des peuples de l'Union soviétique. C'est pour cela que la politique du Parti communiste dans son ensemble avait un caractère antireligieux. Déjà, avec les premiers décrets, le gouvernement soviétique a séparé l'église de l'état et l'école de l'église et libérer la propagande antireligieuse, reconnue possible à tous les citoyens. L'idéologie religieuse a été considérée par le Parti comme un élément anti-scientifique. C'est par les méthodes d'explication et de persuasion que le Parti communiste de l'URSS a essayé d'éduquer les gens dans l'esprit de la conception du matérialisme scientifique, en faisant autant que possible la propagande athéiste scientifique; un organe a été spécialement créé - la Commission des affaires religieuses a mené la politique religieuse et a contrôlé l'église. Les mosquées et églises ont été converties en clubs et cinémas. En Asie centrale sur les plus de 27000 mosquées, il n'en restait que 1 000 dans les années 1940⁶⁰.

Dans le même temps, de plus en plus de fêtes tels que le Nouvel An, la Journée internationale de la femme, et ainsi de suite, ont remplacé les fêtes religieuses, devenant des fêtes familiales, mais aussi des fêtes soviétiques commune grâce à la propagande. Ces fêtes ont été célébrées le même jour du calendrier et partout dans le pays; les traditions et les coutumes associées à ces fêtes étaient communes à l'ensemble de la population soviétique. Par exemple, toutes les traditions de célébration de la fête chrétienne de Noël, ont été réappropriées au réveillon du Nouvel An avec arbre de Noël, cadeaux et Père Noël. Les restrictions religieuses qui caractérisaient la vie en URSS, furent toutefois atténuées sous le règne de Staline, notamment au début de la Grande Guerre Patriotique.

Le fait est que la propagande allemande se concentrait sur la politique anti - religieuse de Staline. Afin de préserver sa popularité, Staline a temporairement assoupli certaines restrictions et fait preuve d'une certaine tolérance à l'égard de la religion. À cette époque, un petit nombre d'églises et de mosquées ont été inaugurées et un conseil des affaires religieuses et un conseil religieux régional musulman ont été formés jusqu'à la chute de l'URSS. Le Conseil des affaires

⁵⁸ Ethnicity, Modernity and Nationalism in Central Asia, p. 85.

⁵⁹ Kozlov V. Nacional'nosti v SSSR: Etnodemografičeskij obzor. (Nationalités en URSS: revue ethnodémographique.) p. 43.

⁶⁰ Farhad Atai M. "State-Managed Art and Culture. The Case of Central Asia under Soviet Union". Culture, Society and Politics in Central Asia and India. p.112.

religieuses appliquait la politique religieuse et contrôlait l'église.

Le peuple soviétique a été le résultat de l'intégration inter-ethnique, formé au cours des *"rapprochement et fusion des nations"* de Lénine. L'intégration interethnique s'est produite également dans les républiques, sachant que beaucoup d'entre elles étaient à l'origine multinationale. Selon les données de M.S Džunusov, en 1979 dans les pays du Kazakhstan, du Kirghizstan et du Tadjikistan le taux de multi nationalité était le plus élevé de l'Union Soviétique. V.I Kozlov⁶¹, a écrit que les processus d'intégration interethniques se sont produits dans les zones principales historiques et géographiques, comme, par exemple, en Asie Moyenne (Asie centrale). Dans le même temps, l'assimilation ethnique de cette région à l'espace soviétique commun a été compliquée par les restes de relations tribales et du type d'économie semi-nomade.

H.Carrère d'Encausse l'auteur de l'ouvrage *Le Grand Défi Bolcheviks et Nations*, nous dit que *"... les bolcheviks aient poursuivi dans ces régions, à l'époque de réconciliation sociale de la NEP par la même favorable aux changements profonds, une politique particulière, tendant dans un premier stade à briser la spécificité des sociétés pour les aligner sur l'ensemble de la société soviétique"*⁶². Selon elle, *"...la politique culturelle du pouvoir soviétique en Asie centrale a eu deux finalités: briser l'unification potentielle de la région autour d'idéaux turco-musulmans, mais aussi préparer, pour l'avenir, sa transformation sociale"*⁶³.

Ainsi, les peuples de l'Asie centrale, sont devenus les représentants du peuple soviétique. Ils ont été caractérisés par les mêmes traits moraux-idéologiques et les principes moraux qui unissent tous les habitants de l'Union soviétique. Ū. Bromlej a dit qui était le lieu d'être de *"...l'identité soviétique commune, une composante essentielle de quelle a été une idée d'une communauté particulière avec leurs destins historiques commun à l'époque soviétique"*⁶⁴. Cependant, *"Outre une réticence politique liée au centralisme et à un certain patriotisme soviétique (ou impérial) des statisticiens moscovites, les redéfinitions territoriales fondées sur l'ethnicité, la conception de la nationalité en termes d'origine ethnique, favorisaient alors la construction d'un monde soviétique peuplé de nationalités, plutôt que des nations"*⁶⁵. La nationalité n'était pas toujours synonyme de la citoyenneté d'une République, mais plus être l'appartenance à un groupe ethnique. Concernant la citoyenneté, les habitants de L'URSS se déclaraient comme *"Soviétiques"*.

Donc, la politique culturelle du Parti communiste de l'Union soviétique, a eu aussi comme conséquence l'apparition d'une culture soviétique. Les différents peuples, unis par les

⁶¹ Kozlov V. Nacional'nosti v SSSR: Etnodemografičeskij obzor. (Nationalités en URSS: revue ethnodémographique.) p.219.

⁶² H.Carrère D'Encausse. *Le Grand Défi.Bolcheviks et Nations* 1917-1930. p. 205.

⁶³ Ibid.p. 227-228.

⁶⁴ Bromlej Ū. Nacional'nye processy v SSSR. (Processus nationaux en URSS.) p.122.

⁶⁵ Cadiot J. *Le laboratoire impérial. Russie-URSS 1860-1940.* p.155.

traditions révolutionnaires soviétiques, avaient des caractéristiques communes dans leur mode de vie, comme les coutumes, les fêtes, les règles de comportement et d'étiquette et aussi des notions communes de *"ce qui est bon et mauvais"*. La culture soviétique a été déterminée par des *"normes"* dans les beaux arts, la littérature et l'architecture.

À la suite de la politique nationale du Parti communiste dans le pays il est apparu *"dans ses paramètres sociaux communauté (metaethnique) internationale le nouveau - peuple soviétique"*⁶⁶ - l'union des peuples, partageant d'un territoire, d'un état, d'un système économique, caractérisés par la présence de traits communs de la culture, des traditions communes, une langue de communication interethnique, une identité commune. Cette unité a été caractérisée par le développement socio-économique commun et les systèmes idéologiques et politiques. La formation d'une nouvelle communauté historique - le *"peuple soviétique"* a été proclamé dans la Constitution de l'URSS en 1977, le définissant comme une société de relations sociales socialistes matures, caractérisé par le rapprochement de toutes les classes et couches sociales, l'égalité de droit et de toutes les nations et peuples et leur coopération fraternelle. Cette coopération fraternelle a été formée sur la base économique commune et sûr un objectif commun - la construction du communisme.

Cependant, malgré le fait que le peuple soviétique était plus que jamais uni dans les années 1980, cela ne voulait pas dire que les problèmes entre nationalités étaient résolus. La politique des années 80, sous la direction du secrétaire général Léonid Brejnev, a continué de reposer sur des idées de nationalités intégrées dans une société multiethnique dotée d'une culture particulière. C'était le temps du *"Separate national cultures were to flourish alongside their drawing together" until their final merger (sliyanie) was realised"*⁶⁷. Iouri Andropov a adopté une telle approche plus intégrée. Cependant, sous Gorbatchev la politique de Brejnev était déjà revenue, l'accroissement du potentiel matériel et culturel de chaque république devait servir le développement équilibré du pays dans son ensemble et dans le respect de l'intérêt économique commun. Gorbatchev a reconnu les problèmes existants dans la question des nationalités mais il a mis l'accent sur le peuple soviétique uni par des objectifs idéologiques et politiques. Cependant, les émeutes survenues en décembre 1986 dans la ville d'Alma-Ata ont obligé à reconsidérer l'attitude de Gorbatchev à l'égard des nationalités. Les troubles ont été provoqués par le mécontentement des Kazakhs vis à vis du premier secrétaire du parti kazakh de nationalité russe et sont devenus le premier signe d'un conflit croissant dans les relations ethniques, de l'inefficacité des politiques poursuivies et par conséquent de la nécessité d'un changement. *"The illusion of a society having secured cultural co-existence and moving steadily towards*

⁶⁶ Bromlej Ū. Nacional'nye processy v SSSR. (Processus nationaux en URSS.) p.128.

⁶⁷ Ethnicity, Modernity and Nationalism in Central Asia. p. 86.

rapprochement was shattered"⁶⁸.

En 1989, Gorbatchev a décidé de changer son approche de la politique des nationalités. Il décida de créer une forme de fédération, formée d'une union de républiques dotées d'une réelle souveraineté dans tous les domaines de la vie de l'État, qui existera jusqu'à la chute officielle de l'Union soviétique en 1991.

Selon les recherches de Tiškov⁶⁹ sur le multiculturalisme, les idéologues soviétiques ont eu une idée similaire au multiculturalisme. La diversité culturelle a été maintenue dans les lois dans le domaine politique, dans la politique sociale, dans la politique concernant l'éducation et santé. Dans le décret du Conseil des Ministres de l'URSS sur l'approbation de la position du Ministère de la Culture de l'URSS les tâches principales ont été mises au développement de l'art soviétique, promouvoir de *"l'enrichissement et le rapprochement des cultures des peuples frères sur la base des idées de l'internationalisme"*⁷⁰. Le rapprochement des cultures s'est passé partout dans le monde par l'organisation des festivals culturels des peuples de l'URSS, des concerts et des foires.

Conformément l'article 123 de la Loi fondamentale - la Constitution de l'URSS de 1936, *"l'égalité des citoyens de l'URSS, indépendamment de leur nationalité ou de la race, dans toutes les sphères de la vie économique, gouvernementale, culturel et socio - politique, est une loi imprescriptible"*⁷¹. Le même article n'indique aucune possibilité de discrimination ethnique.

Comme au Canada et en Australie, où l'objectif principal de la politique du multiculturalisme était la langue et correspondant à ce politique dans le domaine de l'éducation, dans l'Union soviétique ils ont également prêté attention à la préservation de toutes les langues. Par exemple, dans la loi de l'URSS sur le renforcement de liens de l'école avec la vie et de la poursuite du développement du système d'éducation publique en URSS⁷², reflète que, par la suite de la mise en œuvre de la politique nationale, tous les peuples de l'Union soviétique ont une école dans leur propre langue et l'accès à l'éducation et la culture est ouvert pour tous.

On peut également effectuer un parallèle avec la Grande-Bretagne, où, sous la théorie de l'éducation multiculturelle dans les années 1970 - début des années 1980, les experts ont tenté d'appliquer le modèle de l'éducation dans l'enseignement public, dans lequel on peut obtenir une remise en question de leur identité nationale, compte tenu de la composition ethnique et raciale diverse de la population. En Union soviétique, dans ces années, *"les problèmes de l'étude des*

⁶⁸ Ibid. p. 88.

⁶⁹ Etnopolitologija: političeskie funkcii etničnosti. Učebnik dlâ VUZov. (Ethnopolitologie: fonctions politiques de l'ethnicité. Manuel pour les établissements d'enseignement supérieur.) Moscou 2011.

⁷⁰ Ibid.

⁷¹ La Constitution de l'URSS de 5 Décembre 1936.

⁷² Loi de l'URSS sur le renforcement des liens avec la vie scolaire et la poursuite du développement du système d'éducation publique en URSS, 24 Décembre 1958.

cultures des peuples autochtones et des groupes régionaux, ainsi que l'école avec l'utilisation extensive de l'information ethno-culturelle ont été largement discutés"⁷³.

Les politiques similaires au multiculturalisme sont tracées dans les lois ultérieures adoptées à la veille de la désintégration du pays. En ce qui concerne la politique linguistique, on peut noter la loi URSS du 24 Avril 1990 relative aux langues des peuples de l'URSS⁷⁴. Il a déclaré le renouveau, la préservation et le développement des langues des peuples de l'URSS, ainsi que la liberté de choisir la langue de l'éducation et de la formation. Selon la loi "*ce n'est pas autorisé la violation des droits des citoyens de l'URSS qui utilisent leur langue maternelle dans les différentes sphères de la vie publique*"⁷⁵. En vertu de cette loi, des programmes de développement des langues des peuples de l'URSS ont garantis leurs apprentissages et leurs usages.

Le Loi de l'URSS du 1er Octobre 1990, relative à la liberté de conscience et aux organisations religieuses⁷⁶ a assuré l'égalité des droits des citoyens dans tous les domaines de la vie civile, politique, économique, sociale et culturelle, indépendamment de leur attitude envers la religion. La même Loi a confirmé la liberté de choix de la religion des citoyens.

On peut conclure que les bases normatives énumérées ci-dessus ont des objectifs similaires d'objectifs de la politique de multiculturalisme, à savoir: la première - la consolidation de tous les citoyens de l'URSS le droit à la réalisation culturelle (y compris linguistique). Le deuxième a prévu l'octroi de garanties juridiques de l'égalité aux citoyens de l'URSS, des possibilités et la non-discrimination en raison de l'appartenance à une race et la confession. Troisièmement, impliquait la promotion des talents des citoyens, indépendamment de leur origine ethnique ou religieuse.

Mais le plus important, c'est que les concepts d'unité civile et de valeurs culturelles communes sont des éléments de la politique culturelle en URSS qui s'approchent le plus du multiculturalisme. Cependant, tous les chercheurs russes ne partagent pas ce point de vue.

Oleg Nemenskij dans son article "*La tentation du multiculturalisme*"⁷⁷, fait valoir que la politique nationale soviétique se rapproche légèrement du multiculturalisme. L'auteur utilise les termes "*multinational*" et "*multiculturel*", impliquant par cela le multi ethnisme. Selon l'auteur, "*... le multiculturalisme - est la politique post-nationale, qui est adapté pour être détenue dans*

⁷³ Kuropâtnik A., Mul'tikul'turalizm: ideologiâ i politika social'noj stabil'nosti. // Žurnal sociologii i social'noj antropologii. 2000. T III. № 2. (Multiculturalisme: idéologie et politique de stabilité sociale. Journal de sociologie et d'anthropologie sociale. 2000. V. III. Numéro 2.)

⁷⁴ Loi de l'URSS sur les langues des peuples de l'URSS, 24 Avril 1990.

⁷⁵ Ibid.

⁷⁶ Loi de l'URSS № 1689-1 sur la liberté de conscience et les organisations religieuses, 1 Octobre 1990.

⁷⁷ Nemenskij O. Soblâzn mul'tikul'turalizma. Voprosy nacionalizma, vyp. 8 (2011, № 4) (La tentation du multiculturalisme. Questions sur le Nationalisme, vol. 8 (2011. N 4)). p.50-65.

<http://www.apn.ru/publications/article27077.htm>

des conditions de l'État-nation déjà existante, et ne signifie pas sa fragmentation ou son élimination...", quand à la politique nationale soviétique, l'auteur dit: *"... a délibérément visé la création de nouvelles nations et l'Union soviétique a été vu comme l'union des républiques nationales..."*⁷⁸.

V. Malahov estime que l'Union soviétique a pratiqué une politique nationale qui n'a aucun rapport avec le multiculturalisme. Selon l'auteur, le multiculturalisme dans le pays était *"ostentatoire et géré"* et *"... dans les républiques de l'Union, il y a eu la confrontation silencieuse entre les élites nationales avec le centre "russe"*⁷⁹. Les chercheurs V. Antonova et G. Karpov⁸⁰ notent quant à eux que l'idéologie de l'internationalisme de l'Union soviétique ébauchait une politique multiculturelle.

Conformément à la notion de multiculturalisme du célèbre sociologue allemand Habermas le *"multiculturalisme est une forme particulière de l'idéologie intégrative, selon laquelle les sociétés nationales polyculturelles et polyethniques mettent en œuvre des stratégies nationales pour la cohésion sociale et la stabilité, basées sur les principes de coexistence équitable des différentes formes de la vie culturelle"*⁸¹. L'URSS nous semble juste cette *"forme d'idéologie intégrative"*.

De l'analyse présentée dans ce chapitre on aura compris que dans la politique soviétique on peut identifier un cadre similaire à la politique du multiculturalisme, comme la préservation de l'identité culturelle et de la justice sociale. La politique culturelle du Parti communiste de l'Union soviétique, a eu aussi comme conséquence l'apparition d'une culture soviétique. La *"culture soviétique"*, diffusée par la langue russe obligatoire, ne dépendait pas des caractéristiques culturelles et ethniques de chacune des nationalités.

Ainsi, la politique culturelle soviétique a des similitude avec deux des trois niveaux de compréhension du multiculturalisme qui existe dans les sciences sociales (démographique, idéologique et politique) tel que le multiculturalisme démographique et idéologique, et peut-être même les bases d'un *"soft multiculturalisme"* (Kukatas, 2007: 82), dans le sens politique.

L'émergence de nouveaux Etats, après la fin de l'URSS, n'a pas conduit à la disparition d'une population multiethnique et multiculturelle. La disparition de l'Union soviétique a mis les

⁷⁸ Ibid.

⁷⁹ Malahov V. "Pocemu v Rossii net "multikul'turnikh issledovani". // Vestnik Instituta Kennana v Rossii. Vip. 13. Moscou 2008. ("Pourquoi il n'existe pas de "recherche multiculturelle" en Russie. Bulletin de l'Institut Kennan en Russie". № 13) p.24-29.

⁸⁰ Antonova V., Karpov G. "Politiki multikul'turalisma na Rossiskoi počve: est' li perspektivy?" // Žurnal issledovanij social'noj politiki. 2011, T. 9, № 1. ("La politique du multiculturalisme sur le sol russe: y a-t-il des perspectives?" // Journal de recherche sur les politiques sociales. 2011, T. 9, № 1.) p. 99-108.

⁸¹ Habermas J. Vergangenheit als Zukunft: Das alte Deutschland im neuen Europa? Ein Gespräch mit Michael Haller, Zurich, 1991.p.29.

⁸² Kukatas Č. Teoreti č eskie osnovy mul'ticul'turalisma. (Fondements théoriques du multiculturalisme.) // <http://www.polit.ru/article/2007/05/27/multiculturalism/>.

nouveaux chefs d'Etat devant la construction inévitable de nouvelles nations comportant divers groupes ethniques. Ainsi, après l'effondrement de l'Union soviétique, des États multinationaux ont été formés à partir d'une nation multiculturelle reçue en héritage. Les pays d'Asie centrale, comme le Kazakhstan et le Kirghizstan, sont des États multinationaux. En pratique, l'héritage soviétique de ces pays est devenu le facteur déterminant dans la réalisation de la diversité culturelle.

CHAPITRE 2. Le "National Building" au Kazakhstan et au Kirghizstan après l'effondrement de l'URSS et le rôle de la culture.

2.1. Principaux éléments du modèle de la politique culturelle dans les nouveaux pays indépendants du Kazakhstan et du Kirghizstan.

Après l'effondrement de l'Union Soviétique et l'indépendance, la tâche principale pour le Kazakhstan et le Kirghizstan a été la construction nationale. L'arrêt brutal de la politique Soviétique des nationalités et son héritage sous la forme d'États multinationaux sont devenus un grand défi pour ces États. Un tel patrimoine multinational et multiculturel a compliqué le processus d'édification de la nation dans les nouveaux États. Le Kazakhstan et le Kirghizstan devaient élaborer au plus vite leur nouvelle politique nationale. En URSS, la nationalité était comprise comme "*ethnicité*". Les nouveaux États devaient assurer la coexistence pacifique de différentes nationalités sur leur territoire, tout en rendant les positions perdues à la "*nationalité titulaire*". Selon Vincent Fourniau "*La nationalité titulaire*" est une expression de sociologues soviétiques pour désigner dans les République Soviétiques la conception que la nationalité éponyme s'y faisait de son rôle en rappelant le schéma de l'État-nation⁸³.

La nouvelle construction nationale des pays du Kazakhstan et du Kirghizstan devait également créer leur propre vision du monde et de l'histoire. Par conséquent, il était nécessaire que ces pays déterminent comment présenter l'histoire de leur peuple, y compris la période soviétique, et comment utiliser cette histoire dans le système étatique, y compris la promotion de cette vision auprès des citoyens.

L'élément principal de la construction nationale a été la formation de l'identité nationale. Le Kazakhstan et le Kirghizstan devaient veiller à ce que la population de leurs pays s'identifie à ces nouveaux États indépendants. Et dans cette situation, la culture, ainsi que la langue et, dans une certaine mesure, la religion auraient dû devenir un instrument d'interconnexion d'une nation dans un seul État.

À la suite d'événements historiques antérieurs, tous, sans exception, les pays d'Asie centrale contenaient un mélange d'identités et de "*culture importées*" et locales, unies par la culture soviétique commune. Par conséquent, l'influence de la culture soviétique était incontestablement présente dans la conscience collective générale. Cependant, dans le même temps, des événements tragiques tels que la sédentarisation des nomades, la collectivisation et

⁸³ Fourniau Vincent, "Qu'est-ce que l'Asie centrale ?" *Outre-Terre*, 2006/3 (N° 16).

les purges staliniennes et l'incapacité de satisfaire pleinement leurs besoins religieux, également associés à la période soviétique, étaient dans la mémoire des populations locales. En réponse à cet héritage historique, le Kazakhstan et le Kirghizstan décident de créer une nouvelle conscience culturelle nationale. Lors de la création d'une nouvelle définition culturelle et d'une nouvelle identité culturelle, il est décidé de se baser sur la culture pré-soviétique.

Cependant, la tâche était compliquée par le fait que les élites dirigeantes des nouveaux États indépendants étudiaient et occupaient des postes de direction pendant l'Union Soviétique. D'une part, ils participaient à la construction nationale, dont la caractéristique principale était la renaissance de l'histoire et de la culture pré-soviétiques, mais d'autre part, étant un "produit" de l'Union Soviétique, ils ne pouvaient pas abandonner complètement le passé soviétique et n'étaient pas en mesure de mettre en œuvre une politique totalement nouvelle. Voici ce qu'Olivier Roy, écrit à ce sujet: *"Les partis communistes se transforment en parti du président. ...Les dirigeants, qui, en 1991, provenaient tous de la nomenklatura soviétique et qui, quelques mois plus tôt, reprenaient encore servilement les slogans de Moscou, tiennent désormais un discours nationaliste, méfiant envers la Russie et ouvert en direction des Occidentaux"*⁸⁴.

Sevket Akyildiz and Richard Carlson, les éditeurs du livre *Social and cultural change in Central Asia: the Soviet legacy*, sont d'accord sur le fait que les pays d'Asie centrale après leur indépendance étaient également sous une certaine influence de l'Occident. Ils pensent que ces pays pourraient considérer le modèle des pays Occidentaux et des organisations internationales et la mondialisation possible, ou ils n'avaient aucun projet pour une société de nouveaux États indépendants. *"To varying degrees, the countries of Central Asia have become integrated into the globalized political and economic systems but their history was not thrown into the rubbish bin. As a result, when designing these blueprints, in many cases the states fell back to using what they knew: the Soviet system"*⁸⁵.

L'indépendance des États a gravement affecté la culture dans un sens différent. Bien que certaines normes et valeurs, les objectifs de la culture établis sous le système soviétique continuent d'exister, le développement du secteur culturel a ralenti faute de financements. La culture et l'art ont été libérés de l'obligation de servir l'idéologie soviétique et du contrôle central exercé par Moscou, mais le secteur culturel a également perdu un important soutien financier. La transition vers une économie de marché au Kazakhstan et au Kirghizstan et les difficultés économiques qui en découlent ont détruit les activités culturelles mises en place depuis des décennies. L'inflation et le chômage croissant ont entraîné un épuisement des ressources des

⁸⁴ Roy O. *La nouvelle Asie centrale ou la fabrication des nations*. p. 7

⁸⁵ *Social and cultural change in Central Asia*. p. 2.

nouveaux États et, par conséquent, une réduction importante du financement et du soutien de l'État au secteur culturel.

Après l'indépendance, le Kazakhstan a été confronté à un problème de personnel, qui tenait principalement au reflux massif de la population russe vers la Russie, ainsi qu'à l'effondrement de la base matérielle et technique des institutions culturelles et artistiques. En raison de la détérioration de la situation matérielle de la population et de la hausse des prix, un grand nombre d'institutions culturelles ont été fermées.

Dans le domaine de la culture dans les pays de la CEI dans les années 90, la plus forte réduction du nombre de clubs de 1991 à 1997 s'est produite au Kazakhstan, passant de 9 000 à 1900 unités⁸⁶. Les tournées de concerts, les tournées de théâtre et de cirque, les expositions, les échanges de chanteurs, danseurs et écrivains, organisés traditionnellement avec le soutien financier de Moscou, font désormais partie du passé. Tout cela a eu un effet négatif sur les travailleurs culturels eux-mêmes. De plus, l'instabilité dans la sphère socioculturelle, par exemple au Kazakhstan, peut être observée dès la fin des années 80. Déjà à cette époque, comme en témoignent les statistiques, le domaine de la culture devient de moins en moins intéressant: *"le taux de rotation des travailleurs des institutions culturelles et éducatives au Kazakhstan a atteint 30 à 40%"*⁸⁷. Au Kirghizstan, les institutions culturelles ont également diminué partout et le nombre total d'employés dans le système culturel a diminué de 1 528,5 unités depuis 1991⁸⁸.

La situation a été aggravée par le manque d'expérience en matière de politique culturelle et de gestion de la culture. Ce manque d'expérience non seulement dans la gestion du secteur culturel, mais aussi dans les actions dans une économie de marché, a affecté le travail des fonctionnaires et des travailleurs de la culture et de l'art qui, avec l'existence de l'Union soviétique, étaient pleinement soutenus par l'État. À l'époque Soviétique, tout était décidé par l'État pour les travailleurs culturels. Ils devaient désormais prendre soin d'eux-mêmes et de leurs revenus, ce qui dépendait non seulement de leurs actions, mais aussi de la situation dans l'ensemble du pays.

Alors que l'élite dirigeante du Kazakhstan et du Kirghizstan se félicitait des changements apportés par l'éclatement de l'Union soviétique, la population était bouleversée par la disparition de la sécurité et le soutien fourni par Moscou. L'effondrement de l'URSS a laissé de nombreuses républiques dans un état de ruine culturelle. Voici comment Markova parle de cette période: *"L'effondrement de l'URSS et, par conséquent, de l'idéologie communiste, ses valeurs morales et*

⁸⁶ Statističeskij bûlleten' Me ž gosudarstvennogo statističeskogo komiteta SNG (Bulletin statistique du Comité de statistique inter-États de la CEI), № 24, Décembre. 1998 p. 77-78.

⁸⁷ Perestrojka ob š estvennogo soznani â i kul'turna â politika KPSS (La restructuration de la conscience publique et la politique culturelle du PCUS). p.133-134.

⁸⁸ Çotonov U. Kirghizstan po puti suvereniteta (Le Kirghizstan sur le chemin de la souveraineté). p.315.

*culturelles, l'accession à l'indépendance, le nouvel Etat ont pendant un certain temps créé un sentiment de confusion, de vide et de perte de principes moraux, d'autre part - un sentiment urgent de combler le vide*⁸⁹.

Dans des conditions aussi difficiles, le Kazakhstan et le Kirghizstan ont dû développer leur propre État et leur propre politique culturelle, afin de les aider à créer le statut d'État et la nouvelle identité culturelle qu'ils souhaitaient voir.

La renaissance de la culture nationale du peuple kazakh était la première direction de la politique culturelle du Kazakhstan indépendant. Au début de 1992, le Département du développement social et culturel du Gouvernement et le Département de la politique intérieure relevant de l'Administration présidentielle ont été créés dans cette république. Ces Départements étaient responsables de la gestion de la sphère culturelle, des relations nationales et internationales, ainsi que du développement du concept de politique publique dans la sphère socioculturelle et de sa mise en œuvre.

Cependant, nous observons déjà des tendances dans la politique nationale du Kazakhstan dans les années 90 dans la Déclaration de souveraineté d'État de la RSS du Kazakhstan⁹⁰. Il convient de noter que l'adoption de cette déclaration à cette époque a suscité de nombreuses controverses. Un groupe de députés du Conseil Suprême s'est opposé à cette version de la Déclaration, à savoir les articles *"... dans lesquels, néanmoins, il s'agissait dans une certaine mesure de développer la culture et la langue, de faire revivre l'identité et la dignité nationale du peuple kazakh"*, écrit l'académicien S.Z.Zimanov, - bien qu'il ait été présenté dans le cadre d'une politique générale concernant toutes les nationalités résidant au Kazakhstan⁹¹.

Les opposants ont estimé que cette version de la Déclaration mettait en œuvre le principe de *"l'État national"* et que *"la mise en œuvre cohérente du principe de l'État national dans une société ethniquement mixte entraînera à terme des conséquences graves et irréparables"*⁹². Pour la première fois, la Déclaration sur la souveraineté des États a établi les droits de la propriété exclusive de la République du Kazakhstan sur les valeurs culturelles et historiques du peuple.

La renaissance et la préservation du patrimoine culturel sont devenues la direction fondamentale de la politique culturelle du Kazakhstan. En 1992, le Kazakhstan a publié la Loi

⁸⁹ Markova B. "Kul'turnaâ politika v Kazakhstane". Kul'turnaâ politika v Kazakhstane: Sbornik statej ("Politique culturelle au Kazakhstan". Politique culturelle au Kazakhstan: recueil d'articles). p.8.

⁹⁰ Déclaration de souveraineté étatique de la Kazakh RSS, 25 Octobre, 1990.

⁹¹ Zimanov S. Konstituciâ i Parlament Respubliki Kazakhstan (Constitution et Parlement de la République du Kazakhstan). Almaty, 1996. p. 23-25. Aithozhin K. "Declaracia Kazakhskoi SSR "O gosudarstvennom suverenitete Kazakhskoi SSR" - akt konstitucionnogo znachenia". // Vestnik KazNU ("Déclaration de la RSS du Kazakhstan" sur la souveraineté de la RSS du Kazakhstan "- un acte d'importance constitutionnelle." Bulletin de KazNU), № 4. Almaty, 2008. // <http://articlekz.com/node/2696>

⁹² Aithožin K. "Deklaracia Kazahskoj SSR "O gosudarstvennom suverenitete Kazahskoj SSR" - akt konstitucionnogo značeniâ ". // Vestnik KazNU ("Déclaration de la RSS du Kazakhstan" sur la souveraineté de la RSS du Kazakhstan "- un acte d'importance constitutionnelle." Bulletin de KazNU), № 4. Almaty, 2008. // <http://articlekz.com/node/2696>

sur la protection et l'utilisation du patrimoine historique et culturel⁹³. Cette loi était la seule loi adoptée dans le domaine de la culture pour 1991-1995. Cette loi, entre autres, parlait de la nécessité de *"promouvoir les objets du patrimoine historique et culturel, ainsi que de l'utilisation des monuments historiques et culturels dans le processus de revitalisation de l'environnement ethnoculturel, à des fins éducatives ainsi que pour la renaissance et le développement des traditions spirituelles et culturelles des peuples du Kazakhstan"*⁹⁴.

Pour l'analyse de la politique culturelle du Kazakhstan dans les années 90 du XXe siècle, le Concept de développement socioculturel de la République du Kazakhstan, adopté en 1993⁹⁵, est important. Selon ce Concept, les approches en matière de gestion de la culture devraient être déterminées en tenant compte du fait que *"la culture est un phénomène social à multiples facettes, associé à ses représentants éminents et aux relations entre les personnes qui sont porteurs de culture"*⁹⁶.

Le développement de la politique culturelle de la République a commencé à se produire après 1995. Au début de 1996, notamment en février-mars, des dispositions ont été élaborées et approuvées pour réglementer les activités de certaines institutions culturelles. Parmi eux figurent *"À propos des institutions muséales", "À propos des institutions culturelles et de loisirs", "À propos des théâtres", "À propos des parcs culturels et des loisirs"*.

La réunion Républicaine des travailleurs de la culture s'est tenue en avril 1996. Les participants - divers représentants de la sphère culturelle du Kazakhstan, pour la première fois depuis l'indépendance du pays à une telle échelle, ont discuté de questions les concernant. Ils ont mis à l'ordre du jour des questions nécessaires à la culture du Kazakhstan, telles que le développement des arts et métiers populaires, les garanties des droits de propriété intellectuelle et artistique, l'interdiction de toute ingérence dans le processus de création, l'amélioration des formes de financement, le financement de projets culturels spécifiques, ainsi qu'un soutien juridique et conceptuel clair à la politique culturelle⁹⁷. Cette réunion est devenue particulièrement pertinente avant l'adoption de la Loi sur la culture en cours d'élaboration depuis 1991.

Avec l'adoption de la Loi sur la culture le 24 décembre 1996 nous pouvons parler de la politique culturelle officiellement désignée du Kazakhstan, puisque cette loi définissait non seulement *"les fondements juridiques, économiques, sociaux et organisationnels de la politique*

⁹³ Loi de la République du Kazakhstan "Sur la protection et l'utilisation des objets du patrimoine culturel ", 2 Juillet 1992.

⁹⁴ Ibid.

⁹⁵ Le concept de développement social et culturel de la République du Kazakhstan, 17 novembre 1993.

⁹⁶ Ibid.

⁹⁷ Kazahstanska pravdaâ ("La Vérité" du Kazakhstan), 10 avril 1996.

de l'État dans le domaine de la culture"⁹⁸, mais donnait également une définition nationale au mot "culture". Conformément à la Loi sur la culture de la République du Kazakhstan de 1996 "la culture est un ensemble de valeurs matérielles et spirituelles créées par l'humanité et visant à satisfaire les besoins spirituels et les intérêts des personnes"⁹⁹. Et "la politique de l'État dans le domaine de la culture est un ensemble de mesures prises par les organes de l'État pour la renaissance, la préservation, le développement et la diffusion de la culture"¹⁰⁰. Conformément à cette loi, des priorités politiques ont été définies pour soutenir les institutions de protection du patrimoine historique et culturel.

Désormais, les objets du patrimoine culturel d'État sont inscrits dans le registre National de ces objets. Malgré le fait que la Loi protège les droits des peuples de la République du Kazakhstan à l'identité culturelle, il est prioritaire d'assurer la renaissance, la préservation, le développement et la diffusion de la culture nationale du Kazakhstan. La Loi énumérait les principes de la politique de l'État dans le domaine de la culture, notamment le développement de systèmes éducatifs dans le domaine de la culture et le développement et le soutien de liens culturels avec la diaspora kazakhe vivant en dehors des frontières du pays.

Il convient également de noter que, conformément à cette loi, le modèle de politique culturelle aurait dû être moins centralisé et combiner non seulement un financement budgétaire et commercial, mais également une gestion administrative plus complexe. Le financement de l'État, conformément à la Loi sur la culture de 1996, était limité à quatre points: le financement des principales activités des organisations culturelles, les programmes gouvernementaux, l'acquisition de biens culturels et la tenue d'activités culturelles internationales et nationales. L'organisation et la gestion de la culture auraient dû être engagées non seulement par l'État, mais aussi par la société.

Après l'indépendance, la politique culturelle du Kirghizstan avait pour objectif prioritaire la renaissance et la protection du patrimoine culturel et historique. Cependant, contrairement au Kazakhstan, au Kirghizstan, la première loi sur la culture a été adoptée presque immédiatement après l'indépendance, ainsi que la Loi sur la Protection et l'utilisation du patrimoine historique et culturel en 1999¹⁰¹.

Adoptée en 1992 la Loi sur la culture de la République du Kirghizstan¹⁰² a défini de manière concise la culture dans le premier article: "La culture est un élément nécessaire d'un état

⁹⁸ Loi de la République du Kazakhstan "Sur la Culture", 24 décembre 1996.

⁹⁹ Ibid.

¹⁰⁰ Ibid.

¹⁰¹ Loi de la République Kirghize "Sur la protection et l'utilisation du patrimoine historique et culturel", 26 juillet 1999.

¹⁰² Ibid.

de droit démocratique"¹⁰³. Pour que la signification du mot "culture" soit claire pour le nouvel État du Kirghizstan, dans cette loi, 9 chapitres et 62 articles décrivent et réglementent de manière exhaustive l'activité du secteur culturel. Cependant, la Loi prône le concept "d'activités culturelles" et "d'activités créatrices dans le domaine de la culture": "Les activités dans le domaine de la culture sont reconnues: la création, la propagande, la diffusion, la représentation dans l'utilisation et la protection des valeurs culturelles, l'organisation et le maintien du fonctionnement des institutions culturelles", "L'activité créative regroupe toutes sortes d'œuvres dans les domaines de la culture, de la littérature, de l'audiovisuel, du cinéma, d'art de la scène, des arts visuels et appliqués, du design, de l'architecture, de la recherche et autres actions artistiques"¹⁰⁴.

La Loi visait à protéger les monuments historiques et à préserver la créativité originale de la nation autochtone et de tous les groupes ethniques vivant sur le territoire kirghize. Il a examiné des aspects aussi importants que les droits des citoyens et des artistes professionnels dans le domaine de la culture, le droit d'assurer un niveau de vie culturel ainsi que les limites de l'intervention de l'État dans les activités culturelles. Comme il est écrit dans la Loi elle-même, "La législation vise le développement prioritaire de la culture dans la République du Kirghizstan afin d'intensifier la politique de l'État en matière d'amélioration harmonieuse et morale et d'enrichissement spirituel de l'individu..."¹⁰⁵.

Pour en revenir au contenu de la Loi, il convient de noter que parmi les principes de la politique de l'État du Kirghizstan, il y avait aussi la garantie de "la combinaison d'un budget d'État, de formes de financement de la culture commerciales et caritatives" et "une combinaison de principes d'État et de public dans l'organisation d'activités culturelles". Contrairement à la première Loi sur la culture du Kazakhstan, dans la Loi sur la culture de 1992 le Kirghizstan n'accorde pas une importance particulière à la renaissance ou au développement de la culture de la nation titulaire mais "garantit à ses citoyens de toutes les nationalités et groupes ethniques le droit de développer leur culture et leur langue, de créer des écoles, des entreprises et des institutions culturelles", ainsi que "Le droit de conserver et développer identité culturelle des peuples de la République du Kirghizstan".

L'orientation nationale n'est mentionnée que dans l'article 3 de la Loi, qui stipule que "La politique linguistique dans le domaine de la culture est menée dans l'intérêt du développement et de l'enrichissement de la langue kirghize". Une attitude si prudente à l'égard de la Loi sur la culture au Kirghizstan était associée non seulement à l'aspect existant de la multinationalité et du multiculturalisme, mais aussi aux événements tragiques qui ont eu lieu à

¹⁰³ Ibid.

¹⁰⁴ Ibid.

¹⁰⁵ Ibid.

Och en juin 1990, quand dans la ville kirghize d'Och dans la vallée de Fergana, des affrontements ont opposé des Kirghizes et des Ouzbeks, qui y ont vécu longtemps et ont fait des centaines de victimes. Bien que le conflit soit en grande partie dû à des problèmes socio-économiques et idéologiques non résolus, il a néanmoins été considéré comme interethnique.

Au Kirghizstan, le renouveau de la culture autochtone a commencé à se faire sentir depuis 1987. Puis, dans les pages de certaines publications, face à l'affaiblissement de la pression idéologique du Parti communiste, le mécontentement a commencé à apparaître contre l'influence de la nation russe. Dans le même temps, la culture et les traditions autochtones ont fait l'objet d'une attention croissante, en raison de la volonté d'expression de l'identité nationale née avec la Perestroïka.

Ayant adopté une politique nationale immédiatement après l'indépendance, le Kazakhstan et le Kirghizstan ont tout d'abord décidé de se tourner vers des éléments culturels et historiques de leur propre passé, qui n'étaient pas largement utilisés, (voire franchement évités) à l'époque soviétique. Dans leur passé pré-soviétique, les nouveaux États cherchaient leurs caractéristiques propres à la formation d'une nouvelle identité nationale.

La nécessité d'une culture nationale (ou culture folklorique) authentique et la nécessité de facteurs d'unification idéologiques ont conduit ces pays à se tourner vers des périodes d'historiographie pré-soviétiques. Un passé aussi lointain semblait plus concret que les promesses politiques relatives à un avenir lointain incertain pour les élites dirigeantes elles-mêmes. L'accent a été mis en particulier sur les personnalités historiques fortes, ainsi que sur la création de nouveaux symboles étatiques du passé célébré au présent.

Le fait est que des personnalités historiques apportent des avantages à l'idéologie nationale, car la majorité des héros nationaux sont des représentants de traditions culturelles exceptionnelles ou des dirigeants puissants d'anciens États. De tels héros pourraient devenir un élément d'inspiration pour le peuple, l'émergence de sentiments tels que la fierté et l'unité et un outil de consolidation du peuple.

Au Kirghizstan, par exemple, le mytique batyr de l'ancienne épopée "*Manas*" est devenu l'un de ces héros. Voici comment il est écrit sur l'épopée Manas sur le site Web du président: *"L'idée principale de l'épopée "Manas", qui le unit en un tout, est la lutte du peuple pour son indépendance. Cet objectif a été préservé et dirigé à travers tous les troubles, toutes les difficultés, tout en conservant l'esprit même des peuples, leur foi en les meilleurs, tout en préservant le génotype du peuple kirghize. Ce fait nous donne le droit de croire que l'épopée comporte la composante idéologique la plus importante de l'identification du peuple*

*kirghize*¹⁰⁶.

Batyr, et en français - un guerrier, Manas allait devenir un exemple moral pour le peuple kirghize. En conséquence, l'État, créant une nouvelle mentalité et une nouvelle identité culturelle, est revenu à l'une de celles-ci, conformément à Fourniau V. *"thèmes-berceaux"*¹⁰⁷, *...directement hérités de la culture pré-russe*¹⁰⁸ et à partir desquels s'est construite l'identification culturelle et nationale¹⁰⁹ et a fait de nombreux efforts pour que cet exemple moral mythique entre dans la vie des Kirghizes modernes.

En 1993, la Résolution du Gouvernement sur la célébration du 1000e anniversaire de l'épopée *"Manas"*¹¹⁰ a été publiée. Conformément à cette résolution non seulement un programme et un plan – événement devraient être développés destinés à préparer la célébration de cet événement, mais également des projets commerciaux *"visant à faire revivre les valeurs originales du patrimoine spirituel et matériel du peuple kirghize associé à l'épopée de "Manas"*¹¹¹.

Parmi ces projets, citons *la création du complexe historique et culturel national kirghize "Goumbez Manas" dans la région de Talaskaya, destiné à devenir un centre d'unité spirituelle et un symbole de l'indépendance de la nation kirghize, le musée ethnographique "Ayil Manas" de Bichkek, sur l'organisation dans la république d'un organe unique de coordination scientifique et de propagande unissant les efforts de tous les moyens de communication de masse de la république, de la science, de la culture et de l'éducation publique pour rétablir la vérité historique objective sur le peuple kirghize, restituant la mémoire historique au peuple kirghize "Mouras" (mémoire)*¹¹².

L'année 1995 a été désignée comme l'année de la célébration nationale du 1000e anniversaire de l'Epos. Compte tenu du fait que *"l'Epos "Manas" est une collection encyclopédique unique de légendes et de contes kirghizes ..."* et *"... occupe une place particulière parmi les chefs-d'œuvre de l'art populaire oral dans le monde"*, il a été décidé de soumettre à l'UNESCO une proposition visant à donner un statut international à la célébration du 1000e anniversaire de l'épopée *"Manas"*¹¹³.

En conséquence, l'Assemblée Générale des Nations Unies a reconnu 1995 dans sa

¹⁰⁶ http://www.president.kg/ru/kyrgyzstan/epos_manas

¹⁰⁷ Fourniau V. Transformations soviétiques et mémoires en Asie centrale. Paris, Les Indes savantes, 2019. p.258.

¹⁰⁸ Ibid, p.266.

¹⁰⁹ Ibid, p.217.

¹¹⁰ Décret du Gouvernement de la République Kirghize "Sur la mise en œuvre du décret du Président de la République Kirghize du 26 juin 1992 "Sur la préparation et le déroulement du 1000e anniversaire de l'épopée de "Manas"".

¹¹¹ Ibid.

¹¹² Ibid.

¹¹³ Décret du Président de la République Kirghize № 294 "Portant modifications et ajouts au décret du Président de la République Kirghize" du 26 juin 1992 "Sur la préparation et la tenue du 1000e anniversaire de l'épopée "Manas"", 8 octobre 1993.

résolution de la 49e session - l'année de la *"Célébration du millénaire de l'épopée nationale kirghize "Manas"*, et la célébration elle-même s'est déroulée à l'échelle nationale. De cette façon, *"In the difficult days that have followed independence, the Kyrgyz have reached back into their nomadic past and embraced Manas as a powerful and just guardian who might help to light the path to a better future"*¹¹⁴.

En 1996, afin de *renforcer les traditions démocratiques et les idées de tolérance dans la construction d'une société, introduire dans la conscience des nouvelles générations les grands commandements de l'épopée "Manas": humanisme, générosité, tolérance; dignité nationale et patriotisme; respect de la connaissance; le désir de renforcer l'État kirghize; coexistence harmonieuse avec l'environnement; le désir de parvenir à la prospérité et au bien-être par leur propre travail.*

Le Décret Gouvernemental a approuvé le Programme d'État sur la propagande d'Epos¹¹⁵. En conséquence, des éditions spéciales de l'épopée sont sorties au Kirghizstan, des films et des opéras s'inspirent de l'épopée et de nombreux monuments de Manas ont été ouverts. Divers instituts et institutions ont été nommés en l'honneur de Manas et des heures spéciales ont été réservées dans des établissements d'enseignement pour l'étude de l'épopée Manas. Comme Vincent Fourniau écrit dans son livre récemment publié intitulé *Transformations soviétiques et mémoires en Asie centrale de l'indigénisation à l'indépendance*, que Manas depuis l'ère Soviétique est pour le Kirghizstan *"doctrine identitaire"* et que Kirghizstan est *"... la seule république de la région dont le discours sur soi s'organisait autour d'une tradition épique"*¹¹⁶.

Construire un sens de l'identité nationale au Kirghizstan à travers des entreprises telles que la célébration du 1000e anniversaire de l'épopée *"Manas"*, affirmant que cette épopée représente l'histoire de tous les Kirghizes, a été poursuivi dans des discours et des livres écrits par la personne principale de l'État - le Président, qui est était de définir ce que signifie être *"Kirghize"*. Attachant de l'importance aux personnalités et aux événements historiques, Askar Akayev a déclaré dans l'un de ses discours qu'un tribunal d'aksakals n'existait dans le monde que dans l'histoire du Kirghizstan. Les aksakals sont le plus souvent des personnes âgées, sages et expérimentées et respectées dans une communauté ou une autre. Depuis 1993, le tribunal des aksakals a été mentionné dans toutes les versions de la Constitution du pays. En 1995 une disposition provisoire a été publiée sur les tribunaux des aksakals de la République Kirghize¹¹⁷.

Les organisations internationales ont ensuite demandé un suivi et un contrôle efficaces des tribunaux des aksakals et des mesures de protection spéciales pour veiller à ce que ceux-ci

¹¹⁴ Lowe R., Nation building and identity in the Kyrgyz Republic. Central Asia aspects of Transition. p.117.

¹¹⁵ Le programme d'État pour la promotion de l'épopée "Manas" pour la période 1996-2000, 21 juillet 1996.

¹¹⁶ Fourniau V. Transformations soviétiques et mémoires en Asie centrale. Paris, Les Indes savantes, 2019. p.258.

¹¹⁷ Règlement provisoire sur les tribunaux des aksakals de la République Kirghize, 25 janvier 1995.

appliquent pleinement les principes du droit international, ce qui a conduit à la promulgation de la Loi sur les tribunaux des aksakals en 2002¹¹⁸, qui est toujours en vigueur. Conformément à cette Loi, *"Les tribunaux d'Aksakals dans leurs activités sont également guidés par leur conscience, leurs convictions personnelles, leurs normes morales et éthiques, formées historiquement à partir des coutumes et des traditions des peuples du Kirghizstan, qui ne sont pas en contradiction avec la législation de la République Kirghize"*¹¹⁹. Les tribunaux des aksakals étant fondés sur les traditions des clans pré-soviétiques, leur développement a permis d'utiliser cette organisation comme l'un des outils de l'édification de la nation.

Au Kazakhstan, dans le même but, ils ont commencé à glorifier des personnages célèbres dans l'histoire des batyrs kazakhs tels que Kabanbay et Bogenbay batyr, des khans et des leaders culturels comme Abay, par exemple. Le Kazakhstan, désireux d'unir la nation, est devenu le symbole de héros plus anciens. Ce symbole était Altyn Adam - les restes d'un guerrier Saka vêtu d'or, découvert en 1970 près d'Almaty. La sculpture de l'homme d'Or est située sur le monument de l'indépendance (Illustration № 1), installée sur la place principale d'Almaty. L'image d'un guerrier vêtu d'un costume en or avec une haute coiffe est exposée dans des reconstitutions de musées et des manuels, sur le monument de l'Indépendance et de l'argent, dans des produits souvenirs et sur des panneaux.

La citation suivante est tirée de l'article de Robert Lowe, Nation building and identity in the Kyrgyz Republic et appartient à l'épopée Manas, mais nous pensons que l'on peut en dire autant du prince guerrier Saka de l'homme d'Or du Kazakhstan, à la seule différence qu'il n'est pas un héros de légende *"This recourse to a mythical historical leader in the search for modern identity is a fine example of the past being mined and adapted to suit present political purposes. This "made to measure" hero excludes none by clan, tribe or region and stands astride both shamanist and Islamic traditions"*¹²⁰.

¹¹⁸ Loi de la République Kirghize sur les tribunaux aksakals, 5 juillet 2002.

¹¹⁹ Ibid.

¹²⁰ Lowe R., Nation building and identity in the Kyrgyz Republic. Central Asia aspects of Transition. p. 117.

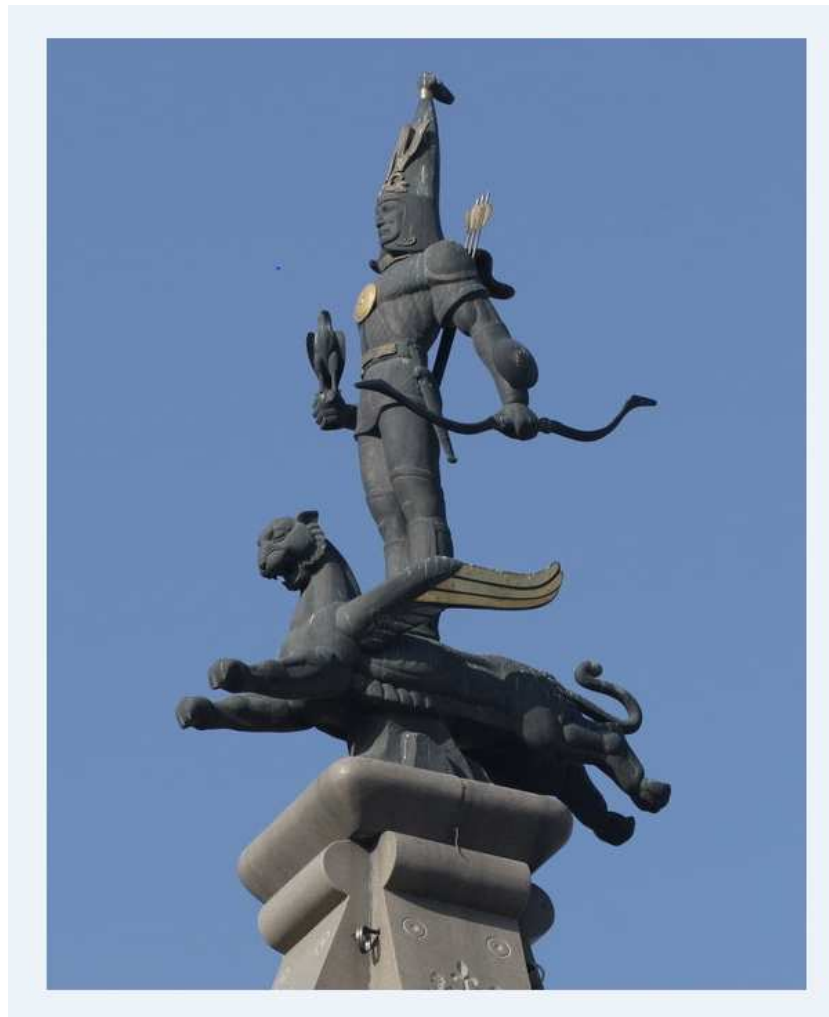


Illustration № 1 Monument de l'Indépendance du Kazakhstan à Almaty. Source : <https://kazakhstanwonders.files.wordpress.com/2010/03/independence-monument1.jpg>

Créer un lien avec ces temps et la *"renaissance"* des héros du passé a suscité la fierté de l'héritage national. La fierté devait également s'accompagner de nouveaux symboles: le drapeau, l'emblème, l'hymne, qui reflétaient aussi que possible la culture nationale unique. Par exemple, le motif central du drapeau du Kirghizstan (Illustration № 2) est le soleil situé sur une base rouge, avec des rayons sortants. Au centre du disque solaire sur le drapeau se trouve toundouk - la soi-disant fenêtre de lumière, située au sommet de la demeure traditionnelle kirghize - la yourte. La partie supérieure de la yourte est également représentée sur l'emblème de l'Etat du Kazakhstan (Illustration № 3), mais il est appelé chanyrak chez les Kazakhs ou *"anneau de compression"*. Le symbole du toit de la yourte est national et il n'a pas été choisi par hasard, car la yourte est une maison mobile, toundouk ou chanyrak - c'est *"la partie principale de la yourte, qui ressemble à*

*un dôme céleste et constitue l'un des éléments clés de la vie dans la culture traditionnelle des nomades eurasiens*¹²¹.

Ces symboles d'état étaient des symboles de traditions historiques. En plus du chanyrak, le blason du Kazakhstan représente deux chevaux mythiques avec des ailes, qui étaient également représentés sur les éléments d'habillement d'un guerrier Saka retrouvé. Et l'emblème du Kirghizstan représente un faucon blanc, qui, conformément à l'épopée Manas a accompagné le personnage principal.



Illustration N° 2 Drapeau d'état de la République kirghize. Source : http://www.president.kg/ru/kyrgyzstan/gosudarstvennye_simvoly



Illustration N° 3 Emblème d'État de la République du Kazakhstan (1991-2019). Source : <http://bilim.astana.kz/ru/archives/509>

¹²¹ http://www.akorda.kz/ru/state_symbols/kazakhstan_emblem

La chercheuse kazakhstanaise, Diana Kudajberdinova a qualifié la politique utilisée par les nouveaux pays d'Asie centrale afin de construire une nation "*state-sponsored primordialism*"¹²². En menant une telle politique, les pays indépendants d'Asie centrale sont non seulement revenus à l'histoire pré-soviétique, mais ils ont également essayé de se débarrasser de tous les symboles possibles de leur passé soviétique, en utilisant toutefois à de nombreux égards les méthodes soviétiques.

De nouveaux manuels sur l'histoire de chacun des pays ont été publiés et l'accent a également été mis sur l'historiographie pré-soviétique. On peut constater que les méthodes soviétiques de construction d'une nation continuent de conférer un rôle particulier aux monuments dans la politique culturelle des nouveaux États immédiatement après l'indépendance et même au cours des années suivantes. De nouveaux monuments érigés en l'honneur des héros mentionnés ci-dessus ont été placés sur les lieux où se trouvaient auparavant les statues de Lénine, Staline et d'autres.

Les changements intervenus dans la politique du Kirghizstan sont bien expliqués lorsque l'on considère la liste des monuments de Bichkek et les dates de leur construction. Par exemple, au Kirghizstan, à Bichkek, l'un des monuments de Lénine n'a pas du tout été enlevé (monument à Lénine devant le musée historique national), mais a été transféré de la place centrale Ala-Too (jusqu'en 1991, place de Lénine) à la place située derrière le musée (Illustration № 4), et à sa place a érigé une nouvelle sculpture Èrkindik (Liberté) (Illustration № 5, № 6). Cependant, plus tard en 2011, pour célébrer le 20e anniversaire de l'indépendance, la sculpture d'Èrkindik a été remplacée par la statue "*Ajkol Manas*" (Illustration № 7), qui traduit du kirghize signifie généreux Manas - le héros de l'épopée du même nom. Le monument à Ajkol Manas a été érigé "*pour unir la nation*", nécessaire après deux révolutions de 2005 et 2010.

¹²² Ibid.



Illustration № 4 Le monument à V.I. Lénine (1984) a été démantelé et déplacé en 2003 de la place devant le musée historique de Bichkek à la place derrière le musée. Source: <https://www.advantour.com/rus/kyrgyzstan/Bichkek/monuments.htm>

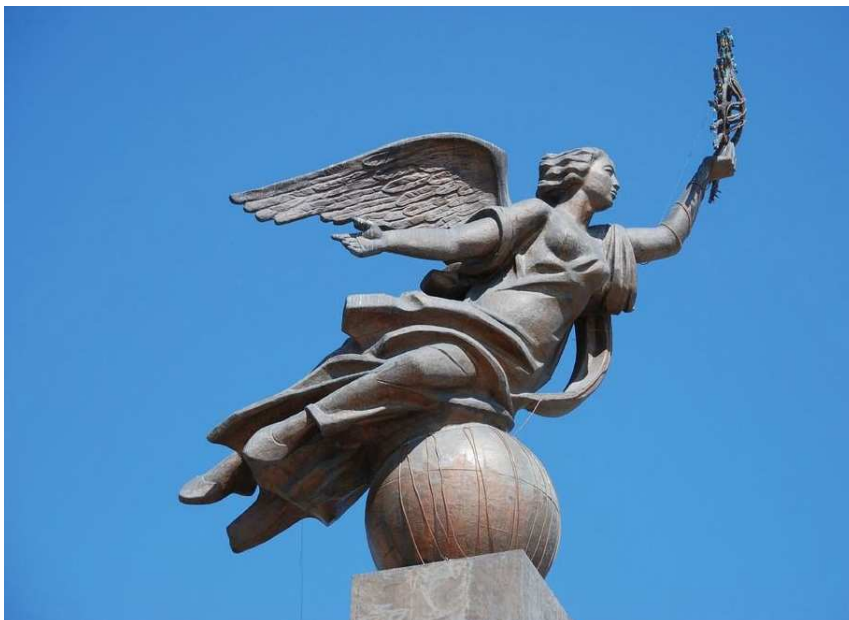


Illustration № 5 Monument "Èrkindik " sur la place centrale d'Ala Too à Bichkek de 1999 à 2011. Source : [//www.tripadvisor.ru/LocationPhotoDirectLink-g293948-d4942172-i121054068-Èrkindik_Statue-Bichkek.html#121054068](https://www.tripadvisor.ru/LocationPhotoDirectLink-g293948-d4942172-i121054068-Èrkindik_Statue-Bichkek.html#121054068)">



Illustration № 6 Monument "Erkindik" sur la place centrale d'Ala Too à Bichkek de 1999 à 2011. Source : https://www.tripadvisor.ru/Attraction_Review-g293948-d4942172-Reviews-Erkindik_Statue-Bichkek.html#photos;aggregationId=101&albumid=101&filter=7&ff=121054068



Illustration № 7 L'ouverture officielle du monument Ajkol Manas 31 Aout 2011. Source : <https://www.fergananews.com/articles/7069>

En 2000, dans le village de Čon-Taš, à environ 30 km. de Bichkek, le complexe commémoratif Ata-Bejit (Illustration № 8, № 9) a été construit (traduit du kirghize en tant que "*Sépulcre des pères*") à la mémoire des victimes de la répression des années 1930. Les corps de 137 Kirghizes de différentes nationalités sont enterrés ici, y compris des représentants de l'intelligentsia kirghize, qui ont été abattus pendant les répressions staliniennes.

Selon la version officielle, les corps des morts ont été retrouvés grâce à la reconnaissance de ce fait avant le décès d'un des anciens employés du NKVD du Kirghizstan à leur fille dans les années 80. Après la découverte des corps, le 30 août 1991, un jour seulement avant la proclamation de l'indépendance, une cérémonie de deuil a été organisée pour commémorer l'inhumation des restes humains. Le complexe commémoratif, créé en 2000, comprend une composition sculpturale et un musée, un four à briques, situé à l'endroit où les corps ont été retrouvés, ainsi qu'un monument commémoratif. Le musée, situé dans le complexe, expose des documents sur les victimes de la répression, ainsi que des documents et des photographies du développement politique du Kirghizstan dans les années 1920-30.

L'importance de ce complexe commémoratif historique pour le Kirghizstan est très grande, étant donné qu'en 2008 un écrivain kirghize remarquable Tchinguiz Aytmatov a été enterré dedans et en 2016, sur le territoire du complexe, un monument a été érigé en l'honneur des victimes du soulèvement de 1916 en Asie centrale contre l'Empire Russe, au cours duquel de nombreux Kirghizes ont été tués par les détachements punitifs tsaristes (Illustration № 10, 11).

Les historiens du Kirghizstan ont reconnu ce soulèvement comme une libération nationale, non pas contre le peuple russe, mais contre le colonialisme tsariste, mais pour éviter d'éventuels problèmes ethniques, des soldats appartenant à des détachements punitifs sont représentés de dos, pour éviter de discerner leur appartenance ethnique. Dans le même temps, le mémorial symbolise le désir d'indépendance du peuple.

Le complexe commémoratif "*Ata-Bejit*" est une unité structurelle de la mairie de ville de Bichkek. Le site Web de la mairie de Bichkek indique que CM (complexe commémoratif) "*Ata-Bejit*" est une institution culturelle, touristique et environnementale créée pour assurer la préservation, la restauration, l'étude et la présentation publique d'un complexe historique, culturel et naturel complet, valeurs spirituelles dans leur environnement historique, culturel et naturel, à des fins culturelles et éducatives, touristiques et d'excursions"¹²³. L'analyse de la liste des monuments de Bichkek est très intéressante du point de vue de leur utilisation en politique culturelle, de la promesse qu'ils apportent à la société et de sa signification politique. Cependant, revenons au début des années 90, lorsque, selon le même principe de remplacement des

¹²³ http://old.meria.kg/index.php?option=com_content&view=article&id=98:--l-r&catid=43&Itemid=58&lang=kg

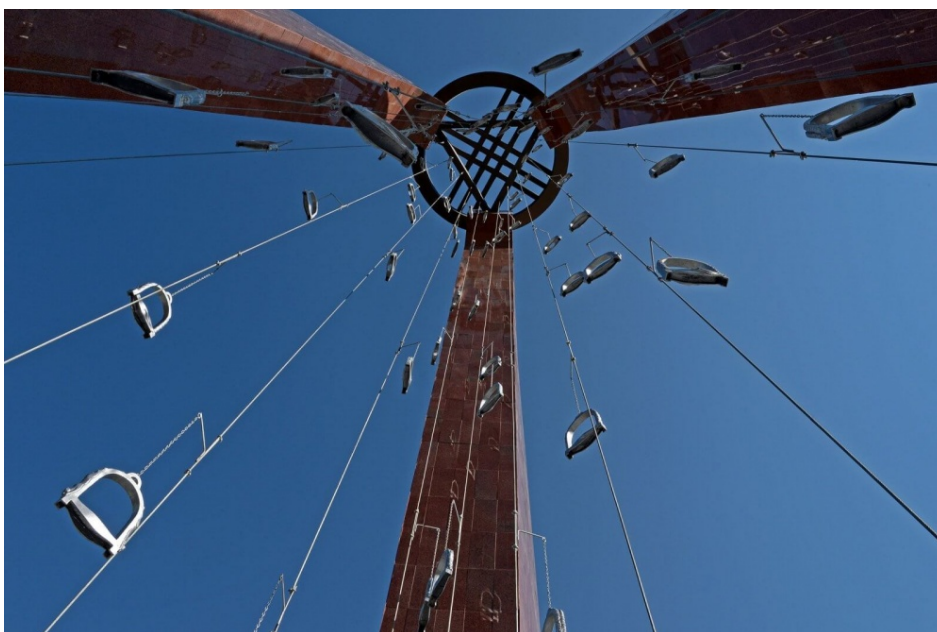
monuments, les rues ont commencé à être renommées, et parfois dans des villes du Kazakhstan et du Kirghizstan. Les symboles de l'ère soviétique n'ont été laissés que dans certains endroits, par exemple, consacrés à la Grande Guerre Patriotique.



Illustration № 8 Mémorial Ata-Bejit près de Bichkek, région de Tchouï, Kirghizstan. Source: A.Savin (Wikimedia Commons - WikiPhotoSpace) - Own work, FAL, <https://commons.wikimedia.org>



Illustration № 9 Mémorial Ata-Bejit près de Bichkek, région de Tchouï, Kirghizstan. Source: A.Savin (Wikimedia Commons - WikiPhotoSpace) - Own work, FAL, <https://commons.wikimedia.org>



*Illustration № 10 Partie du Mémorial à la mémoire de ceux qui sont morts dans les événements de 1916 - Etriers symbolisant les kirghiz galopants pour se battre.
Source:https://kaktus.media/doc/344021_memorial_pamiati_pogibshih_v_1916_gody_otkryli_v_ata_beyite._foto.html*



*Illustration № 11 Le président de la République Kirghiz A.Atambaev et d'autres représentants d'Etat Kirghiz à l'inauguration du Mémorial des événements de 1916, 2 septembre 2016.
Source:https://kaktus.media/doc/344021_memorial_pamiati_pogibshih_v_1916_gody_otkryli_v_ata_beyite._foto.html*

La question de l'attitude à l'égard de la Seconde Guerre Mondiale et la définition du rôle de ce conflit dans sa propre histoire est également devenues l'une des tâches à accomplir après l'indépendance des anciennes Républiques Soviétiques. Le Kazakhstan et le Kirghizstan ont notamment choisi de préserver le rôle de la Seconde Guerre Mondiale dans leur histoire nationale. Les élites dirigeantes dans la construction nationale n'ont vu aucune contradiction entre le retour à leur culture avant l'ère Soviétique et la préservation de la Seconde Guerre Mondiale comme un événement important de leur histoire moderne.

Au contraire, de nombreux participants, parmi lesquels figuraient les héros de la Grande Guerre Patriotique - des représentants des nations avec ou sans titre et de leurs enfants, étaient citoyens des nouveaux États indépendants. Le souvenir de cette guerre était frais et la fierté de la victoire a uni la population. Puisque la Seconde Guerre mondiale représente le lien entre les périodes soviétique et post-soviétique, maintenir l'importance de cet événement a permis aux élites dirigeantes de ces pays de maintenir un équilibre important entre l'ère Soviétique et la nouvelle ère d'indépendance.

Ainsi, le principe fondamental de la politique culturelle du Kazakhstan et du Kirghizstan dans les années 90 était la renaissance de la culture de la nation titulaire et de sa propagande. Ceci est indiqué non seulement par des extraits de lois, mais également par de nombreux articles et publications scientifiques écrits sur ce sujet. Par exemple, Goulmira Chalabayeva, un chercheur bien connu en matière de politique culturelle au Kazakhstan, écrivait: *"Le peuple kazakh doit mettre à disposition tous ses groupes ethniques et sa propre culture, ce qui nécessite une propagande et une promotion professionnelles"*¹²⁴.

Baymagambetov, un chercheur culturel kazakhstanais, déclare qu'à cette époque l'idéologie *"laboratoire de l'amitié des peuples"* avait été remplacée par un renouveau de la culture nationale, des traditions de l'art folklorique et du folklore kazakh¹²⁵. Mais l'idéologie soviétique de *"l'amitié des nations"* a-t-elle complètement disparu?

Comme il a déjà été mentionné ci-dessus, en ce qui concerne l'édification de l'État au Kazakhstan et au Kirghizstan, en liaison avec l'héritage soviétique comme le multiculturalisme et la multinationalité, la tâche était de résoudre des problèmes complexes de relations interethniques et de les améliorer. Nombre de nationalités vivant actuellement dans les nouveaux États indépendants ne s'intéressaient pas à la culture ni aux traditions locales. La solution à cette

¹²⁴ Šalabaeva G. Kazakhstan: evoluciâ kul'turnoj politiki. Učebnoe posobie dlâ VUZov (Kazakhstan: l'évolution de la politique culturelle. Manuel pour les établissements d'enseignement supérieur). p.160.

¹²⁵ Bajmagambetov S. Sovremennaâ social'no-kul'turnaâ politika Respubliki Kazakhstan (istoricheskii analiz) (Politique socioculturelle contemporaine de la République du Kazakhstan (analyse historique)). p.88.

situation serait l'intégration: *"Either they may be culturally integrated into the titular national culture or they may be politically integrated into the state, in which they will retain most of their cultural traits"*¹²⁶. Cependant, à cette époque, il n'existait aucune nouvelle politique formulée sur cette question, pas plus qu'un mécanisme permettant de relever les défis concernant les communautés russe et autres, à l'exception de la même politique Soviétique de multiculturalisme. Et comme Diana Kudajbergenova écrit dans son article *"Following Stalin's definition that a nation is "a historically constituted, stable community of people, formed on the basis of common language, territory, economic life, and psychological make up, manifested in a common culture", the republics went through processes of distinct "common culture" formations"*¹²⁷.

Le Kazakhstan et le Kirghizstan ont poursuivi la rhétorique soviétique concernant les politiques des nationalités. Le concept de *"nationalité"* ne signifiait pas une communauté politique de citoyens, mais empruntait à la formulation socialiste soviétique et était présenté comme une notion *"culturelle"*. En outre, la plupart des expressions terminologiques du Kazakhstan et du Kirghizstan, relatives aux relations interethniques, ont également été préservées depuis la période soviétique. Les dirigeants de ces pays ont continué à utiliser des slogans soviétiques tels que *"l'unité dans la diversité"* et la *"citoyenneté universelle"* dans leurs discours, et ont loué la composition multinationale de leurs pays.

Dans le but de préserver le *"laboratoire de l'amitié des peuples"* au Kazakhstan et au Kirghizstan indépendants au début des années 90, la création de centres culturels nationaux et d'associations dans lesquels sont représentés tous les groupes ethniques vivant dans ces États est soutenue. À la veille de l'effondrement de l'Union soviétique, en avril 1990, la Loi de l'URSS a été promulguée *"Sur le libre développement national des citoyens de l'URSS résidant en dehors de leurs entités étatiques nationales ou ne les ayant pas sur le territoire de l'URSS"*, qui stipulait que *"afin de promouvoir le développement de la culture nationale, des traditions, de la langue et de l'artisanat traditionnels, d'établir et de maintenir des liens culturels avec des entités étatiques nationales en URSS et des États nationaux voisins à l'étranger, des centres culturels nationaux, des sociétés nationales et des fraternité peuvent être créés"*¹²⁸.

Grâce à cette Loi, 28 centres culturels nationaux existaient déjà au Kirghizstan au début des années 90. Parmi eux se trouvaient la Fondation Slave et l'Association d'amitié Kirghiz-Russe, ainsi que les associations de Turcs, de Coréens, d'Ouzbeks, d'Allemands, etc. Ces centres offrent des possibilités de promouvoir leur langue et leur culture. En 1996 ces centres culturels

¹²⁶ Ethnicity, Modernity and Nationalism in Central Asia. p. 91.

¹²⁷ Kudajbergenova D. The Soviet legacy, primordialism, and patterns of ideological development since 1991. Social and cultural change in Central Asia. p.161.

¹²⁸ Loi "Sur le libre développement national des citoyens de l'URSS vivant en dehors de leurs formations nationales ou ne les ayant pas sur le territoire de l'URSS", 25 avril 1990.

nationaux ont reçu le statut d'État¹²⁹, ce qui leur a fourni un financement de l'État. Mais avant cela, dès 1993 plusieurs dirigeants de ces centres culturels nationaux ont adressé au Président de la République Kirghize une proposition de convoquer le "Kouroultay du peuple du Kirghizstan" (une grande assemblée extraordinaire) afin de proposer des solutions visant à renforcer l'harmonie interethnique dans le pays. Le résultat de cet événement a été l'adoption de la Déclaration de Paix, d'Accord et d'Unité, puis la décision de créer une Maison de l'amitié. *"La Maison de l'amitié est un centre socioculturel, informatif, méthodologique et organisationnel dont le but principal est de promouvoir les idées d'harmonie internationale, de paix civile et d'unité du peuple du Kirghizstan"*¹³⁰.

Avec le même objectif dans le pays a été créé en 1994 l'Assemblée des peuples du Kirghizstan, qui comprenait certains centres culturels nationaux. Par décret du président A.Akayev du 14 janvier 1997, l'Assemblée des peuples du Kirghizstan s'est vu attribuer le statut de Conseil consultatif du Président sur les relations interethniques et la politique nationale. À bien des égards, l'utilisation des langues minoritaires a été préservée au Kirghizstan grâce aux travaux de l'Assemblée des peuples.

Le Kazakhstan a également mis en place l'Assemblée des Nations en mars 1995. Ayant reçu, comme au Kirghizstan, le statut d'organe consultatif auprès du Président de la République, l'Assemblée comprenait environ 320 personnes - des représentants de 33 diasporas nationales de tout le Kazakhstan. L'Assemblée a pour tâche principale *"...de mettre en œuvre la politique nationale des États, de garantir la stabilité sociale et politique en République du Kazakhstan et de renforcer l'efficacité des interactions entre les institutions de l'État et de la société civile dans le domaine des relations interethniques"*¹³¹.

L'Assemblée a pour objet d'assurer l'harmonie sociale et l'unité nationale de la République du Kazakhstan sur la base du patriotisme kazakhstanaï, de la communauté civile et spirituelle et culturelle des groupes ethniques du Kazakhstan et du rôle de consolidation du peuple kazakhstanaï. Parmi les autres objectifs de cet organe, on peut citer l'amélioration du système éducatif national et le renforcement des mécanismes juridiques de protection des cultures nationales. *"L'Assemblée des peuples révèle donc l'un des aspects de la politique des nationalités menée par Nazarbaev: le discours, aux accents très soviétiques, vantant la multiculturalité du pays, est à destination de l'étranger mais il reflète néanmoins, il faut le reconnaître, une certaine réalité"*¹³².

¹²⁹ Èho planety (Moscou) (Echo de la planète). 1997, № 2-3, 4-17 Janvier. p.15.

¹³⁰ Annexe № 1 à la résolution du gouvernement de la République Kirghize sur la Maison de l'amitié, 1 septembre 1994.

¹³¹ http://www.akorda.kz/ru/national_projects/assambleya-naroda-kazahstana

¹³² Laruelle M., Peyrouse S., Poujol C. Les Russes du Kazakhstan: identités nationales et nouveaux États dans l'espace post-soviétique.p. 72.

Dans le cadre des travaux de telles Assemblées au Kazakhstan et au Kirghizstan, le mot "*Culture*" a un sens folklorique. Avec une telle définition de la culture, ayant une valeur fixe, chaque nationalité de ces pays ayant un droit constitutionnel, a poursuivi le travail des centres culturels nationaux destinés à la préservation et au développement du patrimoine culturel d'une nationalité donnée. Ces centres ont également le droit d'organiser des manifestations culturelles - concerts, pièces de théâtre, festivals nationaux, si populaires à l'époque soviétique.

En effet, l'influence de la culture soviétique est restée dans les États indépendants. Tout d'abord, il s'agit des institutions des nouveaux pays, que les autorités ont retenues pour exercer le contrôle de l'État sur la culture, en tant qu'instrument idéologique, comme c'était le cas à l'époque soviétique. Deuxièmement, tant au Kazakhstan qu'au Kirghizstan, le processus de formation d'idéologies s'est déroulé de la même manière qu'en Union Soviétique, où le chef de l'État était le principal auteur de nombreux articles et livres.

La promotion de certains événements de l'histoire de l'Union soviétique, ainsi que la préservation de certains éléments culturels de l'époque, tels que les types d'institutions culturelles, les styles artistiques laissés au Kazakhstan et au Kirghizstan à l'époque soviétique, ainsi que la préservation de certains jours fériés de l'époque soviétique, visaient également à renforcer les sentiments nationaux. Tout cela faisait partie de l'idéologie soviétique, qui supposait une introduction progressive de la population locale non seulement aux Russes, mais également aux normes européennes de la culture.

Cet héritage est devenu non seulement une partie de la construction nationale, mais aussi une partie de la politique culturelle du Kazakhstan et du Kirghizstan, lorsque les dirigeants politiques des nouveaux États indépendants d'Asie centrale sont devenus responsables de la gestion des activités de la culture et de l'art dans leurs pays. Et même lorsque des États indépendants cherchaient à créer de nouvelles personnalités historiques avec les idoles et à créer une nouvelle culture, le modèle culturel soviétique n'a en fait été retravaillé que sous un jour nouveau.

Au milieu des années 90 au Kazakhstan et au Kirghizstan, malgré la situation difficile, des changements positifs ont été observés dans le domaine de la culture: le processus de création d'institutions culturelles non étatiques a commencé, l'exportation de biens culturels en provenance de pays a été empêchée. Les pays ont maintenu des échanges culturels interrégionaux et internationaux. L'activité de la vie artistique et musicale des états a été maintenue. Tout cela est arrivé grâce à l'amélioration du cadre réglementaire dans le domaine de la culture.

Au Kirghizstan dans la seconde moitié des années 90 les Lois "*Sur la bibliothéconomie*"¹³³, "*Sur la préservation et l'utilisation du patrimoine historique et culturel*"¹³⁴ ont été adoptées en 2000 - la Loi "*Sur les musées et le fonds de musée de la République Kirghize*"¹³⁵. Le Gouvernement de la République Kirghize a également approuvé le programme d'État "*Madaniyat*"¹³⁶ pour les années 1997-2000, pour "*Le développement et la préservation de la culture et de l'art de la République Kirghize*", qui est important pour le secteur culturel. Ce programme visait à "... *préserver le patrimoine culturel le plus riche des peuples du Kirghizstan, le système d'institutions précédemment établi pour la vie culturelle de la république, renforcer le rôle de la culture dans la société, développer la culture et l'art, la cinématographie, les archives dans des conditions de décentralisation et de souveraineté régionales et leur adaptation au conditions du marché*"¹³⁷.

Le programme fournit un tableau du financement public du secteur culturel de 1993 à 1996 et parle de l'incohérence du financement de la Loi sur la culture et des problèmes sectoriels non résolus qui en résultent. Ainsi, le Programme aurait dû devenir un instrument pour résoudre les tâches urgentes de la politique de l'État du Kirghizstan dans le domaine culturel.

Dans le cadre du Programme, il était prévu de mener une série d'activités sur les aspects juridiques du secteur de la culture et le soutien à l'information des institutions culturelles, la préservation du patrimoine historique et culturel, le développement de tous les domaines de la culture et du système éducatif dans le domaine de la culture, ainsi que le développement de la base matérielle. Pour la mise en œuvre d'un tel nombre d'activités, il était prévu d'allouer annuellement 25 millions de soms au financement, mais beaucoup moins ont été alloués. En conséquence, en 1997, 97% des activités de ce programme, nécessitant des allocations budgétaires, n'ont pas été financées; en 1998 - 92,4%, en 1999 - 95,2% et en 2000 - 92,4%¹³⁸.

Au Kazakhstan, en 1998, le Fonds de soutien à la culture et à l'art¹³⁹ a été créé, le programme national de la République du Kazakhstan visant à revitaliser les centres historiques de la Route de la Soie et à créer une infrastructure touristique¹⁴⁰ a été approuvé. L'année 1999 a été déclarée "*Année de soutien à la culture*" par le président de la République.

¹³³ Loi de la République kirghize sur la bibliothéconomie, 16 novembre 1998.

¹³⁴ Loi de la République Kirghize "Sur la protection et l'utilisation du patrimoine historique et culturel", 26 juillet 1999.

¹³⁵ Loi sur les musées et le Fonds pour les musées de la République Kirghize, 27 janvier 2000.

¹³⁶ Programme ciblé par l'État "Développement et préservation de la culture et de l'art de la République kirghize "Madaniyat "(1997-2000)", 14 octobre 1996.

¹³⁷ Ibid.

¹³⁸ Les archives actuelles du ministère de la Culture de la République Kirghize.

¹³⁹ Décret du gouvernement de la République du Kazakhstan "Sur le Fonds d'État pour le soutien à la culture et à l'art en République du Kazakhstan", 31 décembre 1998.

¹⁴⁰ Décret du Président de la République du Kazakhstan "Sur le programme d'État de la République du Kazakhstan "Réanimation des centres historiques de la Route de la soie, préservation et développement successif du patrimoine culturel des États turcophones, création d'une infrastructure touristique", 27 février 1998.

Malgré tous les changements positifs, en particulier dans le domaine législatif, intervenus dans le domaine de la culture au Kazakhstan et au Kirghizstan au milieu des années 90, la culture des États indépendants a toujours pris du retard dans son développement, même du niveau du développement culturel en URSS. La fermeture des institutions culturelles ou leur privatisation se poursuivaient et, naturellement, la construction de nouveaux objets culturels se développait. Cela est dû au manque de ressources financières. Si, en 1991, le financement du système culturel du budget de la République du Kazakhstan au produit intérieur brut s'élevait à 0,75%, il n'était que de 0,27% en 1996¹⁴¹.

Pour la même raison, les fonds des bibliothèques du pays ont été réduits. Comparé à 1991 les fonds des bibliothèques au Kazakhstan ont diminué de 32%¹⁴². En conséquence, le nombre de personnes employées dans les domaines de la culture et des arts a diminué en 1997 de 53% au Kazakhstan par rapport à 1991 - l'année de l'indépendance¹⁴³. La raison de ce phénomène était la réduction des institutions culturelles et des salaires insuffisants toujours en fonction.

Des années de réduction dans les institutions culturelles n'ont pas été sans pertes significatives. Malheureusement, à cette époque, le Palais des mineurs de la ville de Karaganda (Kazakhstan) a été fermé, où le célèbre et le seul dans son genre Théâtre de la Comédie Musicale était installé dans la république. La bibliothèque régionale pour enfants d'Almaty a également été fermée. Au Kirghizstan, les années 1993-1998 sont devenues particulièrement critiques en termes de réduction des institutions culturelles. La situation ne s'est améliorée qu'en 2005, lorsque la part des dépenses publiques consacrées à la culture a augmenté.

Comme nous le voyons dans l'analyse des statistiques ci-dessus, le niveau de développement culturel au Kazakhstan et au Kirghizstan à la fin des années 90 a diminué par rapport à ce qu'il était après l'effondrement de l'Union soviétique. En général, dans les Républiques, la situation s'est révélée plus critique dans les centres régionaux et les zones rurales. Il y avait un manque de bibliothèques et de musées, sans parler du nombre d'événements culturels organisés.

Comme le notent Larissa Pletnikova et Gul'dana Safarova, des chercheurs du Kazakhstan, dans les régions du Kazakhstan observait "*... un vide profond d'information ...*" en raison du fait que "*... dans la province, après l'effondrement de l'URSS, la littérature spécialisée a pratiquement cessé de couler*". "*Particulièrement lourds*",- poursuivent les auteurs,- "*... étaient 1993-1999. La tâche principale qui incombait alors à toutes les organisations de la*

¹⁴¹ Statisticheski ejegodnik Respubliki Kazakhstan za 1997 god (Annuaire statistique de la République du Kazakhstan de 1997). p.71.

¹⁴² Ibid. p.81.

¹⁴³ Ibid. p. 82.

culture était de préserver ce qui avait été acquis à l'époque soviétique"¹⁴⁴. Et Gul'mira Šalabaeva écrivait ce qui suit sur la politique culturelle du Kazakhstan: *"il existe des distorsions cachées dans le concept général de politique culturelle. Les accents sont placés de manière à ce que les dépenses publiques se caractérisent par un triple déséquilibre: la préservation plutôt que la créativité; les institutions plutôt que l'innovation, les capitaux plutôt que les provinces"*¹⁴⁵.

La réduction des financements culturels au Kazakhstan au cours de cette période était due non seulement à la crise dans le pays, mais surtout à la compréhension insuffisante des administrations dans le domaine de la culture de l'importance de la culture et de la politique culturelle pour le développement de l'État. Les objectifs énoncés dans l'un des documents les plus importants pour la culture de cette époque, la Loi sur la culture, estime Šalabaeva, n'étaient pas convaincants pour affirmer *"l'importance primordiale de la politique culturelle du Kazakhstan moderne"*. Pour la société et, surtout, pour les institutions de l'État qui prennent des décisions dans le domaine de la culture, il n'était pas encore clair *"que la culture n'est pas seulement un assaisonnement spirituel, dont la priorité pendant une crise n'est pas du tout évidente ..."*¹⁴⁶.

L'État était la principale source de financement de l'industrie de la culture au Kazakhstan et au Kirghizstan au cours de cette période. Il y avait un manque de formes de coopération entre les structures gouvernementales et les autres organisations travaillant dans le domaine de la culture. Par conséquent, le secteur privé n'a presque pas participé au processus de développement et de soutien de la culture.

Conformément à O.B.Markova¹⁴⁷ et son questionnaire de recherche pour les entreprises commerciales à Almaty en 2001. - seules 6% des entreprises avaient leur propre concept et programme de politique culturelle. Selon l'auteur, le principal objectif des entreprises commerciales demeurait de promouvoir leur propre organisation. La contribution principale au domaine de la culture s'est donc achevée avec le soutien d'événements de spectacles, ainsi que des arts spectaculaires tels que le cinéma ou les expositions d'arts visuels. Selon les études statistiques de l'auteur, parmi les ONG apparues au Kazakhstan à cette époque, le plus petit

¹⁴⁴ Pletnikova L., Safarova G. Institucional'nie problemi iskusstva i kul'turnaya politika v kazakhstanskoi provincii: tradicii i novacii. Kul'turnaya politika v Central'noi Azii v perekhodnii period: sbornik materialov konferencii "Kul'turnaya politika v Central'noi Azii: praktika i perspektivi" (Problèmes institutionnels de l'art et politique culturelle dans la province du Kazakhstan: traditions et innovations. La politique culturelle en Asie centrale dans la période de transition: recueil de documents de la conférence "La politique culturelle en Asie centrale: pratiques et perspectives").p.42.

¹⁴⁵ Šalabaeva G. Kazakhstan: evoliuciâ kul'turnoi politiki (Kazakhstan: l'évolution de la politique culturelle). p.189.

¹⁴⁶ Ibid. p. 191.

¹⁴⁷ Markova B. "Kul'turnaâ politika v Kazakhstane. Kul'turnaâ politika v Kazakhstane: Sbornik statej" ("Politique culturelle au Kazakhstan". Politique culturelle au Kazakhstan: recueil d'articles p.18.

nombre d'entre elles travaillaient dans le domaine de la culture. Maintenant, les ONG du Kazakhstan travaillant dans le domaine de la culture sont parmi les plus nombreuses.

Ainsi, la première décennie d'indépendance est devenue la période de définition et de formation de la politique culturelle du Kazakhstan et du Kirghizstan. Le début de cette période a été caractérisé principalement par la préservation de l'identité nationale, la renaissance de la langue et de la culture des nations titulaires. Au milieu des années 90, des Lois sur la culture ont été adoptées, qui donnaient une définition nationale de la culture et une politique d'État dans le domaine de la culture. À partir de ce moment, de nombreux changements positifs ont été apportés à la législation dans le domaine de la culture. Cependant, cette période a été aggravée par la crise économique et, par conséquent, le niveau général de développement de la sphère culturelle n'a pas été élevé, mais parfois inférieur à celui d'avant l'indépendance.

L'analyse des actes législatifs et des articles scientifiques permet de conclure qu'un certain nombre de facteurs ont freiné le développement de la culture au Kazakhstan et au Kirghizstan dans la période de 1991 à 2000. Les principaux facteurs ont été la croissance de l'inflation dans l'État et le financement résiduel de la culture, qui ont été associés à la crise économique dans les pays. En raison des fonds restants dans le domaine de la culture au Kazakhstan et au Kirghizstan, des problèmes sont apparus: bas salaires et départ de personnel, réduction des dépenses d'achat d'équipement et d'équipement pour les institutions culturelles, baisse de la qualité et de la diversité des services fournis par les institutions culturelles, baisse de la fréquentation des institutions culturelles due à la faible solvabilité de la population.

Un contrôle encore très important de la part de l'État sur le domaine de la culture et l'absence de part de l'autonomie gouvernementale dans la culture ont limité le processus de modernisation de la culture. Au Kirghizstan, outre les problèmes énumérés, l'absence de statut de ministère indépendant et la liquidation de ses antennes régionales¹⁴⁸ ont eu un impact négatif sur la sphère culturelle. Le principal organe gouvernemental mettant en œuvre la politique culturelle du Kirghizstan jusqu'en 2005 existait en tant que département distinct du Ministère de l'éducation.

Ainsi, dans la politique culturelle Post-soviétique du Kazakhstan et du Kirghizstan, nous observons des tendances générales. Dans le processus de développement de la politique culturelle, les priorités principales du Kazakhstan et du Kirghizstan étaient la renaissance de la culture ethnique de chaque pays, en tant que nouvelle alternative idéologique à la doctrine communiste.

Dans le même temps, la gestion de la diversité culturelle s'inscrit dans le respect du modèle soviétique de gestion culturelle, qui, à l'instar de ses principales institutions, a été

¹⁴⁸ Le Ministère de la Culture et de l'Information de la République Kirghize a été créé en 2005.

préservé. Un tel modèle politisé de l'industrie culturelle minimisait toute forme de culture non étatique et non traditionnelle. L'accent mis sur la préservation des infrastructures qui existaient déjà avant l'indépendance en l'absence de toute innovation dans la politique culturelle de la période de transition pour les pays d'Asie centrale constituait le plus grand désavantage pour le développement de la culture. Malheureusement, durant cette période, la culture, comme en Union Soviétique, était encore traitée selon le "*principe résiduel*".

Cela concernait le financement, l'élaboration d'un cadre législatif et l'élaboration du concept même de politique culturelle. La culture était perçue comme une composante et non associée à l'économie. Une des tendances générales observées dans les processus culturels au Kazakhstan et au Kirghizstan après l'indépendance a été la réduction de la russification progressive de l'espace politique et culturel dans ces pays. Ce processus a commencé avec la proclamation des langues des nations "*titulaires*" par l'État et s'est poursuivi avec le même degré d'intensité et de soutien des autorités du Kazakhstan et du Kirghizstan. L'élite dirigeante des deux pays considérait la langue de la nation titulaire comme l'une des principales composantes de l'identité nationale et de l'unicité ethnique. "*It was only natural that the native language of the largest etnie would serve as an important means of determining titular identity and building a nation. In other words, language is seen not only as a medium, but as the message; not merely as the means for communication, but as a symbol as well*"¹⁴⁹. L'accent mis par l'élite dirigeante sur les langues de la nation titulaire visait à unir et à mobiliser, en développant un sens de solidarité et de fierté. Cependant, un grand nombre de Slaves, vivant encore dans ces républiques et occupant un rôle important dans la vie économique, administrative et culturelle, ne parlaient pas la langue de la nation titulaire et n'étaient pas prêts psychologiquement à l'étudier. Or, la politique linguistique ainsi que la question de la religion dans les États indépendants du Kazakhstan et du Kirghizstan constituent un sujet assez vaste et méritent une attention particulière dans les chapitres suivants.

Pour revenir au sujet de ce chapitre, parmi les modèles de politique culturelle existants, on peut supposer que dans les pays du Kazakhstan et du Kirghizstan, il existait à cette période un modèle de "*période de transition*", proposé par la chercheuse Milena Dragevič - Šešič¹⁵⁰. La principale caractéristique de ce modèle est le contrôle de la sphère culturelle par l'État, qui en réalité n'empêche pas l'utilisation de méthodes bureaucratiques. L'auteur croit qu'avec ce modèle, la politique culturelle se concentre sur la politique nationaliste.

¹⁴⁹ Landau J.M., Kellner-Herinkele B. Politics of Language in the ex-Soviet Muslim States. p. 4.

¹⁵⁰ Dragevič - Šešič M., Kul'turnaâ politika v perehodnom obšestve: fragmenty politologičeskogo i kul'turologičeskogo analiza. // Panorama kul'turnoj žizni stran SNG i Baltii (La politique culturelle dans une société en transition: fragments de science politique et d'analyse culturelle. // Panorama de la vie culturelle de la CEI et des pays baltes). p.26–31.

Nous pouvons également supposer que dans ces pays, au cours de cette période, le modèle de politique culturelle proposé par Andres Vizand a été pris en compte¹⁵¹. Ce modèle de politique culturelle de soutien public à la culture et à l'art est inhérent au financement public des principales institutions culturelles traditionnelles - musées, théâtres, bibliothèques. Avec ce modèle, les cultures expérimentale et moderne restent hors de l'attention. Dans le même temps, la programmation et la planification restent la principale méthode de politique culturelle. Le niveau de la politique culturelle reste national et les relations culturelles internationales ne se déroulent que dans le cadre des relations diplomatiques officielles.

Le besoin de changement était évident dans la culture du Kazakhstan et du Kirghizstan. Les chercheurs en politique culturelle ont commencé à écrire sur la nécessité de comprendre le lien entre la culture et le développement de la société. En 2002, Šalabaeva a déclaré que la culture *"devait être considérée comme une "dimension" du développement lui-même, consistant non seulement dans la croissance quantitative des biens et services disponibles et leur répartition uniforme entre tous les groupes de population, mais également dans l'ensemble d'indicateurs de qualité trop ignorés sur notre planète dans son ensemble"*¹⁵², *"la compréhension de la signification de la culture devrait être inhérente à l'appareil d'État dans son ensemble"*¹⁵³. Ainsi, il est clair que la prochaine étape temporelle devait être une étape de changement non seulement dans la politique culturelle du Kazakhstan et du Kirghizstan, mais aussi dans la culture en général.

¹⁵¹ Fisher R. and Mitchel R. "Professional Managers for the Arts and Culture? Training of cultural administrators and the art managers in Europe". p. 36–38.

¹⁵² Šalabaeva G. Kazakhstan: evoluciâ kul'turnoi politiki (Kazakhstan: l'évolution de la politique culturelle). p.192.

¹⁵³ Ibid. p.193.

CHAPITRE 3. La diversité culturelle au Kazakhstan et au Kirghizstan: nouveaux enjeux et perspectives pour les nouveaux pays indépendants.

3.1. La politique linguistique au Kazakhstan et au Kirghizstan.

Après l'effondrement de l'Union soviétique, la République du Kazakhstan et la République Kirghize ont reçu comme héritage une société multiculturelle. Cette diversité culturelle représentait dans ces nouveaux États indépendants environ 70 groupes ethniques au Kazakhstan et environ 47 au Kirghizstan (sans compter les petites minorités)¹⁵⁴. Ces différents groupes ethniques bien qu'encore émotionnellement liées par leur culture soviétique commune, représentaient maintenant leur identité culturelle unique.

La langue, en tant que l'un des principaux indicateurs de la diversité culturelle, est devenue une question très importante dans la nouvelle politique des États indépendants.

La majorité de la population au Kazakhstan et au Kirghizstan était représentée par les Russes et les Kazakhs et les Kirghizes, respectivement. Selon le recensement de 1989, environ 50% de la population kazakhe était composée de personnes russophones. Parmi ces 50%, 37,4% étaient représenté par des Russes et le reste par des Ukrainiens, Biélorusses, Allemands et moins de la moitié de la population (40,1%) en 1989 étaient des Kazakhs¹⁵⁵.

Au Kirghizstan, le pourcentage de nationalités russophones était de 26,6%, tandis que le pourcentage de Kirghizes représentait un peu plus de la moitié de la population totale - 52,4%¹⁵⁶. En conséquence, la question principale fut de savoir si la langue "*indigène*" devait être la seule langue d'Etat ou bien devait coexister avec la "*lingua franca*", qui est parlée majoritairement par la population de ces République et ainsi mener au bilinguisme.

¹⁵⁴ Archives de travail du Goskomstat de Russie. Tableau 9c "Répartition de la population par nationalité et langue maternelle" // <http://www.demoscope.ru>

¹⁵⁵ Itogi perepisi naseleniâ 1999 v Respublike Kazakhstan, Tom. 1, Nacional'nyj sostav naseleniâ RK, Almaty: Agenstvo RK po statistike, 2000 (Résultats du recensement de 1999 dans la République du Kazakhstan, volume 1, Composition nationale de la population de la République du Kazakhstan, Almaty: Agence de la République du Kazakhstan chargée de la statistique, 2000). p. 21-22.

¹⁵⁶ Archives de travail du Goskomstat de Russie. Tableau 9c "Répartition de la population par nationalité et langue maternelle" // <http://www.demoscope.ru>

En pourcentage du total

Etnies	Kazakhstan		Kirghizstan	
	Année 1970	Année 1989	Anné 1970	Anné 1989
Russes	42,8	37,8	29,2	21,5
Ukrainiens	7,2	5,4	4,1	2,5
Biélorusses	1,5	1,1	0,2	0,2
Ouzbeks	1,6	2,0	11,3	12,9
Kazakhs	32,4	39,7	0,8	0,9
Azerbaïdjanais	0,4	0,5	0,4	0,4
Kirghiz	0,1	0,1	43,8	52,4
Tadjiks	0,1	0,2	0,7	0,8
Mordva	0,3	0,2	0,2	0,1
Tatars	2,2	2,0	2,3	1,6
Les juifs	0,2	0,1	0,3	0,1
Dungane	0,1	0,2	0,7	0,9
Coréens	0,6	0,6	0,3	0,4
Kurdes	0,1	0,2	0,3	0,3
Allemands	6,5	5,8	3,1	2,4
Tures	0,1	0,3	0,1	0,5
Uigurs	0,9	1,1	0,8	0,9

Tableau N° 1 Population par grandes etnies. Source : <http://www.cisstat.com/>

Le fait que la langue indigène au Kirghizstan est devenue l'une des langues les plus faibles de l'URSS était déjà clair dans les années 1980. Malgré le fait que la politique linguistique de l'URSS encourageait le développement de la langue kirghize, l'intensification de la russification dans les années 1970 a fait que la langue kirghize a pris une position inférieure par rapport à la langue russe dans la vie officielle et culturelle du pays. Le nombre élevé de la population non-kirghize et surtout sa concentration dans les villes, ont conduit au fait que la langue russe est devenue la première langue de la vie urbaine de l'élite kirghize.

Au Kazakhstan aussi, le russe, pour des raisons identiques, est devenu la première langue de la population urbaine. Cette situation a conduit à ce que certains membres de l'élite des deux pays aient simplement perdu la connaissance de leur langue maternelle.

Durant cette période, l'une des tendances dans ces républiques était de promouvoir les langues autochtones en tant qu'élément de la construction nationale, ce qui a donné une grande impulsion à la résurrection des langues titulaires. Pour promouvoir ce processus, les acteurs culturels et politiques, qui constituent la principale élite nationale dans ces pays que nous considérons, ont pu transformer leur langue en un problème d'identité. Ils ont joué un rôle majeur dans la transformation du langage comme un symbole culturel en un problème nationaliste

passionnant pour obtenir un soutien populaire à la langue indigène dominante. Cependant, ces élites nationales, éduquées en russe, pour les raisons mentionnées précédemment, ont dû avant tout surmonter leur propre hybridité culturelle et leur manque de connaissance de leur langue maternelle ou nationale.

À la fin des années 80, en réponse aux tendances qui se manifestent dans l'Union soviétique, les deux pays adoptent une loi sur la langue. La loi sur la langue au Kazakhstan¹⁵⁷ et la loi sur la langue au Kirghizstan¹⁵⁸, adoptées en 1989, définissaient également la langue titulaire (kazakh et kirghize respectivement) comme une "*langue étatique*" et définissaient la langue russe comme langue de communication interethnique. Il convient de noter que ces deux lois étaient des actes formels, et non une mobilisation active de la question de la langue dans les républiques. Cependant, ces mesures légitimes ne signifiaient rien de plus qu'une affirmation symbolique de la souveraineté nationale dans des républiques telles que le Kazakhstan et le Kirghizstan où leur "*langue étatique*" était trop faible pour servir de langue officielle car la présence russe était assez importante et la population urbaine parlait couramment le russe.

Dans le préambule de la loi de 1989 sur les langues au Kirghizstan, il y a une phrase importante: "*L'établissement législatif du statut de la langue kirghize comme langue officielle crée une base pour la protection et le développement de la langue kirghize et de la culture nationale du peuple kirghize*"¹⁵⁹. Déjà à partir de cette phrase, il devient clair que la base sur laquelle l'État a été érigé était un renouveau ethnoculturel. Le chercheur V. Neroznak l'a appelé la motivation lingvosociale, qui "*(en conjonction avec lingvoculturelle) est associée au désir naturel de tout peuple de maintenir leur identité ethnique*"¹⁶⁰. Conformément à cette loi, "*la RSS de Kirghizie garantit le libre fonctionnement de la langue russe en tant que langue de communication interethnique entre les peuples de l'URSS et ne porte pas atteinte aux droits des citoyens des autres nationalités d'utiliser leur langue maternelle*"¹⁶¹. Conformément à la loi, le bilinguisme au Kirghizstan a été soutenu dans de nombreux domaines. Mais, de l'avis de la population russophone du pays, il y avait un article controversé № 8, qui exigeait l'utilisation de la langue kirghize par tous les fonctionnaires et dans les documents officiels. Robert Lowe dit que c'est cet article qui a eu un effet significatif sur la population non-kirghize, qui la percevait comme un nationalisme kirghize. Dans "*Nation building and identity in the Kyrgyz Republic*", il cite les propos du commentateur dans la revue *Literaturni Kirghizstan*, qui écrit que "*The*

¹⁵⁷ Loi de la République Socialiste Soviétique Kazakhe "Sur les langues de la RSS Kazakhe", 22 septembre 1989.

¹⁵⁸ Loi de la République Socialiste Soviétique Kirghize "Sur la langue d'Etat de la RSS Kirghize", 23 septembre 1989.

¹⁵⁹ Ibid.

¹⁶⁰ Neroznak V. P. *Âzykovaâ reforma (1990-1995)*. Vestnik Rossijskoj Akademii Nauk, 1996, tom 66, № 1, (Réforme linguistique (1990-1995). Messenger de l'Académie des sciences de Russie, 1996, volume 66, n ° 1). p. 5.

¹⁶¹ Loi de la République Socialiste Soviétique Kirghize "Sur la langue d'Etat de la RSS Kirghize", 23 septembre 1989.

discussion of the bill on the state language was the first stage in the supercharging of tension on the national question"¹⁶². Cependant, selon Lowe lui-même, "... la loi de 1989 ne devait être qu'une assertion symbolique du prestige national"¹⁶³.

Au Kazakhstan, à la veille de l'adoption de la Loi sur la langue de 1989, l'élite culturelle et littéraire cherchait une justification culturelle irrésistible pour donner le statut d'état à la langue indigène. Se référant à la promesse de Lénine d'une autodétermination nationale et la protection des langues minoritaires et les nations, ses représentants sont venus avec des slogans tels que "*la nation ne peut exister sans la langue*", "*il n'y a pas de langue, il n'y a pas de nation*".

En fait, cela s'est traduit dans le préambule de la Loi de 1989: "*Langue - le plus grand atout et une caractéristique essentielle d'une nation. Avec le développement de la langue, une extension de ses fonctions publiques, nécessairement liées l'épanouissement de la culture nationale et l'avenir de la nation historiquement constituée, communauté stable de la population*"¹⁶⁴. Ainsi, en accordant le statut officiel de la langue kazakhe comme seule langue étatique, la loi a confirmé le lien symbolique entre la langue kazakhe, la nation kazakhe et l'État.

La langue russe au Kazakhstan, conformément à la Loi sur les langues de 1989, comme au Kirghizstan, a obtenu le statut de langue de communication interethnique. La loi dit que la langue kazakhe sera sous protection de l'État, et doit être utilisé activement dans les organes de l'Etat et des organismes publics, ainsi que dans les institutions éducatives, scientifiques et culturelles dans le secteur des services et des médias.

Contrairement à la Loi sur les langues de 1989 au Kirghizstan, la loi du Kazakhstan concernant le "*fonctionnement des langues au sein du gouvernement et de l'administration, ainsi que dans les organisations publiques*", a nommé comme langues de travail le kazakh, le russe et les langues des différents groupes ethniques du pays. Le Kazakhstan est allé plus loin dans cette affaire, et a donné l'espoir que les langues des groupes ethniques de la République Socialiste Soviétique du Kazakhstan, dans les lieux de leur résidence, conformément aux décisions formelles possibles, pourraient même recevoir le statut d'une langue officielle locale à utiliser parallèlement avec de la langue de l'État.

En 1992, la Loi sur l'éducation au Kazakhstan¹⁶⁵ a confirmé le statut de la langue kazakhe et a appelé à la création des conditions nécessaires à son étude, son utilisation et son développement. L'un des objectifs de la loi était de créer les conditions pour l'étude de la culture, des coutumes et des traditions du peuple kazakh, alors que rien n'était précisé par cette Loi sur les autres cultures. En ce qui concerne la langue russe, il a seulement été dit qu'elle était

¹⁶² Robert Lowe, Nation building and identity in the Kyrgyz Republic. Central Asia aspects of Transition. p.118.

¹⁶³ Ibid.

¹⁶⁴ Loi de la République Socialiste Soviétique Kazakhe "Sur les langues de la RSS Kazakhe", 22 septembre 1989.

¹⁶⁵ Loi de la République du Kazakhstan № 1153-XII "Sur l'éducation", 18 janvier 1992.

officiellement utilisée à égalité avec la langue kazakhe. Une partie de la population russe considérait les dispositions de cette loi comme une *"violation des droits d'autrui"* et était prête à aller à l'encontre de ce processus de curation. Les Slaves exigeaient que L'Est du Kazakhstan, dominé par la population russe, jouisse de vastes droits à l'autodétermination, non seulement en ce qui concerne la langue, la culture mais aussi l'exploitation des ressources naturelles. Ils ont demandées que la langue russe reçu le statut de langue d'Etat, comme le kazakh. Ces demandes ont été exprimées lors d'une manifestation, estimée à environ 15 000 Russes et autres Slaves en décembre 1992 à Oust-Kamenogorsk. En février 1992, un mouvement slave s'était également organisé à Kokchetav pour protéger les Slaves contre la discrimination en matière de langue et de citoyenneté.

Le gouvernement Kazakh de l'époque se trouva devant un dilemme. La majorité des Kazakhs ont vu dans le fait que le kazakh est devenu une langue officielle comme une déclaration symbolique de leur indépendance et de leur identité en tant que nation. Tout cela a favorisé le processus de nationalisation. Cette politique linguistique a été très mal acceptée par la population russe, qui y voyait une justification pratique et légale pour la division de la vie publique du pays. En même temps, la nomination des deux langues signifiait, selon les autorités, la disparition de la langue kazakhe. Les autorités ont motivé leurs actions par des déclarations telles que *"où, sinon au Kazakhstan, la langue kazakhe devrait devenir une langue d'Etat, nulle part ailleurs elle ne deviendra une langue d'Etat"*, tout en jouant sur les sentiments du pays titre. Selon Tom Everett-heath *"At the heart of this aspect of the political debate lies the issue of whether Kazakhstan should evolve into a multi-ethnic nation state or a Kazakh state"*¹⁶⁶.

En conséquence, la première constitution post-soviétique, adoptée un an plus tard - en 1993, définissait le kazakh comme la langue d'Etat et le russe comme la langue de la communication interethnique, ne mentionnant rien de leur égalité. A propos des autres langues, il a été dit seulement que *"l'Etat garantit la préservation de la sphère d'application du langage de la communication interethnique et d'autres langues, se soucie de leur libre développement"*¹⁶⁷.

Dans la presse, il y a eu une large discussion sur cette norme de la Constitution. La faction parlementaire *"Concord Civil"*, créée au sein du Conseil Suprême, préconisait de donner le statut d'état à la langue russe, avec la langue kazakhe. D'autres associations russes ont exprimé leur avis sur ces nouvelles dispositions linguistiques en soulignant qu'elles pourraient provoquer des conflits entre les deux principales nationalités. V.D. Kourganskaya et V.U Dounaev¹⁶⁸ ont écrit que les Russes ont considéré à plus de 90% que la politique linguistique est le facteur

¹⁶⁶ Ibid.

¹⁶⁷ La Constitution de la République du Kazakhstan, 31 mars 1993.

¹⁶⁸ Kurganskaâ V. D., Dunaev V. U. Kazakhstanskaâ model' mežetničeskoj integracii (Modèle d'intégration interethnique du Kazakhstan). p. 233.

principal de la tension entre les différentes nations du Kazakhstan.

Malgré les actions de ces mouvements à travers des pétitions, l'organisation de manifestations et par des lettres à la presse qui semblaient peu efficaces et limitées, ils ont conduit à un compromis sur le statut de la langue russe dans la Constitution de 1995: l'article 7.2 stipule que *"Dans les organisations gouvernementales et les autorités locales en égalité avec le kazakh est utilisé officiellement la langue russe"*¹⁶⁹. L'année suivante, le 4 Novembre 1996, est sortie le concept de la politique linguistique en République du Kazakhstan.

Cette nouvelle politique linguistique a servie de base à un nouveau projet de Loi *"Sur les langues en République du Kazakhstan"*, qui a été discuté en même temps que le concept. A l'issue de ces discussions, l'esprit de l'article 7.2 de la Constitution de 1995 a été réintroduit dans le concept. Ce nouveau concept était significatif aussi parce qu'il a déclaré que la politique linguistique correcte est une condition nécessaire pour le développement durable du pays. En outre, il a été dit que la politique linguistique, conformément à ce concept, *"... crée des conditions pour l'interaction et l'enrichissement mutuel des cultures, pour leur développement ultérieur dans la république"*¹⁷⁰. Ce concept contenait aussi la promesse à d'autres minorités que l'État contribuerait au développement des langues des autres nationalités, bien que son objectif principal était de définir les relations entre les Kazakhs et les Russes.

Certains chercheurs sur la politique linguistique du Kazakhstan ont estimé que les formulations du concept conduisaient de facto à la reconnaissance du bilinguisme, bien que le statut de la langue d'Etat n'ait été préservé que pour le kazakh. Compte tenu des autres points de ce concept, il est difficile de parler de reconnaissance du bilinguisme, même de facto. Par exemple, un des paragraphes de ce concept nous dit que *"en temps voulu, la langue kazakhe devrait devenir la langue de la communication interethnique"*¹⁷¹. La politique linguistique de l'État, conformément au concept, établit différentes tâches en relation avec la langue d'état et les autres langues de la République. Il devrait donner la priorité au développement de la langue de l'État, alors que *"la préservation de la sphère du fonctionnement de la langue russe est assurée par le désir du Kazakhstan vers processus d'intégration, la préservation d'un espace culturel et éducatif commun des pays de la CEI"*¹⁷². Le concept a discuté de l'établissement d'exigences de maîtrise de la langue de l'Etat aux fonctionnaires et aux travailleurs dans le domaine de la science, la culture, l'éducation, la santé et des services pour la population et a aussi abordé la question d'un encouragement matériel spécial aux employés possédant la langue kazakhe.

En 1997, une nouvelle Loi sur les langues en République du Kazakhstan est promulguée,

¹⁶⁹ Article 7. La Constitution de la République du Kazakhstan, 30 août 1995.

¹⁷⁰ Ordonnance du Président № 3186 "Sur le concept de politique linguistique dans la République du Kazakhstan", 04 novembre 1996.

¹⁷¹ Ibid.

¹⁷² Ibid

qui fait de la langue kazakh la langue d'état et consolide l'article 7.2 de la Constitution de la République du Kazakhstan avec le 5eme article intitulé "*L'utilisation de la langue russe*". L'article 23 de cette Loi prévoit d'assurer une transition progressive des documents administratifs vers la langue kazakhe, et que par les lois de la République soit établie une "*Liste des métiers, des professions et des postes qui exigent une connaissance de la langue de l'État dans une certaine mesure et conformément aux exigences de qualification ...*"¹⁷³.

Ainsi, le rôle de la langue kazakhe a été renforcé. Cependant, l'Etat ne s'est pas empressé de procéder à des actions concrètes sur l'application de l'article 23 de la nouvelle loi sur les langues. Il y avait plusieurs raisons à cela. D'une part, l'utilisation exclusive du kazakh en tant que langue d'État causerait des difficultés aux Kazakhs russophones. D'autre part, la possibilité d'obtenir un poste de l'Etat et une rémunération plus élevée, à la condition d'avoir la connaissance de la langue kazakhe, serait un problème, non seulement pour les Russes vivant au Kazakhstan, mais aussi pour les Kazakhs urbains contrairement aux kazakhs vivant dans les zones rurales parlant beaucoup mieux leur propre langue. En 1997, il y avait un très haut niveau d'émigration russe du Kazakhstan vers la Russie (174.616)¹⁷⁴ et selon les informations reçues du Premier ministre de Russie de l'époque, la principale raison de quitter le Kazakhstan était la question de la langue, en particulier l'article 23 de la nouvelle loi sur les langues. Ce qui, incidemment, n'était pas surprenant: très peu de Russes possédaient la langue kazakhe. Selon les statistiques officielles, seulement 14,9% des Russes en 1999 parlaient le kazakh¹⁷⁵. En 2000, commentant les résultats du recensement de 1999, le président Nazarbaïev a décrit le Kazakhstan comme un État de langue turcophone (parlant une langue turcophone), assurant que la question linguistique était résolue. Mais était-ce vraiment le cas?

La grande émigration des Russes du Kirghizstan était la principale raison pour laquelle le gouvernement du président A. Akaev a utilisé la Loi sur la langue de 1989 très délicatement. Malgré le fait qu'il y avait moins de Russes au Kirghizstan qu'au Kazakhstan, leur pourcentage dans la population du pays restait significatif et A. Akaev voulait préserver la population russe dans le pays.

Néanmoins, en 1990, 16 300 Russes ont quitté le pays et, chaque année, ce chiffre a augmenté. En 1994, le pourcentage de Russes tombait à 18% de la population totale de l'État et en 1995 à 16%. Il était clair que cette partie de la population russe considérait l'émigration comme la seule solution à la perte de l'ancien statut et des anciennes opportunités au Kirghizstan.

¹⁷³ Loi de la République du Kazakhstan № 151-1 "Sur les langues", 11 juillet 1997.

¹⁷⁴ Statističeskoe Obozrenie Kazakhstana 1:1997 (Revu statistique du Kazakhstan 1: 1997). p.3.

¹⁷⁵ Itogi perepisi naseleniâ 1999 goda v Respublike Kazakhstan. Vol.1. Nacional'nyj sostav naseleniâ RK, 2000, Almaty: Agenstvo RK po statistike, 2001 (Résultats du recensement de 1999 dans la République du Kazakhstan, volume 1, Composition nationale de la population de la République du Kazakhstan en 2000: Agence de la République du Kazakhstan chargée de la statistique, 2001), pp.33, 71 and 181.

Naturellement, la majeure partie de l'émigration russe s'est déplacée en Russie. Leurs principaux arguments, ainsi que ceux des autres pays d'Asie centrale d'origine russe, étaient la discrimination linguistique à l'école et au travail et le désaccord sur le statut de la langue russe.

L'émigration russe a affecté l'économie de l'Etat. Les experts russes restants au Kirghizstan ont tenté de porter le problème à l'attention des autorités au pouvoir. En 1993 et en 1994, afin d'étudier cette situation, deux conférences ont eu lieu: "*Kirghizstan et Russie*" et "*Kirghizstan: notre maison commune*". Ces conférences, organisées par les dirigeants de la communauté russe, sont devenues une plateforme de débat sur l'impact de l'émigration d'experts russes sur l'économie d'État. Au cours du débat, il a été révélé que de nombreux experts sont partis, se plaignant de la discrimination sur une base ethnique dans les lieux de travail. Le président de l'association "*Diaspora slave*", en 1994 dans un article intitulé "*Les Russes ont-ils besoin du Kirghizstan?*"¹⁷⁶ a exprimé son opinion sur le problème de l'émigration russe et a écrit que donner à la langue russe le statut d'une langue d'Etat réduirait de manière significative l'émigration des Russes ethniques.

Askar Akaev était préoccupé par la réaction des non-kirghizes à la politique linguistique. En plus d'un grand pourcentage de population russe, il y avait aussi la deuxième plus grande ethnie ouzbek dans le sud du pays qui devait également assurer l'usage de leur langue. Ainsi, les autorités kirghizes ont été confrontées au même dilemme qu'au Kazakhstan indépendant. Le Kirghizstan nouvellement indépendant a besoin de se former une identité nationale d'où son intérêt pour le patrimoine culturel et historique du pays et par conséquent de relancer ses traditions. Il est logique que la langue titulaire ait été le premier signe de l'identité kirghize. D'un autre côté, il était nécessaire de convaincre les autres ethnies non-titulaires qu'elles avaient aussi leur place au Kirghizstan indépendant.

L'Etat a fait un choix en faveur d'une sage décision. Il a été promis de faire une transition prudente et progressive de la langue russe à la langue kirghize, par conséquent il a été décidé que la mise en œuvre de la Loi sur la langue se fera en une génération, plutôt que pendant plusieurs années. Cette décision semblait non seulement pratique et tenait compte des sentiments des autres nationalités, mais elle était également pratique pour les Kirghizes "*russifiés*" qui avaient été éduqués sur la base de la langue russe et de la littérature russe.

De l'avis de Jacob M. Landau "*Akaev is attempting strenuously to balance ethnic interests and safeguard minority rights, granting however some advantage to the Kyrgyz majority*"¹⁷⁷. La Constitution du 5 mai 1993 a confirmé le statut de la langue kirghize comme langue étatique, l'article 5 de la Constitution a également déclaré que "*La République kirghize*

¹⁷⁶ Ūžnyj kur'er (Courrier du Sud), 18 mars 1994 r.

¹⁷⁷ Jacob M. Landau, B. Kellner-Heinkele. Politics of language in the ex-Soviet Muslim states: Azerbaïdjan, Ouzbékistan, Kazakhstan, Kirgizstan, Turkménistan, Tadjikistan. p.27.

garantit la préservation, le fonctionnement libre et égal de la langue russe et toutes les autres langues utilisées par la population de la république"¹⁷⁸.

Un an avant l'adoption de la Constitution, il a été décidé d'ouvrir l'Université kirghize-russe slave. En 1994, le décret sur les mesures visant à réglementer les processus de migration en République kirghize a été publié. Ce décret prévoyait l'utilisation de la langue russe comme langue officielle dans les entreprises où la majorité du personnel est russophone. Par le même décret, l'expansion de la représentation de la nation non-titulaire dans les organes de l'administration de l'Etat était supposée. Notamment, plusieurs Russes ont été nommés à des postes importants de l'Etat. Au poste de Premier ministre, Akaev a nommé un russophone Nikolaï Tanaev. En 1995, le Russe B. Silaev a été élu comme maire de Bichkek; peu de temps après, Akayev l'a invité à devenir vice-premier ministre, poste auquel il est resté jusqu'en 1999.

Concernant les langues dans la Constitution de 1993, la connaissance de la langue kirghize est nécessaire pour devenir président et tous les citoyens ont des droits égaux et ne peuvent pas être discriminés sur la base de l'ignorance ou non de la possession de la langue d'Etat. Malgré tous les efforts déployés par le président de l'époque pour résoudre la question du statut de la langue russe, la Constitution de 1993 a provoqué le mécontentement de la population slave concernant le statut de la langue russe qui reste incertain. Les nationalistes kirghizes, pour leur part, ont insisté sur un statut spécial pour la langue kirghize.

Cité ci-dessus Jacob M. Landau dans son livre *"Politics of language in the ex-Soviet Muslim States"* décrit en détail un processus complexe et suffisamment long de changements positifs en faveur du statut de la langue russe au Kirghizstan. Tout d'abord, un projet de modification de l'article 5 de la Constitution a été proposé pour donner à la langue russe le statut de langue officielle. Une telle proposition était motivée par le fait que la reconnaissance du statut officiel de la langue russe était nécessaire au développement de l'industrie, de la technologie, de la science et de la santé publique. Mais en fin de compte, l'affaire a été renvoyée à la Cour constitutionnelle, car au Parlement il y avait des désaccords sur ce changement. Malgré la réponse positive de la Cour en janvier 1997, certains membres du Parlement n'ont pas accepté la nomination du russe dans la Constitution comme langue officielle. Même la demande spéciale du président de la République d'Akaev à la chambre basse du Parlement, qui a de nouveau voté en juin 1997 pour amender la Constitution, n'a donné aucun résultat à cause des opposants qui ont soutenu que le vote était illégal.

Parallèlement, le Kirghizstan a continué à développer une nouvelle Loi sur la langue par la Commission nationale, qui en 1999 a fait une déclaration sur l'utilisation de la langue kirghize dans tous les documents officiels. La même année, le parlement kirghize a adopté une Loi sur la

¹⁷⁸ Article 5 (2), La Constitution de la République Kirghize, 5 mai 1993.

fonction publique, qui établit une règle selon laquelle tous les fonctionnaires sont obligés de parler le kirghize¹⁷⁹.

Bien sûr, ces déclarations ont affecté le moral de la population non-titulaire. M. Kalishevsky écrit que cette Loi a affecté la volonté des peuples non-titulaire, particulièrement les Russes, de ne pas étudier la langue étatique, *"Avec toute la prudence des politiques de l'administration Akaïev dans le domaine du langage l'expansion de la langue de l'Etat, qui est tout à fait compréhensible, a seulement renforcé l'inconfort psychologique, qui n'était en aucun cas le meilleur stimulateur pour maîtriser la langue "titulaire" "*¹⁸⁰.

Mais ce n'était pas seulement les Russes qui ne s'intéressaient plus à l'apprentissage de la langue kirghize, le problème a été que d'autres ethnies n'avaient pas les moyens nécessaires pour l'étudier. Malgré le fait que dans les écoles et les établissements d'enseignement supérieur, l'utilisation de la langue kirghize a considérablement augmenté, aucun centre de formation supplémentaire n'a été créé pour ceux qui souhaitaient apprendre la langue. Plus généralement, de nombreuses écoles kirghizes, ouvertes en 1990-1991, ont finalement dû être fermées en raison d'un manque de matériel et d'enseignants.

Il convient de noter qu'il y avait aussi un gros problème avec la méthodologie d'enseignement de la langue kirghize. Par exemple, l'éducation dans les écoles et les universités était principalement basée sur la mémorisation de texte sur différents sujets avec un minimum d'informations sur la grammaire et les règles de la langue étaient limitées à de petites sections des manuels. Le problème des méthodologies d'enseignement de la langue existe toujours et le programme scolaire en langue kirghize dans les écoles russes a peu changé.

Dans le même temps, le manque de contenu intéressant à la télévision et d'événements culturels et de divertissement en langue kirghize, a eu comme résultat une augmentation de l'influence des médias russes. La langue russe, profondément enracinée, occupait toujours les positions dominantes dans la vie politique, scientifique et culturelle du pays. Comme les Kazakhs du Kazakhstan, les Kirghizes éduqués, profondément attachés à leur langue maternelle, considéraient toujours le russe comme plus pratique, cosmopolite et intellectuelle. De plus, beaucoup de Kirghizes se sentaient mal à l'aise de parler en kirghize et préféraient utiliser le russe.

Finalement, après plusieurs années de débat, l'Assemblée législative a publié la Loi *"Sur la langue officielle de la République kirghize"* le 25 mai 2000. Cette Loi a été une percée dans la lutte depuis des décennies pour donner un statut à la langue russe, qui, selon cette loi est devenue

¹⁷⁹ Argumenty i fakty (Arguments et faits), 9 juin 1999 г.

¹⁸⁰ M. Kališevski. Russkie Kirghizstana: Ishod neobratim? (Les Russes du Kirghizstan: Le résultat est irréversible?)// <http://www.fergananews.com/articles/8232>

la langue officielle de la République Kirghize. Dans le premier article de la loi, il a été déclaré que *"La langue officielle de la République Kirghize est la langue utilisée à côté de la langue étatique dans l'administration publique, le droit et la justice de la République Kirghize, ainsi que dans d'autres sphères de la vie de la République Kirghize selon les modalités prévues par la présente loi et la législation de la République kirghize"*¹⁸¹. Cette loi mettait l'accent sur le *"statut spécial"* de la langue étatique, satisfaisant ainsi, même temporairement, les désirs des nationalistes.

Conformément à la Loi sur la langue officielle, le russe a été sous la protection de l'Etat et mise sur un pied d'égalité avec la langue d'État, cela signifie que l'Etat garantit maintenant les droits des citoyens en ce qui concerne l'utilisation de la langue russe. Avec l'adoption de cette loi, chaque citoyen avait le droit de faire appel à toutes les autorités dans la langue officielle et personne ne pouvait refuser d'accepter et de considérer une telle déclaration. La loi dit que les décrets et ordonnances du président, les lois et les règlements doivent être publiés dans les deux langues: d'Etat et officielle, et les sessions parlementaires traduites simultanément de kirghize a russe et vice-versa, cela signifie que la loi a donné le droit de prendre la parole en langue officiel Russe lors de la session des chambres du Parlement.

Aussi, conformément à cette Loi, les deux langues, kirghize et russe, doivent être utilisés dans la comptabilité et la documentation statistique, technique et financière des pouvoirs publics aussi bien que pour les gouvernements et les organisations locales. Cette Loi a concerné aussi l'éducation, à savoir que le russe est une matière officielle dans les écoles et les établissements d'enseignement supérieur. N. Omuraliev nous rappelle que le point sur l'éducation dans la loi est l'un des plus importants, considérant que *"la présence de la langue russe dans la liste des matières qui sont inclus dans la documentation de l'enseignement dans toutes les écoles de différents types et formes de propriété, les établissements publics d'enseignement supérieur vont stabiliser les processus de migration du Kirghizstan, contribuer à la préservation de ses ressources humaines et peut-être conduire au processus de retour des populations russes qui vivait au Kirghizstan chez eux"*¹⁸².

En même temps, durant les mois d'été de 1999 et 2000 dans le sud du Kirghizstan *"la guerre Batken"* avec les militants du Mouvement islamique d'Ouzbékistan (MIO), a alimenté un flux régulier d'émigration russe supplémentaire. Voulant prendre toutes les mesures possibles pour arrêter le flux de migration croissante de la population russe du pays, le président Akaev a signé la même année un décret *"Sur les mesures supplémentaires pour régler les processus*

¹⁸¹ Loi sur la langue officielle en République Kirghize, 25 mai 2000.

¹⁸² Omuraliev N. "Âzikovaâ situaciâ v svete nacional'noj politiki Kirghizstana" ("Situation linguistique à la lumière de la politique nationale du Kirghizstan"), // <http://www.centrasia.ru/news2.php?st=1193219340>

*de migration en République Kirghize*¹⁸³ et trois mois après ce décret, le gouvernement a adopté une résolution *"sur un Programme d'État visant à stabiliser et rationaliser les processus migratoires dans la République Kirghize"*¹⁸⁴.

Par le décret présidentiel, devaient se créer toutes les conditions favorables à l'étude de la langue russe et de son historiographie au Kirghizstan. Ce décret prévoyait une supervision accrue par le Bureau du Procureur général pour l'exécution précise et uniforme des actes juridiques normatifs visant à protéger les intérêts, les droits et les libertés de la population russophone. Un des points très important de la Loi sur la langue officielle a été de prendre des mesures spécifiques strictes pour les coupables de fait de discrimination ethnique. Il était également prescrit la responsabilité dans l'implication d'incitation à l'intolérance ethnique et à la discorde. Des mesures pratiques visant à réduire l'exode de la population russophone ont été énumérées dans la résolution gouvernementale ci-dessous. Cependant, les craintes des Russes liées à la menace de l'extrémisme islamique ont encore augmenté après le 11 septembre 2001.

Au début de 2004, la Loi tant attendue *"Sur la langue d'Etat en République Kirghize"*¹⁸⁵ a été publiée. Les réactions à la présente loi ont été ambiguës, comme pour le projet de cette Loi présenté par le parlement. Les commentaires et les attitudes négatives de la population ont finalement fait retirer et renvoyer pour révision cette Loi par le gouvernement. Le fait est que le contenu de ce projet de loi allait à l'encontre des lois antérieures relatives aux langues et en particulier sur la Loi sur la langue officielle.

Tous les documents, selon le projet de Loi, devaient être réalisés que dans la langue étatique, et tous les gestionnaires et les employés d'organismes qui desservent la population de la République Kirghize devaient connaître parfaitement la langue kirghize et passer un examen sur ses connaissances. Cela signifiait qu'en fait, la possession de la langue étatique deviendrait une condition et une condition de l'emploi. En ce qui concerne l'éducation, le projet de loi a imposé des examens sur la connaissance de la langue d'Etat dans tous les établissements d'enseignement. Bien sûr, une partie de la population russe a été intriguée par ces changements qui n'étaient pas en faveur de la langue officielle, et ont craint de la perte du statut de la langue russe, se rappelant qu'il y avait moins d'un an que la loi sur la langue officielle avait été promulguée.

La Loi sur la langue de 2004 a confirmé le statut du kirghize comme langue étatique et le russe en tant que langue officielle de la République, mais maintenant, contrairement au loi de 1989, la langue étatique kirghize a été choisie comme la langue de communication internationale. Restant l'une des principales bases de l'Etat, la langue kirghize devait être utilisée

¹⁸³ Décret sur "Les mesures additionnelles pour la régulation des processus migratoires en République Kirghize", 20 mai 2000

¹⁸⁴ Décision du gouvernement "Relative à l'approbation du programme national de mesures de stabilisation et de rationalisation des processus de migration en République Kirghize", 10 août 2000.

¹⁸⁵ Loi "Sur la langue d'Etat en République Kirghize", 12 février 2004.

obligatoirement dans toutes les sphères de l'activité de l'Etat et des organes de l'autonomie gouvernementale.

En outre, un article distinct de la nouvelle loi a souligné la nécessité de la maîtrise de la langue de l'Etat pour les postes de la haute fonction publique, comme le président, le Premier ministre et les présidents de la Cour suprême et de la Cour constitutionnelle, ainsi que d'autres fonctionnaires, *"Les fonctionnaires, dont la liste est déterminée par le Gouvernement de la République Kirghize, sont tenus de connaître la langue étatique dans la qualité nécessaire pour remplir leurs fonctions"*¹⁸⁶.

L'article 14 de la loi stipule que dans les organes du gouvernement et de l'autonomie gouvernementale, le travail administratif soit effectué dans la langue étatique et traduit dans la langue officielle uniquement lorsque cela est nécessaire. Les réunions officielles devraient désormais se dérouler en kirghize et bénéficier d'une traduction simultanée. Il s'ensuivi que la nouvelle loi a confirmé le statut officiel de la langue russe, mais que tout, comme le projet de loi, violait presque tous les articles de la loi sur la langue officielle.

Tenant compte du fait que maintenant la langue kirghize devient la langue de la communication interethnique, il était nécessaire d'y parvenir dans la pratique. Dans le système éducatif, la langue étatique, conformément à la loi sur la langue, est la langue principale de l'éducation. La République Kirghize a dû s'occuper de la préservation et de l'étude de la langue maternelle par les Kirghizes vivant à l'étranger. En outre, la langue étatique était appelée langue principale dans les domaines de la culture, de l'art, des médias et de la télévision et de la radio: selon cette loi, plus de la moitié des programmes de télévision et de radio devaient être fabriqués dans la langue officielle. Il a été dit que cette loi garantissait la préservation de la langue maternelle de toutes les nationalités au Kirghizstan, ainsi que les conditions de son libre développement.

En ce qui concerne des mesures concrètes, en vue de l'introduction progressive de la langue étatique dans l'administration, en Janvier 2001, le programme *"Sur le développement de la langue étatique de la République Kirghize pour 2000 - 2010"*¹⁸⁷ a été approuvé. L'objectif principal de ce programme était d'élever le niveau de la langue kirghize pour l'exécution de ses fonctions. Dans le cadre du programme, il était prévu de mener des activités pour utiliser la langue étatique dans tous les domaines de la vie publique. La mise en œuvre de ce programme s'est décomposée en deux étapes qui comprenaient dix directions principales de développement de la langue étatique, parmi lesquels la traduction des documents administratifs dans la langue étatique, amélioration l'enseignement de la langue étatique et même la promotion de la langue

¹⁸⁶ Ibid.

¹⁸⁷ Le programme de développement de la langue d'Etat de la République Kirghize pour 2000-2010, 20 septembre 2000, OP № 268.

étatique. C'est ce dernier, de l'avis de certains chercheurs, qui a "bloqué"¹⁸⁸ le programme de développement de la langue étatique.

Dans son article, le professeur de l'Université kirghiz - turque "Manas" Z. Derbeševa, a déclaré: *"Toutes ces années la Commission nationale sur la langue étatique a travaillé beaucoup. Mais son activité principale est liée à la promotion de la langue kirghize. Ceci, sans aucun doute, devrait être traité, mais seulement si notre langue maternelle ... deviendra forte et saine quand elle pourra remplir pleinement sa fonction principale d'éducation et d'illumination"*¹⁸⁹

Z. Derbeševa, docteur en philologie a noté que l'objectif de la stratégie de développement de la langue étatique doit être fait sur le plan d'un potentiel scientifique et éducatif de la langue kirghize. Le professeur de l'Université kirghize - russe slave G. Toktogonova était d'accord avec lui, en croyant que la nécessité de régler les problèmes dans l'éducation, en particulier dans la formation en kirghiz et de la langue kirghiz car on *"...explique par le fait qu'une personne professionnelle d'âge moyen qui quitte le Kirghizstan le fait plus par l'ignorance de la langue étatique. Sur le marché du travail, des emplois bien rémunérés sont nécessaires (comme aujourd'hui) aux personnes ayant la connaissance obligatoire de la langue kirghize, mais qui sont dès le départ inaccessible aux personnes qui ne la connaissent pas. La population russophone n'a pas de difficultés en communication, dans l'enseignement ou dans l'offre internationale des médias russes, mais il a des difficultés, pour postuler à un emploi où la connaissance de la langue étatique est une condition obligatoire pour l'admission au travail"*¹⁹⁰.

Le programme de développement de la langue étatique devait être mis en œuvre en deux étapes. Au cours de la première étape (2000-2005), il a été nécessaire de stimuler les fondements nationaux de la langue étatique et de renforcer la base principale du développement et de l'utilisation de la langue étatique. Cela était censé être fait en modifiant les documents administratifs dans la langue étatique, à la fois à Bichkek et dans toutes les régions. Au même moment, il était prévu de mettre en œuvre des activités dans le domaine de l'éducation et de créer des manuels de nouvelle génération, ainsi que de développer une nouvelle méthodologie pour l'enseignement de la langue officielle. Ainsi, les changements dans l'éducation devraient inclure l'unification de la terminologie en langue kirghize, le développement d'une nouvelle rédaction de la grammaire kirghize, l'amélioration de la qualité des traductions et l'expansion du fonctionnement de la langue étatique dans les recherches scientifiques.

¹⁸⁸ Derbeševa Z. "Kak lečit' gosudarstvennyy âzyk?" ("Comment traiter la langue officielle?") // <https://24.kg/archive/ru/glance/31428-2008/02/12/76507.html/>

¹⁸⁹ Ibid.

¹⁹⁰ Toktogonova G. "Realizaciâ âzykovej politiki v Kirghizskoj Respublike", *Meždunarodnyj naučnyj žurnal "Simvol Nauki"* ("Mise en œuvre de la politique linguistique en République Kirghize", revue scientifique internationale "Symbol de Science"), № 4, 2016.

Au cours de la deuxième phase (2005-2010), il était censé développer les orientations prioritaires de la première étape, à savoir la diffusion de technologies avancées pour l'enseignement de la langue étatique, y compris une formation intensive de la langue étatique pour les représentants des ethnies non-titulaires. Pour la mise en œuvre des activités relevant de ce programme, la Commission nationale des langues et le gouvernement étaient principalement responsables.

Il faut noter que parmi les mesures du programme ci-dessus certaines étaient *"d'étudier les problèmes de transition vers l'alphabet basé sur l'alphabet latin"* et aussi des actions concrètes telles que *"le développement du programme d'apprentissage d'alphabet latin par rapport à la langue kirghize et de la nécessité de l'introduction de l'étude dans... établissements d'enseignement"* et *"l'introduction d'une rubrique spéciale ou un encart sur les pages des journaux nationaux ... pour l'étude des graphismes latins"*.

La question de la transition de l'alphabet cyrillique à l'alphabet latin est apparue plus d'une fois au Kirghizstan et au Kazakhstan. Cela était dû au désir des États indépendants d'abandonner les traditions de l'ère soviétique. Cependant, jusqu'à présent cela n'a pas eu lieu dans aucun des pays, non seulement en raison des coûts financiers élevés, mais aussi à cause de la difficulté d'introduire un nouvel alphabet, ce qui implique la création de nouveaux programmes de formation, manuels et procédures. Bien que le Kazakhstan en 2018 ait fait une grande percée dans ce dossier et ait approuvé l'alphabet latin développé avec une transition complète devant être réalisée jusqu'en 2025.

Le Programme de développement de langue étatique en République kirghize et la Loi sur la langue de 2004 ont reçu une large résonance dans la société. En plus de la large utilisation de la langue kirghize, beaucoup de gens, n'étaient pas d'accord sur la nécessité de la connaissance de la langue étatique pour élire le Président de la République Kirghize qui était inscrit dans toutes les lois relatives à la langue à partir du moment de l'adoption de la Constitution de 1993. Au cours des élections du président au Kirghizstan en 2000, certains des candidats au poste ne pouvaient pas passer l'examen organisé par la commission linguistique de la commission électorale sur la connaissance de la langue étatique. Les candidats ne passant pas cet examen l'ont considéré comme une violation des droits des minorités ethniques, invoquant le fait que la présentation d'un tel examen met les représentants de la nation titulaire et d'autres minorités ethniques dans les conditions notoirement inégales. La population a également considéré que la possibilité d'un tel examen pour d'autre fonction publique, fermera l'accès pour la population non-titulaire à la participation de la gouvernance.

Une année après la publication de la loi sur la langue, en 2005, *"la révolution des tulipes"* s'est produite au Kirghizstan, au cours de laquelle le renversement du pouvoir a eu lieu. Les

événements de la révolution et le changement de pouvoir ont provoqué une autre forte immigration de la population russe du pays. Des représentants du nouveau gouvernement ont rencontré des représentants des associations publiques de la population russophone afin de stabiliser la situation. Le nouveau président Kourmanbek Bakiev s'engagea à préserver le statut de la langue russe pour convaincre les populations que les autorités veilleront à l'harmonie interethnique et aux droits des minorités ethniques.

En même temps, dans toutes les versions des projets de la nouvelle Constitution du Kirghizstan proposées, la langue russe était privée de statut officiel. À cet égard, dans la société un débat a éclaté au cours duquel la préservation du statut officiel de la langue russe a été soutenue par la majorité. Cela s'est traduit par l'article 5 de la nouvelle constitution, adoptée en 2007.

Néanmoins, le problème de la langue ne se limitait pas au statut constitutionnel. La proposition de traduction à partir du 1er janvier 2007 des documents administratifs vers la langue kirghize a été très négative. Bien que cette proposition n'ait pas été mise en œuvre et reportée en raison du manque de préparation, il y a eu une nette augmentation des distorsions nationalistes dans la politique des cercles dirigeants.

La deuxième révolution, qui a eu lieu en 2010, a encore aggravé la situation. L'agressivité des cercles nationalistes grandissait de plus en plus et les médias recevaient des déclarations peu flatteuses sur la langue russe de la part des représentants des hautes fonctions, tandis que les options politiques du président par intérim, qui prônait la préservation des droits des minorités ethniques, étaient sévèrement limitées.

La Constitution de 2010¹⁹¹ a conservé le statut officiel de la langue russe malgré plusieurs déclarations contre. De plus, il a été ajouté avec l'article 45 de la Constitution que l'État créera les conditions pour enseigner à chaque citoyen, non seulement les langues étatiques et les langues internationales, mais aussi la langue officielle, en commençant par les établissements préscolaires.

Les modifications apportées à la Constitution de 2010 n'ont pas affecté les articles relatifs à la langue. La Constitution de 2016¹⁹² a conservé le statut de la langue russe en tant que langue officielle. Cependant, la Loi de la République Kirghize a apporté des changements dans la législation, *"Sur la langue étatique de la République Kirghize"* et *"Sur la langue officielle de la République Kirghize"*. Conformément à cette loi on permet *"...la possibilité de la décision selon la pertinence par l'organe représentatif du gouvernement local de l'adoption d'actes juridiques réglementaires des organes représentatifs de l'autonomie locale exclusivement dans la langue*

¹⁹¹ La Constitution de la République Kirghize, 27 juin 2010.

¹⁹² La Constitution de la République Kirghize, 11 décembre 2010.

étatique, avec la condition de la prédominance du nombre de personnes qui possèdent la langue étatique habitant sur le territoire de l'unité administrative territoriale respective ¹⁹³.

En 2014, le décret présidentiel de la République Kirghize a approuvé le Programme national pour le développement de la langue étatique et l'amélioration de la politique linguistique en République Kirghize pour la période 2014-2020¹⁹⁴. Pour notre recherche, il est important que ce programme se réfère à la Stratégie nationale de développement durable de la République kirghize pour la période 2013-2017¹⁹⁵, où l'objectif d'un développement réussi et durable de la République Kirghize comprend *"...la mise en œuvre d'une politique linguistique équilibrée pour assurer une véritable unification et le rôle d'intégration de la langue étatique et de créer les conditions pour son étude, la préservation de la diversité linguistique du pays avec la connaissance de la langue officielle par des citoyens, ainsi que d'autres langues..."*¹⁹⁶. L'État reconnaît le rôle intégrateur de la langue et comprend qu'une politique linguistique efficace peut partiellement résoudre les problèmes dans le domaine des relations interethniques.

Malgré de nombreux actes juridiques dans le domaine de la langue, des programmes et des discussions, il n'y a jamais eu au cours des années 2000 une génération qui aurait possédé à la fois la langue étatique, officielle et d'autre langue comme il est remarqué dans la section sur l'analyse de la situation actuelle du Programme: *"En dépit du fait que la langue étatique est enseignée dans toutes les établissements d'enseignement de la république, ce n'est qu'un dixième des citoyens qui la maîtrisent et pour lesquels la langue kirghize n'est pas langue maternelle. Diplômés des écoles kirghiz, ouzbeks et tadjiks ne parlent pas la langue officielle au bon niveau, tout comme les diplômés des écoles de langue russe ne parlent pas assez la langue étatique"*¹⁹⁷.

Le programme mentionné ci-dessus incluait des mesures spécifiques basées sur les priorités du développement de la politique linguistique. La principale différence entre ce programme et le programme précédent de la langue étatique de la République Kirghize pour 2000 - 2010 a été le fait que l'objectif du nouveau programme était d'obtenir *"une large utilisation de la langue étatique dans tous les domaines de la vie publique"*¹⁹⁸ et la réalisation de son rôle d'intégration, alors que dans le précédent Programme l'accent principal était sur l'étude de la langue kirghize comme discipline académique. Les objectifs du programme inclus non

¹⁹³ Loi de la République Kirghize № 33 "Portant modification de certains actes législatifs de la République Kirghize, 25 février 2013.

¹⁹⁴ Programme national pour le développement de la langue nationale et l'amélioration de la politique linguistique en République Kirghize pour la période 2014-2020, 2 juin 2014, OP № 119.

¹⁹⁵ Stratégie nationale de développement durable de la République Kirghize pour la période 2013-2017, 21 janvier 2013, OP № 11.

¹⁹⁶ Chapitre 3 (3.1), Stratégie nationale de développement durable de la République Kirghize pour la période 2013-2017, 21 janvier 2013, OP № 11.

¹⁹⁷ Programme national pour le développement de la langue nationale et l'amélioration de la politique linguistique en République Kirghize pour la période 2014-2020, 2 juin 2014, OP № 119.

¹⁹⁸ Ibid.

seulement la stimulation mais aussi la création des conditions nécessaires pour enseigner la langue kirghize en tant que langue maternelle et en tant que seconde langue et comme langue étrangère, mais aussi *"une amélioration fondamentale de la qualité de l'enseignement de la langue officielle et des langues étrangères"* et de *"fournir les garanties et les conditions de conservation et de développement de la langue maternelle des groupes ethniques vivant en République Kirghize"*¹⁹⁹.

La mise en œuvre de ce programme devait être fait en plusieurs étapes: la préparatoire (2014 - 2016), la principale (2017 - 2018) et la corrective (2019 - 2020). Le programme était divisé en sections sur les buts et objectifs et comprenait une liste de résultats attendus. Selon les étapes, il était prévu d'augmenter le nombre de sujets en langue kirghize, d'améliorer les méthodes d'enseignement, d'introduire un système de certification des employés pour la connaissance de la langue kirghize et d'utiliser le modèle de l'éducation multilingue. Il faut noter que l'expression *"éducation multilingue"* a été introduite par l'UNESCO en 1999²⁰⁰ et signifie l'utilisation d'au moins trois langues dans l'éducation: maternelle, étatique et internationale.

L'éducation multiculturelle et multilingue a été spécifiée dans le Concept de développement de l'éducation de la République Kirghize jusqu'en 2020²⁰¹ en tant que domaine prioritaire du système éducatif kirghize. Le programme national pour le développement de la langue nationale et l'amélioration de la politique linguistique en République kirghize pour la période 2014-2020 inclus une autre innovation concernant la langue, à savoir le système de détermination du niveau de compétence linguistique sur la base de l'échelle internationale d'évaluation des compétences linguistiques, approuvée par le gouvernement de la République Kirghize. Par une décision du 30 octobre 2017, un groupe de travail du Comité de Gouvernement sur la mise en œuvre du Programme a été créé.

Au même moment, les autorités du Kirghizstan ont commencé à promouvoir une nouvelle idée dans le cadre de la politique culturelle, démontrant ainsi un lien avec les peuples de la Russie, mais pas à travers la langue russe, mais à travers la langue kirghize. C'est l'idée du pan-altaïsme, qui repose sur la connexion des peuples qui habitent les vastes territoires de l'Eurasie et qui appartiennent à la famille des langues de l'Altaï. Étant donné que, selon les scientifiques kirghizes, la langue kirghize appartient aux langues du groupe de l'Altaï et que les Kirghizes modernes sont des descendants du Ienisseï, de nombreux peuples de l'Altaï sont proches du peuple autochtone du Kirghizstan. À cet égard, en juillet 2017, un forum international "La civilisation de l'Altaï et les peuples apparentés de la famille des langues de

¹⁹⁹ Ibid.

²⁰⁰ General Conference Resolution 12. Implementation of a language policy for the world based on multilingualism. 30/C Resolution 12. Records of the General Conference, 30th session, Paris, 26 October to 17 November 1999. Volume 1. Resolutions. Paris. UNESCO, pp. 35-36.

²⁰¹ Le concept du développement de l'éducation de la République Kirghize jusqu'à 2020, le 23 mars 2012.

l'Altaï" a été organisé au Kirghizstan. Avec la participation du président du pays, de représentants des États de la Russie, d'historiens et de linguistes renommés, les participants au forum ont discuté pendant plusieurs jours de la possibilité de renforcer les relations humanitaires des peuples de l'Altaï sur la base de liens linguistiques communs, ethno-génétiques et historico-culturels de l'Altaï.

On peut voir aisément beaucoup de similitudes dans le développement de la politique linguistique de ces deux pays voisins de notre recherche. Le début des années 2000 au Kazakhstan et au Kirghizstan a été marqué par le développement et l'adoption des Programmes et Concepts pour le développement des langues, il est apparu alors qu'il était impossible de les gérer par des actes législatifs et que la question des langues était complexe et sensible.

En 2001, le président du Kazakhstan a publié un Décret *"Sur le programme d'État pour le fonctionnement et le développement des langues pour la période 2001-2010"*²⁰². Il a défini une stratégie pour le développement des langues des peuples du Kazakhstan, dont les objectifs étaient: *"l'expansion et le renforcement des fonctions sociales et communicationnelles de la langue étatique; la préservation des fonctions culturelles générales de la langue russe; le développement des langues des groupes ethniques"*²⁰³.

Les objectifs de ce programme, comme les tâches des programmes de développement linguistique au Kirghizstan, comprenaient la traduction des documents administratifs vers la langue étatique et le maintien du fonctionnement de la langue étatique en tant que langue principale. Dans le cadre du Programme au Kazakhstan on devait assurer *"...le fonctionnement de la langue russe en tant que langue officiellement utilisée dans les organisations d'Etat et les organes d'autonomie locale"*²⁰⁴, ainsi que le développement des langues des autres groupes ethniques. La mise en œuvre du programme a été divisée en deux périodes de deux ans au moyen d'activités prévues pour chaque période.

En 2006, le Président de la République du Kazakhstan a exprimé l'idée d'une "trinité des langues" au Kazakhstan, qui devait être réalisée dans un an dans le cadre d'un projet culturel portant un nom similaire. Dans le message adressé au peuple kazakhstanaï, *"le nouveau Kazakhstan au Nouveau Monde"*, le président Nazarbaïev a déclaré: *"Le Kazakhstan devrait être perçu dans le monde entier comme un pays hautement éduqué"*, a souligné le président, *"dont la population utilise trois langues. Ce sont : le kazakhe comme langue étatique, le russe comme langue de communication interethnique et l'anglais comme langue d'intégration réussie dans*

²⁰² Décret № 550 "Sur le programme d'Etat pour le fonctionnement et le développement des langues dans la République du Kazakhstan pour 2001 - 2010", 7 février 2001.

²⁰³ Ibid.

²⁰⁴ Ibid.

*l'économie mondiale*²⁰⁵. Par conséquent, l'essence de ce projet était de fournir à la jeune génération du Kazakhstan les connaissances nécessaires pour pouvoir parler en trois langues: le kazakh, le russe et l'anglais. Cependant, beaucoup de personnes dans la société kazakhstanaise ont critiqué ce projet car des problèmes évidents dans la méthodologie de l'enseignement de la langue étatique et la portée insuffisante de la langue étatique devait d'abord être résolue pour son développement dans la société.

En 2010 - 2011, la question de la traduction des documents administratifs dans la langue kazakhe a suscité un grand débat au Kazakhstan. Conformément au plan stratégique modifié du Ministère de la Culture et de l'information de la République du Kazakhstan pour 2009-2011, les documents officiels du Kazakhstan devaient être traduits dans la langue officielle à 60%, et non 70% comme précédemment prévu d'ici 2010. Mais dans le pays il y avait de plus en plus de rumeurs sur l'éviction complète de la langue russe. Dans son interview en 2010 à *"Echo de la planète"*²⁰⁶, le ministre de l'Éducation et de la Science du Kazakhstan Zh.Tuimebayev a démenti les rumeurs, en affirmant que tous les documents officiels dans le pays sont effectués en deux langues - étatique et officiel.

Cependant, la situation se détériora à nouveau après la préparation par le Ministère de la Culture de la République du Kazakhstan d'un projet de loi *"Sur les langues de la République du Kazakhstan"*²⁰⁷ de 1997, où l'on introduisait des changements. L'une des raisons pour le développement du projet était de servir de Doctrine nationale pour l'unité du Kazakhstan, considérant que l'expansion du champ d'application de la langue étatique et sa maîtrise comme un *"facteur important de l'unité spirituelle et nationale"*²⁰⁸. Ainsi, conformément aux modifications apportées à la Loi sur les langues de 1997 la *"Gestion de la comptabilité et de la documentation statistique, financière, technique et autre dans le système des organes d'Etat de la République du Kazakhstan, sont prévus dans la langue kazakhe"* ainsi que dans les organisations et en langue russe si nécessaire.

Dorénavant, *"tous les documents émanant des pouvoirs publics, sans exceptions doivent être envoyés en langue kazakhe"* et aussi les *"... applications (plaintes) aux autorités de l'Etat doivent être rédigés dans la langue kazakhe"*²⁰⁹. Aussi, dès à présent les réponses des organismes publics devraient être donnés en langue kazakhe et concernant les organes non

²⁰⁵ Nazarbaïev N.A. Novyj Kazakhstan v novom mire. Kazakhstanskaya pravda. (Nouveau Kazakhstan dans un nouveau monde. "La Vérité" du Kazakhstan (Pravda)), № 33(25278).01.03.2007.

²⁰⁶ Kron S. "Ministr Žanseit Tujmebaev: sluhi o nastuplenii na russkij âzyk v Kazakhstane neverny". Eho Planety. ("Ministre Žanseit Tujmebaev: les rumeurs d'une attaque sur la langue russe au Kazakhstan sont fausses". Écho de la planète), 29 janvier 2010 // <http://www.demoscope.ru/weekly/2010/0409/gazeta033.php>

²⁰⁷ Dossier ICT sur le projet de loi de la République du Kazakhstan "Sur les amendements et ajouts à certains actes législatifs de la République du Kazakhstan", août 2011.

²⁰⁸ La doctrine de l'unité nationale du Kazakhstan, 29 avril 2010.

²⁰⁹ Loi de la République du Kazakhstan № 151-1 "Sur les langues", 11 juillet 1997.

gouvernementaux, ils peuvent correspondre à la fois en kazakh et en russe. Les travailleurs ou les fonctionnaires civile ou d'Etat, ainsi que les employés juridiques, conformément aux amendements, devaient avoir la maîtrise de la langue étatique à la mesure de leurs qualifications.

La publication de ce projet de loi a causé beaucoup de commentaires négatifs par les résidents sur Internet. Chercheur à l'Institut de recherche stratégique du Kazakhstan, Irina Chernykh a mené une étude sur les commentaires laissés dans l'espace web avec comme résultat que *"près d'un sur dix (9%), qui ont commenté l'article, indique que la promulgation du projet de loi entraînera inévitablement une augmentation de l'émigration du Kazakhstan. 2.3% d'entre eux pensent qu'il s'agit d'une politique délibérée d'éviction de la population russophone. Certains utilisateurs et même des Kazakhs indiquent expressément qu'ils sont prêts à quitter le pays"*²¹⁰.

Les amendements législatifs ont conduit à la publication d'une déclaration politique de la part du mouvement slave *"Lad"*²¹¹. Le mouvement a considéré les amendements proposés au projet de loi comme chauvinistes, et qu'il était le résultat de la radicalisation systémique de la *"question de langue"* mené par *"un lobby anti-russe ancré dans les échelons supérieurs du pouvoir"*. Lad a considéré le projet de loi comme discriminatoire, provocateur et visant à déstabiliser l'harmonie interethnique.

Le 16 août 2011, quelques semaines après la déclaration politique de Lad, des personnalités publiques du Kazakhstan ont adressé par écrit au Président Noursoultan Nazarbaïev la demande d'abolir le statut officiel de la langue russe et d'exclure de la Constitution l'utilisation du russe sur un pied d'égalité avec la langue kazakhe. Cette lettre ouverte nommé *"Lettre-138"*²¹², correspondant au nombre de personnalités publiques qui l'ont signé. Les requérants prétendaient qu'ils étaient contre la nation *"kazakhstanaise"* au profit d'une nation *"kazakhe"*. Un des points de la lettre était d'exclure des postes de travail les personnes qui n'essaient pas d'apprendre la langue étatique. Le 2 octobre, un rassemblement de soutien à la langue kazakhe a eu lieu à Almaty, dont les organisateurs ont été les signataires de la Lettre - 138.

Mais déjà le 7 septembre, l'Etat a réagi à cette lettre ouverte. Un des conseiller du Président du Kazakhstan sur les questions politiques, avait déclaré: *"la majorité écrasante des électeurs du Kazakhstan s'opposent à une telle position"* et a ajouté que *"personne, jamais, nul*

²¹⁰ Šingaliev A. "5 pričin po kotorym kazahstanci uezažût iz strany". ("Cinq raisons pour lesquelles les Kazakhstanaïens quittent le pays"). // https://online.zakon.kz/Document/?doc_id=31049061#pos=0;0

²¹¹ "Demontaž " russkogo prostranstva v Kazakhstane. Zaâvlenie Respublikanskogo slavânskogo dviženiâ Lad ("Démantèlement" de l'espace russe au Kazakhstan. Déclaration du mouvement républicain slave, Lad), 16.08.2011 // <http://www.russkie.org/index.php?module=fullitem&id=22927/>

²¹² Pod voprosom okazalsâ oficial'nyj status russkogo âzika (mneniâ obšestvennyh i političeskikh deâtelej Kazakhstana) (Le statut officiel de la langue russe (opinions de personnalités publiques et politiques du Kazakhstan) a été remis en question), // [www.interfax.kz // https://online.zakon.kz/Document/?doc_id=31050013#pos=0;0](https://online.zakon.kz/Document/?doc_id=31050013#pos=0;0)

part ne peut déloger la langue russe". Après une telle déclaration, bon nombre des signataires, sous la "lettre - 138" ont commencé à retirer leur signature, en prétendant qu'ils ne connaissaient pas le contenu complet de la lettre et qu'on leur avait demandé leur signature pour le développement de la langue kazakhe. La recherche faite par l'Institut d'étude parlementaire sur "l'attitude socio-politiques de la population au Kazakhstan"²¹³ a montré que 50% des participants à l'enquête sont opposés à la suppression dans la Constitution du statut officiel de la langue russe: "Presque 1 sur 2 des répondants estime qu'il est nécessaire de ne pas changer les fondements de la Constitution du pays, 1 sur 3 est convaincu que la politique linguistique mise en œuvre est pleinement conforme à la situation actuelle. Un quart des personnes interrogées sont convaincues que dans cette question a besoin d'un mouvement évolutif"²¹⁴. Les analystes de l'étude ont déclaré que "...cette lettre est connue par 67% des personnes interrogées, la plupart d'entre eux comprennent les désirs et les motivations des initiateurs, mais en même temps expriment leur désaccord avec la forme et les méthodes des solutions proposées au problème"²¹⁵. En conséquence des réactions négatives, les amendements proposés par le projet de loi du ministère de la Culture concernant la loi sur les langues dans la République du Kazakhstan, n'ont pas été faits.

Parallèlement à ces développements, en 2011 le Kazakhstan a publié un décret "Sur le nouveau programme décennal de développement et le fonctionnement des langues en République du Kazakhstan pour la période 2011-2020"²¹⁶. Les objectifs et moyens du nouveau programme ne diffèrent presque pas de ceux du programme précédent. Cependant, l'objectif du programme était "une politique linguistique harmonieuse" avec la préservation de la diversité des langues au Kazakhstan et l'étude de l'anglais et d'autres langues internationales. Le terme "harmonieux" était une innovation, et selon les auteurs de cette thèse, il correspondait à l'essence du développement culturel durable. L'inclusion dans le programme de tâches pour l'enseignement de l'anglais a été associée au projet précédent "Triâzyčie".

Dans ce programme, comme dans le précédent, il existe de grandes similitudes avec le programme de développement linguistique au Kirghizstan. Comme au Kirghizstan, il dispose également d'un système permettant de déterminer le niveau de maîtrise de la langue, sur la base du système d'évaluation international. Des indicateurs concrets des objectifs du programme ont été établis, tels que: "une augmentation de la part des adultes de la population qui possède la langue étatique (basé sur "Kaztest": vers 2014 - 20%, vers 2017 - 80%, vers 2020 - 95%), la part du contenu en Kazakh dans les médias étatiques (d'ici 2014 - 53%, d'ici 2017 - 60%, d'ici

²¹³ https://online.zakon.kz/Document/?doc_id=31065335#pos=1;-117

²¹⁴ https://online.zakon.kz/Document/?doc_id=31065335#pos=1;-117

²¹⁵ Ibid.

²¹⁶ Programme d'État № 110 pour le développement et le fonctionnement des langues dans la République du Kazakhstan pour la période 2011-2020, 29 juin 2011.

2020 - 70%)²¹⁷.

De ces indicateurs d'objectif, il est clair que la langue kazakhe devait presque complètement prendre la place du russe, qui était encore répandu dans toutes les sphères de la vie. Le développement prioritaire de la langue étatique a été considéré dans le programme comme *"le facteur le plus important du renforcement de l'unité nationale"*²¹⁸.

En 2011, la proportion de documents dans la langue kazakhe dans les organes de l'Etat était déjà environ 67%, et l'idée d'utiliser la langue étatique dans tous les domaines progressait. En décembre 2012 dans le message du président du Kazakhstan à la population du pays était présenté *"La stratégie de développement du Kazakhstan jusqu'en 2050"*²¹⁹. Il a considéré le Kazakhstan comme un état stable et la langue kazakhe comme le *"noyau spirituel"* du peuple. Conformément à cette stratégie d'utilisation active de la langue kazakhe dans tous les domaines des tâches de la vie, *"D'ici 2025, la langue kazakhe prévaudra dans tous les domaines de la vie, sera la langue de communication universelle ..."*²²⁰, et la langue maternelle - kazakhe a été appelé *"le diamant principal dans la couronne de la souveraineté de l'Etat"*²²¹. Dans le même mois, le président a déclaré que le Kazakhstan a l'intention d'ici 2025 de traduire l'alphabet cyrillique en alphabet latin. Actuellement, le projet de la langue kazakhe en alphabet latin est déjà approuvé.

Pour résumer ce chapitre, il est nécessaire de dire que de nombreuses similitudes sont observées dans le développement de la politique linguistique du Kazakhstan et du Kirghizstan. Tout d'abord, ces similitudes s'expliquent par leur passé et héritage historique commun. Les nouveaux Etats multinationaux ont dû considérer très attentivement leur politique linguistique et parvenir à une politique équilibrée entre la renaissance de la langue nationale en tant que symbole du nouvel Etat et la préservation des droits culturels fondamentaux des groupes ethniques de ces pays. Il était nécessaire de prendre en compte le pouvoir d'intégration de la politique linguistique et l'aspect d'harmonisation interethnique. Le problème principal dans les deux pays était la question du statut de la langue russe, en raison du grand pourcentage de russophones. Au Kazakhstan, par rapport aux autres nouveaux pays indépendants d'Asie centrale, les Russes étaient les plus nombreux.

Au Kazakhstan, comme au Kirghizstan, les premières années après l'indépendance il y a eu un important exode de la population russe. Les Russes du Kazakhstan et du Kirghizstan étaient étroitement associés à la Russie à travers leurs sentiments, leurs familles, leurs traditions

²¹⁷ Ibid.

²¹⁸ Ibid.

²¹⁹ Le message du président de la République du Kazakhstan - le chef de la nation N.A. Nazarbaïev au peuple du Kazakhstan "Stratégie" du Kazakhstan - 2050, décembre 2012.

²²⁰ Ibid.

²²¹ Ibid.

et leur éducation. Dans leur émigration, ils ont vu la seule issue à leurs peurs aux possibles difficultés dans leur quotidien et leur avenir professionnel. Ces craintes étaient associées à la proclamation de la langue de la nation titulaire en tant que langue étatique. Au Kazakhstan, *"dans une étude sociologique réalisée en 2001, plus de la moitié des Russes quittant le pays expriment des problèmes de langue comme la première raison de leur départ"*²²². La population russophone se plaignait de certaines discriminations en matière d'emploi, était insatisfaite de l'éducation scolaire, de la réduction de l'offre des chaînes de télévision et de radio en russe. L'enracinement des cadres dirigeants et la concurrence sur le marché du travail, remportés par les candidats connaissant la langue étatique, ont presque complètement remplacé la population russophone et les représentants des autres minorités ethniques des postes de direction. Il a été noté que le nationalisme domestique, en particulier en dehors des grandes villes, a moralement poussé et effrayé la population non-titulaire. La communauté russe voulait que la langue russe reçoive le statut de langue étatique au même titre que le kazakh au Kazakhstan ou le kirghiz au Kirghizstan. Peut-être que la décision des Russes de quitter leur pays natal n'était pas la meilleure décision. Très souvent, les Russes nés dans les pays étudiés par nous qui étaient partis en Russie se sentaient étrangers à leur patrie culturelle.

Principalement durant la première décennie après l'indépendance, on ne peut qu'être d'accord que *"Language politics in Kazakhstan have largely been played out on the symbolic plane, including the state-regulated media and public domain, rather than in the street, marketplace, schools or inter-personal domain. Symbolic language politics means that the use of language in the public domain or in inter-personal setting is largely unaffected. However, "the state language" is kept visible in ceremonial settings and is used as a symbol to cement in-group solidarity to keep challenges out of the political arena"*²²³. À la suite de la recherche, il est clair que cela peut être dit également pour le Kirghizstan.

On peut supposer que certains russes et d'autres groupes ethniques ont vu comme seule solution de quitter le pays, en raison de certaines ignorances dans le respect de leurs droits culturels et de la réticence à se battre pour un combat perdu d'avance à leurs yeux. Ce défaitisme était amplifié par un sentiment d'exclusion des nouveaux États indépendants qui ont émergé après l'effondrement de l'Union soviétique. Bien que certains experts locaux estiment que la principale raison de l'émigration au Kirghizstan dans les années 90 a été la chute de l'économie avec la fermeture des installations industrielles, les pertes d'emplois associées et la baisse générale du niveau de vie. En ce qui concerne l'exode de la population russophone, le Kirghizstan a pris la première place parmi les nouveaux pays d'Asie centrale. Selon le

²²² Kurganskaâ V. D., Dunaev V. U. Kazakhstanskaâ model' mežetničeskoj integracii (Modèle kazakh d'intégration interethnique). p.186.

²²³ Dave B. Kazakhstan: ethnicity, language and power.p.96.

recensement de 1999, pendant les années 1990 la communauté russe est passé de 916 600 à 603 200 personnes (12,5 % de la population, à la deuxième place derrière les Ouzbeks parmi les groupes ethniques du pays).

Dans les deux pays que nous étudions, la langue russe est restée dominante pendant longtemps, surtout dans les années 90. *"If any non-Slavic republic was ever likely to confer the state language status on Russian after attaining independence, Kazakhstan was the obvious case"*²²⁴. Les journaux kazakhstaniens ont souligné que, même à la fin de 1998, le russe a été utilisé au Parlement, à la radio et à la télévision, dans la presse et d'autres publications et dans la plupart (ou du moins nombreuses) écoles²²⁵. Au Kirghizstan, la langue russe a *"...continué d'être utilisée dans les contacts internationaux par des représentants de plus de 80 groupes ethniques vivant au Kirghizstan, en particulier - Kirghizes et Ouzbeks à Och, les Ukrainiens et les Coréens à Bichkek, Kazakhs et Dunganés dans la région Chui"*²²⁶.

En même temps, le problème d'une méthodologie inefficace pour enseigner la langue étatique reste commun aux deux pays. Ayant reçu une éducation au Kazakhstan dans les années 90, nous pouvons affirmer que la méthodologie d'enseignement du kazakh, en particulier dans les écoles, est très incomplète. Souvent les enseignants en kazakh ne connaissaient pas certains mots en kazakh et utilisaient le russe. Les étudiants n'ont pas été intéressés parce qu'ils ne comprenaient pas les règles de grammaire et que leurs tâches principales étaient de mémoriser des poèmes et des textes.

Alors que le Kazakh est étudié depuis la maternelle, est inclus à tous les niveaux des programmes scolaires et des établissements d'enseignement supérieur, il n'a pas réussi à être appris, alors que l'anglais a pu être assimilé presque à la perfection au lycée et aussi d'obtenir un bon niveau de français après 2 ans de programme à l'université.

La mise au point par les gouvernements des deux pays de Programmes pour le développement des langues étatiques au début des années 2000 avaient beaucoup en commun: l'amélioration de l'enseignement de la langue étatique et le système d'éducation dans la langue étatique, la transition progressive vers la langue étatique des documentations officielles, l'augmentation du prestige de la langue étatique et la mise en place d'un nouveau système de contrôle international des compétences linguistiques.

Toutefois, ces programmes n'ont pas été très efficaces, parce qu'ils ont été développés par le *"haut"*, parfois sans tenir compte de l'avis des experts et des personnes travaillant directement dans la sphère des programmes: le programme *"...portait un caractère déclaratif, parce qu'il ne*

²²⁴ Ibid.

²²⁵ Egemen Kazakhstan, 13 octobre 1998 r.

²²⁶ Kaličevskij M. Russkie Kirghizstana: Ishod neobratim? (Les Russes du Kirghizstan: Le résultat est irréversible) // <http://www.fergananews.com/articles/8232>

*prévoit pas de mesures concrètes de la responsabilité des autorités nationales et locales pour le non-respect des dispositions de ces documents*²²⁷.

Néanmoins, les conditions qui sont apparues lors de l'indépendance ont permis aux élites nationales kazakhes et kirghizes de transformer l'image provinciale et rurale de leur langue en langue au prestige national. Dans cette nouvelle situation culturelle, les langues titulaires étaient une ressource culturelle indispensable appartenant exclusivement à la nation titulaire et inaccessible aux russophones. En même temps, la signification originelle des langues kirghize et kazakhe était un instrument de nationalisation moins qu'un symbole d'identité.

²²⁷ Toktogonova G. "Realizaciâ âzykovej politiki v Kirghizskoj Respublike", *Meždunarodnyj naučnyj žurnal "Simvol Nauki* ("Mise en œuvre de la politique linguistique en République Kirghize", revue scientifique internationale "Symbol de la Science"), № 4, 2016.

3.2. La question religieuse dans les nouveaux pays indépendants.

L'islam - la religion principale des pays du Kazakhstan et du Kirghizstan s'est établie dans la région d'Asie centrale méridionale au VIII^{ème} siècle de notre ère puis est remontée vers le nord jusqu'au XIX^{ème} siècle. L'islam s'est incorporé aux croyances chamaniques locales, tout en associant un grand nombre d'éléments soufis, ce qui allait lui permettre de résister à la conquête tsariste et aux fluctuations de la politique soviétique²²⁸. Comme mentionné ci-dessus, à l'époque de l'Union soviétique, lors de la création d'un système culturel et sociopolitique universel, les institutions traditionnelles et religieuses ont été fermées, le rôle des pratiques religieuses est devenu minimal et les athées sont apparus à la place des groupes religieux.

Cependant, malgré les 70 années de politique antireligieuse, l'islam a survécu en tant que phénomène culturel et religieux en Asie centrale, en bénéficiant "*...d'une expérience de résistance...et d'adaptation aux contraintes d'un pouvoir temporel qui fut longtemps exogène, pour ne pas dire "infidèle"*"²²⁹. "*Il (l'Islam) a servi de refuge identitaire aux sujets allogènes de l'Empire russe, puis aux citoyens soviétiques d'Asie centrale pendant les décennies de confrontation idéologique plus ou moins violente. Il a persisté sous une forme ritualisée, populaire, peu dogmatique, fortement syncrétique car privé de transmission d'un savoir théorique accessible à toute la société...*"²³⁰ mais a laissé l'islam à la majeure partie de la population du Kazakhstan et du Kirghizstan une conception incertaine de, tant au sens culturel que religieux, à l'exception de l'"*homo islamo-sovieticus*"²³¹.

Après l'indépendance, le Kazakhstan et le Kirghizstan doivent déterminer le rôle de la religion, en particulier de l'islam, dans le processus de la formation de l'identité nationale et la construction de l'État. Selon, Catherine Poujol, spécialiste française sur l'Islam en Asie centrale "*La dislocation de l'URSS et l'accession des Républiques d'Asie centrale à l'indépendance ont coïncidé avec un fort engouement de la population de tradition musulmane pour le retour aux normes et aux valeurs de l'islam, profitant d'une libéralisation de la pratique... Le Kazakhstan et le Kirghizstan sont les États où la liberté religieuse est restée la plus manifeste...*"²³². Donc, d'un côté, les États pourraient maintenant devenir librement religieux, tandis que l'islam pourrait devenir un instrument potentiel pour unir le peuple. Après tout, l'islam était considéré comme faisant partie de l'héritage national, et les concepts de religieux et de nationalités s'entremêlant

²²⁸ Poujol C., *L'islam en Asie centrale, la nouvelle donne*, Paris, Ellipses, 2000.

²²⁹ Poujol C., "Islam et mémoire, instruments à double tranchant ? ", *Les Cahiers de l'Orient*, 2008/1 (N° 89), p. 9-28. // <https://www.cairn.info/revue-les-cahiers-de-l-orient-2008-1-page-9.htm>.

²³⁰ Ibid.

²³¹ Poujol C.

²³² Korinman M., "Où va l'islam d'Asie centrale ? Entretien avec Catherine Poujol", *Outre-Terre*, 2006/3 (n° 16), p. 305-307. DOI : // <https://www.cairn.info/revue-outre-terre1-2006-3-page-305.htm>.

pour créer une nouvelle identité nationale, l'islam liait les Kazakhs ethniques et les Kirghizes à leur nation et à leur histoire. En tant qu'élément de l'identité de la nation titulaire au Kazakhstan et au Kirghizstan, l'islam était une alternative à l'idéologie soviétique. Mais d'autre part, on craignait de répandre "*l'Intégrisme Islamique*" au Kazakhstan et Kirghizstan comme poursuit C. Poujol dans son interview "*...ce sont également les pays où la sensibilité extrémiste a le moins d'emprise potentielle ou réelle sur la population*"²³³.

Pour tenter d'analyser le statut de l'islam, la situation religieuse au Kazakhstan et au Kirghizstan a souvent été déterminé par la structure multiethnique de la population et il a été décidé de faire revivre la religion sans changer le système politique de l'État en système théocratique. Dans le même temps, malgré le fait que l'élite culturelle du Kazakhstan et du Kirghizstan, qui a participé à la construction de l'État, comprenne peu l'Islam, elle a estimé qu'il était de leur devoir de promouvoir l'Islam en tant qu'élément du patrimoine national. "*Here, the importance of the ethnic component of Islam in Central Asia can be traced back to two initial causes. The first is the psychological need for distinction between the original indigenous population and foreign newcomers such as Russians, Ukrainians and other settlers during Tsarist and Soviet rule. The second is the political need to consolidate the process of nation building*"²³⁴.

Ainsi, sans manifestation politique, des États indépendants ont cultivé les symboles de l'Islam. Dans les deux pays, la construction de mosquées, la création d'institutions religieuses et la promotion de lieux saints ont été soutenues. Les valeurs morales de l'islam auraient dû être présentes lors de la construction de l'État. Mais officiellement au Kazakhstan et au Kirghizstan, la liberté religieuse a été proclamée et les deux États ont choisi de rester laïques.

Conformément à la Constitution de 1993, "*La République Kirghize (Kirghizstan) est une république souveraine, unitaire et démocratique fondée sur la base d'un État légal et laïque*"²³⁵. En outre, la Constitution a également indiqué que toute personne en République Kirghize a le droit à la liberté de religion. Toutefois, le droit à la liberté de religion n'était pas seulement garantie par la Constitution de la République Kirghize. En 1991 la Loi sur la liberté de religion et les organisations religieuses a été promulguée²³⁶.

Conformément à cette loi, "*... la liberté de religion inclut le droit de tout citoyen de déterminer librement et indépendamment son attitude à l'égard de la religion, individuellement ou en association avec d'autres de professer n'importe quelle religion ou de ne pas professer de religion, de changer ses croyances religieuses et d'exprimer et de diffuser des croyances liées à*

²³³ Ibid.

²³⁴ Steinberger P. Fundamentalism in Central Asia. Reasons, reality and prospects, pp. 219 - 243. Central Asia. Aspects of Transition. London, 2003, p.235.

²³⁵ Article 1. La Constitution de la République Kirghize, 5 mai 1993.

²³⁶ Loi de la République Kirghize "Sur la liberté de religion et les organisations religieuses, 16 décembre 1991.

l'attitude à la religion"²³⁷. Conformément à cette loi, les activités de l'État et le système éducatif public sont dissociées des activités d'organisations religieuses, ce qui a une nouvelle fois confirmé que la République Kirghize est laïque. En plus de garantir le droit des citoyens de la République à la liberté de religion et à la mise en œuvre des mesures appropriées, la Loi réglementait les activités des organisations religieuses. La Loi stipule que "*Les organisations religieuses de la République du Kirghizstan sont des sociétés, des bureaux et des centres religieux islamiques, chrétiens et autres, ainsi que des établissements d'enseignement religieux*"²³⁸. Elles (organisations religieuses) ont le droit de créer leurs propres associations, institutions d'enseignement religieux, de disposer de lieux de culte et de réunions, de produire et de distribuer des objets religieux, ainsi que d'établir et de maintenir des contacts internationaux.

Après la publication de cette loi, les établissements religieux ont commencé à être activement restaurés et construits dans la République du Kirghizstan - en premier lieu les mosquées musulmanes et les églises chrétiennes. Donc déjà en 1996, 1299 lieux de d'importance religieuse ont été enregistrés dans la république²³⁹. L'islam sunnite est la religion la plus répandue au Kirghizstan, ainsi que dans toute l'Asie centrale. En raison de la nombreuse population slave du Kirghizstan indépendant, le christianisme était la deuxième religion du pays. Au début des années 90, 29 églises et paroisses de l'Église orthodoxe russe du patriarcat de Moscou (ci-après appelée l'Église Orthodoxe Russe)²⁴⁰ fonctionnaient sur le territoire. Toutefois, avec l'adoption de la loi susmentionnée, d'autres religions, qui n'existaient pas auparavant sur le territoire de la République et sur le territoire de l'Asie centrale dans son ensemble, commencent à se répandre sur le territoire du Kirghizstan.

Le protestantisme était l'une de ces religions. Et si, jusqu'au milieu des années 90, le protestantisme constituait un facteur d'unification pour les Allemands ethniques, qui constituaient sa base ethnique, à la fin des années 90, les Russes, les Ukrainiens, les Kirghizes, les Ouzbeks et les Tadjiks étaient déjà nouveaux membres de communautés protestantes. En conséquence, de nouvelles organisations religieuses protestantes sont apparues dans tout le pays, telles que le Centre religieux des Témoins de Jéhovah, "*l'Union des églises de baptistes chrétiens évangéliques*", la communauté religieuse "*Kouday Jaamaty*", l'Union des Églises de chrétiens de la foi de l'Évangile "*Évangile*" d'orientation pentecôtiste et d'autres avec des églises, des lieux de culte et des centres.

²³⁷ Ibid.

²³⁸ Ibid.

²³⁹ Ajudaraliev A. Religioznye ob''edinenâ, funkcioniruûšie v Kirghizskoj Respublike. // Vestnik KRSU (Kirghizsko-Rosijskij Slavânskij Universitet) (Associations religieuses fonctionnant en République Kirghize. // Bulletin de KRSU (Université slave kirghize-russe)), 2016. Volume 16. № 8. p. 114.

²⁴⁰ <http://www.stat.kg/ru/>

En ce qui concerne l'islam, afin de faire revivre la culture islamique, diverses ONG islamiques de différents types ont été créées, telles que "Adep Bachaty", "Dil Mourogou", "Moutakallim", "Islah", "Teyba", le Congrès des musulmans d'Asie centrale. Grâce à ces ONG, la communauté islamique du pays pourrait participer à la vie publique et politique et promouvoir les intérêts religieux de la communauté musulmane. En même temps, l'Administration Spirituelle des musulmans du Kirghizstan (ASMK) a été la plus grande association de musulmans de la République Kirghize représentant l'islam officiel, structure héritée de la période soviétique où elle se trouvait à Tachkent. L'ASMK a un bureau central à Bichkek et des bureaux régionaux - des kaziats opérant au niveau des régions et des villes d'importance régionale Bichkek et Och.

Les écoles religieuses ont commencé à ouvrir. L'Institut Islamique nommé d'après Hazreti Oumar a été ouvert en 1993 à Bichkek et est devenu le premier établissement d'enseignement supérieur islamique. En 2003 il a été transformé en Université Islamique et est resté le chef de file de la République en termes de base matérielle et technique et de personnel enseignant.

Des écoles islamiques ont ouvert non seulement dans la capitale, mais également dans d'autres régions du Kirghizstan, y compris éloignées du centre. Par exemple, en 1998 l'Institut islamique "Alim" a été ouvert dans la région de Chouy et en 1999 l'Institut d'Abdyjapar dans la région de Och. Des madrasas ont également ouvert leurs portes et le nombre d'établissements d'enseignement islamiques au Kirghizstan a augmenté d'année en année.

La création d'établissements d'enseignement religieux musulmans a également été facilitée par des pays étrangers qui fournissent leurs fonds et leurs enseignants. Par exemple, avec l'aide de la Turquie, la madrasa a été créée, puis transformée en Institut Théologique Arachan, ainsi que la faculté islamique de l'Université d'État d'Och, de l'université Arabaev et de l'université kirghize - turque Manas à Bichkek. En 1993 des universités kirghizes-koweïtiennes et kirghizes-iraniennes ont été créées²⁴¹.

Souvent, de telles madrasas ont été fournies en pension complète- hébergement gratuit et nourriture, de sorte qu'elles étaient très attrayantes pour les familles démunies. *"Si dans les années 90, il n'existait pas un seul établissement d'enseignement religieux en République Kirghize, leur nombre est aujourd'hui de 93 (2014); dont 77 islamiques (y compris 1 université, 9 instituts et 67 madrasas) et 16 chrétiens (7 établissements supérieurs et 9 établissements secondaires)"*²⁴².

Malgré l'augmentation active du nombre d'institutions religieuses d'enseignement à la fin des années 90, des problèmes subsistaient dans ce domaine, à savoir la confirmation des

²⁴¹ Kurbanova N. Islamskoe obrazovanie v Kirghizstane. // Central'naâ Aziâ i Kavkaz (Education islamique au Kirghizstan. // Asie centrale et Caucase), Volume 17, № 1, 2014. p. 105.

²⁴² Ibid.

qualifications des enseignants. La spécialiste Nazira Kurbanova divise la formation de l'enseignement religieux islamique en République Kirghize en deux périodes principales: la première – de 1993 à 2008 - la constitution d'un réseau d'institutions, la deuxième de 2008 à nos jours- institutionnalisation de l'enseignement religieux à l'échelle de l'État²⁴³.

Au milieu des années 90, le Kirghizstan a poursuivi la formation de la politique de l'État dans le domaine religieux. À cette fin, en 1996 un organe spécial relevant du gouvernement de la République a été créé - la Commission d'État pour les affaires religieuses²⁴⁴. Désormais, cet organe exécutif était responsable de la formation de la politique de l'État dans le domaine religieux, ainsi que du soutien à la tolérance et à la compréhension mutuelle entre les différentes religions existant au Kirghizstan. L'année suivante, pour aider la Commission, qui devait élaborer des recommandations pour la mise en œuvre de la politique de l'État dans le domaine religieux, ainsi que pour coordonner les activités des organes de l'État et des organisations religieuses, un organe consultatif et de coordination a été créé - le Conseil Interministériel pour les affaires religieuses de la République Kirghize²⁴⁵.

La tâche globale de cet organe consistait également à préserver le dialogue interreligieux et la tolérance à l'égard de toutes les religions existant dans le pays. C'est la Commission d'État aux affaires religieuses, conjointement avec l'Administration Spirituelle des musulmans du Kirghizstan, conformément à la décision du Ier kurultay des musulmans du Kirghizstan, d'exercer depuis 1997 l'attestation des imams et des enseignants de madrasas (*moudaris*) afin de stimuler l'augmentation des connaissances du clergé. Les résultats d'une telle certification pourraient également accroître l'autorité de ces personnes parmi les croyants.

Tous ces changements dans la sphère religieuse depuis l'indépendance du Kirghizstan ont contribué à l'émergence du pluralisme religieux dans le pays. *"Si, en 1991, il y avait 39 mosquées musulmanes, 25 églises et paroisses de l'église orthodoxe russe, il existe actuellement (1998 - annoté par l'auteur) environ 1200 mosquées, 40 temples et paroisses de l'église orthodoxe et plus de 200 maisons de prière de chrétiens protestants"*²⁴⁶. Et après 9 ans, au 1er janvier 2007 plus de 2100 associations et organisations religieuses étaient enregistrées sur le territoire de la République Kirghize, la plus grande partie étant constituée d'associations et

²⁴³ Ibid, p. 104.

²⁴⁴ Décret du Président de la République Kirghize № 45 "Sur la structure et la composition du gouvernement de la République Kirghize", 4 mars 1996.

²⁴⁵ Décret № 20 "Sur la mise en œuvre du décret du Gouvernement de la République Kirghize du 10 août 1995 № 345 Sur la situation religieuse en République Kirghize et les tâches des autorités en matière de formation de la politique de l'État dans le domaine religieux ", 17 janvier 1997.

²⁴⁶ Décret du Gouvernement de la République Kirghize "Sur le concept des activités de la Commission d'État du Gouvernement de la République Kirghize chargée des affaires religieuses sur l'élaboration et la mise en œuvre de la politique de l'État dans le domaine des religions", 7 juillet 1998.

d'organisations islamiques (82,7%) et chrétiennes (16,5%). La part des autres associations et organisations religieuses dans leur nombre total représentait environ 1% ²⁴⁷.

Cependant, toutes les organisations religieuses qui ont pu se manifester au Kirghizstan en raison d'une politique d'État *"libérale"* dans le domaine de la religion n'étaient pas des enseignements religieux qui étaient familiers à la majorité de la population de la République. Mais des partis et mouvements politiques islamiques interdits sont apparus, tels que *"Hizb out-Tahrir"*, MIO et *"Akromiya"*, les mouvements extrémistes djihadistes-takfirites *"Jaychoule Mahdi"*, *"Jound-oul-Khalifat"*, *"Ansaroullah"* et *"At-Takfir-Val Hijra"*, les organisations internationales non politiques *"Tablighi Jamaat"*, *"Nourjiler"*, *"Ahmadiya"* ²⁴⁸.

Une telle situation, particulièrement dangereuse pour l'islam au Kirghizstan, en particulier après les événements du 11 septembre 2001, s'est développée en raison de l'activation des prédicateurs islamiques et chrétiens d'autres pays au Kirghizstan au début des années 2000. *"Le 11 septembre 2001 a marqué un tournant pour tout le monde. Quelque chose s'est passée qu'il était impossible d'imaginer..."*, ...avec le consentement de la Russie, les bases militaires américaines apparues au Kirghizstan et en Ouzbékistan (...fermées par la suite)... un second souffle au mouvement islamiste radical Sud-Sud, ...largement diffusé sur Internet (...qui a cessé d'exister immédiatement après la mort d'Oussama Ben Laden)...et surtout par l'émergence de l'organisation de l'État islamique (DAECH) en tant que force unificatrice pan-sunnite en 2014 ²⁴⁹.

Dans le sud de la république Kirghize, des prédicateurs d'Arabie Saoudite, d'Iran et d'autres États ont lancé une activité active, où *"après l'indépendance..., environ 2 000 mosquées ont vu le jour, dont la plupart ont été construites aux dépens de sponsors étrangers"* ²⁵⁰. Après les événements de 2011 à Janaozen ont a vue augmenter le nombre des femmes portant le niqab au Kirghizstan et à l'ouest du Kazakhstan ²⁵¹.

En outre, de nombreuses personnes, notamment des jeunes d'Asie centrale et du Kirghizstan en particulier, sont allées étudier dans des institutions religieuses à l'étranger dans des pays tels que l'Égypte, la Turquie, le Pakistan et les pays du Moyen-Orient - Royaume d'Arabie Saoudite et Syrie, Koweït, Jordanie, Emirats Arabes Unis, Libye, Iran. La Commission

²⁴⁷ Kirghizstan. Cifry i fakty (Chiffres et faits), 2002 - 2006. p. 58.

²⁴⁸ Kurbanova N. Islamskoe obrazovanie v Kirghizstane. // Central'naâ Aziâ i Kavkaz (Education islamique au Kirghizstan. // Asie centrale et Caucase), Volume 17, № 1, 2014. p. 104.

²⁴⁹ Poujol C. "Islam v Central'noj Azii: ot dolgoj izolâcii k povyšennomu vnimaniû" (Islam en Asie centrale: du long isolement à l'attention accrue). p. 11.

²⁵⁰ Orlov N. Massovyj perehod kirghizov iz islama v religioznye sekty hristianskogo tolka stal problemoj dlâ rukovodstva Kirghizii (La transition massive des Kirghizes de l'islam aux sectes religieuses de nature chrétienne est devenue un problème pour les dirigeants du Kirghizstan). 24.04.2004 // <https://www.fergananews.com/article.php?id=2969>

²⁵¹ Poujol C., "Central Asia going on "hyper-islamisation: between adaptation to post - communism and calls for radicalization", UNISCI Journal, N° 45 (October 2017), p.242.

d'État pour les affaires religieuses estime que *"de nombreux citoyens de la république qui sont rentrés à la fin de leurs études religieuses organisent des communautés de croyants (houdjra) opérant en secret qui diffusent des dogmes religieux qui ne sont pas typiques des pays d'Asie centrale. Dans le même temps, le danger est que les femmes et les jeunes participent à ce processus. De plus, les femmes musulmanes radicales organisent des groupes de formation spéciaux pour les femmes, renforçant et propageant ainsi le processus de radicalisation religieuse"*²⁵². *"Cependant, selon C. Poujol, comme partout ailleurs dans le monde, en particulier dans les pays occidentaux possédant de grandes communautés musulmanes, les lieux de cristallisation des phénomènes de radicalisation peuvent être également les prisons, les hôpitaux, les clubs de sport, partout où les hommes sont appelés à passer du temps ensemble avec un espace relativement conçu pour une communication privée. Les lieux de vie quotidienne sont aussi désignés comme lieux d'embrigadement possible (verbovka en russe), tels les appartements privés, les escaliers, les halls d'immeubles soviétiques (les podezd), ainsi que les lieux de socialisation, centres culturels, chaykhana, cafés, bains, hammams, sans oublier les bazars..."*²⁵³. Ainsi, les zones de *"radicalisation"* les plus touchées sont à l'Ouest du Kazakhstan depuis les années 2003-2004 et au sud du Kirghizstan²⁵⁴.

Dans le même temps, des missionnaires des États-Unis et d'Europe occidentale ont distribué des ouvrages religieux à caractère protestant dans les régions du nord du Kirghizstan et dans la capitale. Ces magazines à caractère religieux étaient diffusés directement dans les appartements et, sur toutes les chaînes de télévision, plus de deux heures par semaine, vous pouviez regarder des émissions chrétiennes. La Bible et la littérature à caractère religieux se propagèrent dans la langue kirghize, c'est pourquoi l'église protestante eut très rapidement de nombreux convertis kirghizes. Il existe des preuves qu'au Kirghizstan, le nombre d'adeptes est passé de 15 à 30 000 Kirghizes²⁵⁵.

Cette situation a créé des conflits parmi la population, une partie étant heureuse d'être baptisée et d'aller à l'église protestante, tandis que l'autre partie considérait une telle *"christianisation"* du peuple, traditionnellement considéré par les musulmans, comme apostasie.

²⁵² Tekučij arhiv GKDR KR. Informaciâ Gosudarstvennoi komissii po delam religij po voprosu religioznogo obrazovaniâ v Kirghizskoj Respublike (Les archives actuelles du SCRA KR. Information de la Commission d'État sur les affaires religieuses et sur la question de l'éducation religieuse en République kirghize), 2013. Kurbanova N. Islamskoe obrazovanie v Kirghizstane. // Central'naâ Aziâ i Kavkaz (Education islamique au Kirghizstan. // Asie centrale et Caucase), Volume 17, № 1, 2014. p. 104.

²⁵³ Poujol C. La poursuite de la réislamisation en Asie centrale : entre un islam national modéré et le choix radical globalisé. Cahiers des IFRE, Fondation Maison des sciences de l'homme, A paraître. fihal-01651146f p. 60

²⁵⁴ Ibid.

²⁵⁵ "V Kirghizstane ostaëtsâ složnoi religioznaâ situaciâ; čuždaâ ideologiâ aktivno vnedryaetsâ pod vidom religioznyh tečenij" ("Au Kirghizstan, la situation religieuse reste difficile, une idéologie inconnue est activement introduite sous le couvert de mouvements religieux") // <http://www.kyrtag.kg/popular-news/detail.php?ID=106228>.

À cet égard, les Kirghizes, qui ont accepté le protestantisme, ont de plus en plus souvent succombé aux attaques de leurs voisins, verbaux et physiques.

Dans le même temps, le clergé musulman a qualifié la propagation active du protestantisme au Kirghizstan "*d'expansion spirituelle*" perpétrée contre la société kirghize. De petits conflits domestiques privés sur la base de la religion ont entraîné des affrontements pendant de nombreuses années, après quoi les dirigeants musulmans ont interdit l'enterrement de citoyens décédés de confession non musulmane dans des cimetières musulmans. Des conflits liés aux enterrements ont perduré jusqu'en 2016, pour finalement susciter de larges discussions publiques sur les droits de l'homme au Kirghizstan et l'ingérence du Président dans cette situation.

Ces données suggèrent qu'il y a une croissance intensive des organisations religieuses au Kirghizstan post-soviétique et leur diversité. La Loi "*Sur la liberté de religion et les organisations religieuses*", adoptée à l'origine le 16 décembre 1991, contribuait principalement à la diffusion active d'organisations religieuses. Bien que la législation concernant les organisations religieuses soit extrêmement tendue par le Décret du Président de la République Kirghize "*Sur les mesures visant à exercer les droits des citoyens de la République Kirghize à la liberté de conscience et de religion*"²⁵⁶, signé en 1996.

Ce décret a approuvé les dispositions provisoires relatives à l'enregistrement d'organisations religieuses en République Kirghize, aux missions d'organisations religieuses étrangères et de citoyens étrangers arrivant dans la République Kirghize aux fins d'activités religieuses et de formation religieuse. Conformément à ces dispositions temporaires les organisations religieuses et leurs associations (unions, associations), les lieux religieux (mosquées, églises, temples, autres lieux de culte, etc.) opérant sur le territoire de la République Kirghize, quelle que soit la date de leur création, sont soumis à un enregistrement obligatoire auprès de la Commission d'État du Gouvernement de la République Kirghize chargée des affaires religieuses. "*... Les activités des organisations religieuses et de leurs associations, fonctionnement d'installations religieuses sans enregistrement conformément au présent Règlement sont interdites*"²⁵⁷. Un tel durcissement de la législation a conduit au fait qu'après son adoption, seules les organisations d'écoles islamiques et orthodoxes ont été enregistrées²⁵⁸. Cependant, cela ne signifie pas que d'autres organisations religieuses sont devenues plus petites. Elles ont continué à agir illégalement dans le pays. Cela n'a pas aidé à arrêter l'afflux de missionnaires étrangers au Kirghizstan et à la création, sous l'égide du Ministère de la Sécurité

²⁵⁶ Décret du Président de la République Kirghize "Sur les mesures visant à mettre en œuvre les droits des citoyens de la République Kirghize à la liberté de conscience et de religion", 14 novembre 1996.

²⁵⁷ Ibid.

²⁵⁸ Kabak D., Esengal'diev A. Svoboda veroispovedaniâ v Kirghizskoi Respublike: obzor pravovogo obespecheniâ i praktiki (Liberté de religion en République kirghize: bilan du soutien juridique et des pratiques). p.16.

nationale, d'une unité spéciale chargée de surveiller les organisations religieuses dont les activités pourraient constituer une menace pour la sécurité du pays.

En plus de ce qui précède, l'enthousiasme généralisé des citoyens des groupes interdits de courants islamiques et de nouveaux chrétiens au Kirghizstan a été provoqué par la crise de la période de transition et le chômage qui y est associé, la pauvreté de masse. Dans cette situation, la religion offre une sorte de thérapie sociale aux personnes qui ont perdu le sens de la vie. Par exemple, Matjis Pelkmans, chercheur sur ce sujet, montre comment les tendances protestantes deviennent populaires chez les femmes célibataires divorcées qui recherchent un soutien social²⁵⁹. Il y avait aussi une crise spirituelle de la majorité de la population, héritée de l'Union soviétique.

Après 2006, la politique gouvernementale en matière de religion a commencé à changer. À cette époque, même dans la Constitution²⁶⁰, le mot "*État laïc*" est retiré pendant un moment. Dans le même temps, la Constitution de la République Kirghize de l'édition 2007 reprend certaines dispositions de la première Constitution de 1993. Conformément à l'article 8 de la Constitution de 2007, "*dans la République Kirghize aucune religion ne peut être reconnue en tant que religion d'État ou obligatoire*"²⁶¹. La religion est également séparée de l'État, car le même article 8 interdisait la création de partis politiques sur une base religieuse et l'intervention de toute organisation religieuse dans les activités de l'État.

En 2008, le Kirghizstan a adopté une nouvelle Loi "*Sur la liberté de religion et les organisations religieuses*"²⁶², qui a remplacé la Loi de 1991. La nouvelle Loi présentait des différences significatives par rapport à l'ancienne. Cette Loi a obligé les organisations religieuses, les lieux de culte religieux ainsi que les missions d'organisations religieuses étrangères à acquérir le statut d'entité légale, interdisant leurs activités et leur fonctionnement sans s'enregistrer auprès de l'organe public chargé des affaires religieuses. Pour procéder à cet enregistrement il est nécessaire de joindre des documents obligatoires pour vérifier leur conformité à la législation en vigueur, notamment en ce qui concerne l'attitude de la religion à l'égard de problèmes nationaux tels que la santé, la famille, etc., ainsi que des données sur les sources de financement de l'organisation. Outre l'enregistrement comptable, une organisation religieuse doit être enregistrée auprès des organes du ministère de la Justice, des autorités fiscales, des services de statistique, du ministère de l'Intérieur et du fonds social. Et si, conformément à la Loi de 1991, 10 personnes étaient tenues de créer une organisation religieuse

²⁵⁹ Pelkmans M. "Culture" as a tool and an obstacle: missionary encounters in post-Soviet Kyrgyzstan //Journal of the Royal Anthropological Institute, Vol. 13, Issue 4, December 2007, pp. 881-899.

²⁶⁰ Loi de la République Kirghize "Sur la nouvelle version de la Constitution de la République Kirghize, 23 octobre 2007.

²⁶¹ Ibid

²⁶² Loi de la République Kirghize "Sur la liberté de religion et les organisations religieuses, 31 décembre 2008.

(comme la Loi № 1689-1 de l'URSS "Sur la liberté de conscience et les organisations religieuses" du 1er Octobre 1990), conformément à la Loi de 2008 au moins deux cents personnes résidant en permanence au Kirghizstan étaient nécessaires. Dans le cadre de l'organisation religieuse, la Loi comprend également les objets qui lui appartiennent - *"les sociétés religieuses, les centres, les institutions d'enseignement religieux, les mosquées, les églises, les maisons de prière, les monastères et autres"*²⁶³.

Afin de renforcer la lutte contre l'émergence d'organisations et de sectes extrémistes, la nouvelle Loi a introduit un article spécial sur les termes et concepts de base. Conformément à cet article, *"la religion est un credo appartenant à toute religion pratiquant le culte traditionnel"*²⁶⁴, tandis qu'une *"secte est une tendance religieuse (communauté), séparée de toute confession de dogme grand public et non conforme à celle-ci, faisant preuve d'indifférence et contredisant les intérêts de la société"*²⁶⁵. La Loi a introduit et défini le mot *"prosélytisme"*, qui sert à interdire *"les actions persistantes visant à convertir les croyants de certaines confessions à d'autres"*²⁶⁶. Appliquant conformément au terme *"sécurité de l'État"* le nouveau terme *"sécurité spirituelle"*, conformément à la Loi de 2008 l'État interdit le *"radicalisme religieux et l'extrémisme"* et établit la responsabilité *"de la production, du stockage et de la distribution de publications imprimées, de films et de photos audiovisuelles et d'autres matériels contenant des idées d'extrémisme religieux, de séparatisme et de fondamentalisme ..."*²⁶⁷.

Dans la Loi de 2008 il y a un article sur la religion et l'éducation. Bien que *"l'enseignement de disciplines religieuses pour tous les niveaux d'enseignement soit individuellement interdit"*, la Loi autorise la création d'établissements d'enseignement religieux pour les organisations religieuses enregistrées. Toutefois, les personnes qui enseignent dans ces écoles religieuses devraient bénéficier d'une éducation religieuse (spirituelle) spéciale, confirmée par le document concerné.

Comme il est apparu la Loi *"Sur la liberté de religion et des organisations religieuses"* de 2008, a eu peu d'impact sur la situation en matière d'enseignement religieux: *"D'après les informations du Ministère de l'Intérieur de la République Kirghize, il s'ensuit qu'en 2013, la situation dans le domaine de l'éducation religieuse n'a pas beaucoup changé, sur 2 285 imams de mosquées, 1 459 n'ont pas d'éducation spéciale"*²⁶⁸. Il existait des contradictions dans la

²⁶³ Ibid.

²⁶⁴ Ibid.

²⁶⁵ Ibid.

²⁶⁶ Loi de la République Kirghize "Sur la liberté de religion et les organisations religieuses, 31 décembre 2008.

²⁶⁷ Ibid.

²⁶⁸ Tekučij Arhiv Komiteta Žogorku Keneša Kirghizskoi Respubliki po obrazovaniû, nauke, kul'ture i sportu. - Informaciâ "O sostoânii religioznoj situacii i religioznogo obrazovaniâ v Kirghizskoj Respublike" (Les archives actuelles du Comité des Jogorki Kenes de la République kirghize sur l'éducation, la science, la culture et les sports. Information "sur l'état de la situation religieuse et sur l'éducation religieuse en République kirghize", 5 mars 2013.

terminologie utilisée dans la Loi, qui contredisaient les normes actuelles de la législation civile, pénale et administrative. Dans le même temps, le nombre d'institutions religieuses en République du Kirghizstan a continué de croître à compter du 1er janvier 2011, 2279 associations et organisations religieuses ont été enregistrées au Kirghizstan. Parmi ceux-ci, 1895 appartiennent à la confession islamique (69 institutions religieuses et éducatives), 368 chrétiens (16 institutions spirituelles et éducatives) et 14 nouvelles tendances et croyances religieuses²⁶⁹.

Sous la présidence d'Almazbek Atambaev (2011-2017), la politique de l'État dans le domaine de la religion continue de reposer sur un contrôle accru de la sphère religieuse. *"In Kyrgyzstan, the 10th section of the Ministry of the Interior has created an online patrolling project and destruction of videos with radical content. President Atambaev himself took stock of the danger that the lack of control of the imams' sermons in the many mosques of the country and their low level of religious knowledge could constitute a danger"*²⁷⁰.

Bien que les nouvelles versions de la Loi de 2011 et 2012 *"Sur la liberté de religion et les organisations religieuses dans la République Kirghize"*, ne diffèrent pas beaucoup de la Loi de 2008. *"Le 3 février 2014, le Conseil de la défense de la République Kirghize a examiné la question de la politique de l'État dans le domaine religieux et a reconnu erronée la pratique consistant à éloigner les organes gouvernementaux des processus de réglementation dans le domaine religieux formés au cours des premières années de l'indépendance"*²⁷¹.

Le Décret du Président de la République Kirghize²⁷² en 2014 affirme que *"la nécessité de mettre en place un système clair de réglementation des activités des organisations religieuses" ... a été "identifiée comme la tâche première de l'État"*²⁷³. En conséquence, le Concept de politique de l'État dans le domaine religieux jusqu'en 2020 est adopté²⁷⁴, définissant *"les grandes orientations et les principes de la réglementation par l'État des activités des organisations et associations religieuses"*²⁷⁵. L'interaction de l'État et de la religion dans ce concept consiste en de soi-disant régulateurs d'État qui fourniront les conditions nécessaires aux activités des organisations religieuses, mais à la condition que les organisations religieuses *"ne poursuivent pas d'objectifs politiques, ne mènent pas d'actes qui menacent le public et la sécurité de*

Kurbanova N. Islamskoe obrazovanie v Kirghizstane. // Central'naâ Aziâ i Kavkaz (Education islamique au Kirghizstan. // Asie centrale et Caucase), Volume 17, № 1, 2014. p. 113.

²⁶⁹ Statističeskij ežegodnik Kirghizskoj Respubliki (Annuaire statistique de la République kirghize) 2006 -2010. p. 21.

²⁷⁰ Poujol C., "Central Asia going on "hyper-islamisation: between adaptation to post - communism and calls for radicalization", UNISCI Journal, N° 45 (October 2017), p.249.

²⁷¹ Décret du Président de la République Kirghize "Sur la mise en œuvre de la décision du Conseil de défense de la République Kirghize sur la politique de l'État dans le domaine religieux", 7 février 2014.

²⁷² Ibid.

²⁷³ Ibid.

²⁷⁴ Le concept de la politique de l'État de la République Kirghize dans la sphère religieuse pour la période 2014-2020, 14 novembre 2014.

²⁷⁵ Ibid.

*l'État*²⁷⁶.

Dans le même temps, une telle réglementation par l'État vise à garantir *"les valeurs spirituelles traditionnelles du peuple kirghize et du peuple du Kirghizstan dans son ensemble, et ne leur permet pas de s'opposer à aucune valeur religieuse"*²⁷⁷. L'expression *"valeurs spirituelles traditionnelles du peuple du Kirghizstan"* est très importante car, dans le Concept, la notion *"d'islam traditionnel"* est utilisée pour la première fois depuis l'indépendance. *"Le mazhab hanafite, traditionnellement pratiqué par les peuples d'Asie centrale, diffère des autres mazhabs et des courants de l'islam en ce qu'il ne s'oppose pas aux valeurs de l'Islam aux traditions et coutumes nationales, mais qu'il repose sur une base idéologique pour développer un partenariat avec l'État"*²⁷⁸. Et plus loin, on peut lire qu'il est *"Fondé sur la priorité d'harmonisation des relations et processus entre l'État et le confessionnalisme dans le domaine religieux, afin de garantir la sécurité nationale et l'identité culturelle, l'État crée les conditions pour renforcer et développer les formes traditionnelles modérées de l'islam sunnite modéré sur la base de l'école de droit religieux du hanafisme telle que prônée par al Maturidi"*²⁷⁹. La politique religieuse de l'État est donc devenue l'appui de *"l'islam traditionnel"* dans le Concept.

Afin de promouvoir *"l'islam traditionnel"*, des affiches sont même apparues dans les rues de la capitale du Kirghizstan, la ville de Bichkek, consacrées au thème religieux, condamnant les femmes pour port de vêtements fermés et le hijab (Illustration № 12). Ce Concept est donc devenu la recherche d'un modèle optimal de coopération entre l'État et les religions, fondé sur la nature laïque de l'État, tout en tenant compte des erreurs commises au cours de la première période après l'indépendance. Le Concept n'empêche pas le développement d'autres formes que *"l'islam traditionnel"*, mais interdit *"les idéologies religieuses radicales, y compris la propagande publique visant à changer l'ordre constitutionnel, en remplaçant le système laïque par le système théocratique"*²⁸⁰. Afin d'accroître la sensibilisation à l'information, le Concept implique également la réforme du système d'éducation religieuse, à savoir l'introduction du sujet *"Fondements de la culture religieuse"* dans les programmes des établissements d'enseignement secondaire, ainsi que le contrôle du contenu de l'éducation religieuse et de la littérature religieuse.

²⁷⁶ Ibid.

²⁷⁷ Ibid.

²⁷⁸ Ibid.

²⁷⁹ Ibid.

²⁸⁰ Ibid.



Illustration № 12 Affiche dans la rue à Bichkek représentant des femmes en costumes traditionnels kirghizes et de l'autre des femmes en niqab avec la question en kirghiz "Pauvres Femmes, où allez-vous?!", 2016. Source : <https://islam-today.ru/novosti/2016/07/14/v-kirgizii-nacali-kampaniu-protiv-hidzabov/>

En ce qui concerne le cours général de la démocratie, prônée au Kirghizstan depuis le début des années 90, les idéologies et pratiques religieuses étaient plus nombreuses et le nombre de confessions religieuses est aujourd'hui beaucoup plus important que dans la plupart des autres pays de l'espace postsoviétique. B. Šarifov et P. Skorobogaty donnent des chiffres intéressants sur le nombre de mosquées dans les républiques d'Asie centrale. Si selon leurs données, pour 2015 en Ouzbékistan, avec une population de plus de 30 millions d'habitants, il y a 2050 mosquées en activité, sur les 19 millions que compte le Kazakhstan, 2228 mosquées sont enregistrées, sur les six millions que compte le Kirghizstan - 2816, alors qu'au début des années 90 seules 39 mosquées étaient enregistrées au Kirghizstan.²⁸¹

Malgré la différence entre le nombre de mosquées existant au Kirghizstan et au Kazakhstan aujourd'hui, l'évolution des relations entre l'État et la religion après l'indépendance a été très similaire dans ces deux pays.

La politique religieuse du Kazakhstan après l'indépendance, ainsi qu'au Kirghizstan, visait principalement une attitude laïque et neutre à l'égard de toutes les religions représentées sur son territoire.

²⁸¹ Šarifov B., Skorobogatyj P. Svoâ Igra v Srednej Azii. // Delovoj Kirghizstan (Son propre jeu en Asie centrale. // Affaires Kirghizstan), Bichkek, 2005, № 34-35, p. 6-14.

Conformément à la première Constitution de la République du Kazakhstan de 1993, le Kazakhstan reste un État laïc. La Loi sur la liberté de religion et les associations religieuses, adoptée en 1992²⁸² et en vigueur avec quelques ajouts jusqu'en 2011, établit le droit à la liberté de religion au Kazakhstan. Cette loi, ainsi que celle du Kirghizstan, établissait l'égalité de toutes les religions, ainsi que la séparation de la religion de l'État. L'article 4 de cette Loi stipulait que *"les associations religieuses n'exercent aucune fonction publique et que l'État n'interfère pas dans les activités des associations religieuses, si elles ne contreviennent pas à la loi"*²⁸³.

Conformément à cette Loi, les associations religieuses peuvent être créées à l'initiative d'au moins 10 citoyens majeurs, doivent adopter leur charte, passer par le processus d'enregistrement public et avoir le droit de publier et de distribuer des articles religieux. Conformément à cette Loi, le Président du Kazakhstan crée un organe chargé des relations avec les associations religieuses, chargé d'informer les plus hautes autorités de la République de la situation religieuse dans la République et de se conformer à la législation applicable.

L'une des tâches les plus importantes de cet organe consistait également à mener des examens religieux avec la participation d'experts de différents domaines d'activité. Cette Loi établissait également que le système éducatif public au Kazakhstan était laïc et séparé des associations religieuses. Cette Loi a contribué au développement de la vie religieuse au Kazakhstan et dès janvier 2001 environ 2 300 associations religieuses ont été enregistrées au Kazakhstan²⁸⁴.

Au Kazakhstan, ainsi qu'au Kirghizstan après l'indépendance, la population musulmane a prévalu. Le 12 janvier 1990, avec la tenue du premier Kouroultay des musulmans du Kazakhstan, une administration spirituelle indépendante des musulmans du Kazakhstan a été créée et son premier président, le moufti suprême, a été nommé. L'organe exécutif de l'administration spirituelle des musulmans du Kazakhstan - le Muftiat - a commencé à diriger les activités des musulmans du Kazakhstan.

Après l'adoption de la Loi sur la Liberté de religion et les associations religieuses, les anciennes mosquées ont commencé à être restaurées et des nouvelles construites. Dans la ville d'Almaty, en 1999 la mosquée centrale a été ouverte pour 3000 personnes, l'une des plus grandes sur le territoire de la CEI. Les associations et sociétés religieuses musulmanes officielles ont commencé à être créées. Depuis 1992 la maison d'édition du journal islamique en langue kazakhe a commencé.

²⁸² Loi de la République du Kazakhstan "Sur la liberté de religion et les associations religieuses", 15 janvier 1992.

²⁸³ Ibid.

²⁸⁴ Podoprigora R.A. Gosudarstvo i religioznye organizacii (Etat et organisations religieuses) // <https://www.zakon.kz/4738176-gosudarstvo-i-religioznye-organizacii.html>

Les musulmans du Kazakhstan ont commencé à faire des pèlerinages à la Mecque. Aussi des écoles religieuses - madrasas ont commencé à ouvrir. En 1993 le Président de la République du Kazakhstan est parvenu à un accord sur la création d'une université culturelle Islamique Égyptienne au Kazakhstan pour un enseignement religieux islamique supérieur. L'Université Nour Moubarak a donc été ouverte à Almaty en 2003 et renommée "*Université Kazakhe égyptienne "Nour"*", en 2012, est actuellement la seule institution islamique supérieure de religion. De plus, en 1991 a formé l'Université d'État du Turkestan de Ahmed Yassavi, réorganisée en 1992 à l'Université internationale Kazakhe turque. Ici, en plus des matières de base, les étudiants pourraient étudier la spiritualité et la culture islamiques.

L'identité religieuse des citoyens du Kazakhstan après l'indépendance a été formée avec l'identité ethnique. Les musulmans du Kazakhstan pratiquent principalement le Sunnisme Hanafi Majaba. Cet islam faisait partie des valeurs culturelles et spirituelles des Kazakhs et est utilisé par la plupart des gens au niveau des ménages, caractérisé par la tolérance et la capacité d'assimilation aux traditions et croyances locales. Outre la majorité des Kazakhs, la communauté musulmane du Kazakhstan comprend d'autres groupes ethniques: les Ouïghours, les Ouzbeks, les Tatars, les Azéris, les Tchétchènes et les Ingouches.

Avec la renaissance de l'islam au Kazakhstan, la soi-disant religiosité traditionnelle a progressivement commencé à se développer, ce qui s'exprime dans le désir d'approfondir l'islam, d'exercer ses prières et d'observer le jeûne, de porter le hijab pour les femmes et d'organiser des fêtes sans alcool. Un tel intérêt pour "*l'islam juste*" a conduit à rechercher la possibilité d'acquérir des compétences religieuses et à développer des mouvements religieux parmi les musulmans kazakhs. La capacité de communiquer avec le monde islamique extérieur a permis aux musulmans du Kazakhstan d'appartenir à la communauté musulmane mondiale et à diverses organisations musulmanes étrangères de promouvoir leur interprétation de l'islam et de son mode de vie, qui toutefois ne convient pas à bien des égards aux musulmans du Kazakhstan. En même temps, il y avait un contraste visible entre les Kazakhs *superficiellement* liés à la religion et les adeptes de *l'islam correct*, ce qui a commencé à compliquer les concepts d'identité ethnique et religieuse.

La deuxième religion la plus importante au Kazakhstan après l'indépendance était le christianisme. La Loi de 1992 également influencé le développement de l'Orthodoxie dans le pays, représenté par l'Eglise Orthodoxe Russe, ainsi que l'Islam. Le nombre de chrétiens orthodoxes pratiquants a augmenté d'année en année. De nouvelles paroisses et monastères ont commencé à être créés sur le territoire du pays, sous l'autorité du Patriarcat de Moscou. La construction de nouvelles églises orthodoxes a commencé, non seulement dans les grandes villes, mais également dans les petites villes et villages du Kazakhstan. En 1995 dans la ville d'Almaty,

l'autorité centrale a été créée pour régir le christianisme orthodoxe - le Diocèse de l'Église Orthodoxe. En outre, le séminaire Théologique Orthodoxe d'Almaty a été ouvert- la plus haute institution d'éducation spirituelle de l'Église Orthodoxe du Kazakhstan.

La nouvelle tendance "*à la mode orthodoxe*", venue de Moscou, et la possibilité, après une longue période d'interdiction, de ne pas cacher son appartenance religieuse, ont inclus de nombreux jeunes parmi les croyants pratiquants. En 2012 le mouvement de la jeunesse Orthodoxe s'est organisé au Kazakhstan après le 1er Congrès des jeunes orthodoxes de la République. En général, on ne peut qu'accepter les mots de Marmontova, selon lesquels "*l'Église Orthodoxe du Kazakhstan fait preuve d'une politique stable et constructive, dont le principal vecteur est de renforcer le statut d'État et l'harmonie entre religions. Les prêtres orthodoxes participent activement à tous les événements organisés par les organes de l'État et informent également les autorités de l'organisation et de la tenue des événements religieux*"²⁸⁵.

Cependant, il convient de noter que la politique religieuse de l'État au Kazakhstan vise à soutenir et à développer l'orthodoxie dans le pays "*comme l'un des deux piliers de la spiritualité sur lesquels repose le consentement dans la société*"²⁸⁶. En hommage au christianisme orthodoxe comme deuxième religion la plus répandue au Kazakhstan, la fête orthodoxe de la Nativité du Christ (le 7 janvier de l'ancien calendrier) a été déclarée jour férié au Kazakhstan.

Bien que le catholicisme ne soit que la cinquième du nombre des communautés religieuses au Kazakhstan²⁸⁷, considéré comme une autre religion traditionnelle, on peut noter qu'il est également soutenu par l'État. Ce fait confirme que le Kazakhstan est devenu le premier État de la CEI à avoir signé l'Accord de relations communes avec le Vatican.

La visite officielle du Pape Jean-Paul II à Astana en septembre 2001 a été un événement particulièrement important pour les catholiques du Kazakhstan. Au Kazakhstan, en grande partie grâce au travail de missionnaires des pays d'Europe occidentale et orientale, des communautés catholiques ont également été créées dans les années 1990, de nouvelles églises ont été construites, le Séminaire théologique Supérieur "*Marie - la Mère de l'Église*" est le seul séminaire catholique en Asie centrale.

Le processus intensif de libéralisation de la vie spirituelle et la politique religieuse de l'État ont entraîné une augmentation du nombre d'adhérents des religions traditionnelles au

²⁸⁵ Marmontova T. Hristianstvo v sovremennom Kazakhstane. // Kazakhstan. Spektr. Naučnyj žurnal (La paysannerie au Kazakhstan moderne. // Kazakhstan. Spectre. Journal scientifique), 2016 / 2 (76). p.63.

²⁸⁶ Vstreča s Patriarhom Moskovskim i vseâ Rusi (Rencontre avec le patriarche de Moscou et de toutes les Russies). // http://www.akorda.kz/ru/events/international_community/foreign_visits/vstrecha-s-patriarhom-moskovskim-i-vseya-rusi-kirillom

²⁸⁷ Marmontova T. Hristianstvo v sovremennom Kazakhstane. // Kazakhstan. Spektr. Naučnyj žurnal (La paysannerie au Kazakhstan moderne. // Kazakhstan. Spectre. Journal scientifique), 2016 / 2 (76). p.56 -73.

Kazakhstan. Mais comme au Kirghizstan, le nombre d'associations religieuses non traditionnelles a augmenté dans le pays, la plupart étant protestantes. Malgré cela, le protestantisme a une longue histoire d'existence sur le territoire du Kazakhstan, après la chute de l'URSS, ainsi que dans le Kirghizstan voisin.

Des confessions non traditionnelles se sont répandues au Kazakhstan, et beaucoup se considèrent comme relevant du christianisme protestant. Il s'agit des pentecôtistes, des églises de baptistes chrétiens évangéliques, des presbytériens et d'un certain nombre de mouvements charismatiques. Les associations les plus connues au Kazakhstan étaient les suivantes: "*Témoins de Jéhovah*", "*Grace-Grâce*", "*Emmanuel*", "*Nouvelle vie*", "*Agape*", "*Le nouveau ciel*", "*Bonne nouvelle*", "*Vigne vivante*", etc.²⁸⁸.

Créées principalement avec la participation de missionnaires arrivés au Kazakhstan en provenance de l'étranger, ces communautés religieuses non traditionnelles ont commencé à mener des activités de prédication active: des personnes extérieures très sympathiques marchaient autour des appartements et distribuaient des publications religieuses colorées, distribuaient des tracts aux enfants, les rencontraient après l'école dans les rues, ont essayé de parler aux passants dans les rues.

En conséquence, ces associations religieuses ont attiré de nombreux adhérents, des représentants de différentes nationalités, dont beaucoup, auparavant se sont identifiés comme étant adeptes de l'islam ou de formes traditionnelles du christianisme. Selon l'opinion du chercheur du Kazakhstan Z. Džalilov, "*une législation libérale concernant la religion et une réceptivité de la mentalité*" a contribué à l'enracinement du peuple kazakh de la religion "*non traditionnelle*"²⁸⁹.

Nous ajouterions nous-mêmes un facteur aussi important que la situation économique du pays et le "*manque d'éducation*" religieux de la majorité de la population. Malgré le fait que la situation économique du Kazakhstan après l'indépendance était meilleure que celle du Kirghizstan, toutefois, sur le territoire du pays au début des années 90, il y avait beaucoup de citoyens sans emploi et de familles à faible revenu.

Créées par des missionnaires principalement originaires des États-Unis, certaines des organisations religieuses énumérées ci-dessus ont non seulement maintenu des liens étroits avec des coreligionnaires de l'étranger, mais ont également aidé leurs fidèles du Kazakhstan à émigrer. Séduits par "*le rêve américain*" et d'une vie meilleure à l'étranger, ainsi que de lettres avec des descriptions colorées de la vie meilleure des voisins défunts, les citoyens du

²⁸⁸ Ibid.

²⁸⁹ Burova E, Kosičenko A. Aktual'nye problemy razvitiâ religioznoj situacii v Respublike Kazakhstan (Problèmes actuels de l'évolution de la situation religieuse en République du Kazakhstan). p.13.

Kazakhstan ont rejoint les rangs des croyants de ces organisations religieuses non traditionnelles. Comme le précisent les chercheurs Burova et Kossičenko *"En fait, des groupes assez importants de citoyens (âge, ethnique, socioprofessionnel, éducatif, etc.) se sont retrouvés dans une situation d'identité perdue, sont devenus porteurs d'une nouvelle sous-culture "religieuse" (ou plutôt "quasi religieuse") qui contribue à leur marginalisation"*²⁹⁰. *"En 1998, le nombre d'associations religieuses non traditionnelles enregistrées est passé à 166"*²⁹¹.

Selon les données pour 2009, 2369 mosquées, 299 églises orthodoxes russes, 1267 organisations protestantes sont officiellement enregistrées au Kazakhstan ²⁹². Ces données montrent que le Protestantisme au Kazakhstan moderne est devenu la deuxième tendance religieuse après l'islam en termes de nombre d'associations religieuses. Pour la vie religieuse du Kazakhstan, cela est devenu un nouveau phénomène inattendu.

Il convient de noter que le recensement de la population de 2009 au Kazakhstan, pour la première fois, la question de l'appartenance religieuse a été incluse. Elle a révélé que la majorité absolue de la population du Kazakhstan s'identifie à une certaine religion - environ 97%²⁹³. De même que les résultats du recensement national de 2009 ont montré qu'en 18 ans, le nombre d'associations religieuses au Kazakhstan a été multiplié par six, de 671 en 1991 jusqu'à plus de 4 200 en 2009²⁹⁴.

Depuis la publication de la Loi de 1992 sur la liberté de Religion et les associations religieuses, le contrôle de l'État sur les activités religieuses a été resserré. En 1996 le Kazakhstan a créé le Conseil des affaires religieuses du Cabinet des Ministres de la République chargé des affaires des communautés religieuses du pays. Ses fonctions ont été transférées en 2016 au Ministère des affaires religieuses et de la société civile de la République du Kazakhstan.

La Constitution de 1995 a confirmé la nature laïque du pays, mais sur le problème religieux, elle a été modifiée. Plus généralement, la constitution interdisait les activités d'organisations qui propageaient l'intolérance religieuse. Elle a été également complétée par un nouvel article contre la propagande de supériorité religieuse. Les dispositions relatives aux activités des missions religieuses étrangères opérant dans le pays pour harmoniser leurs activités avec les autorités de l'État ont été introduites dans le Code civil du pays. Au milieu des années 90 au Kazakhstan, comme au Kirghizstan, des écoles religieuses informelles et des communautés

²⁹⁰ Ibid, p.37-38.

²⁹¹ Džalilov Z.G. Vozroždenie religii i formirovanie gosudarstvenno – konfessional'nyh otnoženij v sovremennom Kazakhstane. // Narody i religii Evrazii (La renaissance de la religion et la formation de relations entre États et confessions dans le Kazakhstan moderne. // Peuples et religions d'Eurasie), Volume 3, № 12-13 (2017) p. 115.

²⁹² Ibid, p.115.

²⁹³ Itogi nacional'noj perepisi naseleniâ 2009 goda v Respublike Kazakhstan. Agenstvo Respubliki Kazakhstan po statistike (Résultats du recensement national de 2009 dans la République du Kazakhstan. Agence de la République du Kazakhstan sur les statistiques), 2010.

²⁹⁴ Ibid.

religieuses radicales ont commencé à se répandre. *"Au Kazakhstan, les actes terroristes de kamikazes ont commencé très tôt dans l'ouest et le sud du pays"*²⁹⁵.

Cependant, ces données ne sont pas connues de tous au Kazakhstan, ce qui explique probablement pourquoi lors de notre enquête sur la population en 2017, seulement un peu plus de la moitié des personnes interrogées au Kazakhstan ont exprimé le danger de l'expansion de certaines religions (sectes), alors que 7% seulement qu'il n'y a pas un tel danger. Un pourcentage assez élevé (37%) de ceux qui ont eu du mal à répondre à cette question montre que les informations disponibles sont insuffisantes. Mais revenons au début des années 2000.

Et à cet égard, déjà en 2002 le gouvernement a pris des mesures pour modifier et compléter la Loi sur la liberté de religion et les associations religieuses, mais le projet de loi n'a pas été approuvé par le Conseil Constitutionnel de la République. L'État n'est pas seulement chargé d'améliorer la réglementation de ses relations avec les associations religieuses, notamment en ce qui concerne la création, l'enregistrement des associations religieuses et leur responsabilité juridique. Mais aussi, l'État était confronté à la tâche de protéger ses citoyens des activités de dangereux mouvements religieux et de cultes, l'un des moyens permettant d'accroître les connaissances religieuses et juridiques de la population.

En conséquence, le projet de loi récemment préparé tenait compte des tâches principales définies pour l'élaboration de la politique de l'État dans le domaine de la religion. Ainsi, dans le préambule de la nouvelle version de la Loi *"Sur les activités religieuses et les associations religieuses"*²⁹⁶, adoptée en 2011 le rôle historique particulier des religions traditionnelles du hanafisme (direction de l'Islam pratiquée par les Kazakhs) et de l'orthodoxie dans la vie spirituelle du peuple kazakhstanais a été déclaré.

Cette loi énonçait le respect des autres religions, mais celles *"qui se combinent avec l'héritage spirituel du peuple du Kazakhstan"*²⁹⁷. *"Le concept de liberté religieuse a disparu du nom de la loi actuelle ... Parallèlement, compte tenu du contenu de la loi, le nom actuel semble être justifié, car il ne parle pratiquement pas de liberté religieuse"*²⁹⁸. Dans cette nouvelle Loi, les termes *"activité religieuse"*, *"prêtre"* et *"association religieuse"* ont été précisés dans le but de mieux comprendre la législation dans le domaine religieux. Ce dernier point était particulièrement important compte tenu de l'enregistrement légal qui, conformément à la

²⁹⁵ Pujol C. La poursuite de la réislamisation en Asie centrale : entre un islam national modéré et le choix radical globalisé. Cahiers des IFRE décembre 2017/4, Fondation Maison des sciences de l'homme. fhal-01651146f pp.63.

²⁹⁶ Loi de la République du Kazakhstan "Sur les activités religieuses et les associations religieuses", 11 octobre 2011.

²⁹⁷ Ibid.

²⁹⁸ Podoprighora R.A. Kommentarij k Zakonu Respubliki Kazakhstan "O Religioznoi deâtel'nosti i religioznih ob'edineniâh" (Commentaires sur la loi de la République du Kazakhstan sur les activités religieuses et les associations religieuses) // https://online.zakon.kz/Document/?doc_id=31439222#pos=4;-259

nouvelle édition de la Loi, est subordonné à la fourniture d'informations telles que l'historique de l'association religieuse, les formes et les méthodes de son activité, l'attitude envers le mariage et la famille, l'éducation, la santé des adeptes, les restrictions imposées aux membres et aux serviteurs en ce qui concerne les droits et devoirs civils.

Désormais, les associations religieuses ont été divisées en locales, régionales et républicaines, et le nombre de personnes nécessaires pour créer une association religieuse variait en fonction de cette valeur. Et, par exemple, si une association religieuse locale peut être créée à l'initiative de cinquante citoyens de la République, une association religieuse régionale ne peut être créée que par un nombre de citoyens dix fois supérieur à celui des associations locales.

La Loi a pris en compte les mesures prises pour lutter contre la construction incontrôlée de bâtiments religieux. La désignation des dirigeants d'associations religieuses étrangères au Kazakhstan, conformément à la Loi, doit être faite en consultation avec les agences gouvernementales. Les innovations ont touché la propagande de religion. Avec l'adoption de cette Loi, la littérature religieuse ne peut être distribuée que dans des lieux de culte et la diffusion du dogme ne devrait pas inclure d'incitations matérielles pour la population. *"L'application de la Loi de la République du Kazakhstan "Sur les activités religieuses et les associations religieuses" a entraîné un changement dans le domaine religieux du Kazakhstan. Le nombre d'associations religieuses a diminué d'un tiers, le nombre de confessions est passé de 46 à 17 (la réduction du nombre de confessions est liée à la clarification du concept de "confession" et à l'application pratique de cette clarification)"²⁹⁹.*

"Par ailleurs, la loi facilitant la capacité des autorités à bloquer les réseaux sociaux sans mandat juridique, passée au mois d'avril 2014... "De plus, le Bureau du Procureur général du Kazakhstan a annoncé dans l'hiver 2017 avoir créé une rubrique spéciale concernant la lutte contre l'extrémisme et le terrorisme sur son site internet. Les Kazakhstanais pourront, de manière anonyme, y dénoncer des activités extrémistes, des publications de messages incitant à la haine religieuse, sociale ou ethnique, des trafics de drogues et d'armes, ainsi que toute personne leur semblant avoir un comportement suspect"³⁰⁰.

Dans le même temps, la politique de l'État dans le domaine de la religion a également favorisé le consentement confessionnel. À l'initiative du Président du Kazakhstan Nazarbaïev N.A., à Astana depuis 2003 six Congrès de dirigeants de religions mondiales et traditionnelles ont eu lieu, au cours desquels des questions et des problèmes de dialogue religieux et des

²⁹⁹ Burova E, Kosičenko A. Aktual'nye problemy razvitiâ religioznoj situacii v Respublike Kazakhstan (Problèmes actuels de l'évolution de la situation religieuse en République du Kazakhstan). p.57.

³⁰⁰ Pujol C. op.cit, 2017/4, p 64-64

moyens de les résoudre ont été discutés. Ces congrès se sont tenus dans un palais spécialement construit dans la capitale sous le nom de "*Palais des religions*".

Pour résumer ce chapitre, il faut dire que l'évolution de la politique de l'État au Kazakhstan comme au Kirghizstan peut être divisée en deux périodes: la première après l'indépendance, caractérisée par le libéralisme religieux. Et la deuxième période, à partir de la fin des années 90, indiquée pour freiner le développement du libéralisme religieux. Dans le contexte du patrimoine culturel et, par conséquent, de la diversité religieuse, ainsi que du désir de faire partie de la communauté internationale, pays respectueux des droits de l'homme, la religion au Kazakhstan et au Kirghizstan n'est pas devenue un moyen de consolidation nationale. On peut dire que, dans ce cadre, la politique religieuse de ces États est devenue une partie de la politique culturelle.

De manière générale, la période qui a suivi les indépendances au Kazakhstan et au Kirghizstan est caractérisée par un intérêt accru du public pour la religion, pour plusieurs raisons. La première commune à toutes les religions est la "*famine religieuse des temps de l'Union soviétique*". Le second est un environnement économique défavorable et la religion comme espoir et moyen de sortir d'une situation difficile. Et le troisième, concernant l'islam en particulier, est la possibilité de faire revivre la mémoire historique de la nation et la renaissance de la religion, ainsi que de la langue, en tant qu'élément de l'identité ethnique. L'augmentation de la religiosité dans la société, conséquence du "*renouveau religieux*" post-soviétique, ou plus précisément islamique, était attendue ³⁰¹.

En effet, traditionnellement ici, ainsi que dans les sociétés voisines d'Asie centrale, l'origine ethnique est étroitement liée à l'identité religieuse. Dans le même temps, appartenir à l'islam ne signifie pas toujours le désir d'appartenir à une communauté islamique mondiale supranationale. Pour les sociétés kazakhstanaise et kirghize, l'identification des principes ethniques et religieux est caractéristique.

Nous souscrivons à la remarque de la chercheuse Sultangalieva selon laquelle "*la majorité des Kazakhstanaïses se considère comme des musulmans*" et que "*dans ce cas, nous parlons de musulmans ethniques (c'est-à-dire, si vous êtes né kazakh, ouïgour, tatar, ouzbek, alors vous êtes musulman)*". Ces données n'indiquent pas le degré de religiosité. Après tout, être considéré comme musulman (ou orthodoxe) par sa naissance ne signifie pas toujours suivre les dogmes et les rituels de la foi³⁰². Et dans son autre étude, Sultangalieva écrit "*L'élément principal dans la formation de l'identité kazakh est l'ethnicité, complétée par l'Islam ...En général, la conscience de l'identité islamique en tant que partie ethnique caractérise la mentalité*

³⁰¹ Sultangalieva A.K. "Vozvrašenie islama" v Kazakhstan ("Le retour de l'islam" au Kazakhstan). p. 170.

³⁰² Sultangalieva A.K. Religioznaâ identičnost' i nacional'naâ integraciâ v Kazakhstane (Identité religieuse et intégration nationale au Kazakhstan). p. 35

*de la société kazakhe dans son ensemble, bien que le degré et la profondeur de cette conscience soient différents pour différents segments de la société. On peut donc soutenir qu'il n'existe pas d'approche unique concernant le rôle et la place de l'islam dans l'identité kazakhe*³⁰³.

Nous retrouvons la même thèse dans le livre *"Les Russes du Kazakhstan": "Malgré l'apparente importance de la relation entre russité et orthodoxie, l'identification nationale reste aujourd'hui largement prédominante sur toute identification religieuse: au Kazakhstan comme dans toutes les république voisines et à l'exception de groupes marginaux, on est Russe avant d'être chrétien, Kazakh avant d'être musulman"*³⁰⁴.

L'islam a survécu au Kazakhstan et au Kirghizstan en tant que phénomène culturel et religieux, en grande partie du fait qu'à l'époque soviétique, il était perçu par les Kazakhs et les Kirghizes comme une tradition culturelle ethnique, un héritage d'ancêtres. Actuellement *"There is a recognition, both at the official and grassroots levels, of the importance of Islam and its traditions for introducing the elements of religiosity, morality and ethical values among the Muslims of Central Asia, who remained subjected for about seventy years to the Soviet atheistic education and radically different socio-cultural values"*³⁰⁵.

Cependant, pendant 28 ans d'indépendance et l'émergence d'une nouvelle génération, l'Islam au Kazakhstan et au Kirghizstan a été compris non seulement comme faisant partie de la culture, mais également comme une force sociale indépendante. Bien que la majorité des citoyens de ces deux Républiques soit unie dans le fait que la religion devrait être limitée à la sphère de la vie privée. Dans ces pays, l'Islam est devenu une force sociale indépendante fondée sur la célébration de grandes fêtes religieuses et le respect des cérémonies traditionnelles, mais avec un contenu politique peu actif.

La situation dans le domaine de la situation religieuse en République Kirghize et au Kazakhstan est multiple. Après avoir accédé à l'indépendance, une communauté religieuse développée a émergé dans ces pays, qui opère activement dans le cadre d'un pluralisme sain, en l'absence de confrontation avec l'État. Par ailleurs, ces pays d'Asie centrale se sont ouverts au reste du monde religieux, avec lequel des communications ont été interrompues pendant plusieurs décennies. De nombreuses nouvelles organisations religieuses ont commencé à pénétrer dans la région, dont certaines sont non traditionnelles pour la région. Le facteur du type d'État laïque, associé à la crise d'identité après l'effondrement de l'URSS a entraîné une

³⁰³ Sultangalieva A.K. *Evolúcia Islama v Kazakhstane // Central'naâ Aziâ i Kavkaz (L'évolution de l'islam au Kazakhstan // Asie centrale et Caucase)*, 1999, № 5.

³⁰⁴ Laruelle M., Peyrouse S., *Les Russes du Kazakhstan: identités nationales et nouveaux États dans l'espace post-soviétique*. p.179.

³⁰⁵ K.Warikoo. *Revival of Ethno-Cultural Heritage in Contemporary Central Asia*. p. 279. Culture, Society and Politics in Central Asia and India.

augmentation de la religiosité. Cependant, avec l'émergence de nouveaux mouvements religieux dans la région, un conflit apparaît entre ces tendances et les tendances traditionnelles. L'une des raisons de ce conflit est le transfert de représentants d'organisations traditionnelles pour ce groupe ethnique d'organisations religieuses vers d'autres organisations ou des organisations non traditionnelles.

Dans cette situation, les États du Kazakhstan et du Kirghizstan soutiennent les mouvements traditionnels des religions traditionnelles de ces pays, en tant que puissant bastion de la stabilité politique et religieuse.

CONCLUSION DE LA PREMIERE PARTIE

En étudiant la politique nationale de l'URSS, il est devenu évident que la notion de multiculturalisme est exagérée, elle y ressemblait à bien des égards mais ne l'était pas. Les lois de l'URSS que nous étudions, ainsi que d'autres documents officiels et discours, ont montré qu'il y avait beaucoup de points communs entre les "*politiques nationales*" des communistes soviétiques et les "*politiques du multiculturalisme*" pratiqués dans les pays occidentaux. La principale différence est que si le multiculturalisme est une politique post-nationale, c'est-à-dire adaptée à la conduite dans les conditions d'un État national déjà existant et n'entraînant pas sa fragmentation ou sa liquidation, l'URSS était une union des républiques nationales. Comme l'écrit Vincent Fourniau "*...la catégorie construite "nationalité" a été impuissante à faire fusionner la diversité de l'ensemble*". En effet, l'addition de nombreuses nationalités aux différentes langues et religions, ne permet pas de créer un tout homogène du point de vue ethno-linguistique et la politique national (nacional'naâ politika), loin de faire naître une seule grande réalité nationale, accentue au contraire la diversité de l'ensemble"³⁰⁶. L'émergence de la catégorie "*nationalité*" a contribué profondément à l'importance de l'identité ethnique des citoyens de l'URSS et est encore extrêmement présente de nos jours.

Néanmoins, l'idéologie du multiculturalisme était présente en URSS. Malgré le fait qu'une tendance actuelle envisage l'appartenance au peuple soviétique comme une citoyenneté administrative, il y a bien eu un nouveau type majoritaire d'hommes "*soviétiques*" qui est apparu dans les villes, en partie grâce à la fameuse amitié des peuples. Le peuple soviétique avec ses nationalités avait aussi une conscience de soi pan-soviétique, dont l'élément le plus important était l'idée d'une communauté particulière historique soviétique. L'homme soviétique possédait certaines caractéristiques morales et idéologiques. Et l'unité du peuple soviétique s'est manifestée non seulement dans des intérêts communs, mais aussi dans ses principes moraux et ses orientations de valeurs.

En créant un tel homme soviétique, un rôle très important a été attribué à la politique culturelle qui était basée sur la construction d'une société avec une culture universelle unique. "*...La culture était l'un des principaux moyens d'influence idéologique sur la conscience de masse*"³⁰⁷, des activités culturelles et éducatives ont été lancées dans toutes les républiques nationales. Les artistes ont joué un rôle très important dans cette activité éducative et culturelle comme le soulignait dans son discours à la plénière de juin 1938 du Comité central du PCUS, Ū.

³⁰⁶ Fourniau V. *Transformations soviétiques et mémoires en Asie centrale*. Paris, Les Indes savantes, 2019. p. 269.

³⁰⁷ Šalabaeva G. *Kazakhstan: evoluciâ kul'turnoj politiki*. Učebnoe posobie dlâ VUZov (Kazakhstan: l'évolution de la politique culturelle. Manuel pour les établissements d'enseignement supérieur). p.160.

Andropov, "*...était une arme puissante au service de la cause communisme*"³⁰⁸. Pour mettre en œuvre une telle politique culturelle, un système intégré a été créé avec ses propres institutions. Ce système permettait la gestion centralisée de l'art et de la culture en Union soviétique et donc la politique culturelle a été unifiée et globale.

Cependant et particulièrement en Asie centrale, cette politique "*... a eu deux finalités: briser l'unification potentielle de la région autour d'idéaux turco-musulmans, mais aussi préparer, pour l'avenir, sa transformation sociale*"³⁰⁹. Pour ce faire, la musique classique occidentale, l'opéra, le ballet, le théâtre et le cinéma ont été introduits dans cette région dans les années 1930 ainsi que l'alphabet cyrillique.

Après avoir accédé à l'indépendance, les républiques d'Asie centrale, le Kazakhstan et le Kirghizstan se sont lancés dans la construction nationale. La langue, le patrimoine culturel ainsi que la religion de la nation titulaire sont devenus des symboles de cette construction nationale. La politique culturelle a continué de jouer un rôle crucial dans la construction de la nation, tandis que les méthodes utilisées étaient très similaires à celles utilisées en Union soviétique. La consolidation de l'identité nationale par ces deux pays s'est faite sur la base du patrimoine culturel local. Les personnalités locales de la culture, de l'art et de la science ont idéalisé l'histoire et la culture nationales. L'État a commencé à faire revivre la mémoire des héros nationaux et des institutions publiques et les rues ont été renommées en l'honneur de ces héros et personnalités. Au niveau officiel et public sont reconnus l'importance du rôle de la religion, en particulier de l'islam. La conséquence a été la restauration d'anciennes mosquées et madrassas et la construction de nouvelles.

Après l'indépendance, le Kazakhstan et le Kirghizstan ont continué d'utiliser la fameuse idée de "*l'amitié des peuples*", le soutien des minorités ethniques continue d'être encouragé et mis en œuvre. Pour cela, dans les deux pays, l'Assemblée des peuples, des centres nationaux et culturels sont en cours de création. Devenus laïcs, les deux États ont fourni l'occasion de pratiquer librement leur religion à tous les citoyens. Dans le même temps, la nation titulaire est progressivement reconnue comme l'État formant, principalement par l'introduction progressive dans la circulation de la langue officielle (la langue de la nation titulaire) ainsi que par la constitution de la nation titulaire de la domination politique.

La séparation des pays d'Asie centrale du rayonnement culturel de Moscou a laissé à la culture une place très convenue, le théâtre ou le musée. Les théâtres nationaux ont exécuté un plan défini par les Ministères de la culture, les musées ont été considérés plus comme des centres académiques. Dans cette situation, l'adoption d'une politique culturelle volontariste dans les

³⁰⁸ Pravda ("La vérité"), 16 juin, 1983. Guboglo M.p. 234.

³⁰⁹ H.Carrère D'Encausse. Le Grand Défi. Bolcheviks et Nations 1917-1930. p. 227-228.

pays d'Asie centrale pourrait favoriser non seulement le développement durable mais aussi pourrait créer une considérable amélioration dans la vie quotidienne des peuples. La culture devrait prendre une place plus importante dans le processus de développement des Etats d'Asie centrale, notamment en termes d'amélioration des conditions et de la qualité de vie des habitants. *"Mais la croissance du rôle social de la culture est mal reflété dans la politique culturelle de l'État. Ils tentent toujours de "gérer" la culture et la politique culturelle de l'Etat agit principalement comme un ensemble d'actions opérationnelles pour résoudre les problèmes de certaines institutions de la sphère culturelle spécialisée, conçues pour fournir une reproduction élargie des formes culturelles pertinentes, dans les limites des moyens financiers, du personnel, des outils et des technologies ... "*³¹⁰.

³¹⁰ Šalabaeva G. Kazakhstan: evoluciâ kul'turnoj politiki. Učebnoe posobie dlâ VUZov (Kazakhstan: l'évolution de la politique culturelle. Manuel pour les établissements d'enseignement supérieur). p.25.

DEUXIEME PARTIE

PARTIE II. «LE DEVELOPPEMENT CULTUREL DURABLE» COMME PERSPECTIVE POUR LA POLITIQUE CULTURELLE REUSSIE DES PAYS EN DEVELOPPEMENT DU KAZAKHSTAN ET DU KIRGHIZSTAN

CHAPITRE 4. Définition du développement durable appliqué à la culture

4.1. Historique de l'inclusion de la Culture dans le concept du Développement durable.

Le thème du *"développement durable"* est d'actualité en ce moment, bien que le terme soit entré en usage la première fois il y a environ 30 ans. Il semble que la question du développement durable ne s'appliquait qu'aux organisations internationales et non gouvernementales traitant des questions de *"développement"*. Mais, il est maintenant clair pour tous que le *"développement durable"* fait référence à chacun, et que chacun d'entre nous est concerné par l'héritage que nous laisserons aux générations futures, parce qu'en ce moment, plus que jamais, l'avenir dépend de façon critique de notre influence sur le présent.

Pour préciser ce qui est en question, nous donnerons ci-dessous la définition du *"développement durable"*. Bien que ce soit la première définition qui soit apparue, et en ce moment il y a plus de 100 définitions du terme *"développement durable"*, cette définition reste la plus pertinente à notre avis. Ainsi, le développement durable est *"un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs"*³¹¹. *"Le développement durable s'appuie sur une vision à long terme qui prend en compte le caractère indissociable des dimensions environnementale, sociale et économique des activités de développement"*³¹² (Illustration N° 13).

³¹¹ The World Commission on Environment and Development's (the Brundtland Commission) report "Our Common Future", Oxford: Oxford University Press, 1987.

³¹² Gagnon J, "Un défi pour les politiques publiques concrétiser le lien entre culture et développement durable" Rapport # 9, Analyse des impacts de la mondialisation sur la culture, Octobre 2010, p.4.

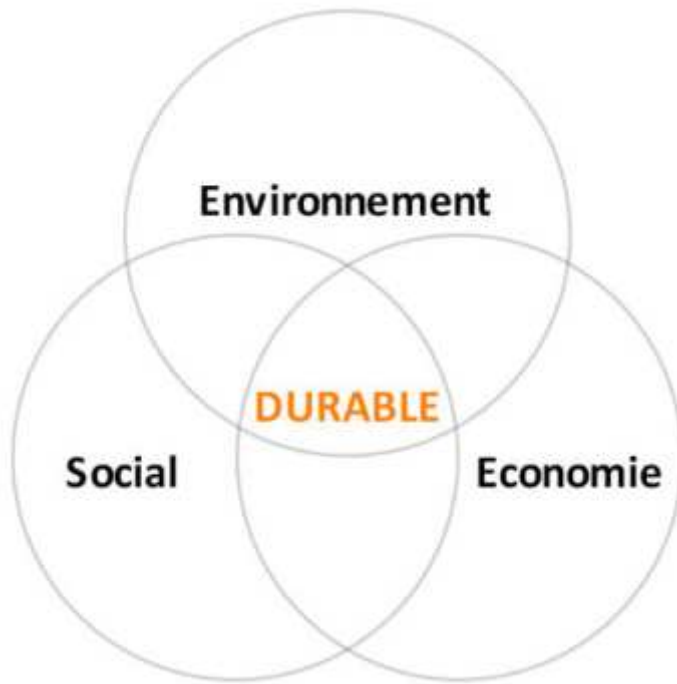


Illustration N° 13 Les trois piliers du développement durable.

Une vision du développement durable avec trois dimensions a été développée dans la seconde moitié des années 80, à savoir: la croissance économique, l'inclusion sociale et l'équilibre environnemental. Le rapport sur "*Common Future*", également connu sous le nom de "*Brundtland Report*" (1987), a consacré ces trois dimensions comme un modèle à utiliser dans les stratégies locales, nationales et mondiales de développement.

Le développement durable implique de l'inclusion sociale, du progrès économique qui dépend des ressources naturelles de notre planète, dans une coexistence harmonieuse avec l'environnement. Cependant, au fil du temps, il est devenu clair que le développement durable ne dépend pas que de ces trois catégories inextricablement liées.

Malgré le fait que les premières utilisations de l'expression "*développement culturel*" dans la recherche soient apparues au début des années 1960, le terme "*développement culturel*" a commencé officiellement à être utilisé dans le cadre des conférences régionales et internationales sur la politique culturelle à la Conférence de Venise en 1970 jusqu'à la Conférence mondiale sur les politiques culturelles de Mexico en 1982. Lors de cette Conférence, a été proposée l'idée d'une décennie de développement culturel et la dimension culturelle dans le développement est alors reconnue comme inaliénable. C'est à la Conférence de Mexico, que le concept de "*la culture*" est reconnu comme ayant plusieurs facettes. C'est sur ce concept que nous nous

appuyons dans cette thèse.

En 1970, dans son discours, M. René Maheu, Directeur général de l'UNESCO a dit : *"Désormais, même les économistes reconnaissent que le développement est total ou n'est pas, et que ce n'est pas une métaphore que de parler du développement culturel ; celui-ci est partie intégrante et dimension du développement total"*³¹³.

Durant la période 1970-1980, L'UNESCO donne à la notion de *"développement culturel"* la place centrale dans tous les textes officiels approuvés par la Conférence générale ou par des conférences intergouvernementales sur les politiques culturelles, initiées par cette Organisation dans la plupart des cas. C'est cette Organisation, qui deviendra l'initiatrice et l'autorité responsable de *"La Décennie du développement culturel 1988-1997"*.

Cette Décennie du développement culturel est une décennie internationale, devenue la base d'un *"forum international pluriannuel"* sur l'interaction entre les organisations intergouvernementales, les États et la communauté intellectuelle mondiale sur la question des changements dans le domaine de la vie culturelle. L'objectif principal de cette coopération est de consolider la place centrale de la culture dans le processus de développement. Il convient de noter que l'UNESCO est encore l'une des principales organisations internationales de la communauté internationale concernée par le rôle de la culture dans le développement.

La prochaine étape importante pour la détermination de la place de la culture dans le développement est devenue la Conférence intergouvernementale sur les politiques culturelles pour le développement, tenue à Stockholm en 1995³¹⁴. Le nom même de cette Conférence nous indique que la communauté internationale avait à ce stade reconnu que la politique culturelle est un élément essentiel dans les stratégies de développement. *"Cultural policy, as one of the main components of endogenous and sustainable development policy, should be implemented in coordination with policy in other social areas, on the basis of an integrated approach. Any policy for development must be profoundly sensitive to culture itself"*³¹⁵ - selon le plan d'action, adopté par les participants à cette Conférence. Par rapport à la conférence de Mexico, où la communauté internationale nous indiquait que la dimension culturelle fait partie intégrante du processus de développement, à Stockholm la principale différence est qu'ils ont affirmé que *"Le développement durable et l'épanouissement de la culture sont interdépendants"* et seulement *"l'harmonie entre la culture et le développement"*³¹⁶ peut conduire à un développement durable.

Il est logique qu'à ce stade la communauté internationale ait proposé des mesures pour

³¹³ Allocution de M. René MAHEU à l'ouverture de la Conférence de Venise (24 août - 2 septembre 1970). Rapport final. p.43.

³¹⁴ The Intergovernmental Conference on Cultural Policies for Development, Stockholm, 30 March -2 April 1998.

³¹⁵ Action Plan on Cultural Policies for development. The Intergovernmental Conference on Cultural Policies for Development, Stockholm, 30 March - 2 April 1998.p.2.

³¹⁶ Ibid.

parvenir à cette harmonie, à savoir la mise en œuvre de la politique culturelle dans la stratégie nationale de développement global et de l'interaction des politiques culturelles, économiques et sociales. Selon ce plan d'action, le tourisme culturel ("*le tourisme est respectueux des cultures et de l'environnement*"), a créé une nouvelle catégorie de patrimoine culturel, qui devrait préserver équitablement les ressources patrimoniales et renforcer le développement culturel, au moyen d'un placement de ses revenus.

Une partie importante du plan d'action final est constituée de recommandations pour la mise en œuvre d'une politique étatique culturelle qui renforce le développement de la culture. L'une des recommandations a été la coopération entre les autorités locales, le gouvernement, le secteur des entreprises et d'autres organisations de la société civile dans le domaine de la culture. Précisément, il faut inviter les autorités locales à engager plus de fonds dans des activités culturelles et les encourager à renforcer leur rôle dans le domaine du développement culturel, promouvoir les investissements privés pour le développement culturel et aussi d'élaborer des mécanismes tels que des dotations publiques pour des projets des institutions culturelles et des secteurs sportifs et touristiques amenant des revenus.

En 1996, juste après cette importante Conférence de Stockholm, la Commission mondiale de la culture et du développement a publié un rapport intitulé "*Notre diversité créatrice*"³¹⁷. Ce rapport est un "*appel à l'action*" dans les domaines liés à la culture et le développement. Le rapport a été adressé à la communauté internationale ainsi qu'à des personnalités des arts, des fonctionnaires et des politiciens. Donnant une place centrale à la culture dans l'élaboration du style de vie d'une société, les membres de la commission disent que l'attitude de la société envers le processus de développement, y compris la gestion des ressources naturelles non renouvelables, dépend également des aspects culturels. Ainsi, les auteurs du rapport confirme une fois de plus que la culture est un élément important dans la réalisation du développement durable. D'après le rapport, il est clair que le développement, dans ce cas, signifie aussi une augmentation du libre choix de la personne pour déterminer les valeurs dans la vie.

Que peut stimuler l'augmentation du libre choix et par conséquent les possibilités de développement? Selon les auteurs de ce rapport les conditions nécessaires pour cette augmentation c'est la liberté culturelle et la coexistence respectueuse de toutes les cultures tout en favorisant un environnement propice à leurs croissances. Les auteurs ont exprimé leurs inquiétudes, disant que pendant le développement l'identité peut être perdue, alors que la plupart des gens souhaitent participer à la modernité, mais dans les termes de leurs propres traditions. L'importance de l'expression culturelle, à leur avis, est sous-évaluée. Ainsi, ils ont essayé

³¹⁷ Notre diversité créatrice: rapport de la Commission mondiale de la culture et du développement, version condensée. Paris, 1996. p. 67.

d'expliquer que les connaissances écologiques autochtones et les pratiques de gestion traditionnelles, considérées comme un obstacle au développement sont, en fait, la solution. Aussi, leur objectif est d'appliquer ce fait dans la pratique à un projet donné, et à prendre en compte toutes les dimensions culturelles dans la politique. La publication de ce rapport devrait servir de point de départ à un forum international, qui serait un échange d'expériences et d'approche culturelle dans le développement.

Sur la base de toutes ces recherches et des activités sur le rôle de la culture dans le développement, l'UNESCO développe la Déclaration et des Conventions, des actes normatifs internationaux dans le domaine de la culture.

En 2001, la Conférence générale de l'UNESCO adopte la Déclaration universelle sur la diversité culturelle. Conformément à la Déclaration, la préservation et la promotion de la diversité culturelle est la clé du développement humain durable, ainsi qu'un moyen de fournir une vie intellectuelle, affective, morale et spirituelle plus satisfaisante. Le premier article de la Déclaration stipule que *"Source d'échanges, d'innovation et de créativité, la diversité culturelle est, pour le genre humain, aussi nécessaire qu'est la biodiversité dans l'ordre du vivant. En ce sens, elle constitue le patrimoine commun de l'humanité et elle doit être reconnue et affirmée au bénéfice des générations présentes et des générations futures"*³¹⁸.

La Déclaration met l'accent sur le rôle important de la politique culturelle d'État, qui doit promouvoir le pluralisme culturel en partenariat avec le secteur privé et la société civile, créant ainsi des conditions propices à la production et à la diffusion des biens et services culturels avec l'aide des industries culturelles. Et la stratégie spécifique de la présente Déclaration était d'encourager les États à créer la base normative juridique nécessaire.

La Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel de 2003³¹⁹, considère le patrimoine culturel immatériel en tant que facteur de la garantie du développement durable, et encourage les États à coopérer pour sa préservation et sa promotion. La présente Convention prend en compte uniquement le patrimoine culturel immatériel qui est compatible avec les exigences du développement durable.

Aussi, la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles de 2005³²⁰ vient la compléter. La Convention de 2005 est un cadre normatif qui reconnaît la culture comme l'une des forces motrices du développement durable et aussi les mécanismes opérationnels visant à accroître la dynamique de l'apparition du secteur culturel dans les pays en développement grâce à la coopération internationale pour le développement.

Les Mécanismes de la Convention prévoient la création d'un fonds spécial, le Fonds

³¹⁸ Déclaration universelle de l'UNESCO sur la diversité culturelle, 2 novembre 2001.

³¹⁹ Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel 2003, le 17 octobre 2003.

³²⁰ Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles, 20 Octobre 2005.

international pour la diversité culturelle, par laquelle les pays membres, par décision du Comité intergouvernemental, peuvent recevoir un soutien financier. Un traitement préférentiel spécial pour les pays en développement que les pays développés fournissent aux cadres institutionnels et juridiques. Cela signifie la création de conditions favorables pour les travailleurs de la culture et des biens et services culturels.

La Convention de 2005 a une caractéristique importante: en plus du fait que la Convention met l'accent sur l'importance de la culture dans son ensemble, elle instaure aussi des capacités pour améliorer le statut et le rôle des femmes dans la société.

La Convention se compose d'un certain nombre de principes directeurs, y compris le principe de *"complémentarité des aspects économiques et culturels du développement"*: *"La culture étant un des ressorts fondamentaux du développement, les aspects culturels du développement sont aussi importants que ses aspects économiques, ..."* et le principe de *"développement durable"*: *"... La protection, la promotion et le maintien de la diversité culturelle sont une condition essentielle pour un développement durable au bénéfice des générations présentes et futures"*.

Ces deux principes montrent la liaison entre la culture et le développement. L'article 13 de la Convention, parle spécifiquement de l'intégration de la culture dans le développement durable: *"Les Parties s'emploient à intégrer la culture dans leurs politiques de développement, à tous les niveaux, en vue de créer des conditions propices au développement durable et, dans ce cadre, de favoriser les aspects liés à la protection et à la promotion de la diversité des expressions culturelles"*³²¹.

Ces règlements deviennent des outils qui offrent un cadre juridique pour le lobbying efficace de la culture dans le développement durable, que les États pourraient utiliser à des fins administratives et réglementaires appropriées.

Et si les règlements internationaux mentionnés ci-dessus ont fourni un cadre réglementaire sur le thème *"le rôle de la culture dans le développement"*, La Conférence intergouvernementale de la Banque mondiale de l'UNESCO *"Culture Counts: Financing, Resources and the Economics of Culture in Sustainable Development"*, tenue à Florence en 1999, et le rapport *"La Culture Compte. Vers de nouvelles stratégies pour la Culture Dans le développement durable"* a été de *"réconcilier les mondes de la culture et de la finance"*³²².

Ce rapport indique que les différentes dimensions de la culture contribuant à la réalisation de la croissance économique et à la préservation de la diversité culturelle sont autant importantes que la réalisation de l'autosuffisance économique. Les auteurs du rapport trouvent les solutions

³²¹ Ibid.

³²² La Culture Compte. Vers de nouvelles stratégies pour la Culture dans le Développement Durable. p. 27

aux problèmes de développement tels que la cohésion sociales ou la réduction de la pauvreté, avec l'aide de la dimension culturelle. Les Etats, en particulier les pays en développement, devraient tenir compte des activités liées au patrimoine culturel ou à l'expression culturelle comme une des composantes des sources de bien sociale: *"Le patrimoine culturel et l'expression culturelle sont au cœur de nombreuses industries essentielles qui constituent aujourd'hui de puissants vecteurs de la croissance économique, générant des revenus considérables et de nombreux emplois, en particulier la nouvelle économie émergente autour de la connaissance. Le potentiel économique de ces industries est alimentée par l'augmentation de la demande pour les biens et pour les services culturels dans un marché international par expansion"*³²³.

Le rapport souligne l'importance des bénéfices dérivés des activités liées à la culture, mais que parfois ils ne sont pas mesurable quantitativement malgré leurs impacte à long terme. Ainsi l'investissement dans la culture et l'utilisation commerciale et durable des acquis culturels peuvent être le moteur d'une régénération économique dans le cadre urbain ou rural pouvant s'étendre a long terme.

Le thème du progrès économique interconnecté avec le processus culturel se poursuivra dans le Rapport du PNUD sur le développement humain *"La liberté culturelle dans un monde diversifié"*, sorti en 2004. Sur plus de 300 pages avec beaucoup de discussions sur la liberté culturelle et les droits culturels ainsi que sur les dimensions culturelles du développement humain, ce rapport est devenu une sorte d'événement. La liberté culturelle est importante dans les domaines social, politique et économique, *"Even poverty, a central economic idea, cannot be adequately understood without bringing in cultural considerations"*³²⁴. Pour être plus convaincant, les auteurs du rapport citent l'exemple de l'interdépendance des caractéristiques culturelles et l'évaluation du niveau de pauvreté économique, se référant aux travaux de l'économiste écossais Adam Smith, *"The analysis of poverty and the diagnosis of what commodities count as "necessaries" cannot be independent (Smith argued) of the demands of local culture. Custom has rendered leather shoes a necessary of life in England. The poorest creditable person of either sex would be ashamed to appear in public without them"*³²⁵. Après, le rapport montre l'excellente explication des raisons pour lesquelles la pauvreté économique est liée aux caractéristiques culturelles, ainsi *"...being relatively poor in income in a rich society can generate absolute poverty because of one's in ability to afford the commodities that the established lifestyle in that society requires—even though the person may have a higher income than most people in poorer countries elsewhere"*³²⁶.

³²³ Ibid. p. 32

³²⁴ Human Development Report Cultural Liberty in Today's Diverse World, UNDP, 2004.

³²⁵ Human Development Report Cultural Liberty in Today's Diverse World, UNDP, 2004.

³²⁶ Ibid.

Cependant, malgré le grand nombre de déclarations faites au niveau national et international, il y avait un grand écart entre le discours et la pratique. Un financement insuffisant et une reconnaissance partielle de l'importance économique et sociale de la dimension culturelle a servi à réduire le rôle des biens culturels dans la politique de développement.

Le grand événement dans la même année 2004 a été l'apparition du document *Agenda 21 de la culture*, donnant des recommandations précises pour la mise en œuvre des aspects culturels dans la stratégie de la politique culturelle des États. Ce document a non seulement été célèbre pour être un vrai programme d'actions pour le développement de la stratégie de la politique culturelle, mais aussi parce qu'il reconnaît la culture comme un pilier du développement.

Agenda 21 de la culture, pourquoi un tel intitulé? C'est à la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, tenue à Rio de Janeiro du 3 au 14 Juin 1992 (qui est entré dans l'histoire comme le Sommet de la Terre de Rio de Janeiro) que le Plan de programme Agenda pour le XXI siècle a été adopté (l'Agenda 21). C'est ce Programme d'action qui a été adopté à la Conférence et qui a affirmé le concept de développement durable comme un concept central et qui a été conçu pour atteindre deux objectifs, une haute qualité de l'environnement et une économie saine pour tous les peuples du monde.

Le Sommet de la Terre de Rio de Janeiro a regroupé les trois piliers (trois dimensions du développement durable: la croissance économique, l'inclusion sociale et l'équilibre environnemental) comme le paradigme du développement durable. En 2002, dans le cadre du premier Forum universel des cultures, qui a eu lieu à Porto Alegre, l'Agenda pour le XXIe siècle a inspiré la préparation d'un document pour la culture, comparable à ce qui est devenu l'Agenda 21 de l'environnement.

Maintenant, revenons au contenu de l'Agenda 21 de la culture. Ainsi, "*L'Agenda 21 de la culture est le premier document à vocation mondiale qui prend le pari d'établir les bases d'un engagement des villes et des gouvernements en faveur du développement culturel. Il se définit comme un outil pour renforcer le rôle de la culture dans le développement local et un processus qui met en valeur l'importance des villes afin de promouvoir la diversité culturelle*"³²⁷. C'est la plus grande organisation de gouvernements locaux au monde, qui compte parmi ces membres directs plus d'un millier de municipalités et 112 associations nationales, la Cité et Gouvernements locaux Unis (CGLU) qui ont adopté l'Agenda 21 de la culture et joue le rôle de coordinateur.

Le document se compose de 67 articles contenant des principes, des engagements et des recommandations et suggère quatre outils concrets: *Stratégie culturelle locale, Charte des droits*

³²⁷ Introduction à l'Agenda 21 de la culture, 2012.

*et responsabilités culturelles, Conseil de la culture, Évaluation de l'impact culturel*³²⁸. L'Agenda 21 de la culture montre le rapport entre la culture et les droits de l'Homme, la diversité, la durabilité, la démocratie participative, l'inclusion sociale, l'économie et la création des conditions pour la paix et expose en détail la demande d'un rôle central des politiques culturelles.

Le Document donne les références des instruments légaux de l'UNESCO, disant "*...la diversité culturelle est, pour le genre humain, aussi nécessaire qu'est la biodiversité dans l'ordre du vivant... et que "La diversité des expressions culturelles est porteuse de richesse"*³²⁹. L'Agenda 21 de la Culture demande la reconnaissance de la dimension économique de la culture, soulignant "*l'Importance de la culture en tant que facteur de génération de richesse et de développement économique*"³³⁰ et le rôle stratégique des industries culturelles qui contribuent à créer des emplois.

Ainsi, L'Agenda 21 de la Culture, propose, que l'importance de la culture soit reconnue dans les programmes, les budgets et les organigrammes des différents niveaux de gouvernement (local, national/étatique), c'est à dire, propose de renforcer les politiques culturels locales, et d'établir des liaisons avec d'autres aires de la gouvernance locale.

D'autre part, L'Agenda 21 de la Culture promeut la culture comme un des piliers du développement durable. La thèse formulée par le chercheur australien Jon Hawkes dans son livre *The Fourth Pillar of Sustainability. Culture's Essential Role in Public Planning*, et cela se reflète dans Agenda 21 de la culture, sera le thème principal du document suivant *Position politique sûr la culture* adaptée par la même Organisation CGLU en 2010, qui s'appelle "*La culture: quatrième pilier du développement durable*". Cette approche, qui a été proposée par CGLU, "*prend en compte la relation entre la culture et le développement durable en deux points spécifiques: premièrement, le développement du secteur culturel en soi (par exemple: l'héritage culturel, la créativité, les industries de la culture, l'artisanat, le tourisme culturel) et, deuxièmement, la garantie que la culture occupe une place légitime dans toutes les politiques publiques, notamment les politiques liées à l'éducation, l'économie, la science, la communication, l'environnement, la cohésion sociale et la coopération internationale*"³³¹.

La reconnaissance généralisée du lien entre la culture et le développement a conduit à l'action de l'ONU. En 2006, les Nations Unies en collaboration avec le Gouvernement espagnol allouent des fonds à hauteur de 95 millions dollars (La fenêtre thématique "*Culture et développement*" du Fonds pour la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement

³²⁸ L'Agenda 21 de la culture, p.4

³²⁹ Ibid. p.6.

³³⁰ Ibid. p.5

³³¹ La culture: quatrième pilier du développement durable, 2010. p.4.

OMD), pour investir dans les projets de développement et de la culture. Ce fonds (le Fonds pour la réalisation des OMD) a été conçu pour aider à la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement, les défis de développement reconnus au niveau international et d'éradiquer la pauvreté mondiale, qui avait été adopté par l'ONU et la communauté internationale en 2000.

Bien que les aspects culturels ne sont pas inclus dans les objectifs du Millénaire en 2000, c'est en 2006 que dans le cadre de ces fonds spéciaux destinés à la culture et au développement, qu'ont été réalisés certains des 18 programmes dans les différents pays du monde qui avaient été prévus. Ces programmes et projets ont été réalisés dans les domaines des droits culturels, de l'inclusion sociale, du patrimoine culturel et du tourisme afin de réduire la pauvreté et d'augmenter les emplois.

Le travail a été mis en œuvre avec les communautés locales et les groupes ethniques, et à la fin de ces projets des rapports ont été écrits. En conséquence, les arguments en faveur de la culture et de son rôle dans le développement durable ont presque coïncidé avec l'approche de la culture comme quatrième pilier du développement durable, proposés par CGLU et présentés comme: *"On the one hand, culture is seen as a resource to achieve international development objectives in other fields of human activity, including the alleviation of poverty and social exclusion, the promotion of health and education and the preservation of the environment. On the other hand, culture is also affirmed as a substantial component of human and sustainable development"*³³².

Une confirmation explicite de l'ONU que la culture et le développement sont inextricablement liés apparaissent immédiatement dans plusieurs résolutions et documents officiels. Par exemple, dans l'article 16 du Document final du Sommet sur les OMD qui a eu lieu à l'Assemblée générale de l'ONU en Septembre 2010, l'ONU dit clairement que les aspects culturels sont nécessaires pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement *"we acknowledge the diversity of the world and recognize that all cultures and civilizations contribute to the enrichment of humankind. We emphasize the importance of culture for development and its contribution to the achievement of the Millennium Development Goals"*³³³. L'organisation a une nouvelle fois confirmé l'importance de la dimension culturelle du développement dans le même document, dans la section intitulée *"The Way forward: an action agenda for achieving the Millennium Development Goals by 2015"*³³⁴.

L'importance du rôle de la culture dans le développement a été renforcée grâce à la

³³² MDG F contribution to the Report of the Secretary General for the 2013 Annual Ministerial Review of the UN ECOSOC Chapter IV, P.1 // http://www.un.org/en/ecosoc/newfunct/pdf13/sti_mdg-f.pdf

³³³ Resolution referred to the High-level Plenary Meeting of the General Assembly by the General Assembly at its sixty-fourth session. Keeping the promise: united to achieve the Millennium Development Goals. 17 September 2010. p.4// <http://www.un.org/en/mdg/summit2010/pdf/mdg%20outcome%20document.pdf>

³³⁴ Ibid.

promulgation d'une résolution spéciale de la résolution des Nations Unies sur la culture et le développement (Res. 65/166), qui a confirmé le contenu du document précédent que nous avons analysé et a appelé la communauté internationale à prendre des mesures pour l'intégration des aspects culturels, à savoir la diversité culturelle dans les stratégies politiques et programmes de développement. Il faut noter que ce fut la première résolution de l'ONU reconnaissant la culture comme une composante essentielle du développement humain et "*...acknowledging that culture is a source of enrichment and an important contributor to the sustainable development of local communities, peoples and nations... and its contribution to the achievement of the Millennium Development Goals*"³³⁵.

Cette série de résolutions de l'ONU se poursuit en 2011 avec une autre résolution, *Résolution 66/208 de la culture et le développement*³³⁶. Cette résolution nous indique, qu'en plus du fait que la culture est un élément important de la modernisation et de l'innovation dans la vie économique et sociale, que le rôle des femmes est indéniable dans le domaine de la culture et du développement.

Le document suivant des Nations Unies était un document intitulé "*L'avenir que nous voulons*", le résultat de la Conférence de développement durable des Nations Unies en 2012. Ce document a reconnu que toutes les cultures et les civilisations peuvent contribuer au développement durable ainsi que la diversité culturelle et que, "*Nous savons que la subsistance, le bien-être économique, social et physique et la préservation du patrimoine culturel de nombreuses personnes, notamment les pauvres, sont directement tributaires des écosystèmes*"³³⁷. En conséquence de ce qui a été précédemment on constate "*... que les politiques de promotion d'une économie verte dans le contexte du développement durable et de l'élimination de la pauvreté devraient: ... (j) Améliorer le bien-être des peuples et des communautés autochtones, d'autres populations locales et traditionnelles et des minorités ethniques en reconnaissant et en appuyant leur identité, leur culture et leurs intérêts, et éviter de mettre en danger leur patrimoine culturel, leurs pratiques et leurs savoirs traditionnels, en préservant et en honorant les approches non commerciales qui contribuent à éliminer la pauvreté; ...*"³³⁸. Ce document montre la dépendance du développement culturel durable des connaissances traditionnelles des peuples autochtones.

Les années 2013 et 2014 ont été très fructueuses pour la définition du rôle de la culture dans le développement.

³³⁵ Resolution of the UN General Assembly on Culture and Development 20 December 2010 (Res. 65/166) p. 1// http://www.un.org/en/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/RES/65/166

³³⁶ Resolution adopted by the General Assembly on 22 December 2011. Culture and Development. p.2// http://www.un.org/en/ga/search/view_doc.asp?symbol=%20A/RES/66/208

³³⁷ L'avenir que nous voulons, 19 Juin 2012.

³³⁸ Ibid.

Rapport sur l'économie créative de 2013: Édition Spéciale – Élargir les voies du développement local³³⁹.

Ce rapport a grandement contribué au processus de définition du rôle de la culture et en particulier des industries créatives dans le développement. Ce rapport examine le développement du point de vue de la relation entre les politiques économiques et sociales, les droits de l'homme, la protection sociale et l'éducation. Contrairement aux autres, ce rapport fournit un cadre pour une politique globale dans son ensemble, et pas seulement pour les pays en développement.

En dépit du fait que le rapport se concentre sur les pays en développement, il donne également des exemples d'innovations dans la culture et les politiques sociales et économiques réussies, qui peuvent être des exemples pour les pays développés. Ce sont 170 pages du rapport et 8 chapitres qui fournissent des informations complètes sur l'économie créative, en commençant par la définition et l'introduction du sujet dans le premier chapitre et ensuite par des exemples pratiques, des études politiques et avec des indicateurs quantitatifs, une planification stratégique, des informations disponibles recueillies par divers organismes ainsi qu'un bref aperçu des travaux des organismes tels que le Fonds international pour la diversité culturelle.

Au cours de ces années, il y a eu plusieurs événements importants qui ont été le résultat de la préparation de l'agenda de développement post-2015. Les organisations internationales traitant de la culture étaient concernées par le rôle qui sera donné à la culture dans une nouvelle stratégie globale de développement et ont commencé le processus de lobbying à ce sujet.

Un point de départ important pour ce processus a été donné par la Déclaration de Hangzhou, qui a été adoptée par le Congrès international de l'UNESCO *"La culture: clé du développement durable"*. La déclaration, intitulée *"Placer la culture au cœur des politiques de développement durable"*, a été acceptée à l'Assemblée générale de l'ONU afin de déterminer une place spécifique de la culture dans l'agenda de développement post-2015. A savoir que la culture n'a pas été allouée séparément aux objectifs de développement Millénaire, Déclaration de Hangzhou *"call on governments and policy-makers, who will play a role in defining the post-2015 UN global development framework and sustainable development goals, to seize this unique opportunity and give consideration to the following actions to place culture at the heart of future policies for sustainable development"*³⁴⁰.

Parmi ces actions et en premier lieu dans la Déclaration, le but est de *"Integrate culture within all development policies and programmes. Consideration of culture should therefore be included as the fourth fundamental principle of the post-2015 UN development agenda, in equal*

³³⁹ Creative Economy Report 2013: Special Edition – Widening Local Development Pathways, UNESCO et UNDP, 2013, // <http://www.unesco.org/culture/pdf/creative-economy-report-2013.pdf>

³⁴⁰ La Déclaration de Hangzhou, 17 mai 2013.

measure with human rights, equality and sustainability"³⁴¹. L'intégration de la culture, conformément à la Déclaration, doit également être faite dans les stratégies et les programmes pour le développement à tous les niveaux, du niveau mondial à la communauté locale.

Par le biais d'autres activités, telles que promouvoir la culture et la compréhension mutuelle pour favoriser la paix et la réconciliation, garantir des droits culturels pour tous pour favoriser le développement social inclusif, utiliser la culture pour la réduction de la pauvreté et le développement économique inclusif, miser sur la culture pour promouvoir la durabilité environnementale, renforcer la résilience face aux catastrophes et de combattre par la culture les changements climatiques, valoriser, préserver et transmettre la culture aux générations futures, gérer la culture comme une ressource pour parvenir à un développement urbain durable, capitaliser sur la culture pour favoriser des modèles innovants et durables de coopération... Ainsi la Déclaration donne des objectifs clairs et indique des méthodes spécifiques d'intégration de la culture.

Ceci est une offre sérieuse pour le renforcement de la place de la culture par de telles déclarations comme "*le pouvoir extraordinaire de la culture pour favoriser et permettre un développement réellement durable*" et "*le potentiel de la culture en tant que moteur du développement durable, à travers les contributions spécifiques qu'il peut faire - comme capital de connaissances et secteur d'activité - au développement social, culturel et économique y compris...*"³⁴², qui ont été confirmées par l'expérience des années précédentes, diverses recherches et initiatives spéciales.

La Déclaration appelle à l'élaboration de nouvelles approches fondées sur les enseignements tirés et l'expérience des générations précédentes qui doivent mettre en place la culture en tant que ressource pour un développement durable.

La réponse à cette Déclaration a été la Résolution 68/223. Culture et développement durable³⁴³. Cette Résolution a reconnu pleinement le lien direct entre la culture et les trois piliers du développement durable (économique, social et environnemental), tout en affirmant que la culture contribue au développement durable. "*Elle Reconnaît le rôle de la culture en tant que vecteur du développement durable qui procure aux populations et aux communautés un profond sentiment d'identité et de cohésion sociale et contribue à rendre les politiques et mesures de développement à tous les niveaux plus efficaces et viables et souligne à cet égard que des politiques adaptées aux contextes culturels peuvent produire de meilleurs résultats en termes de développement, lesquels seront durables, équitables et bénéficieront à tous... On reconnaît*

³⁴¹ La Déclaration de Hangzhou, 17 mai 2013

³⁴² Ibid.

³⁴³ Resolution 68/223. Culture and sustainable development adopted by the General Assembly on 20 December 2013. // http://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/RES/68/223

*également que la culture comme moteur potentiel du développement durable contribue à rendre le secteur économique dynamique et viable, en générant des revenus, en créant des emplois et en facilitant l'examen des aspects économiques et sociaux de la pauvreté sous l'angle du patrimoine culturel et des industries culturelles et créatives, tout en apportant des solutions novatrices et efficaces à des questions intersectorielles telles que l'éducation, la santé, l'égalité des sexes et l'environnement*³⁴⁴.

La résolution demande aux États membres, les organisations internationales et non gouvernementales ainsi qu'à toutes les parties prenantes, de prendre en compte les recommandations de la Déclaration de Hangzhou dans le développement de l'agenda de développement post-2015.

Cette Résolution a également demandé au Président de l'Assemblée générale de tenir une réunion thématique spéciale sur cette question et de l'inclure dans l'ordre du jour provisoire de sa soixante-neuvième session et soixante-dixième session, au titre intitulé "*Mondialisation et interdépendance*" avec un sous-titre intitulé "*Culture et développement durable*".

Cette réunion thématique a eu lieu à la 67ème session de l'Assemblée générale de l'ONU. Les participants à la réunion ont discuté du grand potentiel des événements culturels et des produits du domaine culturel pour augmenter la croissance économique, en particulier dans les pays en développement, étant un facteur important pour la cohésion sociale et le développement humain en général, ainsi qu'une force nécessaire pour le développement durable. Il a été souligné que, malgré la crise économique et financière, la culture reste un secteur économique solide et fonctionnelle qui crée de l'emploi et des revenus et donc contribue à l'éradication de la pauvreté dans un grand nombre de pays. Le patrimoine culturel et les industries créatives sont en fait les moteurs de la création d'emplois, de la croissance économique et des moyens d'existence durables.

Les participants ont fourni des exemples de leurs pays sur l'impact de la culture sur la croissance économique, l'inclusion sociale, l'égalité et le développement durable. La réunion se composait de deux débats: le premier a été appelé "*Le lien entre la culture et le développement*" et le second a été intitulé "*Quel est le rôle de la culture dans l'agenda de développement post-2015*"?

Les participants qui comprennent la diversité de l'humanité ont reconnu l'importance de la culture comme un facteur prépondérant dans la compréhension mutuelle et le dialogue. Deux domaines aux significations très importantes ont été identifiés: Protection et conservation du patrimoine sous toutes ses formes et la puissance créatrice de la culture qui promeut le développement de l'économie créative. Les participants ont confirmé que la "*culture a des effets*

³⁴⁴ Ibid.

*directs et indirects, tangibles et intangibles sur les Objectifs du Millénaire pour le développement" ... et que "la culture peut aider à répondre à l'agenda de développement post-2015"*³⁴⁵.

Selon les participants, l'agenda de développement post-2015 comprendra certainement un grand nombre des mandats inachevés dans les Objectifs du Millénaire pour le développement. L'appel à ne pas laisser la culture en dehors a été clairement entendu lors de cette réunion spéciale.

En même temps, les organisations traitant de la culture et du développement, tels que IFACCA, IFCCD, Agenda 21 for culture (UCLG), Culture Action Europe, Arterial Network, IMC -International Music Council, ICOMOS, IFLA et the Latino American Network of Arts for Social Transformation ont organisé une campagne intitulée *"L'avenir que nous voulons comprend la culture"*, dont le but était l'intégration des aspects culturels dans les Objectifs du développement durable. Dans le cadre de cette campagne, il y a trois documents importants: un manifeste, une déclaration sur l'inclusion de la culture en Agenda 2030, La proposition d'indicateurs permettant de mesurer les aspects culturels.

Publié en Octobre 2013 le Manifeste intitulé *"La culture comme objectif dans l'agenda de développement post-2015"*, faisant valoir que la Déclaration du Millénaire n'a pas indiqué le rôle fondamental que joue la culture dans la lutte contre la pauvreté et pour parvenir à un développement durable, en accordant une attention au dernier paragraphe de la Déclaration de Hangzhou de l'UNESCO (mai 2013), non seulement propose d'inclure la culture dans l'agenda de développement post-2015, mais offre également un nom spécifique à cet effet, par exemple: *"Assurer la durabilité culturelle pour le bien-être de tous"*. Fournissant la justification, le Manifeste propose aux pays et au niveau mondial 7 objectifs mesurables dans le domaine de la culture et des indicateurs pour les atteindre.

Concernant la *"Déclaration sur l'inclusion de la culture dans les objectifs de développement durable"*, apparu en 2014, il est affirmé que le premier projet du document, écrit par Open Groupe de travail sur les objectifs de développement durable (publié en Février, Mars et Avril 2014) a complètement ignoré les éléments culturels. La Déclaration insiste sur l'importance de la culture, et suggère plusieurs façons d'inclure la culture dans le projet final des objectifs de développement durable.

Les militants ne se sont pas arrêtés dans leurs intentions pour atteindre leur objectif et ont continué à publier en Février 2015 une proposition intitulée *"Reconnaissant le rôle de la culture*

³⁴⁵ Débat thématique sur Culture et développement. 67ème session de l'Assemblée générale des Nations Unies. UNESCO, 2013, p.130 // <http://unesdoc.unesco.org/images/0022/002238/223827m.pdf>

pour renforcer l'agenda de développement post-2015", avec y compris des indicateurs quantitatifs spécifiques pour la culture qui peuvent être inclus dans Les objectifs pour le développement.

Le document fait remarquer que l'Outcome Document of the Sustainable Development Goals (publié le 19 Juillet 2015), ainsi que le rapport de synthèse du Secrétaire général de l'ONU sur l'agenda de développement post-2015 *"The road to dignity by 2030: ending poverty, transforming all lives and protecting the planet"* (publié le 4 Décembre 2014) incluent quelques intéressantes mais insuffisantes considérations sur la culture et le développement durable. Les militants suggèrent un recueil complet des indicateurs de la culture à inclure dans plusieurs "cibles" des Objectifs de développement durable. Le document indique que la réalisation du développement durable nécessitera des investissements dans l'amélioration des outils de mesure et des méthodes, y compris sur celles qui ont trait aux aspects culturels.

Un autre événement consacré à ce sujet a été le Troisième forum mondial de l'UNESCO sur la culture et les industries culturelles: *"Culture, Creativite et Developpement Durable. Recherche, innovation, opportunités"*. Ce Forum s'est conclu par l'adoption de la Déclaration de Florence. La Déclaration recommande le renforcement du rôle de la culture pour le développement durable et offre une intégration efficace de la culture dans l'agenda de développement post-2015 *"En vue de pleinement intégrer la culture en tant que principe fondamental de toutes les politiques de développement, nous demandons aux gouvernements de s'assurer de l'intégration, dans l'agenda de développement post-2015, d'objectifs et d'indicateurs explicites dédiés à la contribution de la culture, notamment dans le cadre des Objectifs de Développement Durable proposés par le Groupe de travail ouvert des Nations Unies concernant: la réduction de la pauvreté, la durabilité des villes et de l'urbanisation, la qualité de l'éducation, le changement climatique et l'environnement, l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes, l'inclusion sociale et la réconciliation"*³⁴⁶.

Les participants ont suggéré d'inclure dans le processus d'élaboration de l'agenda de développement post-2015 les priorités et principes fondamentaux suivants: L'intégration pleine et entière de la culture dans les politiques et stratégies de développement durable, un développement économique et social inclusif reposant sur des systèmes de gouvernance de la culture et de la créativité qui répondent aux demandes et besoins des populations, les zones urbaines et rurales sont des laboratoires vivants de développement durable. Le potentiel créatif est équitablement réparti dans le monde, mais ne peut pas toujours être pleinement exprimé par tous, pour parvenir à offrir une éducation de qualité inclusive et équitable et des opportunités d'apprentissage tout au long de la vie, il convient d'investir à la fois dans la culture et la

³⁴⁶ Déclaration de Florence, 4 Octobre 2014.

créativité pour tous, le potentiel des industries culturelles qui sont au cœur de l'économie créative doit être maîtrisé afin de stimuler une innovation au service de la croissance économique, du plein emploi productif et de la création d'emplois décents pour tous, pour promouvoir des modèles de consommation et de production durables, la culture doit être pleinement prise en compte lorsque l'on aborde l'utilisation de biens et de ressources rares, la créativité aide à promouvoir des sociétés ouvertes, inclusives et pluralistes si l'on encourage des sources d'inspiration et d'innovation variées à s'exprimer.

Le résultat du Premier Sommet Culture de CGLU (l'Organisation Mondiale de Cités et Gouvernements Locaux Unis) à Bilbao du 18 au 20 mars 2015, était un document "*Culture 21: Actions Engagements sur le rôle de la culture dans les villes durables*". L'un des objectifs de ce document, qui constitue un complément à l'Agenda 21 de la culture et le concrétise par des engagements et des actions, a également été de "*Contribuer à la définition de l'Agenda du Développement durable post-2015 en y soulignant le rôle essentiel de la culture*"³⁴⁷.

Le 1^{er} janvier 2016, les 17 Objectifs de développement durable du Programme de développement durable à l'horizon 2030 sont entrés en vigueur. Ce programme a été adopté en septembre 2015 lors d'un Sommet historique des Nations Unies. L'Agenda 2030 pour le développement durable a véritablement marqué une réelle avancée pour la culture en se référant à celle-ci comme moyen principal pour le développement durable des Etats pacifiques et inclusifs, des villes durables et dans les domaines de l'éducation, de la sécurité alimentaire, de l'environnement, de la croissance économique, de la consommation et des modes de production durables.

Ainsi, il est apparu clairement que les approches de développement, en tenant compte des aspects de la culture nationale ou locale ont plus de succès dans la pratique, et surtout ils sont plus durables. Le concept de "*développement durable*", le plus souvent utilisé en relation avec les concepts de développement, d'économie ou d'environnement, a un lien indissoluble avec la culture et la durabilité en deux dimensions prouvées par le rôle de la culture dans la planification pour l'achèvement du développement durable et de l'utilisation des concepts de "*durabilité*" dans les questions culturelles.

³⁴⁷ "Culture 21: Actions Engagements sur le rôle de la culture dans les villes durables" // http://agenda21culture.net/sites/default/files/files/culture21-actions/c21_015_fr.pdf

4.2. Le Développement culturel durable.

Considérant le rôle de la culture pour le développement durable, la culture est appelée la quatrième dimension du développement durable. Cette approche est tout à fait pratique, mais bien souvent, la définition de la culture dans cette approche n'inclut que l'art et la création. En outre, cette approche permet de mesurer la culture par des indicateurs de qualité et d'évaluer sur la base de la contribution socio-économique à la nation, une communauté ou un groupe distinct de personnes.

Avec cette approche, il est difficile de voir clairement les relations de la culture et de l'environnement. Mais le rôle de la culture comme quatrième dimension offre des possibilités pour l'inclusion de la culture dans le programme pour le développement durable. Les valeurs de l'art et la créativité peuvent être incluses dans le processus d'élaboration des politiques, des stratégies et mises en pratique à différents niveaux politiques, par le biais des institutions et organisations culturelles, ainsi que des entreprises économiques et commerciales.

Les indicateurs artistiques ou créatifs peuvent être utilisés, dans ce cas, comme les critères d'évaluation de la durabilité non seulement des politiques, mais d'une organisation. Ces critères peuvent également être appliqués à l'évaluation de la contribution d'un processus, un produit ou le produit du développement durable. Ainsi, les indicateurs culturels de haute qualité sont très importants dans l'évaluation des indicateurs de qualité et de développement lors de l'évaluation de l'effet d'un processus ou d'un programme. Voilà pourquoi la culture peut être utilisée comme la quatrième dimension de durabilité.

Nous nous sommes intéressés dans notre travail au concept de *"développement culturel durable"*.

"Selon la définition du thésaurus international du développement culturel, publié en 1981 par l'UNESCO, le développement culturel représente le "progrès de la vie culturelle d'une collectivité, ordonné à la réalisation de ses valeurs culturelles et lié aux conditions générales du développement économique et social"³⁴⁸. De cette définition, il est clair que le développement culturel durable exige la croissance culturelle corrélée au bien-être public. En même temps, les possibilités économiques, les valeurs, les réalisations, devraient être en harmonie avec d'autres valeurs qui ne sont pas applicables dans l'économie. Et la préservation de la diversité culturelle doit être aussi importante que la réalisation de l'indépendance économique.

Ainsi, le développement culturel durable est le développement du secteur culturel en harmonie avec l'environnement, ce qui implique la préservation du patrimoine culturel (matériel et immatériel) et le soutien de la diversité culturelle, avec l'utilisation de l'expérience des

³⁴⁸ Thésaurus international du développement culturel, UNESCO. 1981.

peuples autochtones et le respect des droits culturels, dont le but ultime est un dialogue interculturel mis en place, et comme résultat de la participation sociale dans les États et le monde en général (Illustration № 14). *"If we can find the way to put people at the center of the knowledge revolution we will be able to nourish and strengthen local cultures. This factor will be decisive for development to be sustainable in all ways, including culturally"*³⁴⁹ ou *"...A sustainable society depends upon a sustainable culture. If a society's culture disintegrates, so will everything else. I will argue below that vitality is the single most important characteristic of a sustainable culture"*³⁵⁰. La culture évolutionnaire inclut la pratique d'une nouvelle compréhension du rôle de l'homme dans le monde et reconnaît la partie inséparable de l'environnement humain. Cela signifie que toute action humaine est toujours affectée par la situation actuelle.

La durabilité, dans ce contexte, signifie l'établissement de la communication entre les gens et le monde dans lequel ils résident et qu'ils utilisent. Dans cette approche, la culture écologique se rapporte à l'apprentissage social de la conscience et de la responsabilité, l'échange des connaissances et la participation des populations à la discussion sur le choix dans quel monde ils veulent vivre et quel avenir ils voient pour les générations futures. Cela peut se rapporter aussi à l'élaboration des politiques. La durabilité dans ce cas est le processus, considéré par la communauté où la culture est le problème et sa solution et est la forme et le processus, et concerne les aspects et les valeurs, dans lesquelles la société peut continuer à exister.

Le Patrimoine culturel dans ce contexte est beaucoup plus que la conservation du matériel, mais aussi l'utilisation et le développement de l'immatériel, comme le folklore, les traditions folkloriques et les coutumes, pour maintenir un lien avec le passé et ainsi assurer la durabilité. La politique de la préservation du patrimoine culturel devrait donc couvrir un large éventail des besoins des différents groupes concernés, ainsi que de la compréhension des différentes expressions patrimoniales et de l'importance que les populations y attachent et aussi de comment y participer afin de créer les opportunités d'assurer le développement à l'avenir. Une fonction principale du patrimoine devient la promotion du dialogue social. Certains des sites de l'héritage sont antiques et représentent la culture ancienne, certains sont plus modernes mais ils ont tous en commun la possibilité de devenir le lieu de dialogue pour les différents groupes sociaux.

La Politique pour le patrimoine se compose de la perception des personnes qui forment un lieu d'imagination et une discussion plus approfondie de la manière dont les possibilités

³⁴⁹ Excerpt from the opening speech of the Canadian International Development Agency's (CIDA) president, Huguette Labelle, at the Conference on World Knowledge, June 1997. Cultural Dimensions of Sustainable Development. CIDA's Orientations and Initiatives, Canada, 1998, p. 9.

³⁵⁰ Hawkes J. The fourth pillar of sustainability: Culture's essential role in public planning. 2001. p.12.

peuvent être créées à l'avenir. Avec cette approche, le patrimoine ne se limite pas au musée stable mais devient un espace vivant et évolutif.

La diversité culturelle appelle à la compréhension de particularités culturelles de développement à tous les niveaux et prendra en compte les différentes valeurs et points de vue de la vie des différents groupes culturels. Ceci est la raison pour laquelle les méthodes ethnographiques et anthropologiques sont utiles dans la recherche de la diversité culturelle.

En termes de perspectives de planification et d'élaboration des politiques, les autorités locales devraient tenir compte des aspects culturels des différents groupes de la population et les aspects culturels de l'inclusion, dans l'application des vastes consultations et la participation directe des autorités locales dans les processus de prise de décision. *"These principles are also reflected in the many initiatives to encourage and support intercultural dialogue that are being developed throughout Europe"*³⁵¹.

Le respect de la diversité culturelle dans la communauté et de l'inclusion de divers groupes dans le processus de prise de décision concernant la politique culturelle peut être un élément clé dans la promotion du développement culturel durable. Cela inclut le principe du respect des droits de tous les groupes de citoyens, y compris les droits culturels. La participation et la cohésion sociale dans la communauté sont des conditions pour le développement.

Cette politique, qui tient compte des aspects culturels, peut aider à faire en sorte que tous les citoyens seront en mesure de voir leurs *"réflexions"* dans leur ville, leur pays et ainsi de contribuer activement à leur développement et leur transformation.

Le développement harmonieux de l'environnement et de la sphère culturelle est possible tout en préservant l'environnement en tenant compte des valeurs culturelles du peuple et leur mode de vie. Traditionnellement, la politique de préservation de l'environnement a été mise en place par la politique publique, en utilisant la loi comme outil de base, en ne laissant pas de place à une initiative volontaire ou participative. La Durabilité culturelle dans les politiques de sauvegarde implique la recherche des changements dans les comportements humains et sociaux et recherche des moyens alternatifs d'utiliser la nature. En même temps, la culture est un facteur clé dans l'adaptation et l'apprentissage de nouvelles pratiques. Un autre élément important, l'utilisation des connaissances écologiques traditionnelles et du savoir-faire dans la préservation de l'environnement.

L'intégration des conditions ci-dessus, dans le concept des politiques de développement et de culture, en tenant compte des caractéristiques culturelles locales de l'État, contribuera à

³⁵¹ Council of Europe's Intercultural Cities // http://www.coe.int/t/dg4/cultureheritage/culture/Cities/Default_en.asp)

assurer *"le développement culturel durable"*. Dans le même temps, le développement de nouvelles technologies audiovisuelles et d'informations modifie l'accès à la culture ainsi que favorise l'émergence de nombreuses nouvelles formes d'expression culturelle qui peuvent modifier certaines valeurs sociales et affecter la vie culturelle dans les États. Par conséquent, la vie économique et sociale ne peut être accueillie que dans le cadre de la politique culturelle étatique prenant en compte l'interaction entre la culture et l'éducation ou la culture et l'environnement.

Un développement culturel équilibré et durable que nous parlons ci-dessus peut être obtenu seulement dans un partenariat de l'Etat avec d'autres acteurs du secteur culturel, comme les milieux artistiques, les organisations culturelles et même les scientifiques, les travailleurs sociaux et les économistes. *"Les politiques culturelles doivent être définies et mises en œuvre dans le cadre de stratégie cohérents et harmonisées avec les politiques d'autres secteurs induisant d'importantes implications pour la vie culturelle, car la prise en compte effective de la relation entre culture et développement et la capacité des décideurs à promouvoir une interaction positive entre les différents secteurs sont essentielles. C'est également à cette condition et dans cette perspective que le problème du financement de la culture pourra trouver une solution satisfaisante et durable"*³⁵².

³⁵² La Culture Compte. Vers de nouvelles stratégies pour la Culture dans le Développement Durable. p. 35

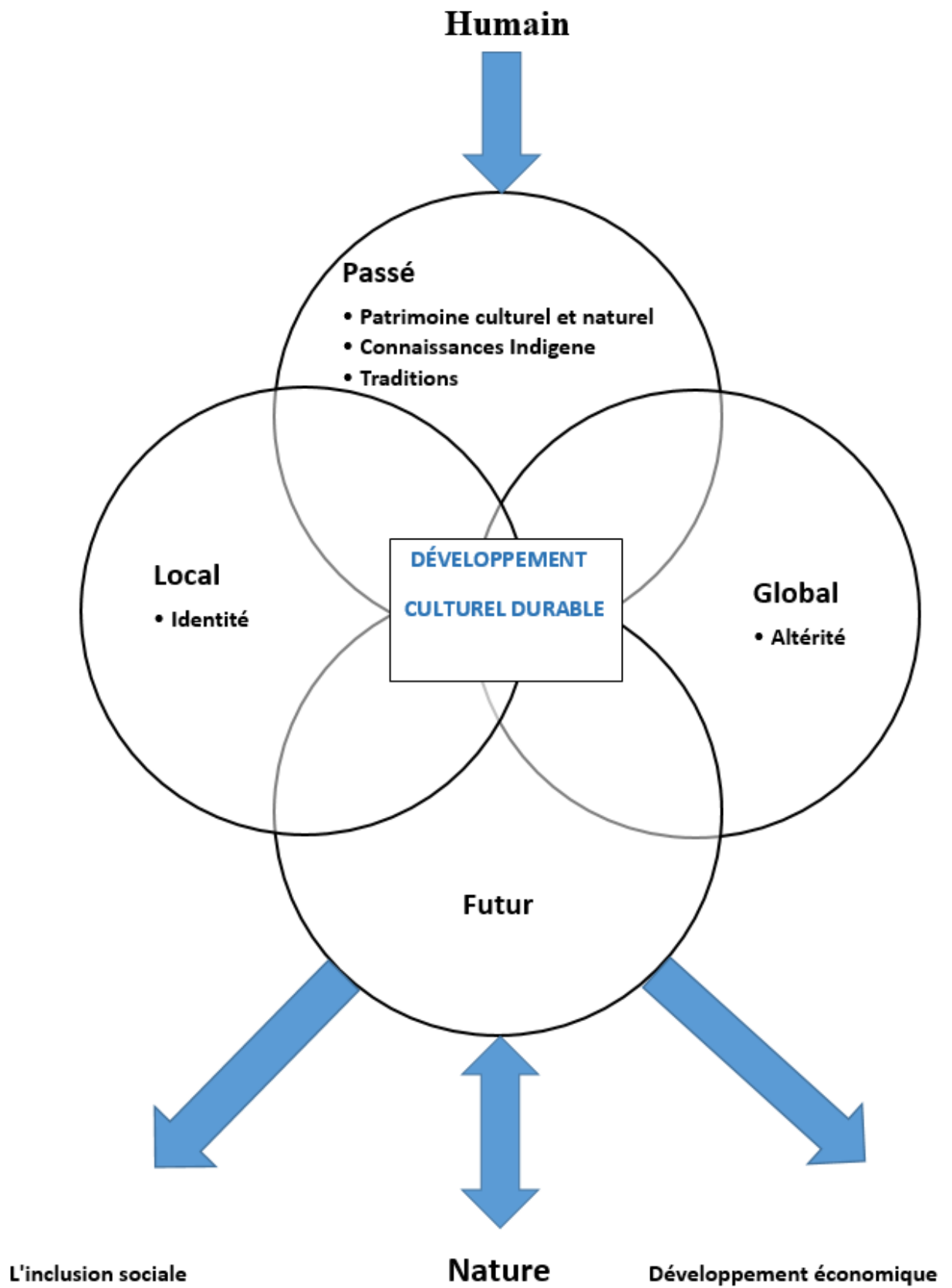


Illustration № 14 Schéma de développement culturel durable, par Y. Gorovykh Trembasiewicz.

CHAPITRE 5. L'évolution du rôle de la culture au Kazakhstan et au Kirghizstan.

5.1. Le rôle des cultures traditionnelles.

Avec l'évolution du rôle de la culture sur la scène mondiale, à savoir la reconnaissance de la culture en tant que 4ème pilier du développement durable, le rôle de la culture au Kazakhstan et au Kirghizstan est en train de changer. Et si le rôle du patrimoine culturel matériel a été reconnu immédiatement après l'indépendance, il a fallu des années avant que le rôle du patrimoine immatériel ne prenne sa place dans la politique culturelle officielle des pays étudiés. Bien que les traditions aient joué un rôle important après l'indépendance, en tant que facteur identitaire consolidant et unificateur, le rôle de la culture traditionnelle dans le développement a été reconnu plus tard. Bien qu'au Kirghizstan et au Kazakhstan, ce processus se soit déroulé de différentes manières.

Le fait que la culture traditionnelle soit une culture durable est déjà clair dans la définition du mot "*traditionnel*" du latin *traditio* - transmission. Le chercheur kazakhstanaï de la culture traditionnelle G.K. Abdigalieva considère la tradition comme un élément de la durabilité du processus historique de création d'identité: "*L'identité culturelle est une identification à une culture (nationale) traditionnelle distincte et unique, dans laquelle se trouve un monde culturel unique créé par les peuples ... Au cours des études comparatives sur les cultures, nous pouvons identifier des composants spécifiques caractéristiques d'une seule culture, des tendances qui recèlent le potentiel de l'identité traditionnelle*"³⁵³. N. Sarsenbaev parle également de la stabilité des traditions en les comparant avec les coutumes. Les coutumes "*... sont des normes historiquement plus ou moins stables du comportement public des personnes, de leur mode de vie et de leur vie quotidienne, qui sont transmises de génération en génération et protégées par "le pouvoir" de l'opinion publique. Les coutumes sont des normes de relations sociales stables établies de manière historique dans la vie quotidienne des gens. Les traditions sont des normes et principes historiquement établis, stables et très généralisés de relations sociales entre les peuples, transmis de génération en génération et protégés par le pouvoir du comportement social*"³⁵⁴.

³⁵³ Abdigalieva G. "Čennostnaâ identifikaciâ kazahskoi kul'turi". // Vestnik KazNU ("Identification de la valeur de la culture kazakhe". // Bulletin of KazNU), Almaty, 2011. № 2. p.114 -115.

³⁵⁴ Sarsenbaev N. Obyčai, tradicii i obšestvennaya žizn' (Coutumes, traditions et vie sociale). p. 23.

En tant qu'ensemble de valeurs matérielles et spirituelles, créées par l'un ou l'autre peuple et exprimées dans le mode d'organisation des moyens de subsistance, la culture traditionnelle se transmet comme un patrimoine de génération en génération. *"Dans ce cas, une tradition peut être comprise depuis des siècles et des millénaires comme un moyen de coexistence harmonieux et éprouvé, cohérent avec tout ce qui a été créé, qui a été formé de manière optimale pour un environnement géographique, climatique, culturel et historique donné... "la culture traditionnelle" - définit la communication et la viabilité d'individuelle dans collective, de nationale dans l'humain et d'humain dans l'univers"* ³⁵⁵.

La culture traditionnelle comprend les rituels et les traditions, ainsi que l'art folklorique oral, la musique et la danse folkloriques, les arts et l'artisanat, transmis de génération en génération et facilitant l'auto-identification à un groupe ethnique. La culture traditionnelle est un trait distinctif de chaque nation.

Parlant de la culture traditionnelle du Kazakhstan et du Kirghizstan, nous parlons d'abord de l'art populaire traditionnel. Il est important qu'en Asie centrale, la philosophie populaire s'exprime également sous la forme de folklore. L. Gumilëv écrit à ce sujet: *"L'originalité de la philosophie orientale réside dans le fait qu'elle s'exprime" principalement dans des systèmes philosophiques stricts, mais dans la créativité poétique, le folklore et les contes folkloriques"* ³⁵⁶.

Les fondements de la culture traditionnelle des Kazakhs et des Kirghizes sont très similaires et liés de nombreuses manières au mode de vie nomade des deux peuples. C'est ce style de vie qui a influencé le monde spirituel des Kazakhs et des Kirghizes et leur vision du monde.

Les conditions de vie des nomades étaient assez difficiles: ils devaient toujours changer de pâturage et s'adapter à de nouvelles conditions climatiques, parfois difficiles, dans lesquelles ils devaient constamment prendre soin de leur bétail. *"Comparés au climat continental rigoureux et sévère de la Grande Steppe d'Asie centrale, les nomades ont créé un système réfléchi et efficace, ainsi que des méthodes habiles de pastoralisme nomade, déterminant quand, où et comment faire paître le bétail, afin que le sol ne soit pas épuisé. En hiver, les bovins paissaient dans le cours inférieur des rivières, où il y avait une herbe luxuriante sous la neige, en été - dans les montagnes et les collines couvertes de soleil et soufflées par le vent. Le nomade semblait parler à la nature, l'écouter dans ses activités"* ³⁵⁷. Les Kazakhs ont hérité du culte du monde de

³⁵⁵ Macievskiĭ G. "Tradicionnâĭ kul'tura i sovremennoe obšestvo". // Al'manah Sovremennoi nauki i obrazovaniâ ("Culture traditionnelle et société moderne". // Almanach de la science et de l'éducation modernes), Tambov: Gramota, 2007, № 2 (2), p. 185 // <http://www.gramota.net/materials/1/2007/2/82.html>

³⁵⁶ Gumilëv L. Drevnâĭ Rus' i Velikaĭ Step'. (L'ancienne Russie et la grande steppe). p. 679.

³⁵⁷ Hamitova A. "Problemy c čelovečeskih cennostei v kazahskoi kul'ture".

Vestnik KarGu ("Problèmes des valeurs humaines dans la culture kazakhe". Bulletin de l'Université d'Etat du Kazakhstan du Karaganda), 2008 // <https://articlekz.com/article/5088>

la nature "...de leurs plus anciens ancêtres, dont les couches initiales de culture sont représentées séparément, principalement par des matériaux archéologiques. À en juger par le contenu des dessins sur les pierres, on peut supposer que la population du Kazakhstan à l'âge de la pierre vénérât le soleil, adorant probablement les animaux, en tant que totems ancêtres"³⁵⁸.

Les conditions de vie des nomades ont développé des qualités telles que l'humilité et la détermination face au danger parmi les peuples du Kazakhstan et du Kirghizstan. La vie nomade se reflétait dans les méthodes purement pratiques d'éducation des enfants et des jeunes. *"L'initiation précoce au travail, l'indépendance, l'endurance physique, la patience et la tolérance, l'observation des phénomènes naturels, la connaissance de l'artisanat et de l'industrie artisanale, des traditions et des coutumes constituent la base du processus éducatif. Les jeunes devaient devenir des membres dignes d'un grand groupe de parents, de fierté et de protecteurs du clan"*³⁵⁹.

Pour la jeune génération du Kazakhstan et du Kirghizstan, les compétences héritées du passé, ainsi que les connaissances traditionnelles sur la nature et les relations entre l'homme et les animaux, constituent la base de la formation de leur attitude morale envers l'environnement, qui est l'une des conditions de la durabilité. G. Abdigaliyeva le confirme: *"Le monde naturel, perçu de manière sensuelle est l'une des raisons pour lesquelles la notion nationale de nomade s'est développée"*³⁶⁰. En même temps, patience ou tolérance *"... par exemple, lorsqu'elles sont utilisées dans l'économie, c'est à partir du travail des gens dans la création de ressources économiques, l'extraction de sources de bien matériel, cela montre les résultats de la combinaison du travail patient et de l'endurance. Si ce concept est utilisé dans la religion, cela signifie tolérance religieuse, attitude patiente à l'égard des représentants et des valeurs de la culture religieuse d'autres nations, etc."*³⁶¹.

En outre, les cultures kazakhes et kirghizes traditionnelles se distinguent par une grande continuité en matière d'éducation morale et spirituelle de la jeune génération. Le chercheur G. Abdigaliyeva écrit à propos de l'importance de la culture spirituelle des Kazakhs: *"La culture spirituelle du peuple kazakh est l'un des liens importants de la culture traditionnelle, qui possède les capacités spirituelles et morales potentielles pour former la conscience spirituelle, morale et de valeur. C'est un système complexe, dont le fonctionnement peut être compris dans le contexte*

³⁵⁸ Ibid.

³⁵⁹ Aitzhanova D. "Tradicionnye cennosti v kazahskom kočevom obšestve" ("Les valeurs traditionnelles dans la société nomade kazakhe") // Madeni mura, 2015. №1, p.137.

³⁶⁰ Abdigaliyeva G. "Cennostnaâ identifikaciâ kazahskoi kul'turi". // Vestnik KazNU (Identification de la valeur de la culture kazakhe". // Bulletin of KazNU), Almaty, 2011. № 2. p. 114 -115.

³⁶¹ Ibid.

de l'interaction de toutes les sphères de l'activité humaine (économique, politique, juridique, moral), en tenant compte de la diversité des manifestations de chacune" ³⁶².

Comme nous l'avons écrit ci-dessus, le principal instrument de l'éducation spirituelle était l'art populaire oral. Outre le folklore oral, les autres instruments d'éducation morale des Kazakhs et des Kirghizes sont les suivants: arts décoratifs et appliqués, musique folklorique, fêtes nationales et jeux. Par conséquent, outre les compétences, certains éléments de la culture traditionnelle kazakhe et kirghize promeuvent des valeurs sociales telles que l'héroïsme et le dialogue, qui sont pertinents pour la société moderne par les valeurs et les idéaux spirituels et moraux. Celles-ci et d'autres valeurs spirituelles et morales des groupes ethniques kazakh et kirghize reflètent des vertus telles que l'hospitalité, la tolérance, la générosité. Parmi les autres valeurs de la culture traditionnelle des Kazakhs et des Kirghizes, il est possible de distinguer les suivantes: honorer la terre natale, respecter les aînés, respecter la mère en tant qu'unité des principes naturels (biologiques), spirituels et moraux. D. Aytžanova³⁶³ écrit que le culte de la mère dans la famille kazakhe était sacré et que les garçons l'avaient activement aidée, tandis que le père - nomade devait souvent être séparé de la famille. Au Kazakhstan, ainsi que dans la famille kirghize, la mère était associée au secret de la fécondité et de la naissance. Et la notion de fertilité naturelle est globale pour la vision du monde traditionnelle turcique et imprègne tout le folklore rituel. Par conséquent, le lait, tant dans les cultures kazakhe que kirghize, a un statut sémiotique particulier - un symbole de la vitalité du genre.

En 2003 la Convention de l'UNESCO sur le patrimoine culturel immatériel, outil normatif pour la préservation d'éléments de la culture traditionnelle, a été adoptée. Conformément à la Convention de 2003 *"On entend par "patrimoine culturel immatériel" les pratiques, représentations, expressions, connaissances et savoir-faire - ainsi que les instruments, objets, artefacts et espaces culturels qui leur sont associés - que les communautés, les groupes et, le cas échéant, les individus reconnaissent comme faisant partie de leur patrimoine culturel. Ce patrimoine culturel immatériel, transmis de génération en génération, est recréé en permanence par les communautés et groupes en fonction de leur milieu, de leur interaction avec la nature et de leur histoire, et leur procure un sentiment d'identité et de continuité, contribuant ainsi à promouvoir le respect de la diversité culturelle et la créativité humaine"*³⁶⁴. Et plus loin *"On entend par "sauvegarde" les mesures visant à assurer la viabilité du patrimoine culturel immatériel, y compris l'identification, la documentation, la recherche, la préservation, la protection, la promotion, la mise en valeur, la transmission, essentiellement par l'éducation*

³⁶² Ibid.

³⁶³ Aytžanova D. "Tradicionnye cennosti v kazahskom kočevom obšestve" ("Les valeurs traditionnelles dans la société nomade kazakhe")// Madeni mura, 2015. №1, p.137.

³⁶⁴ Article 2. Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel, 2003.

*formelle et non formelle, ainsi que la revitalisation des différents aspects de ce patrimoine*³⁶⁵.

Déjà en novembre 2006 le Kirghizstan ratifie cette convention de l'UNESCO.

Pour le Kirghizstan, la ratification de la Convention de l'UNESCO sur le patrimoine immatériel signifiait la possibilité d'obtenir un outil normatif pour préserver et reconnaître, avant tout, l'art des *akyn* - narrateurs de l'épopée kirghize, ainsi que l'Epos Manas, qui est très important pour le patrimoine culturel kirghize. *"L'art des Akyn, conteurs épiques, mêle le chant, l'improvisation et la composition musicale. Racontées lors des fêtes religieuses et privées, des cérémonies à caractère saisonnier ou des fêtes nationales, les épopées ont survécu au fil des siècles grâce à la transmission orale"*³⁶⁶. L'*akyn* devait composer un texte poétique, puis un accompagnement musical pour ce texte, le chanter et le jouer. Par conséquent, les *akyn* sont à la fois créateurs de la poésie orale et porteurs de la poésie.

Les *akyn* kirghizes exécutent traditionnellement trois grands types de poésie orale: les chants oraux de folklore, la trilogie épique "*Manas*", "*Semetej*", "*Sejtek*" ou des poèmes plus courts appelés "*dastance*". L'un des plus longs poèmes épiques du monde, l'épopée Manas a joué un rôle très important dans le processus de construction de l'identité nationale du Kirghizstan. Sa textualisation a commencé à la fin du 19ème siècle, mais la transmission orale n'a pas été interrompue. Ainsi, étant un héritage oral vivant, Manas a survécu à ce jour, représentant une encyclopédie des valeurs sociales kirghizes avec une histoire de plus de mille ans. Actuellement, Manas continue d'être joué en public. Au Kirghizstan, une jeune génération souhaite étudier l'art des *akyn* et devenir professionnelle dans ce domaine. En 2003 Manas a été désigné par l'UNESCO comme un chef-d'œuvre du patrimoine oral et immatériel de l'humanité, en grande partie grâce aux efforts de l'État et au plan d'action national pour sa préservation. Cela a constitué un grand progrès dans la préservation du patrimoine traditionnel du Kirghizstan, comme dans la Loi de 1992 sur la culture contenait un article sur la nécessité de soutenir l'art traditionnel oral, ainsi que de nombreuses mesures prises par l'État pour le préserver et le transférer aux générations futures, à l'exception d'un décret d'État spécial sur la célébration du Millénaire de Manas en 1995. Dans le même temps, les organisations internationales et non gouvernementales, nouveaux acteurs de la politique culturelle au Kirghizstan, ont commencé à travailler dans cette direction.

L'Organisation non gouvernementale WPE (*World's Peoples' Eposes*) depuis 2000 mis en œuvre des mesures pour la préservation et la renaissance de la poésie orale traditionnelle du Kirghizstan. Grâce en grande partie à l'aide d'experts de cette organisation, un Plan d'action National a été élaboré pour préserver ce patrimoine.

³⁶⁵ Ibid.

³⁶⁶ <https://ich.unesco.org/fr/RL/lart-des-akyn-conteurs-epiques-kirghiz-00065>

Le projet de l'UNESCO *"Safeguarding of the Art of akyns, Kyrgyz Epic Tellers – a UNESCO Masterpiece of the Oral and Intangible Heritage of Humanity"*, lancé en 2005 et calculé sur 23 mois a été l'un des premiers instruments de préservation de cet élément important du patrimoine culturel traditionnel. L'un des principaux objectifs du projet était de créer le processus de transfert de l'art des *akyn* de l'ancienne à la jeune génération. C'est un exemple de développement culturel durable, car c'était un défi dans une certaine mesure, car l'art des *akyn* est une créativité orale, traditionnellement transmise de l'ancien au plus jeune, des maîtres aux étudiants. Par conséquent, la décision était de créer un réseau de centres de formation pour jeunes dans différentes régions du Kirghizstan. L'accent a été mis sur la jeune génération qui souhaite maîtriser l'art des *akyn*. En outre, il était nécessaire de numériser la créativité orale. À cette fin, le projet comprenait des activités d'enregistrement et d'archivage de l'épopée Manas. Dans ce travail, l'UNESCO a aidé *the Centre for Manas Studies and Artistic Culture* de l'Académie Nationale des Sciences de la République Kirghize, qui avait précédemment mené des recherches sur le patrimoine oral du Kirghizstan et sur les éléments archivés de cet art.

Avec le rôle croissant du patrimoine traditionnel et la prise de conscience de sa contribution au développement durable, en 2012 le Kirghizstan adopte une loi spéciale *"Sur le patrimoine culturel immatériel de la République Kirghize"*³⁶⁷. Cette *"Loi établit des normes juridiques dans le domaine de la protection et de l'utilisation d'éléments du patrimoine culturel immatériel sur le territoire de la République Kirghize"*³⁶⁸. En conséquence, cette Loi a été adoptée dans le but de *"prévenir la perte du patrimoine culturel immatériel et ... de reconnaître la valeur du patrimoine culturel immatériel aux niveaux local et national"*³⁶⁹.

Parmi les objectifs de la Loi sont indiqués, la renaissance, la restauration et la protection des types de culture folklorique traditionnelle, son développement et sa vulgarisation, en attirant l'attention sur son importance à tous les niveaux et en assurant l'accès du public à celle-ci. En outre, la tâche principale consistait à soutenir les *"détenteurs maîtres"* des traditions spirituelles de la culture nationale du Kirghizstan, ainsi qu'à former du nouveau personnel dans le domaine de la culture immatérielle.

La Loi *"Sur le patrimoine culturel immatériel"* de la République Kirghize a introduit un nouveau terme *"Maître des traditions matérielles et spirituelles de la culture populaire"*. Il s'agit *"d'un titre honorifique attribué à des individus reconnus par la société comme porteurs de la culture et du savoir traditionnel, qui créent, stockent et transmettent des éléments du patrimoine"*

³⁶⁷ Loi de la République kirghize "Sur le patrimoine immatériel", 9 août 2012.

³⁶⁸ Ibid.

³⁶⁹ Ibid.

*culturel immatériel à des formes et à des moyens traditionnels non modifiés*³⁷⁰. Ce titre est attribué par un organisme gouvernemental autorisé.

D'autres innovations liées à cette Loi concernent des éléments du patrimoine culturel immatériel de la République Kirghize, qui devraient désormais être soumis à un enregistrement public. À cet égard, une liste Nationale des éléments du patrimoine culturel immatériel du Kirghizstan a été établie, sous réserve de protection et de préservation obligatoires, conformément à la Législation du pays. Cette liste est approuvée par le Gouvernement de la République, qui est également responsable de la mise en œuvre de la politique de l'État en matière de préservation et d'utilisation du patrimoine culturel immatériel, ainsi que de l'approbation des stratégies nationales et des programmes gouvernementaux dans ce domaine, ainsi que de leur financement par le budget de l'État. Bien que l'ordre de formation de la liste nationale du patrimoine culturel immatériel de la République Kirghize ne soit toujours pas défini, il n'existe pas de base de données électronique des éléments du patrimoine culturel immatériel, le Kirghizstan a beaucoup travaillé pour inclure ses éléments du patrimoine culturel immatériel dans la liste représentative de l'UNESCO.

L'adoption de la Loi "*Sur le patrimoine culturel immatériel de la République Kirghize*" a largement contribué à l'inclusion sur la liste représentative du patrimoine culturel immatériel de la trilogie de l'UNESCO de l'épopée "*Manas*" en 2013. De cette façon, "*la trilogie épique kirghize de Manas, Semetey et Seitek qui décrit la façon dont les tribus dispersées ont été unifiées pour former une seule nation*"³⁷¹ est devenue partie de la Liste du patrimoine culturel immatériel de l'humanité.

En outre, dans la liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l'UNESCO, en 2008, l'élément du patrimoine immatériel du Kirghizstan est entré dans l'art des *akyn* appelé L'art des *akyn*, conteurs épiques kirghiz. Des éléments de la culture du Kirghizstan comme "*L'ala-kiyiz et le chirdak, art du tapis traditionnel kirghiz en feutre*" sont apparus en 2012 sur la Liste du patrimoine immatériel nécessitant une sauvegarde urgente. Car l'art du tapis traditionnel en feutre, dont fabrication est inséparablement liée au mode de vie quotidien des nomades et étant l'un des arts premiers du peuple kirghiz, est menacé de disparition. La raison principale en est le nombre de praticiens fortement en recul.

Le Kirghizstan a également participé à la demande multinationale d'inscription des "*Célébrations de Nawrouz*", soumise en 2009, à la liste du patrimoine culturel immatériel de l'humanité à l'UNESCO avec des pays tels que l'Iran, l'Azerbaïdjan, l'Ouzbékistan, la Turquie, l'Inde et le Pakistan. *Nawrouz*, célébrée par les peuples persanophones et par certains peuples

³⁷⁰ Loi de la République kirghize "Sur le patrimoine immatériel", 9 août 2012.

³⁷¹ <https://ich.unesco.org/fr/RL/manas-semetey-seitek-trilogie-epique-kirghize-00876?RL=00876>

turcophones, tombe le 21 mars - le jour de l'équinoxe vernal et marque le début d'une nouvelle année. "Nawrouz" en farsi signifie "jour nouveau", mais l'orthographe de ce mot varie d'un pays à l'autre. Cette fête "correspond à une célébration comprenant divers rituels, cérémonies et autres événements culturels qui se déroulent sur deux semaines environ. Une importante tradition propre à cette période veut que les individus se rassemblent autour d'une table, décorée d'objets qui symbolisent la pureté, la clarté, la vie et la richesse, pour partager un repas avec leurs proches. ...Le Nawrouz inclut également des spectacles de musique et de danse donnés dans la rue, des rituels publics faisant intervenir l'eau et le feu, des sports traditionnels et la fabrication d'objets artisanaux".³⁷² En conséquence, en septembre 2009 Nawrouz figurait sur la liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l'UNESCO. Un an plus tard, la 64ème session de l'Assemblée Générale des Nations Unies a déclaré le 21 mars "Journée internationale de Nawrouz".

L'inscription de la célébration de Nawrouz sur la liste du patrimoine immatériel de l'humanité était extrêmement importante pour le Kazakhstan. Nawrouz et Nauryz en Kazakh sont célébrés depuis les temps anciens par les Kazakhs. Et depuis 2001, Nauryz est une fête nationale au Kazakhstan et est célébrée 3 jours de suite, qui sont des jours fériés. L'impossibilité de rejoindre les pays ayant soumis une candidature multinationale pour l'introduction de cet élément extrêmement important de la culture traditionnelle du Kazakhstan sur la liste de l'UNESCO a forcé la ratification de la Convention de l'UNESCO de 2003 par le Kazakhstan. Ainsi, le Kazakhstan a ratifié la Convention de l'UNESCO sur le patrimoine culturel immatériel en décembre 2011 et en 2016 la demande multinationale pour la célébration de Nauryz complétée par le Kazakhstan. Contrairement au Kirghizstan, le Kazakhstan n'a ratifié la Convention de l'UNESCO sur le patrimoine culturel immatériel qu'en décembre 2011, mais depuis ce temps, des efforts considérables ont été déployés pour inclure des éléments de la culture immatérielle du Kazakhstan dans la liste représentative.

Après la ratification par le Kazakhstan de la Convention sur le patrimoine culturel immatériel, deux autres éléments culturels ont été soumis à la liste du patrimoine culturel immatériel de l'humanité, présentée par l'UNESCO par le Kazakhstan et le Kirghizstan. Cela témoigne une fois de plus de la proximité des cultures traditionnelles de ces États voisins.

L'un de ces éléments de la culture unissant ces deux pays était la Yourte, demeure traditionnelle des nomades. En 2014 ont été inclus dans la liste du patrimoine immatériel de l'humanité "les Connaissances et savoir-faire traditionnels liés à la fabrication des yourtes kirghizes et kazakhes (habitat nomade des peuples turques)". C'est une habitation

³⁷² <https://ich.unesco.org/fr/RL/nawrouz-novruz-nowrouz-nowrouz-nawrouz-nauryz-nooruz-nowruz-navruz-nevruz-nowruz-navruz-01161>

traditionnelle, rapide à monter et à démonter, faite par les artisans. *"Les hommes et leurs élèves fabriquent les ossatures en bois à la main, ainsi que des accessoires en bois, en cuir, en os et en métal. Les femmes s'occupent de la décoration intérieure et de la couverture extérieure, ornées de motifs traditionnels zoomorphiques, végétaux ou géométriques...La yourte reste ainsi le symbole de la famille et de l'hospitalité traditionnelle, fondamentales pour l'identité des peuples kazakhs et kirghizes"*³⁷³.

La yourte étant considérée comme un lieu sacré pour la famille nomade, de nombreux rituels familiaux y ont été associés, tels que le transfert du feu du foyer parental au fils pendant le mariage, la révérence envers les ancêtres lors de l'entrée dans la yourte parentale.

Après l'inclusion de la technique de fabrication de yourtes dans la liste du patrimoine mondial immatériel, le *"Festival de la yourte"* s'est tenu à Almaty - la *"capitale culturelle"* du Kazakhstan. Des yourtes ont été installées dans l'une des rues piétonnes centrales de la ville. Décorées selon les meilleures traditions du Kazakhstan, les yourtes étaient accessibles à tous et leurs fabricants prenaient les commandes pour la fabrication individuelle de yourtes identiques. La fête a été initiée par l'*akimat* (mairie) de la ville, dans le cadre de la politique culturelle visant à promouvoir la culture traditionnelle. Dans le cadre du *"Festival de la yourte"*, les coutumes traditionnelles des Kazakhs ont été démontrées sous la forme de plats kazakhs traditionnels présentés pour la dégustation et la tenue de jeux nationaux kazakhs. Les mêmes jours, une foire artisanale était organisée. En dépit du fait que la génération moderne du Kazakhstan et du Kirghizstan a toujours apprécié la yourte en tant que personnification des valeurs familiales, la reconnaissance de son patrimoine au niveau international a suscité un sentiment de fierté supplémentaire parmi la population pour son appartenance à ce patrimoine et pour les connaissances et les compétences uniques transmises par la génération précédente. Et ce n'est que grâce à l'intervention de l'État et à la connexion de toute la ressource administrative que les jeunes ont commencé à maîtriser - à intégrer ces connaissances et éléments culturels dans leur mode de vie, et il y a une renaissance rapide des belles traditions nécessaires de la vie quotidienne, de la culture ...³⁷⁴.

Le deuxième élément commun pour les pays que nous avons étudiés dans la culture traditionnelle, inclus dans la liste du patrimoine immatériel de l'humanité, est devenu *"L'aitysh/aitys, art de l'improvisation"*. Cette nomination a eu lieu en 2015 - un an après la première nomination conjointe du Kazakhstan et du Kirghizstan. *"L'aitysh ou aitys est une compétition improvisée de poésie orale parlée ou chantée au son d'instruments de musique"*

³⁷³<https://ich.unesco.org/fr/RL/connaissances-et-savoir-faire-traditionnels-lies-a-la-fabrication-des-yourtes-kirghizes-et-kazakhes-habitat-nomade-des-peuples-turciques-00998>

³⁷⁴Kasimalieva G. "Problema Inkulturatsii v sovremennoj kul'ture Kirghizstana ("Le problème de l'inculturation dans la culture moderne du Kirghizstan"). p.3. // <https://moderninnovation.ru/images/PDF/2017/16/problema-inkulturatsii-v-sovremennoj.pdf>

traditionnels: le dombra kazakh ou le komuz kirghiz"³⁷⁵. Cette compétition a également lieu entre les *akyn*, hommes ou femmes. Les *akyn* abordent souvent, à travers de la poésie composée, des sujets sociaux variés qui intéressent les auditeurs et émerveillent par leurs déclarations philosophiques.

Les traditions folkloriques orales, les œuvres d'*akyn* et de *jyraou* n'étaient pas seulement un outil de communication entre générations, mais aussi un moyen d'éducation publique. *"L'art populaire oral peut être qualifié d'encyclopédie de la vie nationale. Ses œuvres ont eu une grande influence sur la formation spirituelle et morale des enfants et des jeunes. Dans des conditions d'analphabétisme presque complet, ces œuvres ont joué un rôle très important dans la formation de la personnalité des très jeunes années à la vieillesse profonde"*³⁷⁶.

En outre, le Kazakhstan et le Kirghizstan en 2016 sont devenus participants d'une nomination multinationale à la liste du patrimoine immatériel de l'humanité, tels que *"La culture de la fabrication et du partage du pain lavash, katyrma, jupka, yufka"* avec l'Azerbaïdjan, l'Iran et la Turquie. Cependant, le Kazakhstan, poursuivant son travail actif dans cette direction la même année, a reçu l'honneur d'inscrire sur la liste des 2 autres nominations: *"Le koures au Kazakhstan"* - une forme de lutte traditionnelle, qui est devenue un sport national et *"La fauconnerie, un patrimoine humain vivant"* - nomination multinationale. Au cours des deux prochaines années, trois autres éléments sont entrés dans la liste du patrimoine mondial immatériel du Kazakhstan: *"Les jeux traditionnels d'assyk kazakh"*, *"Les rites festifs traditionnels printaniers des éleveurs des chevaux kazakh"* et *"l'Héritage de Dede Qorqud/Korkyt Ata/Dede Korkut: la culture, les légendes populaires et la musique liées à cette épopée"*, avec l'Azerbaïdjan et la Turquie.

Ce travail actif du Kazakhstan en faveur de la préservation du patrimoine culturel immatériel et de la mise en œuvre de la Convention de l'UNESCO sur le patrimoine immatériel s'est concrétisé grâce à la création et au travail du Comité National de sauvegarde du patrimoine culturel immatériel. Étant donné que la protection du patrimoine culturel immatériel nécessite le travail coordonné de divers représentants dans ce domaine, ce Comité comprenait non seulement des représentants d'organes d'État, mais également des scientifiques qui étudient les questions de la culture traditionnelle des Kazakhs, ainsi que des représentants d'organisations publiques. Lors des réunions annuelles du Comité, les questions relatives à la préparation des candidatures émanant du pays sont résolues.

³⁷⁵ <https://ich.unesco.org/fr/RL/l-aitysh-aitys-art-de-l-improvisation-00997>

³⁷⁶ Abdigalieva G. "Čennostnaâ identifikaciâ kazahskoi kul'turi". // Vestnik KazNU (Identification de la valeur de la culture kazakhe. // Bulletin of KazNU), Almaty, 2011. № 2. p. 116.

La promotion du patrimoine culturel immatériel est un outil de politique culturelle important pour le maintien de la diversité culturelle dans un monde globalisé. La préservation du patrimoine culturel immatériel contribue à la préservation de viabilité continue de la culture traditionnelle, composante essentielle de la culture nationale. Dans le même temps, concernant le rôle de la promotion de la culture traditionnelle nous partageons l'opinion de A. Bajdarov, qui écrit que les cultures sont capables de se conserver, "*... mais cette possibilité ne se réalise que dans certaines conditions. Le premier de ceux-ci est la signification inconditionnelle de la culture nationale pour la communauté mondiale; (signification = valeur?) pour cela, cette culture doit être non seulement riche intérieurement, mais aussi perçue par le monde, nécessaire au monde - alors la communauté mondiale s'intéresse de manière non réflexive à sa préservation, en tant que propriété commune*"³⁷⁷.

La culture traditionnelle est très importante pour le développement culturel durable, car les fondements de la culture traditionnelle - les normes morales, les valeurs, les stéréotypes comportementaux et les compétences spirituelles sont formés de génération en génération par une nation donnée, qui est la plus rationnelle et adaptée à son développement dans un environnement naturel particulier. Ces stéréotypes comportementaux sont transmis par les éléments de la culture immatérielle et ont un impact considérable sur la formation d'une identité nationale qui renforce le lien spirituel entre les générations et les époques. L'histoire et l'identité ethniques sont au cœur de la culture populaire traditionnelle.

La préservation des traditions est l'un des outils pour parvenir à un développement culturel durable, car les traditions enseignent aux nouvelles générations à respecter leur histoire et leur culture. "*Le niveau de l'État d'organisation et la bonne politique socioculturelle aideront à stimuler le développement de l'intérêt des gens pour la culture traditionnelle et son inculturation consciente en tant que phénomène culturel unique, déterminant la force du patrimoine culturel pour le monde moderne*"³⁷⁸.

Afin d'intégrer les éléments intergénérationnels de la culture traditionnelle au Kazakhstan et au Kirghizstan, ils sont présentés lors de divers événements publics, allant des grandes fêtes en famille aux festivals internationaux. Au Kirghizstan, par exemple, de tels festivals et concours sont organisés comme suit: Festival international des *akyn*-improvisateurs "*Aytych*", Festival mondial des épopées des peuples du monde, Festival international d'artisanat "*Oymo*", Festival-concours international des pays turcophones "*Issyk-Koul-2012*". Ces festivals aident à inculquer

³⁷⁷ Bajdarov E. "Vliânie globalizacii na kul'turu i cennosti čeloveka" ("L'impact de la mondialisation sur la culture et les valeurs humaines"). // http://www.inspp.ru/index.php?option=com_content&task=view&id=100&Itemid=11

³⁷⁸ Kasimalieva G. "Problema Inculturacii v sovremennoj kul'ture Kirghizstana (Le problème de l'inculturation dans la culture contemporaine du Kirghizstan). p.3. // <https://moderninnovation.ru/images/PDF/2017/16/problema-inkulturatsii-v-sovremennoj.pdf>

aux jeunes générations un sens du respect pour leur patrimoine culturel et le sentiment de posséder la culture traditionnelle de leur peuple, tout en étant internationaux, de tels événements démontrent et aident d'autres pays à comprendre la culture nationale du Kazakhstan et du Kirghizstan.

Il est également nécessaire d'ajouter que le célèbre écrivain Tchinguiz Aïtmatov, qui glorifia la culture traditionnelle du Kirghizstan dans ses œuvres, faisait plusieurs fois référence à l'épopée. En 2017, le président de la République Kirghize a signé un décret sur la célébration du 90e anniversaire du remarquable écrivain Tchinguiz Aïtmatov (1928 - 2008) à un haut niveau non seulement national mais aussi international. À cette fin, un comité organisateur pour la préparation et la tenue de la célébration a été formé. Grande fierté de son pays et de sa population, lauréat de nombreux prix nationaux et internationaux, l'écrivain kirghize est devenu célèbre dans le monde entier. C'est un exemple où les œuvres littéraires sont bien évidemment un patrimoine culturel pour le pays. Traduits dans plus de 176 langues et publiés dans 128 pays du monde avec un tirage de plus de 100 millions d'exemplaires, les œuvres de l'écrivain national du Kirghizstan ont été incluses dans les programmes des écoles et des établissements d'enseignement supérieur de nombreux pays du monde. Les œuvres les plus célèbres de l'auteur sont *"Le conte des montagnes et des steppes"*, *"Adieu à Gulsary"*, *"Une journée plus longue qu'un siècle"* et *"Plakha"*. En outre, de nombreuses œuvres de T. Aïtmatov ont été adaptées par des réalisateurs célèbres, par exemple *"Le premier maître"* a été filmé par Andrei Konchalovsky en 1965 produit par Mosfilm, *"L'oeil du chameau"* plusieurs fois récompensé dans des festivals de films internationaux, a été filmé par L. Shepitko et I. Poplavskaya, *"Le chien de la course au bord de la mer"* a été filmé par des cinéastes allemands et russes, le tournage du film *"Le bateau blanc"* a été présenté au festival international du film de Berlin et de Venise. Aïtmatov s'appuie souvent sur l'épopée du peuple kirghize dans ses œuvres, il a néanmoins abordé des problèmes qui concernent l'humanité tout entière, tels que la guerre et le maintien de la paix, la mémoire ancestrale et la conservation de la nature. En outre, il a développé dans ses œuvres le thème du dialogue des civilisations. La célébration du jubilé de l'écrivain sera marquée par l'organisation de divers événements au Kirghizstan et dans d'autres pays, en particulier la Turquie et la Russie. Il est prévu d'ouvrir des institutions culturelles portant son nom au Kirghizstan et de lui ériger un monument à Moscou. Les efforts du gouvernement Kirghiz pour glorifier la mémoire de personnes célèbres, dans ce cas d'un écrivain contemporain, fait partie intégrante de la promotion de la culture traditionnelle.

Bien que, comme l'a noté le célèbre philosophe kazakhstanais A. Kossiçenko, *"il n'y aura pas de gros problème si la culture nationale ne rencontre pas une compréhension large. En fin de compte, c'est d'abord une culture nationale et, par conséquent, une culture d'une nation"*

*donnée. La culture nationale peut et doit éduquer une personne sur les valeurs inhérentes à cette culture. Et s'il s'agit d'une véritable culture, une telle personne présente un intérêt pour le monde entier, car une culture humaine émerge de l'identité culturelle d'une personne*³⁷⁹. Mais aujourd'hui, malgré le rôle croissant de la culture traditionnelle au Kazakhstan et au Kirghizstan, celle-ci est sous la menace de perdre l'intérêt des jeunes en raison de la diffusion de la culture populaire par les médias et de l'urbanisation croissante. La culture populaire est un produit de la mondialisation. Dans le même temps, au Kazakhstan et au Kirghizstan, *"la mondialisation, d'une part, menace l'identité culturelle, d'autre part, crée de réelles possibilités de dialogue entre identités culturelles"*³⁸⁰.

³⁷⁹ Kosičenko A. Nacional'nye kul'tury v processe globalizacii. // Elektronij informacionno-analitičeskij bûlleten' (Les cultures nationales en processus de mondialisation. // Bulletin d'information et d'analyse électronique), № 8, 9. // WWW.orda.kz.

³⁸⁰ Abdigalieva G. "Čennostnaâ identifikaciâ kazahskoi kul'turi". (Identification de la valeur de la culture kazakhe. // Bulletin of KazNU), Almaty, 2011. № 2. p. 116.

5.2. Les impacts des tendances globales au Kazakhstan et au Kirghizstan: art et culture populaire et moderne.

Le processus de mondialisation et l'interdépendance qui en découle affectent le secteur culturel. Cela concerne principalement des facteurs concomitants de la mondialisation, tels que l'érosion des fondements du mode de vie traditionnel et l'émergence et la propagation du phénomène de la culture de masse. *"La politique culturelle de nombreux pays du nouvel espace géopolitique est réorientée vers le modèle multiculturel, où l'individu est socialisé, le processus d'inculturation aux cultures dominantes et ethniques est en cours"*³⁸¹.

Le chercheur Sapargali Souleymenov décrit l'impact de la mondialisation *"In all times the authentic production of art had strong national roots, was fed by folk poetry, music, philosophy. This is natural. However what is occurring everywhere now carries the world away to total unification. Thanks to scientific - technical progress the process of cultural interaction has become so intensive and extreme that we simply do not manage, during all of these changes, to think through their consequences and avoid unjustified losses"*³⁸². Le Kazakhstan et le Kirghizstan, hérités du *"multiculturalisme"*, sont confrontés à un double défi: la nécessité de développer une politique culturelle adaptée au multiculturalisme *"hérité"* et en même temps capable de gérer le multiculturalisme, *"modifié"* qui se produit avec une influence croissante de la mondialisation.

En dépit des tendances de proximité au Kazakhstan et au Kirghizstan et de la centralisation du pouvoir culturel, ainsi que du renforcement du traditionalisme dans les années 90, la société de ces pays d'Asie centrale s'est de plus en plus ouverte au monde extérieur dans les années 2000. *"L'histoire de l'insertion de ces cinq États dans les processus politiques, économiques, financiers et culturels, dits de mondialisation, fut d'abord celle de leur sortie de "l'espace-temps soviétique" et d'un phénomène de désolidarisation volontairement exacerbé par chacun d'entre eux, en contradiction totale avec le discours ambiant sur l'intégration mondiale en marche"*³⁸³.

Considérant que la mondialisation correspond à l'accélération de l'intégration des nations et des nationalités dans un système mondial unique, associée au développement rapide des moyens de communication modernes, y compris des médias et des liens socio-économiques, la

³⁸¹ Kravčenko A. Kul'turologiâ. Moscou, 2003. p. 175. Kasimalieva G. Problema Inkulturacii v sovremennoj kul'ture Kirghizstana. p.1. // <https://moderninnovation.ru/images/PDF/2017/16/problema-inkulturatsii-v-sovremennoj.pdf>

³⁸² Sapargali Sulejmenov, "Tajna talantlivoogo kino," Kazakhstanskaâ pravda, September 30, 2000. Douglas W. Blum. National Identity and Globalisation. p.92.

³⁸³ Poujol C., "Les nouveaux États d'Asie centrale face au processus de mondialisation", Colloque de Cerisy, *Vers des civilisations mondialisées, de l'éthologie à la prospective*, L'Aube, essai, 2004, pp.143-169. Poujol C., "Altérité et vision du monde extérieur en Asie centrale. Trajectoire d'une longue durée historique, culturelle et identitaire", // <http://journals.openedition.org/anatoli/526> ; DOI : 10.4000/anatoli.526

plus grande partie de cette ouverture au monde extérieur a eu pour effet d'accélérer et de faciliter la circulation des flux d'information, des ressources humaines et des ressources vers l'ensemble de la région de l'Asie centrale et vers les pays étudiés en particulier. À l'heure actuelle, les stéréotypes culturels et les préférences d'une partie importante de la population du Kazakhstan et du Kirghizstan sont en train de changer.

Les premiers signes de pénétration de la mondialisation dans la sphère culturelle du Kazakhstan et du Kirghizstan sont l'apparition et le développement d'acteurs de la politique culturelle tels que les ONG internationales et les fonds culturels. Ce sont des organisations telles que la Fondation Soros, le Fonds de l'Institut Goethe, l'Agence Suisse pour le développement, le Conseil Britannique et etc. L'expansion des projets conjoints dans le domaine de la culture menés par des organisations non gouvernementales avec l'UNESCO, présente dans les pays que nous étudions depuis le début des années 90 et axée sur le soutien aux initiatives culturelles des États, témoigne également de l'influence croissante de la mondialisation.

En outre, l'influence croissante de la mondialisation au Kazakhstan et au Kirghizstan s'est traduite par une augmentation du nombre de chaînes de télévision par câble et par le développement d'Internet. Au Kazakhstan et au Kirghizstan au début des années 2000, le rôle des médias a augmenté. Les connaissances et les informations influençant la formation des perceptions du public dans toutes les directions, y compris la culture, ont commencé à être diffusées par ces moyens de communication, et surtout par voie électronique, auxquels la plupart de la population de ces pays avait accès. La commercialisation des médias a entraîné une modification de la composante qualité du contenu. Des entreprises privées exerçant des activités commerciales ont commencé à faire de la publicité pour des biens de consommation, y compris des biens culturels. *"Le développement de systèmes modernes de communication informationnelle, l'élimination de nombreuses barrières idéologiques et politiques entre les nations et les cultures ont considérablement élargi les contacts avec d'autres cultures, valeurs, attitudes sociales et modes de vie"*³⁸⁴. À cet égard, la politique culturelle des États que nous explorons a suscité de nouvelles tâches: utiliser plus largement les possibilités des médias de masse pour promouvoir et vulgariser les normes artistiques élevées inhérentes à la culture et à l'art.

Et en plus de tout ce qui précède, au Kazakhstan et au Kirghizstan en 2000, le processus actif d'échanges culturels continue de se dérouler aux dépens des tournées et des expositions internationales.

³⁸⁴ Kazakhstan v global'nom mire: vyzovy i sohranenie identičnosti (Kazakhstan dans le monde global: défis et préservation de l'identité). p. 4.

Malgré les tendances générales de la pénétration de la mondialisation dans le domaine de la culture dans les pays que nous avons étudiés, l'impact de la mondialisation a été différent. Ainsi, les processus de mondialisation les plus répandus ont affecté le Kazakhstan. Cela est dû principalement aux grandes possibilités offertes à la population du Kazakhstan de voyager à l'étranger et de revenir dans le pays avec de nouvelles informations dans le domaine de la culture. Ces voyages ont eu lieu principalement pour des visites touristiques et, deuxièmement, pour des subventions et bourses allouées à la formation de jeunes à l'étranger.

En outre, l'influence de la mondialisation dans le domaine de la culture était différente dans les régions de chaque pays: les plus "*globalisées*" du Kazakhstan et du Kirghizstan étaient les capitales et les grandes villes avec leur élite urbaine, qui parlent généralement le russe ainsi que la langue de la nation titulaire et ont l'occasion d'apprendre des langues étrangères. En ce qui concerne l'âge, ce sont les processus de mondialisation qui ont le plus affecté la jeune génération du Kazakhstan et du Kirghizstan. L'ancienne génération est plus difficile à adapter aux composantes culturelles et technologiques nouvelles de la mondialisation.

Les différences socioculturelles inhérentes aux pays multiculturels du Kazakhstan et du Kirghizstan, dans le processus de l'impact de la mondialisation, ont créé de multiples sous-cultures. Tout d'abord, il est apparu une confusion des langues et ensuite des styles de comportement culturel. La culture traditionnelle nationale a commencé à prendre des formes modernes dans certains cas. Les formes d'art classiques ont commencé à coexister avec les formes modernes. L'espace culturel de ces deux pays a commencé à refléter la diversité et l'interaction de différents styles et genres d'art. En plus des projets d'État dans le domaine de la culture, des projets privés ont commencé à apparaître, non seulement dans l'art contemporain, mais également dans la transmission de l'art traditionnel sous une nouvelle forme.

L'un des exemples les plus clairs de l'impact de la mondialisation au Kazakhstan et au Kirghizstan est devenu la diffusion de la culture pop et, en particulier, de l'une de ses tendances - le genre de l'art moderne et le type d'art de rue - le graffiti. L'une des formes d'expression artistique les plus pertinentes au monde, le graffiti fait désormais partie de la vie urbaine des pays étudiés. Le graffiti au Kazakhstan et au Kirghizstan est apparu au début des années 90 sous l'influence de la mode des jeunes sur le hip-hop. L'apparition de graffitis était une tentative de faire quelque chose de similaire à ce qui reflétait la culture hip-hop de l'Ouest. Cependant, l'émergence de graffitis au Kazakhstan et au Kirghizstan n'est apparue, à notre avis, ni comme une protestation du gouvernement en place, ni comme une expression des idées d'activistes politiques, mais uniquement comme une expression de soi de certains artistes qui ont eu la possibilité de faire partie d'une certaine communauté et d'une culture mondiale. Bien sûr, dans certains cas, les graffitis véhiculent des messages de nature sociale. À présent, les graffitis au

Kazakhstan et au Kirghizstan peuvent être divisés en deux types: ce que les soi-disant artistes libres dessinent et ce qui est parfois commandé par des sociétés privées, et parfois par l'État lui-même (l'État choisissant le graffiti à dessiner). Maintenant, dans les deux pays, les projets de graffitis sur la peinture des façades des vieilles maisons sont très populaires. Souvent, de tels projets *"objets de commande"* bénéficient du soutien de fonds et d'organisations culturelles internationales opérant sur le territoire des pays.

Par exemple, au Kirghizstan en 2017 avec le soutien de la Fondation Soros, plusieurs projets liés au soutien des graffitis ont été lancés. L'un d'eux était le projet jeunesse créative *"Let's color"*. À la suite de ce projet, plusieurs maisons de Karokol ont été peintes avec des graffitis³⁸⁵ (Illustration № 15). Dans le même temps, le projet a été facilité par les autorités publiques elles-mêmes, par l'intermédiaire de la mairie de la ville dans laquelle le projet a été mis en œuvre. Un autre projet dans ce domaine était le projet artistique *"J'aime Bichkek"*, créé par le groupe d'art BASICOLORS (Illustration № 16, 17). *"L'objectif du groupe artistique est de vulgariser la culture du graffiti chez les jeunes en tant qu'art moderne juridique, de développer le potentiel créatif des jeunes, de soutenir leurs initiatives créatives, d'organiser des activités de loisir culturel pour les jeunes et de transformer les espaces publics urbains à l'aide de l'art public"*³⁸⁶. Dans le cadre du projet *"Graffiti-carte de visite de la ville"* dans les villes de Mayli-Suu, Kyzyl-Kiâ et Kara-Suu, sur les murs des bâtiments, les résultats de la formation *"Art public et jeunesse"* - les cartes de visite colorées de jeunes artistes gagnants du concours *"Graffiti - carte de visite de ma ville"* sont apparus.

Le développement des graffitis au Kirghizstan a conduit à ce que depuis 2010 un magazine spécialisé sur les graffitis en Asie centrale a commencé à paraître à Bichkek. Le magazine présente le travail d'artistes de rue de toute l'Asie centrale. Comme écrit sur le site Web créé pour le magazine: *"Le but du magazine est de montrer la diversité des cultures et le niveau de développement de la peinture murale moderne dans notre région. Le lancement de notre propre magazine est une étape très importante pour nous, c'est un indicateur du développement du graffiti et de la promotion de l'art moderne dans le pays"*³⁸⁷. Ce magazine est distribué non seulement au Kirghizstan, mais également dans tous les pays de la région.

³⁸⁵ <http://soros.kg/archives/19838>

³⁸⁶ <http://soros.kg>

³⁸⁷ <http://www.graffiti.com.kg/index.php?act=art&id=51>



Illustration № 15 L'homme regarde les graffiti sur un mur de béton de la ville Bichkek. Source: <https://mir24.tv>



Illustration № 16 Graffitis sur un immeuble de Bichkek représentant deux grands-mères dont une en costume traditionnel kirghiz. Graffitis créés par le groupe artistique BASICOLORS dans le cadre du projet de graffiti "J'aime Bichkek". Source: <http://soros.kg>



Illustration № 17 Un artiste du groupe BASICOLORS pendant son travail dans le cadre du projet de graffiti "J'aime Bichkek".
Source: <http://soros.kg>



Illustration № 18 Graffitis sur une façade de bâtiments d'habitation à Karakol dans le cadre du projet "Let's color". Source: <http://soros.kg>



Illustration № 19 Graffitis sur une façade de bâtiments d'habitation à Karakol, représentant une jeune femme en costume traditionnel kirghiz dans le cadre du projet "Let's color". Source: <http://soros.kg>

Au Kazakhstan, les graffeurs depuis la fin des années 90 s'unissent en équipes. Il existe actuellement environ 50 équipes de ce type³⁸⁸. Certaines équipes ont fait du graffiti leur source de revenus. L'une des plus célèbres est l'équipe REPAS 2008 d'Almaty. Cette association remplit non seulement les ordres du gouvernement pour la mise en œuvre du graffiti, mais elle est également sérieusement impliquée dans le développement de cet art au Kazakhstan, à travers l'organisation de festivals, de compétitions, de spectacle de graffitis, de master classes. En outre, les artistes de rue gagnent leur vie grâce à la décoration intérieure, aux décors, aux graffitis 3D et aux illustrations. Les membres de l'autre équipe, Repece, gagnent également leur vie grâce à cet art, peignant des graffitis non seulement sur les murs de la ville, mais également sur toile. Mais il y a d'autres équipes, comme WORMS, qui traitent uniquement de graffitis pour l'expression de soi, ne dessinant que ce qu'elles veulent³⁸⁹.

Parfois, les graffitis, peints non *"sous l'ordre"*, mais comme expression personnelle, ont été un grand succès tant auprès de la population que de l'administration municipale. Il s'agissait par exemple de graffitis - un portrait d'A. Kasteyev, près du Musée National des arts du Kazakhstan, portant le nom d'A. Kasteyev (Illustration № 20), et un autre - un portrait du chanteur d'Almaty Batyr (Illustration № 21), ancien dirigeant du célèbre groupe moscovite A-studio, décédé trop tôt à un jeune âge. Cependant, certains graffitis tombaient sous le coup de l'article 294 du Code Pénal de la République du Kazakhstan, aux termes duquel: *"Le vandalisme, c'est-à-dire la profanation de bâtiments, d'autres structures, de monuments historiques et culturels, d'objets naturels protégés par l'État, d'inscriptions ou de dessins, ou d'autres actions qui insultent la moralité publique, ainsi que des dommages délibérés à la propriété dans les transports ou d'autres lieux publics"*³⁹⁰.

³⁸⁸ Kauken Z. "Na graffiti stali zarabatyvat' i kazhstanskije hudožniki" ("Les artistes kazakhstanais ont commencé à gagner des graffitis"), 07.03.2013// <https://rus.azattyq.org/a/in-the-graffiti-started-earning-kazakhstan-artists/24918170.html>

³⁸⁹ <https://365info.kz/2015/01/novoe-iskusstvo-na-ulicax-almaty-podborka-luchshix-graffiti-yuzhnoj-stolicy>

³⁹⁰ Code pénal de la République du Kazakhstan, 3 juillet 2014.



Illustration № 20 Graffiti représentant le portrait du peintre A. Kasteev près du musée Kasteev à Almaty. Source <https://horde.me/>



Illustration № 21 Graffiti - portrait du chanteur Batyr avec l'inscription en langue russe "Batyrkhan est toujours vivant dans nos coeurs", Almaty. Source: https://mail.liter.kz/ru/articles/show/9676-graffiti_i_strit-art_y_almaty_stanovyatsya_vs_populyarnee

Le graffiti kazakhstanais et kirghize a sa propre caractéristique stylistique. Ils sont dominés par des ornements et des motifs nationaux. *"Le professeur Bolat Turgynbaj, responsable du département de peinture de l'Académie nationale des arts du Kazakhstan, estime que "les graffitis au Kazakhstan ont commencé à atteindre un niveau professionnel. Parce qu'il y avait des jeunes qui ont commencé à peindre des graffitis à un niveau professionnel ... Ils*

peignent selon la direction nationale, ils forment leur propre style. Parmi les étudiants de l'Académie des Arts, il y a aussi de jeunes graffeurs ³⁹¹.

Les artistes de rue du Kazakhstan présentent généralement leur travail lors de festivals d'art contemporain, dont certains existent déjà au Kazakhstan. L'un de ces festivals est le festival d'art contemporain Artbat Fest. Ce Festival a été organisé en 2010 et se tient chaque année. Etant international, ce festival rassemble des participants - des artistes du monde entier. Le festival accueille des expositions et des installations dans toute la ville d'Almaty. La ville d'Almaty accueille également le festival international d'art décoratif monumental - Mural Fest. Dans le cadre de ce festival, des travaux sont apparus dans les quartiers de "Mamyr" à Almaty, sur le problème de la mer d'Aral. L'auteur a représenté deux navires sur le dessin: l'un est un symbole de catastrophe écologique et l'autre - du rêve humain. Plus récemment, un autre festival d'art contemporain a commencé à se tenir à Almaty - Art Energy Almaty.

En 2017 les autorités de la ville d'Almaty ont décidé de transformer l'ancien dépôt de tramway en loft-centre de l'art moderne DEPO Evolution Park. À la mémoire des promenades en tram dans la ville, le mur du bâtiment principal du complexe est maintenant décoré d'un graffiti sur le thème des tramways (Illustration № 27). Cet endroit est maintenant le lieu du festival Art Energy Almaty. Dans le cadre de ce festival, des installations et des œuvres à la manière de graffitis sont présentées aux résidents d'Almaty. En plus du festival d'art contemporain, DEPO Evolution Park est un lieu de rencontre pour les organisations de jeunesse qui discutent de projets de développement de la culture et de l'art contemporain au Kazakhstan. Également *"dans le nouveau loft-centre pour les jeunes sont ouverts un centre de co-working, un centre pour le mouvement des volontaires, un centre pour les jeunes artistes, un centre de ressources pour les jeunes avec un centre de supervision des auberges et un centre pour travailler avec les jeunes ruraux, workout-center etc"* ³⁹².

Mais l'art du graffiti au Kazakhstan ne se développe pas seulement à Almaty. Dans la capitale du Kazakhstan – la ville d'Astana (Noursultan), ils ont également commencé à organiser des manifestations liées à l'art contemporain. Le festival d'art de rue Urban Art Astana a permis aux graffeurs de décorer 8 façades de maisons. Ce festival est organisé par l'Akimat (Mairie) d'Astana et l'organisation non gouvernementale *"Alliance culturelle eurasienne"*, créée en 2011 pour soutenir l'art contemporain du Kazakhstan et le développement du marché de l'art contemporain dans la région.

³⁹¹ Kauken Z. "Na graffiti stali zarabatyvat' i kazahstanskije hudožniki" ("Les artistes kazakhstanaïis ont commencé à gagner des graffitis"), 07.03.2013// <https://rus.azattyq.org/a/in-the-graffiti-started-earning-kazakhstan-artists/24918170.html>

³⁹² "V Almaty otkryli molodežnyj centr v Depo Evolution Park" ("Le parc Evolution Centre Jeunesse Depot a été ouvert à Almaty"), 15.09.2017// https://tengrinews.kz/kazakhstan_news/almaty-otkryli-molodežnyj-loft-tsentr-Depo-Evolution-Park-326620/



Illustration № 22 Graffiti au Kazakhstan. Source: <https://365info.kz/2015/01/novoe-iskusstvo-na-ulicax-almaty-podborka-luchshix-graffiti-yuzhnoj-stolicy>



Illustration № 23 Graffiti au Kazakhstan. Le mot "OK" écrit avec l'alphabet kazakh. Source: <https://365info.kz/2015/01/novoe-iskusstvo-na-ulicax-almaty-podborka-luchshix-graffiti-yuzhnoj-stolicy>



Illustration № 24 Graffiti au Kazakhstan représentant une personne au téléphone mobile et l'inscription en langue russe "Mets le dans ta poche, commence à vivre". Source: <https://365info.kz/2015/01/novoe-iskusstvo-na-ulicax-almaty-podborka-luchshix-graffiti-yuzhnoj-stolicy>



Illustration № 25 Graffiti à Almaty, Kazakhstan. Source: <https://365info.kz/2015/01/novoe-iskusstvo-na-ulicax-almaty-podborka-luchshix-graffiti-yuzhnoj-stolicy>



Illustration № 26 Graffiti au Kazakhstan avec l'inscription en langue russe "La vérité (Pravda) Kazakhstanaise - c'est un monde lumineux, coloré, replet et joyeux, d'une petite réalité parallèle". Source : <https://www.voxpopuli.kz/main/pasha-kas-izvestnyy-street-art-hudozhnik-kazahstana-11906.html>



Illustration № 27 Graffiti sur le thème des tramways au loft-centre de l'art moderne DEPO Evolution Park, Almaty. Source: <https://www.the-village.kz/village/city/city-guide/2507-its-not-a-city-its-a-museum>



Illustration № 28 Graffiti sur les façades des immeubles d'habitations à Almaty. Source: <https://www.the-village.kz/village/city/city-guide/2507-its-not-a-city-its-a-museum>

Outre les formes d'expression artistique sous forme de graffitis, des théâtres d'art moderne sont apparues au Kazakhstan et au Kirghizstan. On pourrait aussi classer ces théâtres

dans la culture de la rue car, inconnus, ils ont commencé à se produire dans les rues. L'un d'entre eux était le théâtre Artichok, qui se dit "*expérimental*". Ce théâtre a été fondé en 2001 à Almaty par l'équipe d'acteurs professionnels, de réalisateurs et de gestionnaires d'art. En tant que première compagnie de théâtre indépendante au Kazakhstan, le théâtre a commencé par des représentations dans la rue. À l'heure actuelle, le théâtre met en œuvre divers projets culturels au Kazakhstan et participe à des festivals de théâtre à travers le monde. "*Nous sommes un symbole culturel d'Almaty, un lieu d'art alternatif, moderne et expérimental pour les résidents et les visiteurs de la ville*"³⁹³, - indique le site Web du théâtre.

Un autre théâtre d'art contemporain est devenu le théâtre de danse contemporaine Samruk au Kazakhstan. Les artistes de ce théâtre expérimentent les formes d'expression, les styles et la présentation de la danse. Le théâtre présente au public kazakhstanaï des styles de danse contemporains tels que la danse moderne, la danse contemporaine, le jazz moderne, etc.

Au Kirghizstan, l'art théâtral contemporain est représenté par le théâtre indépendant "*Place D*". Créé en 2007 à Bichkek, ce théâtre est le créateur des festivals internationaux de théâtres de rue en Asie centrale - PLACE dans la ville 2009 et PLACE dans la barQue 2011, passant dans la ville de Bichkek.

Parlant de la diffusion de la culture pop, il est nécessaire de noter l'apparition de Q-pop au Kazakhstan. Cette direction de la musique, qui unit différents genres et styles brillants dans les vêtements, a été empruntée par la jeunesse kazakhstanaïse à la Corée du sud. Il existe déjà plusieurs groupes de ce type au Kazakhstan et ils sont très populaires parmi les adolescents. Les chansons sont interprétées en kazakh. Compte tenu de la popularité des tendances de la pop au Kazakhstan, Gakku TV a été créée en 2014 - première chaîne de musique au Kazakhstan, qui diffuse des clips vidéo uniquement des artistes nationaux. "*La culture pop renforce l'estime de soi ... Tout comme la culture propre de chacun dans sa langue maternelle, la musique pop joue un rôle important dans le renforcement de l'identité nationale du jeune État*"³⁹⁴.

Cependant, selon certains chercheurs du Kazakhstan et du Kirghizstan, la mondialisation remet en question l'identité nationale de ces pays. "*En même temps, elle (la propagation des processus de mondialisation - note de l'auteur) a généré de nouveaux types de menaces pour la sécurité nationale et la souveraineté de l'État. Les menaces et les défis liés au fait que les individus captés par les processus mondiaux d'information et de communication, tout en maintenant l'identification avec les grandes et petites communautés traditionnelles (État-*

³⁹³ <http://www.artishock.kz/>

³⁹⁴ "Q-pop ukreplâet samosoznanie Kazakhstana" ("La Q-pop renforce la conscience de soi du Kazakhstan"). InoZpress. 17.08.2017 // <https://inosmi.ru/social/20170817/240059738.html>

*nationales, socioprofessionnelles, ethniques, religieuses, territoriales) forment de nouvelles identités*³⁹⁵.

Certains représentants de l'élite politique du Kazakhstan et du Kirghizstan voient dans l'influence culturelle de la mondialisation une menace pour les stratégies nationales visant à construire une identité culturelle fondée sur les formes de cultures traditionnelles. Au Kazakhstan, le président de la République s'inquiétait également de l'impact de la mondialisation. Dès 1997, dans le message "*Kazakhstan - 2030*" adressé à la population, il avait souligné l'inquiétude suscitée par la pression énorme de la mondialisation, notamment ses avantages et son influence négative. Dans le même temps, la mondialisation dans ce message a été indiquée comme un facteur inévitable auquel il est nécessaire de s'adapter. Dans cette optique, l'objectif de la politique de la jeunesse au Kazakhstan était de rassembler des jeunes en mettant l'accent sur les valeurs nationales afin de surmonter le contexte de la mondialisation.

En parlant de l'attitude de l'élite étatique face à la mondialisation, nous pouvons également revenir à la question des symboles nationaux du Kazakhstan et du Kirghizstan (drapeau, emblème), représentant des motifs folkloriques, pouvant également être considérés comme un symbole contre les tendances de la mondialisation. Ces éléments traditionnels sont l'un des outils permettant de lutter contre les aspects négatifs de la mondialisation et de la culture et du développement occidentaux populaires. Un autre outil est le contrôle du contenu des programmes de télévision et le soutien du cinéma national. Une attention particulière a été accordée à cet aspect au Kazakhstan. L'État a toujours alloué des fonds au financement de la production cinématographique, ainsi, outre la structure étatique Kazakhfilm, plusieurs dizaines de nouvelles sociétés de production privées sont apparues. L'État a compris la nécessité de cultiver une identité nationale unifiée, une culture et une histoire uniques du Kazakhstan, par opposition aux films occidentaux suscitant un intérêt croissant.

Le Kazakhstan a rapidement produit un nombre important de films historiques auxquels plusieurs dizaines de millions de tengués ont été alloués à partir du budget de l'État. Grâce à cette politique, plusieurs films historiques bien connus, tels que *Guerrier nomade* (2005), le film épique historique sur le guerrier kazakh Ablay Khan, *Mongol* (2007), le premier film de la trilogie sur Chinghiz Khan, *l'Armée de milliers de jeunes guerriers* (2011), racontent la légende depuis la guerre entre Kazakhs et Djoungares. Ces films étaient très populaires au Kazakhstan. "Le soutien au cinéma national est nécessaire pour préserver la *"santé spirituelle et*

³⁹⁵ Kazakhstan v global'nom mire: vyzovy i sohranenie identičnosti (Le Kazakhstan dans le monde global: défis et préservation de l'identité). p. 4.

morale du peuple" et empêcher la société de détruire complètement la culture populaire mondiale"³⁹⁶.

Cette prudence au Kazakhstan et au Kirghizstan en ce qui concerne le processus de mondialisation est due au fait que les changements culturels rapides provoqués par la mondialisation peuvent également conduire à des changements politiques. À cet égard, l'État tente de contrôler les organisations internationales et non gouvernementales dans le domaine de la culture. *"Les élites politiques d'Asie centrale, très au fait du discours sur la mondialisation et sur les réalités complexes qui l'accompagnaient, ont immédiatement compris la gravité de leur situation, prises entre leur désir et leur nécessité de s'insérer dans l'économie mondiale et celui de consolider leur toute nouvelle souveraineté économique et politique sans prendre le risque de se marginaliser, ni de se priver des aides à la reconversion promises par tous"*³⁹⁷. La vague de *"révolutions colorées"* survenue sur les territoires de certains pays de l'ex-URSS au début des années 2000, (y compris la révolution *"Des tulipes"* au Kirghizstan en 2005 à la suite de laquelle le président A. Akaev a démissionné et quitté le pays) a accru la méfiance vis-à-vis des organisations non gouvernementales, considérées, en général, comme les initiateurs directs de ces événements. *"Ainsi, les ONG internationales, en particulier la structure privée financée par le milliardaire américain George Soros, active dans tout le bloc ex-communiste pour soutenir les ressources intellectuelles des États ex-soviétiques, favoriser l'éducation à la démocratie et à la défense des droits de l'homme, ont été accusées de financer les déstabilisations de façon méthodique, à partir de la contestation des élections législatives"*³⁹⁸.

En outre, la large diffusion de la culture de masse dans l'ensemble des pays d'Asie centrale, du Kazakhstan et du Kirghizstan en particulier, réduit le niveau de développement des types d'art classique atteint à l'époque soviétique. Voici ce que le chercheur Djoumaev écrit à ce sujet: *"Il existe un processus général de dégradation et de "bananisation" de la culture des grandes masses, le déclin général du niveau culturel de la population, le lent dépérissement et la désintégration d'écoles entières (art, musique, théâtre, cinéma) créées au fil des décennies "passé soviétique maudit" au prix d'immenses investissements en capital et des ressources humaines de plusieurs générations de personnalités culturelles. Au lieu de cela, de coûteux substituts culturels "d'élite" du type glamour, conçus pour une petite couche de l'élite culturelle des capitales des nouveaux États, et des déchets de la production culturelle américanisée - des*

³⁹⁶ Nogerbek B, "Gerorstrat: zabyt' ili pomnit'?" // Kazakhstanskaâ pravda ("Gerorstrat: oublier ou se souvenir?" // "La Vérité" du Kazakhstan (Pravda)), novembre 23, 1999.

³⁹⁷ Pujol C., "Altérité et vision du monde extérieur en Asie centrale. Trajectoire d'une longue durée historique, culturelle et identitaire". // <http://journals.openedition.org/anatoli/526> ; DOI : 10.4000/anatoli.526

³⁹⁸ Pujol C., "Perception et traitement de l'aide internationale en Asie centrale depuis 1991 : trajectoire d'une suspicion", Hérodote, 2008/2 (n° 129), p. 21-35. // <https://www.cairn.info/revue-herodote-2008-2-page-21.htm>

"débris culturels" - sont offerts aux masses (reproduits par des magazines de boulevard, presse, télévision)"³⁹⁹.

La mondialisation culturelle et les valeurs laïques qui lui sont associées au Kazakhstan et au Kirghizstan ne sont pas perçues par les élites religieuses de ces pays. Il convient de noter que les valeurs en faveur de la défense nationale étaient partagées non seulement par la génération précédente, mais également par de nombreux jeunes. Comme l'écrit Douglas W. Blum *"The upshot of such powerful wishes to both embrace and eschew Westernization is a marked ambivalence"*⁴⁰⁰.

Raisonnant sur l'impact des processus de mondialisation sur la culture du Kazakhstan et du Kirghizstan, nous avons apprécié l'affirmation suivante: *"Beaucoup pensent que la Russie, comme le Kazakhstan, devrait s'intégrer à l'Europe. Le programme correspondant "Chemin vers l'Europe" est en cours d'élaboration et de mise en œuvre sous diverses formes. On pense que le Kazakhstan, comme la Russie, devrait "se tourner vers l'Europe". Ceci, bien sûr, est une direction importante pour le développement de la république, mais ce programme ne tient toujours pas pleinement compte de la nature spécifique de la mentalité du Kazakhstan. Un résident du Kazakhstan est en quelque sorte différent des Européens et des Asiatiques, à savoir le fait qu'il n'est ni Européen ni Asiatique, mais qu'il est un foyer très particulier des cultures et des relations mondiales"*⁴⁰¹.

Dans cette situation, un espace culturel commun en Asie centrale pourrait constituer une bonne alternative. Compte tenu de la proximité des cultures des pays d'Asie centrale et des expériences historiques communes, cet espace culturel pourrait contribuer à des échanges culturels positifs entre les pays de cette région. Mais, pour le moment, la région de l'Asie centrale n'est pas clairement comprise comme un tout culturel. Bien que les travaux dans ce sens soient effectués principalement par l'intermédiaire d'organisations internationales. À de nombreux égards, la création d'un espace culturel commun est entravée par un vide d'information sur la culture et les événements culturels des États voisins de la région. De plus, les *"Marchés culturels"* des pays d'Asie centrale restent axés sur les exportations hors de la région.

Au Kazakhstan et au Kirghizstan dans les années 2000, l'impact de la mondialisation sur la sphère culturelle s'est accru. Compte tenu des caractéristiques historiques de la région d'Asie centrale, la préservation de l'identité culturelle traditionnelle est devenue un défi important lorsque la mondialisation influence la culture du Kazakhstan et du Kirghizstan.

³⁹⁹ Džumaev A. "Najdem li my sebâ v potoke peremen?" // Družba narodov ("Allons-nous nous trouver dans un flot de changements"? // Amitié des peuples), 2008. № 4. <http://magazines.russ.ru/druzhiba/2008/4/d13.html>

⁴⁰⁰ Douglas W. Blum. National Identity and Globalisation. p.97.

⁴⁰¹ Kazakhstan v global'nom mire: vyzovy i sohranenie identičnosti (Le Kazakhstan dans le monde global: défis et préservation de l'identité). p. 4.

Dans le même temps, pour assurer un développement culturel durable, il est nécessaire de soutenir la diversité culturelle, dont une partie arrive de l'extérieure grâce au développement des échanges d'informations. Les chercheurs des tendances du développement de la culture kirghize écrivent: *"...la mondialisation et les processus d'identification culturelle nationale ont été identifiés comme les principales tendances du développement, chacune de ces réalités faisant l'objet d'une réfraction objective dans le système de la culture kirghize en tant qu'intégrité individuelle et branche de la civilisation d'Asie centrale. À cet égard, la culture kirghize est l'un des moments de la diversité culturelle du monde qui, parallèlement, ne peut que corrélérer son existence avec la tendance du développement mondial, c'est-à-dire avec la mondialisation"*⁴⁰². À cet égard, les États doivent relever de nouveaux défis: contribuer à la satisfaction de divers besoins culturels et à l'existence de formes d'expression contrastées dans la culture et l'art. Étant donné que les normes internationales en matière de droits de l'homme jouent un rôle important dans la définition des principes de la mondialisation, les droits culturels aident à réguler l'impact de la mondialisation sur la sphère culturelle.

⁴⁰² Urmanbetova Ž., Abdrasulov S. Istoki i tendencii razvitiâ kirghizskoi kul'tury (Sources et tendances du développement de la culture kirghize). p.212.

5.3. Les droits culturels dans un contexte nouveau: le droit de participer à la vie culturelle.

Les processus de mondialisation, qui se sont étendus à la sphère culturelle du Kazakhstan et du Kirghizstan, ont assigné à ces pays une tâche importante de maintien de l'ordre international et social dans ce domaine. Cet ordre repose essentiellement sur le respect des droits de l'homme, car les normes et standards internationaux en matière de droits de l'homme jouent un rôle important dans la définition des principes de la mondialisation. Les droits de l'homme culturels sont aussi importants que tous les autres types de droits pour la formation réussie d'un État. En outre, les droits culturels sont un outil très important pour le développement, le maintien de la paix et *"... le renforcement de la cohésion sociale, ainsi que du respect et de la compréhension mutuels entre individus et groupes avec toute leur diversité"*⁴⁰³.

Pour la première fois, les droits de l'homme culturels ont été reflétés dans la Déclaration Universelle des droits de l'homme⁴⁰⁴, adoptée en 1948. Cet acte international a confirmé l'égalité des droits culturels avec les droits de l'homme civils et politiques. Plus tard en 1966, les droits culturels ont été définis plus largement dans le Pacte International relatif aux droits économiques, sociaux et culturels⁴⁰⁵, mais leur importance pour la société n'a pas changé. Bien que les droits culturels ainsi que les droits économiques et sociaux appartiennent aux prétendus droits de la *"deuxième génération"*. Avec les processus de développement et de mondialisation, l'importance de garantir et de concrétiser les droits culturels ne cesse de croître et, même si la déclaration universelle des droits de l'homme n'a qu'un caractère consultatif, les droits et libertés qui y sont mentionnés sont considérés comme juridiquement contraignants. Par conséquent, les constitutions de différents pays du monde se réfèrent souvent à ce document et incluent ses dispositions.

Au même moment, le Kazakhstan et le Kirghizstan, qui ont rejoint l'ONU, se sont engagés à mettre en œuvre la Déclaration Universelle et à respecter les droits de l'homme culturels, en particulier. Mais que signifient les droits culturels pour ces pays et de quels droits parle-t-on?

Les changements intervenus dans le développement socio-économique des pays que nous avons étudiés ont conduit à faire de la recherche dans le domaine des droits et des libertés dans les sphères politique et économique qui sont une priorité dans ces pays. Peut-être est-ce précisément la raison pour laquelle le cadre réglementaire national des droits culturels d'une

⁴⁰³ Volkova N. "Kul'turnye prava kak otdel'naâ kategoriâ sistemy prav čeloveka: meždunarodno-pravovye aspekti" // Vestnik RUDN ("Les droits culturels en tant que catégorie distincte du système des droits de l'homme: aspects juridiques internationaux" // Bulletin de l'université RUDN), 2013, № 2. p.276.

⁴⁰⁴ La Déclaration Universelle des droits de l'homme, 10 décembre 1948.

⁴⁰⁵ Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, 16 décembre 1966.

personne et d'un citoyen au Kazakhstan et au Kirghizstan est actuellement peu développé. En outre, au Kazakhstan et au Kirghizstan, il n'existe pas de classification spécifique des droits de l'homme culturels et, dans les faits, il est nécessaire de distinguer quels droits peuvent être considérés comme culturels. Mais il est nécessaire de prendre en compte le fait que, malheureusement, les droits culturels dans le monde sont souvent qualifiés de moins importants. Par conséquent, il s'avère que l'attention insuffisante portée à ces droits conduit à les considérer comme des droits moins prioritaires dans les législations nationales des pays.

Le Kazakhstan et le Kirghizstan, en tant qu'États légaux, ont reconnu la plus haute valeur des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Dans les Constitutions de ces pays, les droits et libertés des citoyens correspondent à la Déclaration Universelle des Droits de l'homme. Dans la Constitution actuelle de la République du Kazakhstan⁴⁰⁶, dans la section intitulée "*L'homme et le citoyen*", il existe un article consacré aux droits culturels dans le domaine des droits culturels, à savoir "*toute personne a le droit d'utiliser sa langue et sa culture natales, de choisir librement la langue de communication, d'éducation, de formation et de création*"⁴⁰⁷. En outre, la Constitution du Kazakhstan contient également un article garantissant la liberté de création et un article sur les devoirs des citoyens "*... de veiller à la préservation du patrimoine historique et culturel, de préserver les monuments historiques et culturels*"⁴⁰⁸. Dans la Constitution du Kirghizstan de 2007 les droits suivants ont été reflétés: "*... les citoyens ont le droit d'accéder aux valeurs culturelles, de s'adonner à l'art et à la science*"⁴⁰⁹.

Cependant, parmi ces articles, la définition des droits culturels des citoyens de ces pays n'est pas tout à fait claire. Il convient de noter que, malgré l'existence de divers actes juridiques internationaux dans le domaine des droits de l'homme, aucun de ces actes ne fournit une définition officielle des droits culturels. En même temps, étant donné la définition large de la culture utilisée dans la thèse, la diversité culturelle peut englober toute la variété de concepts liés à la culture, ainsi que la signification personnelle de la culture pour chaque individu.

Dans cette situation, nous nous appuyons à nouveau sur l'UNESCO, en particulier la Déclaration Universelle sur la diversité culturelle, adoptée par l'Organisation en 2001 grâce au souhait des États membres de l'UNESCO de créer, dans le contexte de la mondialisation, un document normatif en vue de l'élaboration d'une politique culturelle nationale respectant les droits fondamentaux de l'homme. Cette déclaration énumère les droits directement liés à la catégorie des biens culturels. Les droits culturels font partie intégrante des droits de l'homme, qui sont universels, inséparables et interdépendants. Une condition nécessaire au développement de

⁴⁰⁶ Constitution de la République du Kazakhstan, 30 août 1995.

⁴⁰⁷ Ibid.

⁴⁰⁸ Ibid.

⁴⁰⁹ Loi de la République Kirghize sur la nouvelle version de la Constitution de la République Kirghize, 23 octobre 2007.

la diversité créatrice est la pleine réalisation des droits culturels, tels que définis à l'article 27 de la Déclaration Universelle des droits de l'homme et aux articles 13 et 15 du Pacte International relatif aux droits économiques, sociaux et culturels. En conséquence, chaque personne devrait avoir la possibilité de s'exprimer, de créer et de diffuser ses œuvres dans la langue de son choix, et en particulier dans sa langue maternelle; toute personne a droit à une éducation et à une formation professionnelle de qualité dans le respect de son identité culturelle; "... *toute personne doit avoir la possibilité de participer à la vie culturelle de son choix et adhérer à ses traditions culturelles dans le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales*"⁴¹⁰. De cette définition, il est clair que les droits culturels vont au-delà de la langue et de la religion. Mais surtout, la Déclaration Universelle sur la diversité culturelle parle du droit de participer à la vie culturelle.

Le droit de participer à la vie culturelle est énoncé dans d'autres traités relatifs aux droits de l'homme. Par exemple, l'article 27 de la Déclaration Universelle des droits de l'homme stipule que "*toute personne a le droit de participer librement à la vie culturelle de la communauté*"⁴¹¹, ce que confirme le paragraphe 1 a) de l'article 15 du Pacte International relatif aux droits économiques, sociaux et culturels.

Le Comité des droits économiques, sociaux et culturels à la suite des informations recueillies, par le biais de recherches et de deux réunions internationales, adoptées en 2009 l'observation générale N° 21 sur l'article 15 du Pacte International relatif aux droits économiques, sociaux et culturels⁴¹². Conformément à cette observation, le "*Droit de "participer" à la vie culturelle comporte trois composantes principales interdépendantes: a) la participation à la vie culturelle, b) l'accès à la vie culturelle et c) une contribution à la vie culturelle*"⁴¹³.

Dans le même temps, *la participation* implique, entre autres, le droit de toute personne de s'identifier ou non avec une ou plusieurs communautés et de s'engager dans ses propres pratiques culturelles, ainsi que de s'efforcer de maîtriser les connaissances et les expressions culturelles et de les échanger avec d'autres. La participation à la vie culturelle implique la participation à la vie politique. La deuxième composante, *l'accès à la vie culturelle*, couvre la capacité de connaître et de comprendre sa propre culture et celle des autres, ainsi que les formes d'expression par l'éducation et l'information. En outre, "*vivre un mode de vie impliquant l'utilisation de biens et de ressources culturels tels que la terre, l'eau, la biodiversité, la langue ou des institutions*

⁴¹⁰ Déclaration universelle de l'UNESCO sur la diversité culturelle, 2 novembre 2001.

⁴¹¹ La Déclaration Universelle des droits de l'homme, 10 décembre 1948.

⁴¹² Observation Générale no 21 Droit de chacun de participer à la vie culturelle (art. 15, par. 1 a), du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels), 21 décembre 2009.

⁴¹³ Ibid.

*spécifiques, et utiliser le patrimoine culturel et la créativité des autres et des communautés*⁴¹⁴ constitue également un accès à la vie culturelle. La composante "*contribution à la vie culturelle*" concerne "*le droit de chacun de participer à la création de formes d'expression communautaire spirituelle, matérielle, intellectuelle et émotionnelle*"⁴¹⁵, y compris le droit de "*participer à la définition, à la conception et à la mise en œuvre de politiques et de décisions affectant la jouissance des droits de l'homme culturels*"⁴¹⁶.

En outre, conformément à ce document, pour pouvoir exercer le droit de participer à la vie culturelle, il est nécessaire de respecter une liste des conditions nécessaires à cet effet, telles que, premièrement, la disponibilité d'installations culturelles et de biens naturels, la disponibilité de ces installations, l'acceptabilité et l'adaptabilité du cadre réglementaire. Ce document souligne la pertinence des droits des personnes appartenant à des minorités, des droits des peuples autochtones et des droits au développement.

Certains chercheurs dans le domaine des droits de l'homme culturels croient que le droit de participer à la vie culturelle est directement lié au droit de l'homme de vivre décemment. Ainsi, V. Nešataeva estime que "*le motif le plus profond du développement des droits de l'homme dans les domaines économique, social et culturel reste la recherche de moyens d'améliorer le niveau de vie des personnes et d'accroître leur liberté. L'expansion de la liberté implique une prise de conscience de ses frontières afin de reconnaître les droits des autres, y compris le relèvement du niveau culturel*"⁴¹⁷.

Après tout, le droit de participer à la vie culturelle ne peut pas être utilisé par tout le monde: si une personne a des problèmes d'opportunités financières, elle est probablement privée de la possibilité de penser au côté culturel de la vie et parfois même d'y avoir accès. L'observation générale № 21 analysée par nous ci-dessus indique également que le droit de participer à la vie culturelle est interconnecté avec le droit à un niveau de vie suffisant consacré dans le Pacte (article 11)⁴¹⁸.

L'observation indique que "*les États parties doivent fournir toutes les conditions nécessaires à la réalisation du droit de participer à la vie culturelle dans les cas où des individus ou des communautés ne peuvent pas, pour des raisons indépendantes de leur volonté, exercer ce droit pour eux-mêmes en utilisant ces moyens qu'ils ont à leur disposition*"⁴¹⁹. Ces

⁴¹⁴ Observation générale no 21 Droit de chacun de participer à la vie culturelle (art. 15, par. 1 a), du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels), 21 décembre 2009.

⁴¹⁵ Ibid.

⁴¹⁶ Ibid.

⁴¹⁷ Nešataeva V. Kul'turnye tsennosti. Cena I pravo (Valeurs culturelles. Prix et droit). p.208 // <https://law.wikireading.ru/46588>.

⁴¹⁸ Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, 16 décembre 1966.

⁴¹⁹ Observation générale no 21 Droit de chacun de participer à la vie culturelle (art. 15, par. 1 a), du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels), 21 décembre 2009.

conditions, par exemple, peuvent être créées en fournissant "... sans discrimination fondée sur une disposition financière ou autre, un accès garanti à tous pour les musées, les bibliothèques, les cinémas et les théâtres ainsi qu'aux activités, services et événements culturels"⁴²⁰.

Dans les pays que nous avons étudiés, la situation est assez intéressante en ce qui concerne le coût des services culturels offerts par l'État. Bien que le coût des billets pour un musée, un cinéma ou un théâtre semble assez acceptable, les résultats de notre enquête ont montré que 70% des résidents du Kazakhstan interrogés considèrent le coût trop élevé des services comme le principal problème du travail des institutions culturelles. Dans le même temps, 33% ont identifié le manque de manifestations culturelles comme étant le principal problème. Comme le sondage l'a montré, le plus souvent, les Kazakhstanais passent leur temps libre chez eux (73% des répondants), ainsi qu'au cinéma (27%) et seulement 3% dans les théâtres, les musées et les bibliothèques. Au Kirghizstan, 85% des répondants passent leur temps libre à la maison et 8% au cinéma, au théâtre, dans les musées et à la bibliothèque. Parallèlement, tant au Kazakhstan qu'au Kirghizstan, les répondants se sont plaints du manque d'événements culturels ainsi que du manque d'informations sur les événements culturels. Dans le même temps, Čolpon Tentieva, chef du département de la conservation et du développement du patrimoine historique et culturel du ministère de la Culture du Kirghizstan (lors de notre interview en 2017, le chef du département marketing et développement du Musée national des beaux-arts du Kirghiz appelé Ajtiev) a indiqué que la 4^{ème} "Nuit dans le musée" au Musée national kirghize des Beaux-Arts du nom de Ajtiev a rassemblé 18 mille personnes, tandis que seulement environ 1000 volontaires ont apporté une aide absolument gratuite dans la préparation de cet événement. Č. Tentieva, conceptrice de nombreux programmes éducatifs dans les musées, a noté qu'une telle participation était justifiée par la richesse et l'intérêt du programme de cet événement, mais aussi et surtout par une campagne d'information bien en amont utilisant des méthodes modernes, à savoir les réseaux sociaux. Ainsi, nous voyons une relation directe dans la mise en œuvre du droit à une vie culturelle et la proportionnalité croissante de l'utilisation de ce droit.

Ainsi, l'Observation nous révèle de manière exhaustive la notion de Droit de participer à la vie culturelle et aide à mieux comprendre ce que l'on peut considérer comme autres droits culturels d'une personne et d'un citoyen dans les pays que nous étudions.

Considérant les aspects susmentionnés des droits de l'homme culturels, l'article № 20 de la Constitution du Kazakhstan⁴²¹, qui garantit la liberté de parole et de créativité, reflète la possibilité d'une expression indépendante d'opinions, d'idées et de connaissances, ainsi que des

⁴²⁰ Ibid.

⁴²¹ Constitution de la République du Kazakhstan, 30 août 1995.

activités relatives à leur formation et à leur création. Ce droit inclut la possibilité de diffuser des informations sous quelque forme et de quelque manière que ce soit non interdite par la loi. Au Kirghizstan, le droit à la liberté d'expression est inscrit dans l'article № 31 de la Constitution et ressemble à ceci: *"Toute personne a droit à la liberté de pensée et d'opinion ... Toute personne a droit à la liberté d'expression, à la liberté de parole et à la presse"*⁴²². Par ailleurs, l'article № 49 figure dans la Constitution du Kirghizstan en 2010, aux termes duquel *"toute personne a le droit de participer à la vie culturelle et d'accéder aux valeurs culturelles"*⁴²³. En outre, cet article garantit la liberté de *"créativité littéraire, artistique, scientifique, technique et d'autres formes de créativité, d'enseignement"*⁴²⁴. Peut-être le droit de participer à la vie culturelle est-il apparu dans la Constitution du Kirghizstan non par hasard, car le Kirghizstan a adhéré au Pacte International relatif aux droits économiques, sociaux et culturels en 1994, d'où l'observation générale № 21 relative à l'article 15 du Pacte International relatif aux droits économiques, sociaux et culturels adoptée en 2009, reflétée dans la Constitution de 2010. Le Kazakhstan a ratifié le Pacte International relatif aux droits économiques, sociaux et culturels en 2006, mais jusqu'à présent, *"le droit de participer à la vie culturelle"* ne figure pas dans le cadre réglementaire de ce pays.

Il s'avère que les droits culturels des citoyens sont inscrits dans les Constitutions du Kazakhstan et du Kirghizstan. Assurant la mise en œuvre des droits de l'homme dans ce domaine, les fondements de la législation culturelle définissent les obligations de ces États d'assurer des activités culturelles, des valeurs culturelles et des avantages pour les citoyens. Toutefois, dans les textes des Constitutions, il n'existe aucune norme garantissant la réalisation de ces droits. Il convient de noter qu'une telle absence de mécanisme pour la mise en œuvre des droits culturels des citoyens est caractéristique de tous les pays de la CEI, dont les actes normatifs ne contiennent que des normes déclaratives proclamant la reconnaissance, le respect et le développement des droits culturels.

L'observation générale № 21 sur l'article 15 du Pacte International relatif aux droits économiques, sociaux et culturels contribue à résoudre l'une des questions controversées selon laquelle le droit à l'éducation est l'un des droits constitutionnels les plus importants dans la catégorie des droits culturels. Malgré le fait que la majorité des chercheurs attribuent ce droit au social, l'observation dit: *"Le droit de chacun de participer à la vie culturelle est également inextricablement lié au droit à l'éducation (art. 13 et 14), par lequel les individus et les communautés transmettent leurs valeurs, religion, coutumes, langue et autres fondements culturels et qui contribue à créer une atmosphère de compréhension mutuelle et de respect des*

⁴²² Constitution de la République Kirghize, 27 juin 2010.

⁴²³ Ibid.

⁴²⁴ Ibid.

valeurs culturelles".⁴²⁵ D'autre part, comme écrit A. Utûševa "... la culture est tout le patrimoine scientifique, créatif et artistique d'une personne, l'éducation est à son tour un processus d'apprentissage de ce patrimoine"⁴²⁶.

Au Kazakhstan, il s'agit d'un droit important: le droit à l'éducation est consacré à l'article 30 de la Constitution, qui garantit aux citoyens un enseignement secondaire gratuit et obligatoire dans les établissements d'enseignement public ainsi qu'un enseignement supérieur gratuit et concurrentiel dans un établissement d'enseignement supérieur public⁴²⁷.

Le respect des droits culturels de l'homme est également très important car ce sont eux qui protègent le droit à l'individualité en exprimant leur perception du monde et de la vie à travers le prisme de caractéristiques culturelles exceptionnelles inhérentes à chaque individu. À l'heure actuelle, une approche de l'universalité des droits de l'homme sous l'angle des droits culturels et la relation étroite entre universalité et diversité culturelle sont à l'étude. Parfois, la diversité culturelle est perçue à tort comme opposée à l'universalité, alors qu'au contraire, l'universalité dit que tout le monde a des droits, sans exception, quelles que soient leurs "préférences" culturelles.

Comme indiqué dans le dernier rapport Mondial de l'UNESCO, "*l'accent mis sur les aspects culturels de tous les droits de l'homme ne doit en aucun cas être compris comme une violation de l'universalité, mais plutôt comme une promotion du sens de possession de tous ces droits dans leur diversité*"⁴²⁸. La Déclaration de l'UNESCO sur la diversité culturelle est le premier document à fournir à la communauté internationale un instrument juridique classant la diversité culturelle comme "*patrimoine universel de l'humanité*". La déclaration vise à répondre à deux questions principales: comment garantir le respect de l'identité culturelle avec la participation de tous les peuples dans un cadre démocratique et comment promouvoir l'émergence d'un climat favorable au potentiel créatif, considérant la culture comme un facteur de développement.

La promotion de cette déclaration au Kazakhstan et au Kirghizstan est assurée par l'organisation internationale même l'UNESCO, dont les tâches incluent la promotion et la protection des droits culturels de l'homme. La compétence de cette organisation comprend également la protection des droits à la créativité, à la participation sans entrave à la vie culturelle, à l'éducation et à l'utilisation des réalisations scientifiques, à l'information et à l'accès aux valeurs

⁴²⁵ Observation générale no 21 Droit de chacun de participer à la vie culturelle (art. 15, par. 1 a), du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels), 21 décembre 2009.

⁴²⁶ Utûševa A. "Osnovnye problemy v interpretacii kul'turnyh prav i svobod čeloveka i graždanina" // Aleâ Nauki ("Principaux problèmes d'interprétation des droits et libertés culturels de l'homme et du citoyen" // Allée de la science), № 4, 2016. p. 614.

⁴²⁷ Constitution de la République du Kazakhstan, 30 août 1995.

⁴²⁸ UNESCO World Report 2009: Investing in cultural diversity and Intercultural dialogue. Paris 2009. p.224.

culturelles et au patrimoine culturel. *"La passerelle, la jonction entre le patrimoine culturel et les droits de l'homme, est synthétisée par une notion opératoire, à savoir les droits culturels. Nous pouvons trouver toutes ces notions dans les plusieurs instruments juridiques, Conventions et Déclarations de l'UNESCO"*⁴²⁹.

Le droit au patrimoine culturel entre également dans la catégorie des droits de l'homme culturels et est associé au droit d'accès à la vie culturelle. *"Selon la Déclaration adoptée par l'ICOMOS "...le droit au patrimoine culturel fait partie intégrante des droits de l'homme ... Ce droit engendre des responsabilités pour les individus et les sociétés comme pour les institutions et les Etats"*⁴³⁰. Considérant que le patrimoine culturel a été laissé par les ancêtres, il fait partie de l'histoire intégrale du peuple et transmet un savoir sacré sur ses racines. Selon le chercheur Prott *"...les droits culturels, en particulier ceux relatifs à la préservation du patrimoine culturel, à l'identité culturelle d'un peuple particulier et au développement culturel, sont considérés dans certaines circonstances comme les "droits des peuples "*⁴³¹. Effectuant des recherches sur l'interdépendance du patrimoine culturel et des droits de l'homme dès 2012, nous avons conclu que *"...Les notions de patrimoine et de droits de l'Homme entretiennent des relations d'influence réciproque, de soutien mutuel. Les avancées réalisées dans un domaine sont certainement profitables à l'autre, et vice versa. On peut qualifier ce lien comme étant interchangeable et mutuellement profitable, tant localement qu'au niveau international"*⁴³². Et ici: *"La dimension fondamentale des droits de l'Homme pourrait être intégrée à la problématique de la sauvegarde patrimoniale tout au long de l'identification du patrimoine à conserver, gérer, promouvoir et transmettre....La problématique des droits de l'Homme doit gagner en visibilité dans les actions de sauvegarde, favorisant ainsi la gestion du patrimoine culturel en collaboration avec d'autres institutions pertinentes pour le développement durable des communautés locales"*⁴³³.

En conséquence, au Kazakhstan et au Kirghizstan, la protection et la préservation du patrimoine culturel constituent également une garantie du respect des droits de l'homme culturels. La Constitution de la République Kirghize, adoptée le 27 juin 2010, confirme la protection des monuments historiques et culturels par l'État. Ainsi, le paragraphe 2 de l'article 49 susmentionné dispose: *"... l'État veille à la préservation des monuments historiques et autres*

⁴²⁹ Gorovykh Y. Rapport sur le stage effectué du 19 Mars 2012 au 19 Septembre 2012 dans L'UNESCO, Paris. p. 39.

⁴³⁰ La Déclaration de Stockholm (Déclaration de l'ICOMOS à l'occasion du 50e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme), 1998. Gorovykh Y. Rapport sur le stage effectué du 19 Mars 2012 au 19 Septembre 2012 dans L'UNESCO, Paris. p. 34.

⁴³¹ L.V. Prott "Cultural Rights as Peoples' Rights in International Law", dans J. Crawford (ed), *The Rights of Peoples*, Oxford, Clarendon Press, 1988, pp.92-106. Birmanova I., Rakhmankulova G. Rol' kul'turnikh prav v sisteme prav cheloveka (Le rôle des droits culturels dans le système des droits de l'homme). // www.rusnauka.com.

⁴³² Ibid. p. 39

⁴³³ Ibid, p.38.

objets du patrimoine culturel"⁴³⁴. Au Kazakhstan, cependant, la Constitution ne précise pas le droit d'accès au patrimoine culturel, mais au contraire, la préservation du patrimoine historique et culturel relève des devoirs des citoyens de la république. Afin de préserver et d'utiliser rationnellement son patrimoine culturel, la République du Kirghizstan et la République du Kazakhstan ont adopté, en plus de la Constitution, une législation sur la protection du patrimoine culturel et historique, qui est également régie par d'autres actes juridiques réglementaires.

Ainsi, les droits et libertés culturels suivants sont reconnus et protégés au Kazakhstan et au Kirghizstan: le droit d'utiliser et de jouir de leur culture, d'utiliser leur langue et d'exprimer librement leurs opinions. En outre, les citoyens de ces États ont la liberté de créer, ont accès au patrimoine culturel préservé par l'État du Kirghizstan et ont le droit de participer à la vie culturelle. Pour observer le respect des droits de l'homme au Kazakhstan, la Commission Présidentielle des droits de l'homme a été créée en 1993. Et aussi pour un an depuis 1996 jusqu'en 1997 au Kazakhstan, le bureau principal du procureur a été créé au sein de la Division de la surveillance du respect des droits civils. Depuis 2002 au Kazakhstan et au Kirghizstan, il existe un poste d'ombudsman.

Bien que la responsabilité principale du respect des droits culturels de l'homme incombe aux États, tous les membres de la société civile - individus, groupes, communautés, minorités, peuples autochtones, organismes religieux, organisations privées, entreprises et la société civile en général - assument également leur part de responsabilité dans l'exercice effectif du droit de chacun de participer à la vie culturelle. Les États devraient réglementer leur part de responsabilité pour assurer le respect de ce droit, qui incombe au secteur des entreprises et à d'autres acteurs non étatiques d'assurer le respect de ce droit.

Au Kazakhstan et au Kirghizstan, certaines organisations non gouvernementales établies dans ces pays surveillent également les droits de l'homme. *"According to the U.S. State Department's Country Reports on Human Rights Practices for 1996, effective human rights advocacy organizations have been created throughout this region"*.⁴³⁵ Par exemple, une organisation allemande Hivos International (Humanist Institute for Cooperation with Developing Countries) travaille au Kazakhstan et au Kirghizstan pour soutenir le secteur des ONG par le biais de projets. Outre les droits de l'homme, Hivos se concentre sur les secteurs d'activités des ONG suivants: culture et art, femmes, développement durable. Au Kirghizstan, il a également été créé en 1996. Le Kyrgyz-American Bureau on Human Rights and Rule of law, Kyrgyz Committee for Human Rights, avec plus de 1000 membres. Cette organisation est la principale

⁴³⁴ Constitution de la République Kirghize, 27 juin 2010

⁴³⁵ S. Horton and A. Kazakina. The legal Regulation of NGOs. Central Asia at Crossroads. pp.36-56. Civil Society in Central Asia.p.37.

organisation d'autres organisations liées aux droits de l'homme. Au Kirghizstan, des groupes de défense des droits de l'homme travaillent sans restrictions de la part du gouvernement, effectuent des recherches sur les droits de l'homme et les publient. Au Kazakhstan, des organisations comme Helsinki Watch, the Kazakhstan-American Human Rights Association, and The Legal Development of Kazakhstan sont les organisations locales de défense des droits de l'homme les plus actives.

L'analyse effectuée nous permet de conclure que les pays que nous explorons sont sur le point d'introduire des normes juridiques internationales dans le domaine des garanties de la réalisation des droits de l'homme culturels. En outre, les normes relatives aux droits culturels, inscrites dans la législation nationale, doivent être considérablement actualisées dans le contexte de l'élargissement du contenu des droits culturels de l'homme dans le processus de développement culturel durable. À cet égard, le fait que certains droits soient prioritaires sur d'autres est productif. Cela concerne en particulier les avantages des droits politiques et civils individuels dans les documents normatifs relatifs dans ce domaine au Kazakhstan et au Kirghizstan en ce qui concerne la perte des droits de l'homme culturels.

Cependant, il convient de reconnaître qu'aujourd'hui, dans le monde entier, le concept de *"droits culturels"* n'est pas un concept pleinement développé, mais est en cours de développement. Cela est dû au fait que le concept de *"vie culturelle"* nous permet de considérer le concept de culture non pas comme une catégorie isolée et statique, mais comme un processus historique interconnecté avec le développement de la société, unissant les caractéristiques distinctives des individus et des communautés et représentant la culture de l'humanité dans son ensemble. Les droits universels d'une personne et d'un citoyen énoncés dans les actes réglementaires internationaux déterminent le contenu des droits culturels et établissent leur réglementation en tenant compte de l'individualité et de la nature particulière de la culture en tant que produit de la société. En même temps, chaque État participe à l'élaboration détaillée des droits culturels dans sa législation nationale et est également responsable envers ses citoyens et la communauté internationale de leur mise en œuvre pratique.

Ainsi, garantissant le droit de participer à la vie culturelle, l'État fournit une liste complète des droits culturels d'une personne et d'un citoyen. Toutefois, afin de garantir le droit de participer à la vie culturelle, l'État, d'une part, ne doit pas entraver l'accès aux services culturels et, d'autre part, créer les conditions de l'existence de cet accès. Pour cela, l'État doit créer des conditions permettant à tous les citoyens de jouir de leurs droits culturels, de participer à la vie culturelle et d'y contribuer sans discrimination liée à leur identité ou à leur dignité. En effet, *"À bien des égards, les droits culturels sont fondamentaux pour reconnaître et respecter la dignité humaine, car ils protègent la formation et l'expression de diverses idées sur le monde -*

individuelles et collectives - et incluent les libertés humaines en matière d'identité"⁴³⁶. À cet égard, pour parvenir à un développement culturel durable, le Kazakhstan et le Kirghizstan doivent continuer à élaborer des politiques culturelles leur permettant de respecter les droits culturels dans le contexte de la diversité culturelle.

⁴³⁶ Kukin E. Kul'turnye prava kak neot'emlemaya čast' sistemy prav čeloveka. //Vestnik RUDN (Les droits culturels en tant que partie intégrante du système des droits de l'homme. // Bulletin de l'Université RUDN), 2011, № 4. p.210-211.

CHAPITRE 6. Une nouvelle approche de la structuration des politiques culturelles au Kazakhstan et au Kirghizstan

6.1. Les politiques culturelles qui s'adaptent aux réalités du développement durable.

6.1.1. La culture contribue à une croissance socio-économique durable.

Dès le premier chapitre de cette partie de notre thèse, il est devenu évident que la culture joue un rôle important dans le développement durable. La culture est également un lien important dans le développement d'une économie durable. D'après le rapport mondial de l'UNESCO 2009, il est connu que la culture *"crée des emplois et génère des revenus (qui s'élevaient à 1,3 billion de dollars des États-Unis en 2005). Les industries culturelles produisent plus de 7 % du PIB mondial. Pendant les années 1990, elles se sont développées à un rythme annuel deux fois supérieur à celui des industries de services et quatre fois supérieur à celui des industries manufacturières dans les pays de l'OCDE (Rapport mondial de l'UNESCO, 2009). Le tourisme culturel a rapporté 40 % des revenus du tourisme en 2007 (OMT). Le tourisme international a fourni environ 10 % du PIB des pays de l'UE en 2004)"*⁴³⁷.

Mais le tourisme culturel, le patrimoine culturel et les industries culturelles génèrent non seulement des revenus, mais ils sont également un facteur de cohésion sociale. Le secteur culturel contribue à la protection des droits des femmes en leur créant des emplois non seulement en ville, mais également dans les villages (artisanat). Le dialogue interculturel établi dans les festivals culturels internationaux contribue à la paix et à la prévention des conflits, ainsi qu'au respect et à la reconnaissance de tous les membres de la société, sans distinction d'origine, de sexe, de religion, etc. La fierté de leur culture, créée lors de la protection et la préservation du patrimoine culturel et des sites historiques, relie les générations et unit la population du pays.

La culture a toujours joué un rôle social et économique important dans la société des pays d'Asie centrale, et en particulier dans les deux pays que nous avons étudiés. Une seule route de la Soie, avec son système développé de commerce de biens culturels, grâce à laquelle vivaient les peuples habitant les territoires du Kazakhstan et du Kirghizstan modernes, en est un excellent exemple. Mais on a dû attendre longtemps pour évaluer l'influence réelle de la culture sur le développement des nouveaux États indépendants.

⁴³⁷ Le pouvoir de la culture pour le développement. UNESCO. Paris, 2010. p.5.
<http://unesdoc.unesco.org/images/0018/001893/189382f.pdf>

En 1992, la République du Kazakhstan et la République du Kirghizstan, comme de nombreux autres États, ont signé l'Ordre du jour 21, montrant ainsi leur volonté et leur intention de parvenir au développement durable de leurs pays. Cependant, au cours de ces années difficiles pour deux nouveaux États, l'introduction des critères de l'Ordre du jour 21 dans les programmes et lois des États n'est pas devenue une priorité. C'est peut-être pour cette raison que les premiers rapports sur la mise en œuvre de cette *"soft law"* dans la pratique internationale ont reçu le statut de *"non-conformité"*.

Cependant, depuis le Sommet du Millénaire de septembre 2000 et la signature de la Déclaration du Millénaire par les dirigeants des deux pays étudiés, au Kirghizstan les indicateurs des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) font désormais partie du système d'indicateurs de base du développement du pays à moyen et à long terme. Ils ont été intégrés à la stratégie de développement du pays pour la période 2009-2011. D'autres programmes gouvernementaux au Kirghizstan, tels que *"Le Cadre de développement intégré"* (2001), *"La Stratégie nationale de réduction de la pauvreté"* (2003) et *"La Nouvelle politique économique"* (2009), étaient fondés sur les dispositions des objectifs du Millénaire pour le Développement. Au Kazakhstan en 2006 *"La stratégie du Kazakhstan consistant à entrer dans les 50 pays les plus compétitifs du monde. Le Kazakhstan est sur le point de faire un nouveau bond en avant dans son développement"* a également tenu compte des dispositions des Objectifs du Millénaire pour le Développement. Au fil du temps, il est apparu que les politiques culturelles devaient être adaptées aux aspects du développement durable.

Après le Sommet du Millénaire, les activités des Agences des Nations Unies dans les pays que nous avons étudiés ont également été menées conformément aux intentions énoncées dans la Déclaration du Millénaire. Bien que les dispositions culturelles ne fussent pas incluses dans les Objectifs du Millénaire pour le développement, il était clair qu'en utilisant une approche culturelle, on pourrait contribuer à la réalisation de ces objectifs. L'UNESCO, seule institution des Nations Unies s'occupant de questions culturelles, a fourni un appui de qualité aux pays pour parvenir à un développement durable grâce à une approche culturelle.

Le personnel du Bureau de l'UNESCO en Asie centrale a expliqué que la culture était essentielle au développement durable. Le secteur culturel peut être l'une des principales sources de revenus et d'emplois. Les industries culturelles (installations et services culturels, tourisme culturel et musées) créent des emplois et génèrent des revenus substantiels dans une économie développée. Ainsi, les industries culturelles développées peuvent contribuer à la réduction de la pauvreté. Et les politiques culturelles sont plus efficaces et durables car elles sont fondées sur des valeurs qui sont importantes pour chaque nation ou communauté et contribuent donc à créer un sentiment de propriété sociale. La culture favorise également la cohésion sociale: reconnaître

l'égalité de toutes les cultures minimise les risques de marginalisation et renforce la solidarité, contribuant ainsi à une société ouverte, ce qui est très important dans le cas de nos États multiculturels.

Le fait que la culture contribue au développement socio-économique durable du Kirghizstan est devenu une évidence et est reflété dans la Stratégie Nationale de développement durable de la République Kirghize pour 2013-2017, qui a été approuvée en janvier 2013 au Kirghizstan. Dans le Concept, la politique poursuivie précédemment était décrite comme incohérente, l'administration publique inefficace et la période suivant l'indépendance, définie comme *"la période des occasions perdues"*. De telles déclarations dans le concept de politique en général ont également trait à la politique culturelle du pays: *"La transition du Kirghizstan aux relations de marché dans les années 90 a été caractérisée comme une période d'absence d'une politique étatique réfléchie et raisonnable concernant la préservation et le développement de la culture"*⁴³⁸.

Cette stratégie nationale quinquennale de développement durable était le premier document gouvernemental indiquant les grandes orientations du développement économique et social du pays, et aux chapitres 3 et 4 de la stratégie, une place était consacrée aux questions culturelles.

Premièrement, la stratégie affirmait que *"la culture est une ressource importante pour le développement du pays"*. En conséquence, l'État a reconnu que la culture contribuait au développement et en particulier au développement économique: *"La création et le développement d'un environnement culturel devraient être l'une des conditions les plus importantes pour améliorer la qualité de la vie au Kirghizstan"*⁴³⁹. Il s'agissait d'une avancée significative vers le développement culturel durable. La stratégie préconisait la création de telles conditions qui contribueraient à relancer la fabrication de produits fabriqués dans le pays, qui deviendraient plus tard des marques kirghizes reconnaissables, et à faire du Kirghizstan l'un des principaux centres culturels du tourisme en Asie centrale.

Deuxièmement, l'unité de la population du Kirghizstan a été qualifiée de condition nécessaire pour un développement durable et viable du pays, ce à quoi la tâche de former une identité civile commune a été appelée. Cela signifiait que chaque citoyen se reconnaissait comme *"Kirghiz jarany"* (citoyen du Kirghizstan), ainsi que *"... recherchait un équilibre entre le renforcement des valeurs communes pour tous les citoyens du pays et le respect des différences entre les groupes ethniques"*, à savoir *"la reconnaissance de l'unité dans la diversité"*. Le résultat attendu est le renforcement de l'état, qui ne repose pas sur l'appartenance ethnique, mais sur

⁴³⁸ La stratégie nationale de développement durable de la République Kirghize pour 2013-2017, janvier 2013.

⁴³⁹ Ibid.

l'identité civile commune. Il convient de noter que la reconnaissance de l'unité dans la diversité était envisagée dans les plans à long terme pour le développement de l'urbanisme et de l'architecture.

Le renforcement de l'unité était envisagé pour assurer la cohésion sociale. Et pour parvenir à la cohésion sociale à travers le développement du dialogue interculturel, l'harmonie interethnique et interreligieuse, une politique linguistique équilibrée, tout en reconnaissant le rôle intégrateur de la langue d'Etat et le développement du multilinguisme. De manière caractéristique, la solution des objectifs fixés aurait dû être obtenue avec le soutien d'initiatives de la société civile, qui impliquaient l'inclusion sociale.

Le fait que cette stratégie proposait des réformes spécifiques de la politique culturelle de l'État en vue de réaliser le développement culturel était très important. Premièrement, la politique culturelle de l'État aurait dû viser à créer des conditions favorables au développement autonome de la culture. La décentralisation proposée des fonctions de l'État et le rôle croissant de l'autonomie locale et le développement de partenariats avec des institutions non étatiques. Deuxièmement, la politique culturelle devait être élaborée en fonction des besoins de la population et des caractéristiques démographiques, tout en tenant compte des besoins spécifiques des produits et des institutions culturelles. Des priorités ont également été définies, notamment: développer le potentiel créatif de la nation, préserver les valeurs et les traditions culturelles des peuples, le patrimoine culturel matériel et immatériel, organiser des manifestations culturelles et sportives de niveau international pour promouvoir le tourisme dans le pays.

Les résultats de la mise en œuvre de la stratégie Nationale de développement durable ne se faisaient pas attendre et, en 2014, les premiers Jeux Mondiaux nomades se sont tenus au Kirghizstan. Ce projet culturel et sportif international, lancé par le Gouvernement du Kirghizstan en 2012 pour revitaliser et préserver la culture de la civilisation nomade, consiste à organiser des manifestations sportives traditionnelles, des jeux nationaux et des manifestations culturelles. Devenu une marque nationale du Kirghizstan, ce projet favorise non seulement le dialogue interculturel, mais permet également de préserver les traditions nationales du Kirghizstan et d'autres pays. En 2018, la liste des compétitions sportives comprend 8 types de compétitions avec la participation de chevaux (le principal attribut des nomades), dont 2 sont des kirghizes traditionnels. De plus, dans le cadre des jeux, des compétitions ont lieu dans les types traditionnels de lutte, de tir à l'arc, ainsi que dans les jeux intellectuels traditionnels. Les compétitions sur les types de chasse nationaux comprennent trois types de compétitions kirghizes traditionnelles: *bourkout Salouou* - chasse à l'aigle royal; *dalba* - chasse au faucon et *taygan jarych* - course de chiens lévriers.

Pendant les Jeux Mondiaux nomades, d'autres traditions nomades sont démontrées. *"Ainsi, parmi les nombreuses compétitions des "Jeux Mondiaux nomades", une yourte a été assemblée pendant un certain temps, il y a longtemps cette occupation était considérée comme une question de génération plus âgée et les jeunes considéraient la yourte comme un logement primitif ancien, et plus encore, son assemblage ne leur était pas accessible, car personne n'y était engagé et au djayloo "kirtchyn", nous avons vu comment les compétences des équipes de jeunes, qui ont rassemblé une yourte lors des premiers "Jeux" en 17 minutes, ont augmenté et, lors du second "Jeux" en 10 minutes. Ce record peut également être inclu dans le livre des records "Guinness", avec la représentation de 1000 communistes du Kirghizstan "Mach Botoy" d'A.Ogombayev, qui a fait ressentir à des milliers de téléspectateurs la puissance et la force de l'esprit ressuscité des descendants de Grand Manas"*⁴⁴⁰.

Un festival culturel et des conférences scientifiques sont organisés dans le cadre des Jeux Mondiaux nomades. Également pendant les Jeux, l'ethno-bazar est organisé. Il présente des produits artisanaux fabriqués au Kirghizstan et dans d'autres pays qui souhaitent présenter leurs produits. Toutes les informations sur les Jeux sont disponibles sur le site web créé dans le cadre du projet, qui contient non seulement des photos en couleur, mais aussi des informations complètes et intéressantes sur la culture et les traditions du Kirghizstan. Le succès de ce projet peut être estimé à l'aide des chiffres indiqués sur le site officiel des jeux. En 2014 aux jeux "... 583 athlètes de 19 pays différents ont participé. 1 200 personnes ont pris part au programme culturel. L'émission télévisée a couvert 230 millions de personnes"⁴⁴¹. Considérant qu'en 2016, le nombre de participants a augmenté: *"Lors des Deuxièmes Jeux Mondiaux nomades, 62 États étrangers y ont participé; parmi eux, 17 ont présenté des programmes culturels; les délégations sportives étaient représentées par 62 pays et 1 200 participants (entraîneurs et athlètes)"*⁴⁴². Indicateurs d'échelle pour le Kirghizstan.

À notre avis, ce projet sportif et culturel est le meilleur moyen de répondre aux conditions du développement durable. *"Les Jeux Mondiaux nomades", déjà organisés à deux reprises, ont montré au monde une synthèse unique d'événements sportifs et de traditions des pays qui ont réussi à préserver et à développer l'essence ethnoécologique du nomadisme. Au monde a été démontré le lien inextricable entre culture et nature, à travers l'unité spirituelle et morale de la nature et de l'homme ... Malgré le développement culturel et civilisationnel du groupe ethnique, de la nation a modifié ces jeux, tout en préservant la beauté de l'unité de*

⁴⁴⁰ Kasimalieva G. "Problema inculturacii v sovremennoi kul'ture Kirghizstana" ("Le problème de l'inculturation dans la culture contemporaine du Kirghizstan").p.3.

⁴⁴¹ <http://worldnomadgames.com>

⁴⁴² Ibid.

*l'homme avec la nature*⁴⁴³. Promouvant la diversité culturelle, les industries culturelles et le tourisme, générant des revenus économiques, le projet prend en compte les aspects environnementaux, ainsi que les relations entre la nature et l'homme. *"Therefore, the WNG acts as a new driver for the rapprochement of nations and cultures through the essence of nomadic traditions and lifestyle. Nomadic civilizations have coexisted in harmony with nature for centuries, providing a timeless model for sustainable development"*⁴⁴⁴ - nous confirme le web-site de l'UNESCO. Malheureusement, déjà en 2020, cet événement aura lieu en Turquie, ce que le président turc a personnellement négocié avec le président du Kirghizstan lors de sa visite à l'ouverture des IIIème Jeux nomades et à la 4ème Réunion du Conseil suprême de la coopération stratégique entre les deux pays. Selon le Président turc, cette décision renforcera encore les liens culturels entre les deux Etats. Mais cet événement remarquable, créé au Kirghizstan et qui contribue énormément au développement culturel durable de ce pays, contribuera aussi au développement culturel de la Turquie.

Approuvé en 2015, le Programme du Gouvernement de la République Kirghize sur le développement de la sphère de la culture jusqu'en 2020⁴⁴⁵ considérait également la culture comme un moyen de développer le pays: *"Une culture fondée sur des valeurs spirituelles et morales, associée aux réalisations novatrices de la civilisation moderne, peut aider le Kirghizstan à se différencier de son propre développement par rapport aux autres pays"*⁴⁴⁶.

Ce programme se distinguait déjà des précédents par son contenu particulièrement créatif. Il contenait les résultats de l'étude de l'Indice de bonheur par région de la République Kirghize (Illustration № 29), ainsi qu'une illustration intéressante (Illustration № 30). Le programme a reconnu que les artisans kirghizes s'étaient bien adaptés à une économie de marché et généraient des bénéfices pour l'économie de l'État, ce qui montre bien comment les approches culturelles peuvent influencer sur le développement économique. La culture, conformément à ce document, avait un objectif particulier dans la vie des citoyens de la République Kirghize, qu'ils devaient comprendre à travers les réformes et les changements proposés dans le Programme.

⁴⁴³ Kasimalieva G. Problema Inculturacii v sovremennoij kul'ture Kirghizstana (Le problème de l'inculturation dans la culture contemporaine du Kirghizstan).p.3.

⁴⁴⁴ <https://en.unesco.org/news/world-nomad-games-new-driver-rapprochement-nations-and-cultures-0>

⁴⁴⁵ Programme du gouvernement de la République Kirghize "Sur le développement de la sphère de la culture jusqu'en 2020", 27 octobre 2015.

⁴⁴⁶ Ibid.

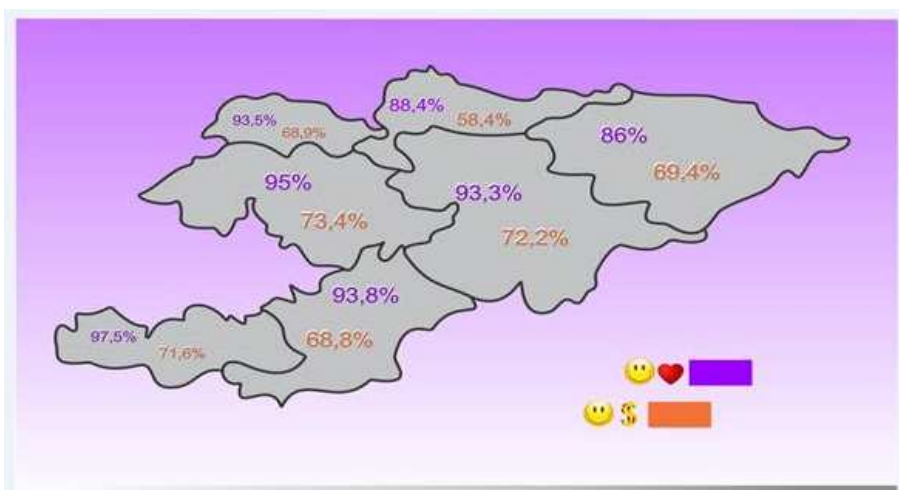


Illustration № 29 Indice de bonheur par région du Kirghizstan. Programme du gouvernement de la République Kirghize "Sur le développement de la sphère de la culture jusqu'en 2020", 27 octobre 2015. Source: <http://cbd.minjust.gov.kg/act/view/ru-ru/98149>



Illustration № 30 Modèle de vie actuelle en Kirghizstan. Programme du gouvernement de la République Kirghize "Sur le développement de la sphère de la culture jusqu'en 2020", 27 octobre 2015. Source: <http://cbd.minjust.gov.kg/act/view/ru-ru/98149>

Au Kirghizstan en 2016 0,7% de la population occupée totale travaillait dans le secteur culturel et la part de l'activité touristique dans le PIB était de 4,6% (Tableau № 2). Malheureusement, le pourcentage d'emplois dans le secteur culturel a diminué par rapport aux années qui ont suivi l'indépendance (Tableau № 3). Les raisons de cet état de culture ont été identifiées par nous dans la première partie de cette recherche. Cependant, malgré cela, les chiffres absolus de l'emploi dans le secteur culturel montrent une progression positive, après avoir chuté en 1995-98. La dynamique positive des revenus du secteur culturel au budget de l'Etat a également été remarquée (Tableau № 4).

pourcentage		
Année	La part des dépenses en loisirs, culture, religion	Part de l'activité touristique
2011	4,8	4,5
2012	4,3	4,6
2013	4,4	4,6
2014	4,4	4,3
2015	4,5	4,7
2016	4,9	4,6
2017	4,3	5,0

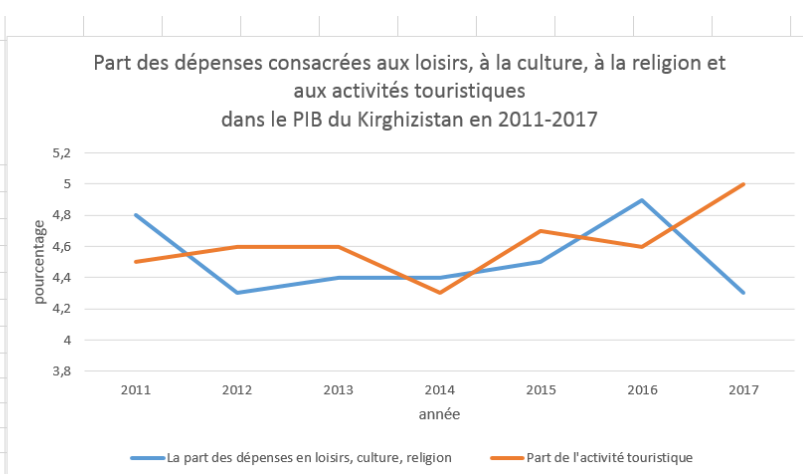


Tableau № 2 Part des dépenses consacrées aux loisirs, à la culture, à la religion et aux activités touristiques dans le PIB du Kirghizstan en 2011-2017.

Kirghizstan		Nombre de personnes employées
Année	Culture, mille. pers.	
1990	22,0	
1991	22,5	
1992	20,0	
1993	19,5	
1994	16,4	
1995	14,0	
1996	12,7	
1997	12,9	
1998	13,0	
2012	18,9	
2013	14,7	
2014	14,7	
2015	15,6	
2016	16,0	

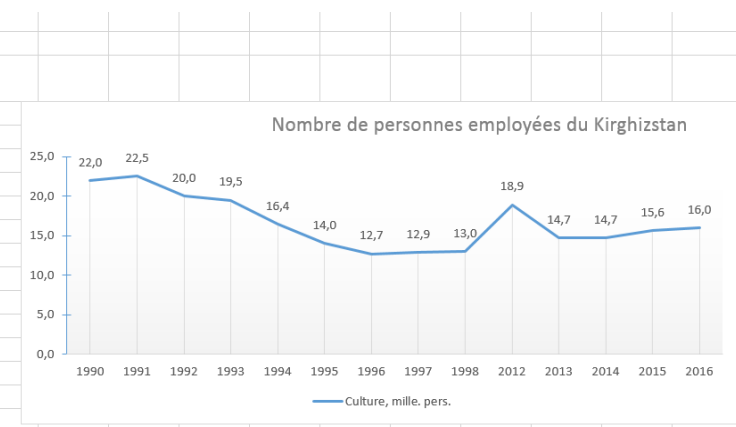


Tableau № 3 L'emploi dans le secteur culturel du Kirghizstan, 1990 – 2016.

	2009	2010	2011	2012
Frais pour la prestation de services dans le domaine	27578,5	53249,2	32256,9	68840,4
Part dans le revenu total, %	0,05	0,092	0,041	0,079

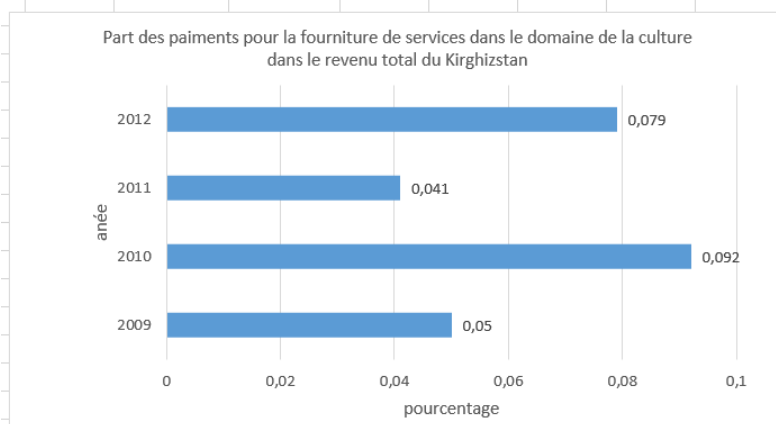
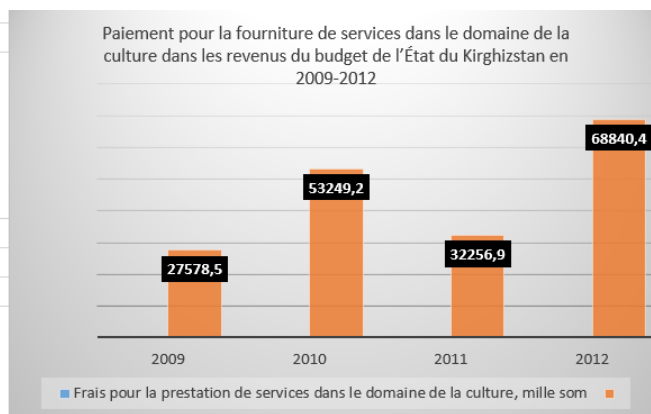


Tableau № 4 Paiement pour la fourniture de services dans le domaine de la culture dans les revenus du budget de l'Etat du Kirghizstan en 2009-2012.

Malgré le fait qu'en 1995 le Mémorandum de l'Ordre du jour du Kazakhstan pour le XXI^e siècle "Pour le renouveau et le développement durable de la Patrie" a été adopté et, depuis 1998, après l'adoption de la Stratégie de développement "Kazakhstan-2030", le processus de construction d'une économie durable du pays a commencé et le rôle de la culture dans le développement durable, comme au Kirghizstan, a commencé à être reconnu dans les années 2000.

En mars 2006, le Président de la République du Kazakhstan N.A. Nazarbaïev a adressé un message annuel à la population du Kazakhstan "La stratégie du Kazakhstan consistant à entrer dans les 50 pays les plus compétitifs du monde. Le Kazakhstan est sur le point de faire un

*nouveau bond en avant dans son développement*⁴⁴⁷. Dans ce message, la poursuite de la prospérité de la culture et le renforcement du rôle de la culture au Kazakhstan ont été mentionnés comme l'une des priorités du Kazakhstan sur la voie de la création d'un État développé. *"L'emploi dans le domaine de la culture est une source énorme de demande locale flexible, affectant immédiatement le bien-être de notre population"*⁴⁴⁸, a déclaré le message. L'activité créatrice, conformément au Message, peut offrir un niveau de vie décent, mais l'État devrait apporter un soutien optimal au développement de la sphère culturelle et garantir les meilleures conditions pour une activité créative.

Le 14 novembre 2006, par Décret du Président de la République du Kazakhstan, le Concept de transition de la République du Kazakhstan au développement durable pour la période 2007-2024 a été approuvé. Le Concept a été le premier à parler du développement durable de la culture, qu'il est possible de réaliser en premier lieu, grâce à la préservation du patrimoine historique et culturel. Malgré le fait que ce Concept a malheureusement perdu sa force en 2011⁴⁴⁹, le paragraphe sur la préservation du patrimoine historique et culturel était présent dans presque toutes les lois et programmes relatifs à la culture. Il convient de noter qu'au Kazakhstan une Loi distincte *"Sur la protection et l'utilisation des objets du patrimoine historique et culturel"*⁴⁵⁰ a été adoptée en 1992 immédiatement après l'indépendance et en 2003 le Programme National *"Madeni maura"* - l'héritage culturel du Kazakhstan, a été lancé et mis en œuvre en trois phases: 2004-2006, 2007-2009 et 2009-2011. Tout cela souligne l'importance de la préservation du patrimoine culturel dans les politiques culturelles de développement. Ce fait a été confirmé dans le Concept de politique culturelle du Kazakhstan.

Le concept de politique culturelle de la République du Kazakhstan, approuvé en 2014⁴⁵¹ *"... conçu pour consolider le peuple kazakhstanaï avec son riche héritage culturel et son potentiel créatif, afin d'atteindre avec succès l'objectif de rejoindre la République du Kazakhstan parmi les 30 pays les plus développés du monde"*. Le concept reconnaissait que le développement de la culture était une priorité pour le développement de nombreux États et que le niveau de développement culturel était un indicateur important du niveau mondial du développement de l'État. *"La politique culturelle d'un État prospère vise à assurer le développement durable de la société par la formation d'orientations créatrices de valeur et*

⁴⁴⁷ Poslanie prezidenta Respubliki Kazakhstan N.Nazarbaïeva narodu Kazakhstana "Strategiâ vhoždeniâ Kazakhstana v čislo 50-ti naibolee konkuretnospodobnih stran mira. Kazakhstan na poroge novogo ryvka vpered v svoëm razvitii" (Message du Président de la République du Kazakhstan, N. Nazarbaïev, à la population du Kazakhstan "La stratégie pour le Kazakhstan s'inscrit dans la liste des 50 pays les plus compétitifs du monde. Le Kazakhstan est sur le point de faire un nouveau bond en avant dans son développement ", 1 mars 2006.

⁴⁴⁸ Ibid.

⁴⁴⁹ Décret du Président de la République du Kazakhstan du № 47, 13 avril 2011.

⁴⁵⁰ Loi de la République du Kazakhstan "Sur la protection et l'utilisation des objets du patrimoine culturel ", 2 Juillet 1992.

⁴⁵¹ Le concept de politique culturelle de la République du Kazakhstan, 4 novembre 2014.

constitue une dimension qualitative du développement de tous les aspects importants de la vie de la société et de l'État", a déclaré le Concept.

C'était désormais la politique culturelle du Kazakhstan, dont la priorité devait consister à modifier l'attitude de la société kazakhstanaise à l'égard du secteur culturel et des activités culturelles susceptibles de contribuer au succès et de procurer des avantages à l'État. Ce concept a été développé avec des exemples provenant des pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques et inclut les meilleurs exemples. Le concept "*... vise à renforcer l'industrie de la culture et de l'art en termes d'emploi et de niveaux de revenu*" et à créer les conditions dans lesquelles "*... la sphère culturelle devient l'une des ressources de l'économie, un environnement d'investissement attractif pour les initiatives des entreprises, ce qui permet de porter certains types d'organisations artistiques et culturelles à un niveau rentable (rentable), à savoir: industrie cinématographique, animation, art du cirque, de musée et activité de concert et de théâtre et autres ...*"⁴⁵². L'un des principes pour la mise en œuvre de ce Concept de politique culturelle a été appelé le principe de "*reconnaissance de la culture en tant que facteur de croissance et source puissante de développement social*".

Le concept propose le développement de clusters dits "*espaces culturels et touristiques*" dans une certaine région du Kazakhstan, qui possèdent des objets du patrimoine culturel. Ces clusters sont également intéressants pour la tenue d'événements culturels sur leur territoire. Conformément au concept, ces clusters ont un potentiel élevé, peuvent renforcer l'économie, créer une image de marque internationale et avoir un effet positif sur l'inclusion sociale, en accompagnant les échanges culturels entre la ville et le village. Par exemple, l'un des clusters s'appelle le cluster "*Porte Caspienne*". En plus de l'infrastructure culturelle avec théâtres, musées, bibliothèques, etc. (le concept présente des chiffres précis des infrastructures culturelles), les mosquées souterraines de Beket-Ata, Cholpan-Ata et Karaman-Ata, le mausolée d'Omar et de Toura et d'autres installations culturelles sont situées dans le cluster. Cette région accueille des festivals internationaux de musique et de théâtre, tels que le Concours international de compositeurs et d'interprètes de musique folklorique du nom de Dina Nourpeyssova, le Festival de la chanson moderne "*Millennium around Caspia*", le Festival international de théâtre des pays caspiens et le Forum international de la jeunesse des pays caspiens "*Jas jalyn jangyrou*". L'exemple de ces clusters montre clairement l'interaction de deux industries - culturelle et touristique.

Il ressort clairement du contenu du Concept que l'État veut déterminer le rôle de la culture dans l'économie du pays, notamment sa place dans le secteur des produits de base, et à ce

⁴⁵²Ibid.

titre entreprend des recherches sociologiques et détermine le niveau de représentation des services et produits culturels par région.

Conformément au Concept, certains types d'art et de culture "seront amenés à un niveau économiquement rentable"⁴⁵³ d'ici 2020, grâce au recours au partenariat public-privé. Le concept indique également que le secteur des industries créatives et les nouvelles routes touristiques menant à des objets culturels peuvent élargir les opportunités économiques et populariser la culture du Kazakhstan au niveau international. "En général, l'espace culturel commun du pays assurera le développement durable de tous les domaines de l'art dans le secteur réel de l'économie: d'ici 2030, le secteur culturel tend à l'indicateur moyen du volume de PIB des pays développés, de la population employée dans la culture, du potentiel d'exportation de produits culturels"⁴⁵⁴.

En 2016, le nombre de personnes employées dans le secteur culturel au Kazakhstan s'élevait à 132 600 personnes, soit 1,6% du nombre total de personnes occupées. Depuis 2010, le nombre de personnes employées dans le secteur culturel a augmenté de 47,7% (Tableau № 5).

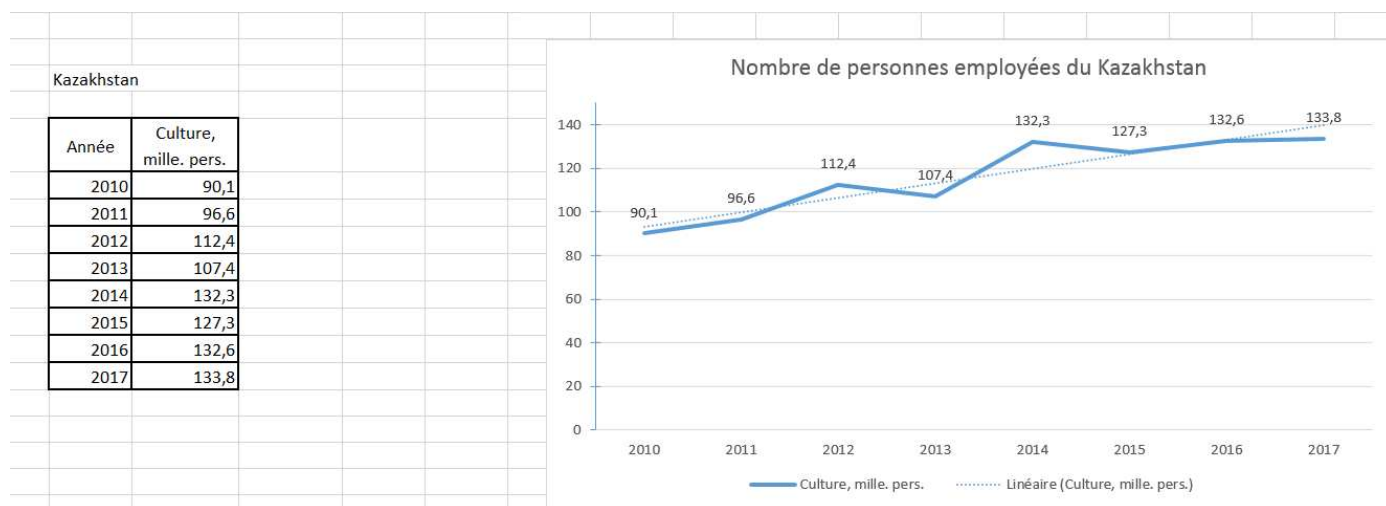


Tableau № 5 Nombre de personnes employées dans le secteur culturel au Kazakhstan, 2010 -2017.

⁴⁵³ Le concept de politique culturelle de la République du Kazakhstan, 4 novembre 2014.

⁴⁵⁴ Ibid.

Année	Kazakhstan	Kirghizstan
2014	0,8	0,7
2015	0,7	0,7
2016	0,7	0,8
2017	0,8	0,7

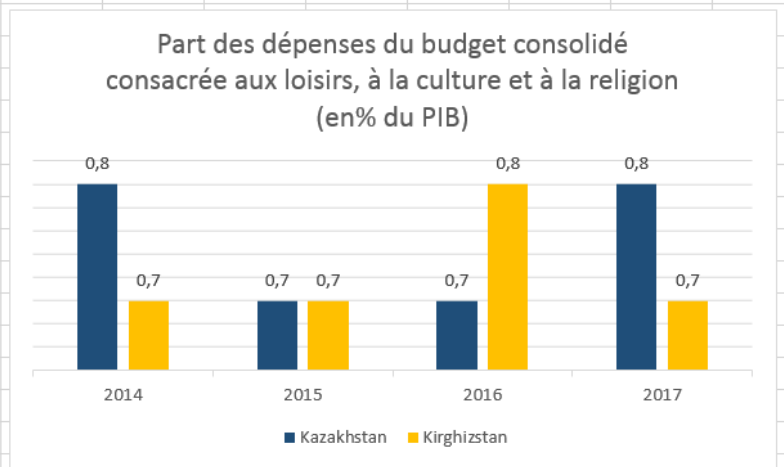


Tableau № 6 Part des dépenses du budget consolidé consacrée aux loisirs, à la culture et à la religion (en % du PIB) au Kazakhstan et Kirghizstan, 2014-2017.

Ainsi, la contribution de la culture au revenu national du Kazakhstan et du Kirghizstan, bien que modeste, est une réalité, mais le secteur culturel de ces pays crée également de véritables emplois. À la suite de cette étude, il est apparu que la politique culturelle de l'État au Kazakhstan et au Kirghizstan prenait en compte le rôle de la culture dans le développement socioéconomique. Mais cela ne s'est pas produit immédiatement, mais à partir du milieu des années 2000. Les programmes et les lois dans le domaine de la culture, prenant en compte cet aspect, prévoient que l'avenir de la nation sera basé sur les valeurs locales. Ainsi, ils proposent la promotion du patrimoine culturel, le développement du tourisme culturel, ainsi que la créativité locale pour le développement du secteur culturel dans les pays et la création et la promotion de la marque nationale au niveau international. Les résultats d'une telle politique culturelle des pays sont encore modestes, mais la richesse naturelle du patrimoine culturel du Kazakhstan et du Kirghizstan et le coloris national local ont conduit à l'émergence de divers événements culturels qui ont aidé les pays à se montrer au niveau international. Les Jeux Mondiaux des nomades au Kirghizstan, le festival "Star of Asia" et le Festival International du film Eurasia au Kazakhstan et de nombreuses expositions d'artisanat dans les deux pays en sont un bon exemple. La préparation impeccable pour l'exposition Universelle à Astana en 2017 et un vaste programme culturel de cette exposition a permis une nouvelle fois de démontrer la culture du Kazakhstan au monde entier. Les événements énumérés sont de grandes opportunités pour les créateurs, artistes et entrepreneurs dans le domaine de la culture. Ils rehaussent l'image des expressions culturelles

et contribuent au développement des entreprises dans le domaine culturel. De tels événements apportent également des revenus matériels à ces États. En outre, les théâtres, les musées et les cinémas, les célébrations des fêtes d'État et nationales, ainsi que les artisans, artistes et designers apportent des revenus à l'État.

La culture contribue également au développement social du Kazakhstan et du Kirghizstan. Les traditions et les coutumes culturelles constituent le lien des nations des pays que nous examinons et jouent donc un rôle dans la construction de la nation. Les compétences locales des savoirs faire locaux dans le domaine de la culture (par exemple, l'artisanat) sont transmises de génération en génération, créant ainsi une continuité et une création de valeur, et elles constituent un bon outil pour l'autonomisation sociale, créant des emplois et générant des bénéfices. Le développement de la culture contribue à la prévention des conflits dans les États multinationaux que nous envisageons et crée l'unité de la nation. La préservation et la promotion du patrimoine culturel aident à mettre en valeur les valeurs traditionnelles dans la promotion du développement durable.

La culture, tant au Kirghizstan qu'au Kazakhstan, est un mélange de pratiques traditionnelles et modernes intéressantes et attrayantes non seulement pour les citoyens de ces pays, mais également pour les touristes qui le visitent. Il fait partie intégrante de la vie quotidienne de la génération la plus âgée et de la plus jeune. Le potentiel culturel de ces pays est très important et se caractérise par une multiplicité et une variété de formes d'expression. Ce potentiel est accepté comme matière première pour les créateurs et les entrepreneurs et leur procure un revenu, ainsi qu'à l'État. Le rôle de la culture dans le développement social de la société de ces pays est également incontestable. Compte tenu de notre analyse, nous pouvons dire que la politique culturelle des pays étudiés s'adapte aux réalités du développement durable et que son application réussie peut non seulement permettre un développement culturel durable, mais aussi contribuer au développement économique de ces pays.

6.2. Les nouveaux acteurs de la politique culturelle de l'Etat. La place des organisations non gouvernementales dans la politique culturelle du Kazakhstan et du Kirghizstan.

Tous les participants à la politique culturelle, jouant le rôle de médiateur social, traitent d'une manière ou d'une autre des questions d'identité culturelle. Douglas W. Blum appelle ces participants des entrepreneurs culturels. Selon Crawford Young *"...a cultural entrepreneur will be understood here as someone who strategically fashions and activate identity; i.e., who "devotes himself to enlarging the symbolic, solidary resources of the community" by mobilizing dormant or unself-conscious cultural beliefs and practices into overt, ideologized symbols of belonging, thus creating a "catechism of identity"⁴⁵⁵. "Therefore cultural entrepreneurs provide the education necessary to "enable people to appropriate the value of a work of art".*

Un tel esprit d'entreprise est très important dans le domaine de la culture, car des interactions se produisent au niveau international. *"Indeed, by virtue of their negotiating position along the frontier of cultural exchange, entrepreneurs are not only attentive to the national circulation of ideas and aesthetics but are often attuned to receiving and transmitting international ideas"⁴⁵⁶. Douglas W. Blum estime que des contacts ont lieu pendant ce processus *"...between formal and informal, public and private, and domestic and international spheres of society, acting to make each intelligible in terms of the other"⁴⁵⁷.**

En conséquence, les groupes des entrepreneurs culturels selon Douglas W. Blum sont divisés en: d'État, infra-étatique et non-étatique. Les groupes d'entrepreneurs d'État dans le domaine de la culture sont principalement des personnes travaillant dans des ministères de la culture, des agences régionales et municipales, des parlementaires directement impliqués dans la politique culturelle, ainsi que des branches régionales du ministère, des bureaux de maire et des organes directeurs des villes. Les entrepreneurs culturels infra-étatiques sont ceux qui travaillent pour l'État, mais n'ont aucune autorité sur la politique, ni la responsabilité de son application, par exemple les enseignants, les bibliothécaires, les employés des musées d'État. Et les entrepreneurs culturels non étatiques travaillant dans le domaine de la culture, mais n'ayant pas de lien formel avec le processus d'élaboration, d'observation ou d'exécution des politiques publiques - ONG, artistes indépendants, amateurs d'art culturel.

⁴⁵⁵ Crawford Young, *The Politics of Cultural Pluralism* (Madison: University of Wisconsin Press, 1976, pp.45-46. Blum D. *National Identity and Globalisation*. p.140.

⁴⁵⁶ Blum D. *National Identity and Globalisation*. p.141.

⁴⁵⁷ Ibid.

Conformément à la définition de Lev Vostryakov⁴⁵⁸, qui applique subjectivement à la politique culturelle - une approche active et une analyse des paradigmes de recherche des concepts de sujet formés dans diverses disciplines des sciences russes et étrangères, tous les groupes énumérés ci-dessus peuvent être qualifiés de sujets. Son analyse nous permet de dire que *"... les sujets de politique culturelle sont très divers et ont des caractéristiques institutionnelles et de niveau différents"*⁴⁵⁹.

Nous aimons également l'approche des sociologues français, qui ont développé la théorie de l'acteur, pour décrire le domaine de la politique culturelle. *"Les notions d'acteur et de sujet d'A. Turen coïncident en général"*⁴⁶⁰. P. Ansar propose l'interprétation d'acteur suivante: *"Un acteur est un individu qui exécute une action, joue un rôle, remplit des fonctions conformes à la motivation et à des fins totalement ou partiellement personnelles ... Le fait qu'un individu ou un groupe d'individus soit au sein des structures bureaucratiques et obligé d'obéir aux règles de ces institutions, agissant souvent de force, n'exclut pas qu'ils puissent agir en tant qu'acteurs. Sous certaines conditions, le terme acteur peut s'appliquer à un collectif d'une entreprise ou à une institution de pouvoir, qui peut également être un acteur"*⁴⁶¹.

Au Kazakhstan, ainsi qu'au Kirghizstan, au début des années 2000 outre les acteurs étatiques, des acteurs sociaux non étatiques, tels que des fondations publiques et privées, des associations et des organisations internationales et non gouvernementales, ont acquis une importance croissante dans la politique culturelle. Les organisations non gouvernementales occupent une place importante parmi les acteurs non étatiques de la politique culturelle. Ces organisations culturelles ne reçoivent généralement pas d'aide financière de l'État. Cette situation convient à la fois au public et aux dirigeants de ces organisations.

Bien que dans les sociétés d'Asie centrale, un grand nombre d'organisations non gouvernementales se soient créées dès les années 90, mais B. Djoussoupov écrit à cette époque: *"... l'émergence d'ONG n'est pas le résultat du processus naturel de formation et d'activation de la société civile, mais a été instillé techniquement de l'extérieur par des organisations non gouvernementales internationales, des donateurs étrangers, des fondations privées étrangères, etc"*⁴⁶². Au Kirghizstan, la Loi *"Sur les associations publiques"*⁴⁶³, adoptée le 1er février 1991, a été le premier acte réglementaire réglementant le secteur des organisations à but non lucratif.

⁴⁵⁸ Vostrâkov L. Gosudarstvennaâ kul'turnaâ politika: ponâtiâ i modeli (Politique culturelle de l'État: concepts et modèles). p.168.

⁴⁵⁹ Ibid. p. 65-66.

⁴⁶⁰ Turen A. Vozvrashenie cheloveka deistvuushego. Ocherk Sociologii (Le retour de la personne qui agit. Essai sur la sociologie). Moscou, 1998. p. 12. Vostryakov L. p.63.

⁴⁶¹ Dictionnaire de sociologie / P. Ansart et A. Akoun (dir.). Paris: Le Robert et le Seuil, 1999. Vostryakov L.p.63.

⁴⁶² Džusupov B. "Problemy politizacii nekomerčeskikh nepravitel'stvennyh organizacij v Kirghizstane". // Vestnik KRSU ("Problèmes de politisation des organisations non gouvernementales à but non lucratif au Kirghizstan". // Bulletin de KRSU), 2008. № 3. p.42.

⁴⁶³ Loi de la République du Kirghizstan sur les associations publiques, 1 février 1991.

Cette Loi prévoyait le droit des citoyens de s'organiser en organisations sur la base d'intérêts communs et réglementait les activités non seulement des associations publiques, mais aussi des partis politiques, des syndicats et des coopératives de consommateurs. Au Kazakhstan, la Loi "Sur les associations publiques" a été adoptée en 1991 et éditée en 1996⁴⁶⁴. La Loi au Kazakhstan s'étend aux organisations non gouvernementales internationales établies, tandis qu'au Kirghizstan, les citoyens étrangers ne peuvent travailler dans des ONG en République qu'après avoir modifié la Constitution en 2010. À bien des égards, grâce au cadre réglementaire, ce secteur en Asie centrale avait les formes les plus développées au Kazakhstan et au Kirghizstan: *"As of January 1, 1998, approximately 700 nonprofit organizations had been registered in Kyrgyzstan; however, only 300 organizations were viewed as active. In Kazakhstan, 1996 was distinguished by the rapid growth of NGOs. According to a report of the Ministry of Justice, 559 nongovernmental organizations were registered in Kazakhstan during the period from September 1991 to December 21, 1995. By a year later (as of January 9, 1997), 3,050 nongovernmental organizations had been registered in Kazakhstan"*⁴⁶⁵.

Cependant, dans les années 90, ce secteur des organisations non gouvernementales au Kazakhstan et au Kirghizstan était, à bien des égards, un moyen de survie pour un grand nombre de personnes actives qui ne pouvaient pas trouver une place sur le marché du travail. À cette époque, les personnes qui n'avaient pas une attitude professionnelle à l'égard de la culture se sont immiscées dans la sphère de la culture par l'intermédiaire d'organisations non gouvernementales. La présence d'un grand nombre de subventions, de projets et d'initiatives, ainsi que d'un important soutien financier grâce aux ONG de l'époque, nous a permis de soutenir de nombreuses institutions culturelles et domaines d'activité. Dans le même temps, après avoir atteint le volume maximal des organisations internationales dans la seconde moitié des années 90, les subventions accordées se sont avérées être plus opposées aux agences gouvernementales qu'à la coopération. La méfiance croissante à l'égard de l'État et de la population à l'égard de ces organisations a créé une situation dans laquelle les valeurs du groupe ont commencé à prévaloir sur le système d'objectifs publics. Catherine Poujol, chercheuse sur l'Asie centrale, explique la raison de cette méfiance *"Il faut dire que l'Asie centrale d'avant la période soviétique avait été confrontée à la colonisation russe, première grande rupture exogène durable qui lui avait imposé une modernité venant d'Europe, sous forme d'un choc frontal culturel et religieux (Poujol, 2004). Cette modernité exogène se prolongea par-delà la rupture soviétique avant de devenir le cadre contraignant d'une vision conventionnelle de l'Autre, archétype de l'ennemi ou*

⁴⁶⁴Loi de la République du Kazakhstan sur les associations publiques, 31 mai 1996.

⁴⁶⁵Horton S, Kazakina A. The legal Regulation of NGOs. Central Asia at Crossroads. Civil Society in Central Asia. p. 36.

de l'espion dans une version plus réduite"⁴⁶⁶. Et puis l'auteur continue: "*De la sorte, il n'y a pas lieu de s'étonner de la posture frileuse, voire franchement suspicieuse, des élites d'Asie centrale face à l'activité des organisations internationales, gouvernementales et non gouvernementales : soit, comme on l'a dit, par souci d'être dépossédées de leurs richesses, soit par crainte d'être contaminées par un virus politique ou social indésirable*"⁴⁶⁷.

Il s'est avéré que dans les années 90, aucun partenariat stratégique n'était envisagé entre ces acteurs de la politique culturelle. "*The government currently does not view NGOs authentic and potentially strong partners that are able and willing to assist them in their work. As a result, the energies and resources of many NGOs are spent on surviving and adapting to the rapidly changing socio-political situation in Kazakhstan*"⁴⁶⁸.

Dans les années 90 au Kazakhstan et au Kirghizstan, tout d'abord, le problème de l'appui qualitatif, organisationnel et pratique du secteur public s'est posé. En outre, l'allocation massive de subventions internationales aux organisations non gouvernementales d'ici à 1998 commence à être considérablement limitée. A. Tcholponkoulova, effectuant une analyse du dialogue public-d'État au Kirghizstan, a conclu que l'une des raisons de l'efficacité relativement faible des formes de coopération existantes entre le secteur public et le secteur tertiaire était la capacité insuffisante de la communauté des ONG elle-même. Le potentiel intellectuel du secteur des ONG est important, mais les "*capacités opérationnelles*", la capacité organisationnelle, les connaissances et les compétences nécessaires pour faire pression efficacement sur les intérêts publics au sein des institutions gouvernementales ne suffisent manifestement pas⁴⁶⁹. Dans ces conditions, la coopération réelle du secteur non gouvernemental avec l'État sur les principes du partenariat égal devient importante.

Le rôle des ONG au Kazakhstan et au Kirghizstan a changé dans les années 2000, lorsqu'il est devenu évident que ce sont les ONG qui sont les partenaires les plus actifs des projets de développement international. Également au cours de cette période, de plus en plus de personnes ont commencé à apparaître dans ces organisations vraiment engagées dans le développement du secteur culturel. Voici comment un chercheur Tchoponkoulova au Kirghizstan décrit un changement de situation: "*Peu à peu, les autorités comprennent encore le fait que, pour mettre en œuvre efficacement les réformes, il est nécessaire d'utiliser le potentiel*

⁴⁶⁶ Poujol C., "Perception et traitement de l'aide internationale en Asie centrale depuis 1991 : trajectoire d'une suspicion", *Hérodote*, 2008/2 (n° 129), p. 21-35. // <https://www.cairn.info/revue-herodote-2008-2-page-21.htm>

⁴⁶⁷ Ibid.

⁴⁶⁸ Dzhannaova G. Introduction. *Sivil Society in Central Asia*, p.3.

⁴⁶⁹ Čoponkulova A. Obščestvenno – gosudarstvennyj dialog v Kirghizstane: poisk effektivnyh form vzaimodejstviâ. Šiškareva E. "Gosudarstvo i nepravitel'stvennyye organizacii v Kirghizstane: istoriâ razvitiâ vzaimootnoženij" // *Naučnyj mir Kazakhstana* (Le dialogue public-État au Kirghizstan: la recherche de formes d'interaction efficaces. Shinkareva E. "L'État et les organisations non gouvernementales au Kirghizstan: histoire du développement des relations". // *Monde scientifique du Kazakhstan*), №3 (37) 2011. p.308.

*de la société civile et des ONG en tant que partie la plus active de la société. La coopération entre le gouvernement et la société civile, d'une part, implique réellement un large cercle de citoyens dans le processus de discussion et de prise de décision, contribue à la transparence de l'appareil étatique et, d'autre part, offre la possibilité aux autorités de recevoir des informations de première main sur les besoins des personnes*⁴⁷⁰. Dans le même temps, les ONG ont également mis à l'ordre du jour la tâche d'améliorer les relations avec l'État.

L'un des domaines de coopération entre les ONG et l'État au Kazakhstan et au Kirghizstan dans les années 2000 a été la fourniture d'informations qualifiées sur la situation du secteur culturel, en menant des recherches fondées sur des enquêtes auprès des citoyens pour permettre l'élaboration de programmes nationaux. Le projet de l'Organisation Non Gouvernementale Fondation Eurasia de l'Asie centrale Kazakhstan⁴⁷¹ est un exemple de cette coopération. Dans le cadre du soutien au développement de l'entrepreneuriat en 2007, la Fondation Eurasia et le Centre de recherche "Sandge" ont mené des recherches dans le domaine de l'artisanat. Cette étude couvrait, outre plus de 700⁴⁷² artisans, des employés d'établissements d'enseignement et d'organisations impliquées dans la vente de produits artisanaux. Dans le cadre de l'étude, les problèmes qui entravent le développement de l'artisanat au Kazakhstan ont été identifiés, l'un d'eux étant le cadre réglementaire insuffisamment développé dans ce domaine. Après avoir analysé les recherches et les avoir communiquées à l'État, la Fondation Eurasia, avec l'appui de représentants du Ministère de la culture et de l'information de la République du Kazakhstan, ainsi que d'autres organisations non gouvernementales locales soutenant les artisans, a lancé un projet visant à développer l'industrie de l'artisanat du Kazakhstan.

En plus de mener des recherches importantes pour les Ministères, les ONG ont commencé à coopérer activement avec les organisations internationales et à transférer leur expérience à l'État. Les projets culturels menés par des organisations internationales en collaboration avec des ONG ont contribué à renforcer la société civile, à améliorer les revenus et les conditions économiques, à renforcer le respect des droits de l'homme et à préserver l'environnement. Un exemple de coopération de ce type entre les organisations non gouvernementales du Kazakhstan et du Kirghizstan dans le domaine de la culture est, avant tout, la coopération avec l'UNESCO. Une des ONG les plus actives au Kazakhstan et au Kirghizstan, au début des années 2000 la Fondation Soros⁴⁷³ au Kazakhstan et au Kirghizstan⁴⁷⁴, la Fondation

⁴⁷⁰ Ibid.

⁴⁷¹ <http://www.ef-ca.kz/>

⁴⁷² Talgatova A. "Remeslenničestvo v Kazakhstane: fakty i perspektivy". // Novoe pokolenie ("L'artisanat au Kazakhstan: faits et perspectives". // Nouvelle génération), 30.03.2007, №12 (460) // <http://www.np.kz/old/2007/12/rissled1.html>

⁴⁷³ <https://www.soros.kz>

⁴⁷⁴ <http://soros.kg/>

Eurasia en Asie centrale⁴⁷⁵, également représentée dans les deux pays, ainsi que la Fondation publique CACSARC-kg⁴⁷⁶, créée pour mener des activités visant à développer l'artisanat et la culture traditionnelle au Kirghizstan. Les organisations non gouvernementales participant à la mise en œuvre de projets ont souvent proposé une approche avant-gardiste et innovante par rapport à l'État, qui était orienté vers les résultats et affichait une influence visible sur l'évolution de la situation.

Tous ces changements dans les relations des organisations non gouvernementales avec l'État ont entraîné des changements au cours de la prochaine décennie et dans le cadre réglementaire des pays que nous avons étudiés. Au Kirghizstan, en 2004, le concept de coopération entre le gouvernement et les ONG a été approuvé. Les représentants des ONG sont devenus membres des conseils nationaux publics présidés par le Président. Le 21 juillet 2008, la Loi de la République Kirghize *"Sur l'ordre social de l'État"*⁴⁷⁷ a été adoptée, en vertu de laquelle les organisations à but non lucratif ont la possibilité de participer à la fourniture de services publics à la population par le biais de projets sociaux grâce à des subventions publiques. Mais en 2009 les amendements à la Loi *"Sur les organisations à but non lucratif"* prévoyaient un certain nombre de mesures pour contrôler les activités des ONG, notamment interdire aux ONG locales de participer à des activités politiques. Changements apportés en 2011 au Décret présidentiel *"Sur l'amélioration de l'interaction des organismes gouvernementaux avec la société civile"*⁴⁷⁸ prévoyait la création de conseils de surveillance publique (CSP) relevant de chaque ministère, dans lesquels des représentants d'ONG participent activement. L'un des principaux objectifs de la création de CSP était de prendre en compte l'opinion publique dans l'élaboration et la mise en œuvre de la politique de l'État, y compris la politique culturelle.

Au Kazakhstan, ainsi qu'au Kirghizstan, parallèlement, des changements positifs ont commencé dans le développement des relations avec les organisations non gouvernementales. Si jusqu'à 2000 le cadre juridique des ONG était très faible et ne reposait que sur le Code civil (1994) et la loi *"Sur les organisations publiques"* (1996), qui présentaient un certain nombre de contradictions, dans les années 2000 on a sérieusement réfléchi à la nécessité de créer des mécanismes spécifiques d'interaction entre les agences gouvernementales et les ONG, créant ainsi les conditions propices au développement de l'initiative civile, tant en ville qu'à la campagne. Ce processus a commencé par un message du Président de la République du Kazakhstan au peuple, dans lequel, pour la première fois, une contribution importante des ONG au développement de la République a été identifiée: *"Les organisations publiques non*

⁴⁷⁵ <http://www.ef-ca.kz>, <http://www.efca.kg>

⁴⁷⁶ <https://www.cacsarc.org/>

⁴⁷⁷ Loi de la République kirghize sur l'ordre social étatique, 21 juillet 2008.

⁴⁷⁸ Décret du Président de la République Kirghize "Sur l'amélioration de l'interaction des organes du gouvernement avec la société civile", 29 septembre 2010.

gouvernementales jouent aujourd'hui un rôle considérable au Kazakhstan, tant dans les activités relatives aux droits de l'homme, dans la réalisation des intérêts particuliers des groupes et dans la stabilisation sociale de la société. Un soutien important de la part de l'État est nécessaire, notamment par le biais d'un système de subventions pour la mise en œuvre de projets socialement significatifs. Il est temps de commencer un travail à grande échelle à cet égard ⁴⁷⁹.

Immédiatement après la déclaration du Président du Kazakhstan sur le rôle important des organisations non gouvernementales, les travaux ont commencé pour renforcer le statut de ces organisations dans le pays. En janvier 2001 la Loi *"Sur les organisations à but non lucratif"*⁴⁸⁰ a été adoptée. Conformément à cette Loi, l'État encourage la création d'organisations à but non lucratif, ainsi que leur travail actif. En outre, cette loi a établi que les organisations à but non lucratif peuvent coopérer avec des autorités gouvernementales sous la forme d'accords pour effectuer certains travaux pour le compte de l'État. En outre, le Décret Gouvernemental sur la Loi prévoyait l'élaboration de programmes régionaux d'aide publique aux organisations non gouvernementales.

Des discussions sur le document contribuant au renforcement du secteur non gouvernemental dans le pays ont été menées depuis 2002 et ont conduit à la publication d'un décret du Gouvernement de la République du Kazakhstan *"Sur le programme d'appui de l'État aux organisations non gouvernementales de la République du Kazakhstan pour 2003-2005"*⁴⁸¹. L'objectif du programme était de créer les conditions nécessaires au développement durable des organisations non gouvernementales en tant que membres de la société civile au Kazakhstan et de leur assurer un rôle important dans la résolution de problèmes de société importants sur le plan social, fondés sur l'interaction et le soutien d'organes gouvernementaux⁴⁸². Dans le cadre du Programme, les principales formes d'aide publique aux ONG ont été identifiées: appui informationnel, consultatif, méthodologique, organisationnel et technique, ainsi que l'ordre social de l'État. La même année, le Premier forum Civil s'est tenu au Kazakhstan. Forum organisé du 14 au 15 septembre 2003 à Astana, s'est déroulée en présence du Président de la République du Kazakhstan, N.A. Nazarbaïev, de chefs de ministères et de départements, de députés du Parlement du Kazakhstan, ainsi que de représentants de missions diplomatiques de pays étrangers, de représentants des bureaux de représentation et des grandes organisations internationales au Kazakhstan.

⁴⁷⁹ Le message du président du pays à la population du Kazakhstan "Vers une société libre, efficace et sûre", 4 octobre 2000.

⁴⁸⁰ Loi de la République du Kazakhstan "Sur les organisations à but non lucratif", 1 avril 2001.

⁴⁸¹ Décret № 253 du gouvernement de la République du Kazakhstan "Sur le programme d'appui de l'État aux organisations non gouvernementales de la République du Kazakhstan pour 2003-2005", 17 mars 2003.

⁴⁸² Popova Ū. "Nepravitel'stvennyj sektor Kazakhstana i ego mesto v obšestve" // Vestnik Čelâbinskogo universiteta ("Le secteur non gouvernemental du Kazakhstan et sa place dans la société" // Bulletin de l'Université de Chelyabinsk), 2013, № 3, p.44.

Au début des années 2000, un projet de loi censé fournir la base juridique nécessaire au soutien de l'État aux ONG sous la forme de marchés publics sociaux a également été mis au point. Une telle Loi a été adoptée en 2005 - c'est la Loi de la République du Kazakhstan "*Sur l'ordre social de l'État*"⁴⁸³. Cette Loi est devenue la forme de soutien de l'État la plus efficace pour les ONG, unissant le mécanisme de financement et facilitant leur participation à la mise en œuvre des programmes sociaux de l'État selon des modalités définies par leur ordre. Plus tard en 2015 cette loi a été rebaptisée Loi "*Sur l'ordre social de l'État, les subventions et récompenses accordées aux organisations non gouvernementales de la République du Kazakhstan*". Avec l'adoption de cette Loi, des fonds publics ont été alloués à des ONG pour les commandes du gouvernement.

Avec l'approbation du "*Programme d'aide publique aux organisations non gouvernementales de la République du Kazakhstan pour 2003-2005*" et de la Loi de la République du Kazakhstan de 2005 "*Sur l'ordre social de l'État*", les relations entre l'État et les ONG ont considérablement évolué de manière positive. Par exemple, en 2006, il s'est vu allouer 200 millions de tengue et en 2007 - 299,028 millions de tengue, ce qui représente une différence importante par rapport aux années précédentes (10,7 millions de tengue en 2003, 9,7 millions de tengue en 2004, 59,7 millions de tengue en 2005)⁴⁸⁴. À cet égard, le nombre de participants aux différents concours de projets sociaux pour a également augmenté: si "*en 2003, 109 ONG pour le Kazakhstan ont déposé 120 demandes, 154 ONG ont déjà présenté 392 demandes en 2007*"⁴⁸⁵.

Néanmoins, le Kazakhstan ne s'est pas limité aux programmes mentionnés ci-dessus et, depuis fin 2015, de nouvelles formes d'aide publique aux organisations non gouvernementales sous forme de subventions et de bourses ont été introduites dans le pays. En 2016, 11 subventions d'État ont été allouées à la mise en œuvre de projets sociaux par des ONG⁴⁸⁶. L'État poursuit également le dialogue avec les organisations non gouvernementales, dont le Forum Civil organisé chaque année est l'un des outils. Tenue en 2016 pour la septième fois, il a réuni plus de 300 représentants du Kazakhstan, d'organisations non gouvernementales étrangères et internationales, ainsi que des représentants des organes exécutifs centraux et locaux du Kazakhstan. Les participants au forum ont eu l'occasion de rencontrer des représentants d'organismes du gouvernement central, notamment des responsables de ministères et de départements. Au Kazakhstan, afin d'assurer la transparence des activités des organisations non gouvernementales, en 2016 une base de données d'ONG a été créée. Cette base de données est

⁴⁸³ Loi de la République Kirghize sur l'ordre social étatique, 21 juillet 2008.

⁴⁸⁴ Taran O. "NPO v Kazakhstane" ("ONG au Kazakhstan"). Caravane. 12.11.2008. // <https://www.caravan.kz/articles/npo-v-kazakhstane-372055/>

⁴⁸⁵ Ibid.

⁴⁸⁶ "Gosudarstvo zainteresovanno v sil'nyh NPO – expert" ("L'Etat s'intéresse aux ONG fortes - expert", 27.01.2017 // https://primeminister.kz/ru/news/sotsialnaya_sfera/gosudarstvo-zainteresovano-v-silnih-npo-ekspert-13992

établie par le Comité de la société civile du Ministère des affaires religieuses et de la société civile de la République du Kazakhstan (MARSC). Cette base de données fournit des informations sur les ONG existantes dans le pays et est utilisée pour passer des ordres sociaux publics, fournir des subventions et décerner des prix.

En conséquence, la politique de l'État visant à développer le troisième secteur au Kazakhstan a entraîné une augmentation du nombre d'organisations non gouvernementales dans le pays *"Maintenant (en 2002 - note de l'auteur), il existe environ 3500 organisations non gouvernementales. Aujourd'hui, dans le "troisième secteur", environ 35 000 personnes travaillent de manière permanente, jusqu'à 50 000 personnes - sur une base temporaire (consultants, experts) - et plus de 100 000 personnes - sont des volontaires. Parmi les organisations non gouvernementales, les organisations environnementales sont en tête - 15% du nombre total, suivies immédiatement par la culture et l'éducation (12,5%)"*⁴⁸⁷.

Dans le même temps, *"en fonction de" l'efficacité "de l'activité, les organisations de la culture et des arts sont en tête"*⁴⁸⁸. Les organisations non gouvernementales sont encore inégalement développées dans l'ensemble du pays - une forte concentration du secteur non gouvernemental est relevée principalement dans les grands centres régionaux et les villes d'Astana et d'Almaty et est peu présente dans les régions, notamment dans les zones rurales, ce qui freine le développement de l'initiative publique en général.

Selon une étude réalisée par un groupe de travail d'experts réuni par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) *"Organisations non gouvernementales du Kazakhstan: hier, aujourd'hui et demain"*, les principales fonctions des organisations non gouvernementales sont d'attirer l'attention du public sur les problèmes de société (70,3% des répondants), les relations publiques avec l'État (59,4% des répondants), l'activation de la population (62,4%), le soutien aux groupes de population socialement vulnérables (43,6%) et l'attraction de fonds de divers donateurs (40,6%). Dans le même temps, certains experts interrogés, parmi lesquels figuraient des représentants d'organismes gouvernementaux et d'institutions universitaires, ainsi que des représentants du secteur commercial (représentants de petites, moyennes et grandes entreprises commerciales), les représentants des médias avaient un avis moins positif et estimaient que des ONG individuelles sont créées pour la visibilité de la démocratie (17,8%), défendant les intérêts de tout parti politique (15,8%), des intérêts personnels (14,9%), le blanchiment d'argent (13,9%)⁴⁸⁹.

⁴⁸⁷ Décret du gouvernement de la République du Kazakhstan № 85 "Sur La notion de soutien de l'État aux organisations non gouvernementales de la République du Kazakhstan", 23 janvier 2002.

⁴⁸⁸ Ibid.

⁴⁸⁹ Otčet PROON "Npravitel'stvennye organizacii Kazakhstana: včera, segodnâ, zavtra" (Rapport du PNUD "Organisations non gouvernementales du Kazakhstan: hier, aujourd'hui, demain").p.25.

Les principales difficultés du travail des organisations non gouvernementales au Kazakhstan et au Kirghizstan proviennent de relations publiques mal établies et de relations mal alignées avec l'État. Refusant parfois des projets communs dans le domaine de la culture avec des organisations non gouvernementales, ces dernières se méfient ensuite de l'État. En ce qui concerne le public, en Asie centrale en général, et au Kazakhstan et au Kirghizstan en particulier, beaucoup de gens, ne comprenant pas les activités et les sources de financement de telles organisations, les considèrent toujours comme des espions ou des non professionnels impliqués dans des projets frivoles.

Parallèlement, dans de nombreux pays du monde, les formes non étatiques - principalement les organisations non gouvernementales, les fondations et les associations - jouent un rôle important dans le développement de la culture. Ces organisations ont une orientation plus claire et des structures organisationnelles plus flexibles. Ces qualités importantes leur permettent de résoudre rapidement et efficacement les tâches présentées. Parallèlement, les décisions sont prises par les personnes intéressées, spécialistes et représentants du public, et non par les fonctionnaires. Contrairement aux structures étatiques, ces organisations disposent de mécanismes de retour d'information plus développés avec la population - la principale source d'informations sur les besoins.

En général, on peut dire que les acteurs non étatiques de la politique culturelle au Kazakhstan et au Kirghizstan sont encore faibles, mais ils existent. L'émergence de nouveaux acteurs de la politique culturelle au Kazakhstan et au Kirghizstan n'est pas accidentelle. Les processus de démocratisation et la particularité des activités culturelles dans ces pays sont devenus un terrain favorable pour le développement des activités de ces acteurs. Habituellement, ces nouveaux acteurs n'ont pas encore d'objectifs stratégiques, mais malgré cela, ils restent de véritables acteurs de la politique culturelle.

Cependant, ces acteurs ont commencé à apparaître de plus en plus au centre de l'attention de la politique culturelle, aux côtés des institutions étatiques qui la mettent en œuvre. Afin d'atteindre les objectifs communs du développement culturel, l'État apprend à dialoguer avec ces acteurs non étatiques et à prendre en compte leurs efforts. Par conséquent, à ce jour, il est déjà possible de parler de la formation des sphères culturelles étatique et non étatiques au Kazakhstan et au Kirghizstan. Mais dans le même temps, l'espace d'interaction entre les acteurs étatiques et non étatiques n'est pas encore divisé de manière optimale. Cela est dû en grande partie à la complexité de la coordination entre les acteurs des buts et objectifs des activités de chacun d'eux.

Il convient de noter que la mise en œuvre de la politique culturelle au Kazakhstan et au Kirghizstan et que la coopération dans le domaine de la culture est bénéfique non seulement pour

les acteurs non étatiques, mais également pour l'État lui-même. Cette coopération permet à l'État de transférer certaines de ses fonctions à d'autres acteurs de la politique culturelle.

Toutefois, *"Selon les chercheurs, l'État occupe une place particulière parmi les sujets de politique culturelle pour deux raisons principales. Premièrement, l'État dispose d'opportunités incommensurables avec d'autres sujets, (y compris l'impact des ressources) sur la vie culturelle. Deuxièmement, alors que d'autres acteurs de la politique culturelle utilisent leurs propres ressources pour mener leurs politiques culturelles, l'État gère la vie culturelle aux dépens du budget de l'État créé par les efforts de tous les membres valides de la société"*⁴⁹⁰. Selon V.S. Židkov, *"... il incombe à l'État d'harmoniser les intérêts de tous les autres sujets de la vie culturelle, car sa politique culturelle de l'état est menée aux dépens des ressources appartenant à l'ensemble de la société"*⁴⁹¹.

Pour résumer ce sous-chapitre, on ne peut que convenir que *"La relation entre l'État et le secteur civil est l'une des questions les plus importantes qui déterminent le développement durable de la société dans le monde moderne. Les milieux politiques, les pratiques et les chercheurs s'accordent pour dire qu'une interaction réussie entre ces deux secteurs est le moteur du développement social, de la construction de la démocratie et du succès de l'économie"*⁴⁹².

Dans le même temps, la mise en place d'une politique culturelle visant à un développement culturel durable ne peut se produire que dans l'interaction de tous les sujets d'intérêt culturel public, et le Kazakhstan et le Kirghizstan ont fait un grand pas dans cette direction.

⁴⁹⁰ Židkov V., Sokolov K. Kul'turnaâ politika Rossii (Politique culturelle de la Russie). M., 2001. p. 75. Vostrâkov L. Gosudarstvennaâ kul'turnaâ politika: ponâtiâ i modeli (Politique culturelle de l'État: concepts et modèles). p. 72-73.

⁴⁹¹ Ibid, p. 71.

⁴⁹² Šiškareva E. "Gosudarstvo i nepravitel'stvennye organizacii v Kirghizstane : istoriâ razvitiâ vzaimootnošenij". // Naučnyj mir Kazakhstana (L'État et les organisations non gouvernementales au Kirghizstan: une histoire du développement de la relation". // Monde scientifique du Kazakhstan), №3 (37) 2011. p.307.

6.3. Le rôle du gouvernement en partenariat avec le secteur privé dans le développement des politiques culturelles au Kazakhstan et au Kirghizstan.

Le rôle croissant de la culture dans les pays exige une augmentation de son financement. Sur la base de l'expérience mondiale, on peut voir un lien direct entre l'augmentation du financement culturel et le niveau de développement d'un pays. Toutefois, ce financement ne peut provenir que du budget de l'État. L'utilisation de mécanismes de financement public-privé du secteur culturel dans le système général de financement de la culture est l'une des composantes de la politique culturelle des pays visant à un développement culturel durable.

À l'heure actuelle, l'expression partenariat "*public-privé*" est encore incompréhensible pour beaucoup, bien que cette coopération ait été activement mise en œuvre depuis les années 90, lorsque le Royaume-Uni, dans le cadre adopté en 1992 du programme d'Etat "Initiative financière privée" a été l'un des premiers à développer le mécanisme de PPP⁴⁹³.

Le chercheur Krzes-Dobieszewska, estime que "*Like culture, public-private partnership does not have a standard definition*"⁴⁹⁴. L'Organisation des Nations Unies donne la définition suivante du partenariat public-privé: "*innovative methods used by the public sector to contract with the private sector, who bring their capital and their ability to deliver projects on time and to budget, while the public sector retains the responsibility to provide these services to the public in a way that benefits the public and delivers economic development and an improvement to the quality of life*"⁴⁹⁵.

L'Encyclopedia Britannica donne la définition suivante: "*Public-private partnership (PPP), partnership between an agency of the government and the private sector in the delivery of goods or services to the public... A PPP exists from the moment one or more public organizations agree to act in concert with one or more private organizations. PPPs embrace public-sector partnerships with both businesses and organizations in civil society, including community organizations, voluntary organizations, and nongovernmental organizations (NGOs). A PPP is — or should be — a mutually beneficial agreement directed toward serving a social purpose*"⁴⁹⁶.

⁴⁹³ Semenova N., Išutkina K. "Razvitie finansovogo obespečeniâ kul'tury na osnove mehanizma Gosudarstvenno-častnogo partnerstva". // Nacional'nye interesy: priority i bezopasnost' ("Développement d'un soutien financier à la culture fondé sur le mécanisme de partenariat État-privé". // Intérêts nationaux: priorités et sécurité). № 28 (2015). p. 23.

⁴⁹⁴ Krzes-Dobieszewska J. "Managing Public – Private Partnership Market in The Times of Economic Crisis," Oeconomia Copernicana, Institute of Economic Research, 2014. Vol. 5(2), p. 65.

⁴⁹⁵ United Nations Economic Commission for Europe. Guidebook on promoting Good Governance in Public Private Partnerships, ECE/CECI/4, United Nations, 2008. p. 1.

⁴⁹⁶ <https://www.britannica.com/topic/public-private-partnership>

Le partenariat public-privé devient de plus en plus pertinent. *"L'introduction de mécanismes du partenariat public-privé dans les économies des pays développés reposait sur la compréhension du fait que de tels accords permettent de produire des produits ou de fournir des services qui seraient difficilement mis en œuvre par chaque partie indépendamment ... L'intérêt mutuel d'un tel partenariat est assez simple à expliquer: l'État reçoit des ressources supplémentaires sous forme humaine, intellectuelle et financière, tandis que le secteur privé peut investir dans des projets sociaux intéressants et utiles et former une image positive de l'entreprise"*⁴⁹⁷. *"Public-private partnership provides opportunities for the public sector to raise funds to sustain the delivery of public services"*⁴⁹⁸.

Grâce à la mise en œuvre d'une telle coopération avec l'État, les entreprises privées peuvent élargir leur champ d'activités et accéder aux prêts bancaires en obtenant des garanties de l'État pour la mise en œuvre du projet. Dans le même temps, l'État et le secteur privé partagent non seulement des ressources financières, mais aussi des risques et des responsabilités. Par conséquent, le partenariat public-privé (PPP), en tant qu'outil de développement efficace, implique de nouveaux principes de gestion. Le plus souvent, dans le cadre d'un projet de PPP, les responsabilités d'un partenaire privé incluent le financement et l'organisation de la conception du projet. L'État cède au partenaire privé le droit d'exploitation à certaines conditions afin de rentabiliser les fonds investis et de générer des revenus.

Cependant, malgré le fait que le partenariat public-privé est actuellement utilisé dans des domaines assez vastes, ce mode de financement a commencé à être utilisé relativement récemment dans le secteur culturel. *"Though the cultural sector offers a great potential for partnerships between the public and the private sectors, and the civil society, the knowledge and experience of PPPs in culture are very limited and largely unexplored. One of the reasons for this being the fact that long tradition of private donations and/or sponsorships in the cultural domain was regarded rather as a private wish, and not as a strategic partnership for the public benefit"*⁴⁹⁹.

Dans le même temps, le partenariat dans le domaine de la culture, y compris l'État et le secteur des entreprises, présente un potentiel social et économique considérable dans la recherche de solutions novatrices et l'amélioration des services publics dans le domaine de la

⁴⁹⁷ Semenova N., Išutkina K. "Razvitie finansovogo obespečeniâ kul'tury na osnove mehanizma Gosudarstvenno-častnogo partnerstva". // Nacional'nye interesy: priority i bezopasnost' ("Développement d'un soutien financier à la culture fondé sur le mécanisme de partenariat État-privé". // Intérêts nationaux: priorités et sécurité). № 28 (2015). p. 24-25.

⁴⁹⁸ Meidute I., Paliulis N. "Feasibility Study of public - private partnership". // International Journal of Strategic Property Management. · September, 2011, Volume 15 (3). p. 257.

⁴⁹⁹ Influence of Culture on Social Development through public and private partnership. // https://www.culturepartnership.eu/upload/editor/2017/Factsheets/pdf-12/12_Influence%20of%20culture%20on%20social%20development.%20Public%20and%20private%20partnership_ENG.pdf

promotion et de la protection du matériel culturel, du patrimoine immatériel et des industries créatives. Bien que l'État soit à ce jour perçu comme le principal détenteur du patrimoine culturel national, il est confronté au problème du financement et de la gestion de ce patrimoine culturel.

Le domaine d'application du partenariat public-privé dans la sphère de la culture peut être assez vaste: à commencer par les investissements dans le patrimoine culturel et se terminant par la création d'un club - les amis d'un orchestre. *"Les PPP dans le domaine du développement, de la conservation, de la restauration et de la promotion des sites du patrimoine culturel peuvent être mis en œuvre en ce qui concerne les monuments qui constituent des objets immobiliers, assurer la conservation, la reconstruction, la restauration et l'exploitation des monuments et des territoires adjacents, le développement des infrastructures des territoires adjacents aux monuments, la gestion des sites historiques complexes culturels"*⁵⁰⁰.

Les formes de partenariat public-privé dans le domaine de la culture: la location et la libre utilisation d'un objet culturel, la gestion des objets culturels, la sous-traitance - l'exécution d'activités et la fourniture de services, des contrats d'investissement. *"Dans la structure des biens publics des institutions culturelles, la proportion d'objets culturels est assez élevée et leur privatisation est interdite ou irréalisable. Mais pour que ces objets soient réellement développés, il est nécessaire d'attirer des investissements privés et d'introduire de nouvelles idées commerciales. Lorsqu'on choisit les formes de PPP les plus appropriées dans la culture, dans la littérature économique il est de plus en plus courant de constater que les formes de partenariat les plus privilégiées dans le domaine culturel peuvent être: concession, externalisation, accords d'investissement"*⁵⁰¹.

Pour un objet de patrimoine culturel, par exemple, l'État peut rester propriétaire du monument, mais en même temps, la gestion du monument, c'est-à-dire son exploitation, sa réparation peut être effectuée par une entreprise privée. Dans ce cas, le système de Concession peut être utilisé. En outre, la Concession peut être utilisée lorsque l'État doit construire des installations culturelles. Lorsque l'Externalisation est la conclusion *"...de contrats avec des*

⁵⁰⁰ Šejkina E., Vorotnikov A. "Perspektivy ispol'zovaniâ gosudarstvenno – častnogo partnerstva kak al'ternativnogo istočnika finansirovaniâ, sohraneniâ i restavracii istoriko-kul'turnih ob'ektov". // V mire nauki i iskusstva: voprosi filologii, iskusstvovedeniâ i kul'turologii: sbornik statei po materialam VII mejdunarodnoi naučno-praktičeskoj konferencii ("Perspectives d'utilisation des partenariats public-privé comme source alternative de financement, de préservation et de restauration des objets historiques et culturels". // Dans le monde des sciences et des arts: problèmes de philologie, d'histoire de l'art et des études culturelles: recueil d'articles sur les supports de la VIIe conférence scientifique et pratique internationale), Novosibirsk: SibAK, 2012.// <https://sibac.info/conf/philolog/vii/26252>

⁵⁰¹ Kostoglodova E. "Adaptacia mehanizmov gosudarstvenno- častnogo partnerstva v sfere kul'tury". // Finansovye issledovaniâ (Adaptation des mécanismes de partenariat public-privé dans le domaine de la culture". // Recherche financière). № 3 (44) 2014. p. 55.

exécutants externes sur une base concurrentielle, selon laquelle certains types d'activités des pouvoirs exécutifs découlent de l'étendue de leurs pouvoirs"⁵⁰².

Les accords d'investissement sont une autre forme commune de partenariat public-privé dans le domaine de la culture. Le but ultime de cette coopération peut être, outre le profit, *"d'accroître le prestige, la réputation de l'entreprise, la possibilité d'utiliser gratuitement les services culturels pendant une longue période"*⁵⁰³. Il est nécessaire de définir un concept intégral de réglementation par l'État et d'appuyer la sphère des PPP afin d'assurer une politique nationale efficace dans ce domaine. En même temps *"The involvement of citizens as individuals (citizen engagement) is very important in the definition of priorities for and directions of PPPs in cultural heritage projects because this kind of projects could have an impact on the daily life of people in the cities"*⁵⁰⁴.

Ainsi, progressivement, le rôle du partenariat public-privé a été apprécié et il a commencé à être utilisé dans le domaine de la culture. *"The use of PPPs has slowly expanded to the conservation and management of a range of heritage places, including archeological sites, buildings, landscapes, urban areas, collections, and natural areas of heritage significance where the third sector (local residents, consumers, and nonprofit organizations), multi-actor engagement and partnerships became highly important for the success of long term projects...public-private partnership have been utilized to conserve or revitalize culture and heritage sites, and resources in Ireland, Hong Kong, Australia, and Russia"*⁵⁰⁵.

Au Kazakhstan et au Kirghizstan, de tels partenariats dans le domaine culturel ont également commencé à prendre forme. Les entreprises privées depuis le début des années 1990 financent des projets culturels, mais ce financement ne constitue qu'une partie d'un programme social. Fondamentalement, le désir de participer à des manifestations culturelles ne consiste pas à développer le secteur culturel tout en obtenant des avantages financiers, mais à obtenir la *"publicité"* de son entreprise. Par exemple, certaines banques et autres sociétés de services privées opérant au Kazakhstan et au Kirghizstan aident les institutions culturelles de l'État à conquérir de nouveaux clients potentiels.

Parallèlement, dans ces pays, il n'existe pratiquement aucune entreprise privée capable de travailler avec succès avec des institutions culturelles dans le cadre de projets institutionnels à

⁵⁰² Ibid.

⁵⁰³ Semenova N., Išutkina K. "Razvitie finansovogo obespečeniâ kul'tury na osnove mehanizma Gosudarstvenno-častnogo partnerstva". //Nacional'nye interesy: priority i bezopasnost' ("Développement d'un soutien financier à la culture fondé sur le mécanisme de partenariat État-privé". // Intérêts nationaux: priorités et sécurité). № 28 (2015). p. 26-27.

⁵⁰⁴ Jelincic D. "Public-Private Partnership in Cultural Heritage Sector Transylvanian Review of Administrative Sciences", Special Issue 2017, p.77. // https://www.researchgate.net/publication/321981420_Public-Private_Partnership_in_Cultural_Heritage_Sector

⁵⁰⁵ Ibid.

long terme. *"Dans l'environnement des entreprises, il n'y a pas d'éthique des affaires et la culture n'est pas considérée comme un signe de statut et de prestige. En outre, de nombreux projets d'entreprises culturelles visent à établir des relations avec des organismes gouvernementaux et constituent une forme particulière de taxe. Les travailleurs culturels eux-mêmes ne sont pas prêts à travailler pleinement avec des hommes d'affaires, ils ne savent pas comment créer des projets et des plans d'entreprise, ils ne savent pas comment défendre leur position. Les travailleurs de la culture ne font pas confiance aux entreprises, considèrent la commercialisation de la production culturelle comme dangereuse pour leur créativité et subissent les inconvénients de la pression et du contrôle exercés sur les entreprises privées"*⁵⁰⁶.

L'utilisation d'instruments de partenariat public-privé au Kazakhstan et au Kirghizstan est en grande partie entravée par l'inadéquation du cadre juridique et réglementaire. Dans le même temps, comme indiqué ci-dessus, pour développer un partenariat mutuellement bénéfique, novateur et durable entre les entreprises privées et l'État, il est nécessaire non seulement de développer une volonté commune de coopération, mais également de mettre en place un système juridique national dans ce domaine. La combinaison réussie des conditions ci-dessus offre une opportunité de développer les capacités dans un domaine particulier des pays en développement, de transférer les connaissances et l'expérience, et de développer l'esprit d'entreprise en général.

Au Kazakhstan et au Kirghizstan, la sphère culturelle du début des années 2000 n'a pas suscité l'intérêt des investisseurs pour la création de projets de partenariat public-privé à long terme, toutefois, la situation a récemment changé. Avec des ressources budgétaires limitées, il devient évident que la coopération de l'État avec les entreprises du secteur de la culture pourrait être l'un des outils permettant de parvenir à un développement culturel durable. Dans le Concept de politique Culturelle de la République du Kazakhstan⁵⁰⁷, publié en 2012, il est stipulé que l'un des problèmes majeurs de l'industrie culturelle est *"le décalage entre la nécessité de développer le réseau d'institutions culturelles et les possibilités budgétaires pour leur entretien et la faible activation de la mise en œuvre de la pratique du partenariat public-privé"*⁵⁰⁸. Dans le même temps, parmi les tendances du vecteur moderne de développement de la politique culturelle des pays développés, il y a un exemple de financement du secteur culturel, y compris le plus proche voisin du Kazakhstan et du Kirghizstan – la Russie, où *"le programme national "Développement de la culture et du tourisme pour 2013-2020 années"* est en réalité l'objectif principal qui est le développement spirituel et moral de l'individu et de l'État, renforçant l'espace culturel commun du pays et l'unité spirituelle du peuple multinational. *"La principale source de financement est le*

⁵⁰⁶ Abašin S. Kul'turnye processi i transkul'turnye vliâniâ v sovremennoj Central'noj Azii (Processus culturels et influences transculturelles en Asie centrale moderne). p. 23. // https://www.opensocietyfoundations.org/sites/default/files/russian_20090515_0.pdf

⁵⁰⁷ Le concept de politique culturelle de la République du Kazakhstan, 4 novembre 2014.

⁵⁰⁸ Ibid.

budget fédéral. Le financement direct en Russie fournit en moyenne jusqu'à 80% des revenus des organisations culturelles de masse. Les avantages fiscaux pour les dons privés, les sponsors et les mécènes se traduisent par une réduction de la base des revenus imposables du montant des dons destinés au développement de la culture et de l'art. Dans ces cas, le revenu imposable est réduit à 5% pour les entreprises et à 3% pour les banques ⁵⁰⁹.

Conformément au Concept de politique Culturelle de 2012, le Kazakhstan doit améliorer le système de gestion dans le domaine de la culture. Cela nécessite de nouvelles approches en matière de gestion, qui *"impliquent le recours à la pratique consistant à attirer des investissements privés, de la philanthropie, etc"*⁵¹⁰. Et *"Le développement d'un partenariat public-privé implique la combinaison harmonieuse d'un financement public avec des formes d'investissement non étatiques. Les modèles et schémas concessionnels peuvent être considérés comme des mécanismes possibles de coopération dans le domaine de la culture, lorsque l'État accorde à l'entreprise privée le droit d'utiliser l'objet, à condition que le profil principal de ses activités soit maintenu. Il peut s'agir de galeries, de bâtiments historiques ou de monuments historiques et culturels appartenant à l'État"*⁵¹¹.

Il convient de noter que l'inclusion dans le Concept de politique Culturelle de la République du Kazakhstan, telle que modifiée par le Décret du Président de la République du Kazakhstan du 13.12.2017, n°604, de la disposition prévoyant l'octroi du droit d'utiliser des monuments historiques et culturels aux entreprises privées, constitue un grand progrès dans le développement du partenariat public-privé dans le domaine culturel au Kazakhstan. Après tout, un an avant la publication du Décret Présidentiel (annulé en novembre 2017)⁵¹², les objets du patrimoine historique et culturel protégés par l'État étaient inclus dans la liste des objets non soumis au transfert pour la mise en œuvre du partenariat public-privé.

L'utilisation généralisée des mécanismes de partenariat public-privé au Kazakhstan est prévue pour la deuxième phase (2020-2030 années) de la mise en œuvre du Concept de politique culturelle, quand sera envisagée la question de *"lancer un projet pilote sur invitation des premiers dirigeants d'organisations culturelles républicaines (musées, théâtres) gestionnaires étrangers expérimentés, ainsi que le transfert d'objets de culture individuels (musées, théâtres, maisons de la culture) pour faire confiance à la direction sur les principes du partenariat public-privé"*⁵¹³. À l'heure actuelle, le partenariat public-privé au Kazakhstan est également

⁵⁰⁹ Ibid.

⁵¹⁰ Ibid.

⁵¹¹ Ibid.

⁵¹² Décret du Président de la République du Kazakhstan "Sur la liste des objets non susceptibles de transfert pour la mise en œuvre du partenariat public-privé", 14 janvier 2016.

⁵¹³ Le concept de politique culturelle de la République du Kazakhstan, 4 novembre 2014.

considéré comme un moyen de ramener certains types d'art au niveau *"économiquement profitable (rentable)"*.

Le Kirghizstan, en ce qui concerne le développement du partenariat public-privé dans le domaine de la culture, est encore éloigné du Kazakhstan, bien que dans le Concept de développement durable⁵¹⁴, le partenariat public-privé soit considéré comme un facteur du développement de cette industrie. Et dans le Programme national pour le développement de la sphère de la culture, il est précisé que *"... l'absence d'un cadre juridique approprié ne permet pas d'attirer les investissements privés et les technologies innovantes pour le développement de la culture"*⁵¹⁵.

Par ailleurs, au Kirghizstan, la loi sur le partenariat public-privé a été adoptée en 2012, trois ans plus tôt qu'au Kazakhstan. Conformément à cette Loi, *"partenariat public-privé ... interaction à long terme (jusqu'à 50 ans) interaction à long terme de partenaires publics et privés sur la question de l'attraction d'un partenaire privé auprès d'un partenaire public pour la conception, le financement, la construction, la réhabilitation, la reconstruction d'installations, ainsi que pour la gestion d'installations existantes ou nouvellement créées, y compris les infrastructures"*⁵¹⁶.

Conformément au paragraphe 7 de l'article № 3, un partenariat public-privé *"s'applique aux infrastructures et/ou aux services d'infrastructure dans les domaines suivants: éducation, formation, culture et services sociaux"*⁵¹⁷. Après l'adoption de la Loi sur les partenariats public-privé au Kirghizstan, 11 lois ont été modifiées et 4 décisions du Gouvernement de la République Kirghize ont été adoptées. Depuis 2015, le développement et la mise en œuvre de projets dans le cadre de PPP ont commencé. Pour mettre en œuvre ces projets, le Gouvernement de la République Kirghize a créé un fonds spécial d'un montant de 4 millions de dollars américains. Par la suite, ce fonds a fourni des moyens pour le développement de 8 projets techniques et économiques en vue de leur mise en œuvre. Cependant, tous ces projets ne concernent que les domaines de la santé, des transports, des infrastructures urbaines. Malheureusement, il n'existe aucun projet dans le domaine de la culture dans le cadre d'un partenariat public-privé au Kirghizstan.

Jusqu'à présent, dans le cadre du partenariat public-privé au Kirghizstan, un seul projet médical a été mis en œuvre pour la fourniture de services d'hémodialyse. La mise en œuvre de ce projet a été rendue possible par la signature en 2017 de l'accord entre le Ministère de la Santé de la République Kirghize et une société internationale sélectionnée sur la base des résultats d'un

⁵¹⁴ Stratégie de développement durable de la République Kirghize pour 2018-2040, novembre 2018.

⁵¹⁵ Programme du gouvernement de la République Kirghize sur le développement de la sphère de la culture jusqu'en 2020, 27 Octobre 2015.

⁵¹⁶ Loi de la République Kirghize sur le partenariat public-privé dans la République Kirghize, 22 février 2012.

⁵¹⁷ Ibid.

appel d'offres international. Avant la signature de l'accord, des travaux préparatoires à ce projet avaient été effectués au Kirghizstan avec les consultations de la Société financière Internationale (SFI), qui fait partie du Groupe de la Banque Mondiale.

Contrairement au Kirghizstan, le Kazakhstan a adopté la Loi sur les partenariats public-privé⁵¹⁸ en 2015. Toutefois, cette Loi a été élaborée avec l'aide de spécialistes du Centre d'analyses et d'experts du partenariat public-privé déjà existant depuis 2008. Le centre comprend des experts hautement qualifiés ayant une expérience pratique de la mise en œuvre de projets de partenariat public-privé, y compris des experts étrangers. Voici comment se présente le Centre pour les partenariats public-privé: *"Nos activités sont centrées sur la recherche, les examens et l'évaluation de la mise en œuvre de projets d'investissement dans le domaine des PPP. Nous fournissons une assistance conseil complète pour les projets et facilitons leur mise en œuvre. Une partie importante de notre travail est la formation d'une base scientifique et le développement des ressources humaines. Nous interagissons efficacement avec les autorités législatives et exécutives, les entreprises nationales et les organisations publiques et internationales à tous les niveaux... Notre mission consiste à créer les conditions d'un partenariat entre l'État et les entreprises, à développer et à combiner leur potentiel pour la mise en œuvre de projets de PPP et à augmenter le volume des investissements privés dans l'économie du pays"*⁵¹⁹.

Lors de la préparation de la Loi sur les partenariats public-privé au Kazakhstan, des amendements à la Loi de la République du Kazakhstan *"Sur les concessions"*⁵²⁰ ont été adoptés. Ces amendements concernaient de nouveaux types de contrats de concession, des accords directs avec les créanciers, la protection des obligations de concession de l'Etat contre la séquestration, etc. En outre, des modifications ont été apportées au code budgétaire et fiscal, des règlements ont été élaborés, définissant la procédure de planification et de mise en œuvre des projets. Ainsi, la loi sur les partenariats public-privé prévoyait la levée des restrictions sur les domaines d'application des PPP, élargissait la composition subjective des participants de PPP, renforçait le rôle du secteur privé dans le lancement et la préparation de projets de PPP⁵²¹.

La Loi sur le partenariat public-privé au Kazakhstan fournit une définition plus concise du partenariat public-privé par rapport à la Loi du Kirghizstan: *"partenariat public-privé est une forme de coopération entre un partenaire public et un partenaire privé, correspondant aux caractéristiques définies par la présente Loi"*⁵²². Parmi les tâches principales du partenariat public-privé au Kazakhstan, on compte *"... la création de conditions propices à une interaction*

⁵¹⁸ Loi de la République du Kazakhstan sur le partenariat public-privé, 31 octobre 2015.

⁵¹⁹ <http://kzppp.kz>

⁵²⁰ Loi de la République du Kazakhstan sur les concessions, 7 juillet 2006.

⁵²¹ <http://kzppp.kz>

⁵²² Loi de la République du Kazakhstan sur le partenariat public-privé, 31 octobre 2015.

efficace entre le partenaire public et le partenaire privé afin d'assurer un développement socio-économique durable de la République du Kazakhstan"⁵²³, conformément à l'article № 6 de la Loi, "Partenariat public-privé dans tous les secteurs (sphères) de l'économie"⁵²⁴. Parallèlement, il existe une liste d'objets déterminés par le Gouvernement de la République du Kazakhstan qui ne peuvent pas être transférés pour la mise en œuvre d'un partenariat public-privé.

Conformément aux informations fournies sur le site Web du Ministère de l'économie nationale de la République du Kazakhstan⁵²⁵ et du Centre pour les partenariats public-privé, le Kazakhstan compte 681 projets de partenariat public-privé, dont 6 dans le domaine de la culture. Des projets culturels sont prévus dans différentes régions du pays: la construction d'un club rural de 150 places dans le village de Kossestek du district de Kargalinsk dans la région d'Aktiubinsk, la construction d'un club rural de 150 places dans le district rural d'Ozgent du district de Janakorganskiy, la construction et l'exploitation du centre de culture et de loisirs de la ville de Khromtaou du district de Khromtaousk dans la région d'Aktiubinsk, la Construction d'une maison de culture dans la ville de Kapchagay dans la région d'Almaty, le transfert d'un petit parc de la ville du parc de culture et de loisirs de la ville d'Aksou à la gestion de confiance sur les conditions de sa modernisation, de placement d'attractions et d'autres animations culturelles de masse dans la ville d'Aksou de la région de Pavlodar et le transfert à la gestion de confiance du jardin public du 50e anniversaire de la ville d'Ekibastouz, sur les conditions de sa modernisation, de placement d'attractions et d'autres divertissements culturels de masse dans la région de Pavlodar.

Il ressort clairement de la liste ci-dessus qu'à l'heure actuelle, le Kazakhstan n'a ni mis en œuvre ni prévu de projets de partenariat public-privé dans le domaine du patrimoine culturel du pays, qui, comme mentionné ci-dessus, est l'un des domaines les plus prometteurs du partenariat public-privé dans le domaine de la culture. Parallèlement, il existe au Kazakhstan un exemple de coopération réussie d'une entreprise privée avec l'État en dehors du cadre d'accords de partenariat public-privé. Cette société est la Société à Responsabilité Limitée "Expertise Archéologique", fondée en 2006. Elle est aujourd'hui "la principale organisation scientifique non gouvernementale dans le domaine de la recherche archéologique au Kazakhstan ... Les principales activités de la société consistent à effectuer des fouilles archéologiques sur le sol et des travaux de recherche sur les monuments archéologiques d'urgence. Grâce aux activités professionnelles de la société dans le domaine du développement économique des territoires, plus de 1 000 monuments archéologiques auparavant inconnus ont été découverts et préservés,

⁵²³ Ibid.

⁵²⁴ Ibid.

⁵²⁵ <http://economy.gov.kz>

de nombreuses données nouvelles sur l'histoire et la culture anciennes du Kazakhstan ont été introduites dans la circulation scientifique"⁵²⁶.

La société privée "*Expertise Archéologique*" est au Kazakhstan l'un des principaux développeurs du dossier nominatif pour l'inclusion des objets du patrimoine culturel et naturel de la république dans la Liste du patrimoine Mondial de l'UNESCO. De 2012 à 2016 la société travaille à la préparation d'un dossier d'inscription pour l'inclusion des objets du patrimoine culturel du Kazakhstan dans la Liste du patrimoine Mondial de l'UNESCO. Des experts de "*l'Expertise Archéologique*", dont beaucoup ont un doctorat ou un professeur, ont préparé une documentation scientifique sur la nomination transfrontalière en série pour le couloir de Tian-Shan (segment Semirechenskiy) - sur les objets de la région d'Almaty (les vestiges d'une ville de Talgar, Kayalyk, Karamerguen) et de la région de Jambyl (les vestiges d'une ville de Koulan, Kostobé, Ornek, Aktobé Stepninskoé, le complexe archéologique Akyrta), et pour l'inscription sur la Liste du patrimoine Mondial de l'UNESCO des objets suivants: le vestige d'une ville de Djan kala (2013), les vestiges d'une ville de Jouantobé, Karaspan, Kesken-Kouyuk kala, le sépulcre de Borijary (2014-2015), les vestiges d'une ville de Chirik Rabat, Babich-mullah (2016)⁵²⁷.

Un autre type d'activité de la société "*Expertise Archéologique*" concerne les projets de restauration des monuments culturels d'État du Kazakhstan. La société a mené une "*Etude sur le terrain des matériaux du mausolée Khodja Akhmed Yassavi et une analyse géomagnétique du territoire du Mausolée Khodja Akhmed Yassavi du XIV siècle – monument de l'urbanisme et de l'architecture d'importance républicaine*"⁵²⁸. Dans le cadre de l'étude, des recommandations ont été adressées à l'état en vue de la réalisation de certains travaux de restauration du Mausolée Khodja Akhmed Yassavi, qui ont été exécutés en 2014. Un autre projet dans la même région était la restauration de l'obélisque aux soldats-compatriotes qui ne sont pas revenus de la Grande Guerre mondiale dans la région d'Atyraou du Kazakhstan.

Le retour des valeurs historiques et culturelles du Kazakhstan est une question très sensible pour le Kazakhstan, car bon nombre des valeurs exportées à différentes périodes ne peuvent pas être renvoyées en raison de certaines normes réglementaires en vigueur dans les pays où elles ont été exportées. Mais dans cette question importante, "*L'Expertise archéologique*" accomplit une tâche responsable devant l'État dans le cadre d'un projet visant à déterminer le volume de matériel enlevé, ainsi qu'à collecter des informations sur les expéditions archéologiques. Les résultats de ces travaux effectués sur le territoire de Priaralié Oriental seront

⁵²⁶ http://www.archeology.kz/ru/419-o_kompanii.html

⁵²⁷ http://www.archeology.kz/ru/455-nominacionnyje_dosje.htm

⁵²⁸ <http://www.archeology.kz/ru/411-restavracija.html>

ultérieurement présentés sous la forme d'une bibliothèque électronique accessible à tous les résidents du Kazakhstan.

En résumé, nous pensons que beaucoup de choses ont été faites dans les pays du Kazakhstan et du Kirghizstan pour développer des partenariats public-privé. Bien que l'expérience du Kazakhstan dans ce domaine soit bien plus vaste que celle du Kirghizstan, la sphère culturelle reste en dehors du fonctionnement d'un tel partenariat. Cependant, au Kazakhstan, il existe des exemples de telles interactions, mais pas dans le cadre d'instruments réglementaires dans ce domaine. En outre, le rôle des partenariats public-privé pour le développement durable de la sphère culturelle est mentionné dans les documents stratégiques des deux pays. Dans le même temps, nous avons constaté que dans les deux pays, les incitations au développement actif de partenariats public-privé sont insuffisantes. Parmi les autres problèmes dans ce domaine, il y a l'inachèvement du développement du cadre législatif sur cette question. Les États du Kazakhstan et du Kirghizstan ont besoin d'un ensemble d'outils pour leur permettre d'évaluer l'efficacité des PPP et leurs avantages. Dans le même temps, les investisseurs potentiels souhaitent accroître la participation du budget de l'État aux nouveaux projets et aux avantages fiscaux.

6.4. La coopération régionale et internationale: le rôle des projets culturels et des échanges pour un développement culturel durable.

La coopération culturelle avec d'autres pays entraîne un échange très important d'expériences pouvant contribuer au développement culturel. Cela vaut pour l'expérience dans le domaine du développement urbain, la protection du patrimoine culturel, le développement du tourisme culturel, l'économie et la gestion dans le domaine de la culture, ainsi que l'expérience dans le domaine de la politique culturelle en général.

De plus, le développement culturel durable implique un dialogue interculturel pouvant aller au-delà des frontières d'un État. Aujourd'hui, la coopération culturelle fait partie de la politique nationale de tout pays, y compris du Kazakhstan et du Kirghizstan. La coopération culturelle, qui contribue au développement d'une culture d'État et profite aux autres participants, contribue indéniablement au développement culturel durable. Par conséquent, il est nécessaire de comprendre si cette coopération culturelle est mise en œuvre par le Kazakhstan et le Kirghizstan et, dans l'affirmative, comment elle est mise en œuvre, afin que chacun des participants bénéficie de sa mise en œuvre.

Immédiatement après l'indépendance, le Kazakhstan et le Kirghizstan ont signé de nombreux traités bilatéraux sur la mise en œuvre de la coopération culturelle avec divers pays du monde, car la coopération culturelle est l'une des formes de diplomatie publique. Mais souvent, cette coopération était restreinte et se limitait à l'organisation de journées culturelles dans chacun des pays partenaires et de petits projets communs de soutien à la diplomatie culturelle, parfois associés au concept de "*marque nationale*" (national branding), en raison du manque de clarté et d'une compréhension commune du rôle de la culture.

Cependant, à notre avis, le Kazakhstan et le Kirghizstan s'engagent dans une coopération culturelle régionale et internationale qui, outre le soutien à la promotion de la marque nationale, contribue de manière positive au développement culturel durable.

L'une des principales plates-formes de coopération régionale du Kazakhstan et du Kirghizstan avec d'autres pays en général, et dans le domaine de la culture en particulier, est devenue la CEI. Kazakhstan et Kirghizstan - les pays qui font partie de la CEI après l'indépendance, coopèrent dans le domaine de la culture avec d'autres pays de la région Asie centrale - Tadjikistan, Turkménistan, Ouzbékistan, ainsi qu'avec la Russie et d'autres participants⁵²⁹ grâce au Conseil de coopération culturelle des États membres de la CEI, créé en 1995.

⁵²⁹ En 1992, la CEI comprenait 12 pays: Azerbaïdjan, Arménie, Biélorussie, Géorgie (jusqu'au 18 août 2009), Kazakhstan, Kirghizstan, Moldavie, Russie, Turkménistan, Ouzbékistan, Ukraine (avant le 23 mai 2018).

Cette coopération traditionnelle dans le domaine culturel repose sur le document de base - l'Accord de coopération dans le domaine de la culture, signé par les chefs de gouvernement le 15 mai 1992. Depuis 2003⁵³⁰ le Conseil de la coopération culturelle a commencé à être représenté par les Ministres de la culture de chaque pays.

La création du Conseil de la coopération culturelle des États membres de la CEI a eu pour tâche principale la coopération des États dans le domaine culturel par le biais de projets, forums, conférences et festivals communs. De 1995 à 2013, le Conseil a tenu 28 réunions⁵³¹ au cours desquelles diverses questions ont été examinées, allant du cadre juridique dans le domaine de la culture à la création d'un espace muséal commun. Dans le cadre de cette coopération, de nombreux accords ont été signés entre les États participants au cours des premières années suivant la création du Conseil, ainsi que plusieurs accords concernant des biens culturels exportés et importés illégalement. Au sein du Conseil, des groupes de travail ont été créés pour étudier et analyser le soutien législatif apporté à la culture des États membres de la CEI, le tourisme culturel des États membres de la CEI et la cinématographie des États membres de la CEI.

Par ses travaux et ses projets en cours dans le domaine de la culture, le Conseil encourage *"le développement de nouvelles approches pour la formation de la politique culturelle dans les pays de la CEI", ainsi que "la création d'une infrastructure stratégique flexible"*. Par exemple, le projet *"Capitales culturelles du Commonwealth"* contribue non seulement au dialogue interculturel, mais également à l'amélioration de l'infrastructure des villes, car le critère principal pour choisir une *"capitale culturelle"* est *"la volonté de la ville de changer et de se développer par la culture ..."*⁵³², de développer la vie culturelle et les infrastructures. Le projet est mis en œuvre depuis 2012 et la même année la ville d'Astana au Kazakhstan a été choisie comme capitale culturelle et en 2014 les capitales culturelles étaient Almaty au Kazakhstan et Osh au Kirghizstan.

Ces villes sont devenues le lieu des festivals, forums et conférences internationales au cours desquels les villes ont été fréquentées non seulement par des délégations créatives des pays de la CEI, mais aussi par des représentants des ministères de la culture et des organisations internationales. Le forum international *"La culture eurasienne dans le nouveau monde"* s'est tenu à Astana dans le cadre de ce projet.

À Almaty - la conférence internationale des bibliothèques *"Bibliothèque du XXI^e siècle: nouveaux horizons"*, ainsi que le Premier Forum culturel international d'Almaty *"Le concept de*

⁵³⁰ Décision de la XVIII^e - ème réunion du Conseil de la coopération culturelle des États membres de la CEI, 4 février 2003.

⁵³¹ Décision sur les activités du Conseil de la coopération culturelle des États membres de la CEI, 30 mai 2014.

⁵³² Décision sur le programme Inter-États "Capitales culturelles du Commonwealth", 5 décembre 2012.

politique culturelle: les défis du temps (regard des professionnels sur la culture)". Au cours de cette dernière, une table ronde sur le thème "*L'âge culturel d'Almaty: une histoire de 1000 ans*" a abouti à la résolution d'inscrire la célébration du 1000e anniversaire d'Almaty à la liste des jubilé de l'UNESCO et d'en adresser une demande officielle à l'Organisation. L'UNESCO a inclu cette date dans la liste. Ainsi, le résultat du forum culturel international a été non seulement un événement historique important, mais également près de 100 événements⁵³³ culturels l'accompagnant organisés en 2016 en l'honneur du 1000e anniversaire d'Almaty.

Le projet "*Capitales culturelles du Commonwealth*" a contribué à la promotion des villes de la CEI et, on l'a vu, sur la scène internationale. De plus, grâce au projet, les pays pourraient promouvoir leurs marques nationales, contribuer au développement du tourisme culturel et créer une base favorable pour développer et renforcer les échanges culturels régionaux et les liens économiques.

Le Projet du Commonwealth "*Jeux de Delphes pour la jeunesse*" est l'un des projets les plus largement relayés dans les médias. Les Jeux de Delphes pour la jeunesse sont "*un ensemble de compétitions interdépendantes et de compétitions de festivals de jeunes travailleurs culturels et d'art de haut niveau dans diverses nominations d'art populaire, classique et moderne, qui se déroulent simultanément dans des zones distinctes avec une répartition des participants par groupes d'âge et visites, ainsi que des ateliers officiels, scientifiques et pratiques événements de divertissement*"⁵³⁴.

Des équipes nationales composées de jeunes talentueux assistent aux Jeux de chaque pays. Chaque année, environ 800 participants s'affrontent dans le cadre de 20 à 25 nominations nationales, classiques et modernes tant pour la victoire individuelle que pour l'équipe, démontrant ainsi le niveau de développement de telle ou telle ressource artistique et culturelle du pays qu'ils représentent. Les jeux ont lieu une fois par an depuis 2002 dans différentes villes et durent une semaine. Des membres du jury célèbres sont invités de différents pays du monde et pas seulement des pays de la CEI. Les compétitions organisées sous diverses formes artistiques, allant de l'art musical à la photographie et au design de vêtements, développent chez les jeunes générations des sentiments de patriotisme et de fierté de leur culture et de leur pays, contribuent également à l'échange de meilleures expériences et, surtout, favorisent le dialogue interculturel.

En 2016, le Conseil des Chefs de Gouvernement des pays de la CEI a décidé d'organiser l'exposition internationale "*ART EXPO*"⁵³⁵. Il est prévu que lors de cet événement les États membres de la CEI pourront présenter leurs réalisations dans le domaine culturel, y compris les

⁵³³ "Rappelez tout ou une ville avec 1000 ans d'histoire"/

https://www.almaty.gov.kz/page.php?page_id=4822&lang=1&article_id=34317

⁵³⁴ <http://www.cis.minsk.by/news.php?id=8196>

⁵³⁵ Décision sur l'exposition internationale "ART EXPO" des États membres de la CEI, 7 juin 2016.

produits de la sphère de la culture et de l'art. Un tel événement a été une excellente plate-forme pour établir une coopération entre les structures intéressées des participants, élargir le marché des services et produits culturels et mettre en œuvre des initiatives novatrices dans le domaine de la culture.

Outre les projets bien connus énumérés ci-dessus, dans le cadre de la coopération dans le domaine de la culture entre les pays de la CEI, des dizaines d'événements culturels sont organisés chaque année dans les pays que nous étudions. Il s'agit notamment du Festival Mondial des épopées des peuples du monde, du Festival International du théâtre "*Art Ordo*", du Festival International des artisans "*Oymo*" au Kirghizstan, du Festival international des arts du spectacle traditionnels "*Musique de la grande steppe*", du Festival International du théâtre d'Asie centrale et du Festival International "*Operaliya*" au Kazakhstan. Certains d'entre eux, tels que, par exemple, le Festival International des artisans "*Oymo*" et le Festival International "*Operaliya*" ont lieu chaque année.

Le festival culturel international "*Oymo*" est organisé depuis 2006 et connaît un succès particulier tant parmi les membres que les visiteurs. Une centaine d'artisans de tous les pays d'Asie centrale, ainsi que de la Russie et de l'Inde participent en moyenne au salon de l'artisanat. L'ouverture du festival a généralement lieu dans la capitale du Kirghizstan - Bichkek, puis se poursuit près du lac Issyk-Koul, où les participants peuvent notamment profiter du caractère exceptionnel de la région. Compte tenu de la popularité de ce festival, de nombreuses agences de voyages de la région d'Asie centrale l'inscrivent au calendrier des manifestations régionales et l'annoncent sur leurs sites Web.

Ce festival contribue à attirer de nouveaux touristes au Kirghizstan et, étant donné qu'il se tient à deux endroits, il contribue également au développement de plusieurs régions de la République. Des représentants d'États du Kirghizstan, tels que le Ministère de la culture, de l'information et du tourisme de la République Kirghize, la mairie et les administrations de district des villes et des arrondissements sur le territoire desquels se tient le festival, ainsi que des organisations non gouvernementales, participent à l'organisation de cet événement.

Tous les ans depuis 1998, le Kazakhstan accueille le Festival international du film "*Eurasia*". Conçu comme un pont entre l'Est et l'Ouest⁵³⁶, le Festival propose une programmation de films du Kazakhstan et d'Asie centrale appelée "*La Constellation de Chaykein*". Malgré le fait que le lieu du festival ait changé plusieurs fois d'Almaty à Astana et retour, le festival reste l'un des événements culturels les plus populaires et les plus importants du Kazakhstan.

⁵³⁶ <https://eurasiafestival.kz/eng/o-nas/>

Dans le cadre de la coopération culturelle dans la CEI, des mesures importantes ont été prises, à notre avis, directement pour améliorer la politique culturelle: *"Améliorer l'interaction de la culture et du tourisme dans la CEI dans le contexte de l'intégration"* (la ville de Osh), *forums internationaux "La culture en tant que ressource pour la modernisation"* (la ville d'Ulyanovsk), *trois conférences Internationales "Politique culturelle, politique pour la culture"* (la ville d'Erevan)". Je voudrais insister davantage sur les trois dernières Conférences internationales, car nous avons participé directement à l'une d'elles.

Organisées avec la participation du Fonds inter-États pour la coopération humanitaire des États membres de la CEI (FICH), qui travaille en étroite collaboration avec le Conseil de la coopération humanitaire des États membres de la CEI et soutient la mise en œuvre de projets culturels, les Conférences ont été organisées pour discuter de concepts novateurs dans le domaine de la politique culturelle.

Lors de la conférence régionale de la Communauté d'États Indépendants avec la participation d'experts internationaux *"Politique culturelle - la politique pour la culture: un nouveau profil de politique culturelle"*, tenue du 5 au 8 novembre 2009, les questions suivantes ont été examinées: *"Quels sont les facteurs les plus importants et la nature des transformations culturelles mondiales qui se produisent aujourd'hui dans la CEI et dans le monde entier?"*, *"Dans quelle mesure ces changements sont-ils pris en compte aujourd'hui dans la détermination de la politique culturelle?"*, *"Quels domaines sont aujourd'hui prioritaires pour la formation et la mise en œuvre d'une politique culturelle innovante?"*, *"Quelles approches conceptuelles en matière de politique culturelle permettent de maintenir la diversité culturelle, en évitant les risques d'exclusivité culturelle ou de ségrégation?"* et autres.

Toutes ces questions et, bien sûr, les réponses étaient très pertinentes pour les pays de la CEI en ce qui concerne la possibilité de réviser leurs politiques culturelles dans la perspective d'une approche intégrée de la diversité culturelle et du développement durable. Dans le cadre de la troisième Conférence *"Politique culturelle, politique pour la culture: le rôle de la culture dans le développement durable dans l'agenda post 2015"*, des thèmes tels que *"Le rôle de la culture dans le développement durable dans l'agenda mondial 'après 2015: nouvelles réalités et perspectives"*, *"Le patrimoine culturel en tant que facteur d'unité sociale et de développement durable"*, *"La diversité culturelle est la clé du dialogue interculturel et du développement durable"*; *"Patrimoine culturel immatériel dans un monde en mutation"* ont déjà été discutés.

L'objectif de cette conférence était d'identifier la relation entre culture et développement afin de développer de nouvelles approches, en tenant compte des documents stratégiques de l'UNESCO et des résolutions des Nations Unies, telles que *"L'avenir que nous voulons"* (2012) et *"Culture pour un développement durable"* (2013). Les représentants des Ministères de la

culture et des experts des pays de la CEI ainsi que des experts internationaux ont assisté à toutes ces conférences. Les conférences stimulent la coopération entre les agences gouvernementales concernées et des spécialistes de divers secteurs - économique, social et environnemental - afin de réaliser des objectifs communs dans le domaine du développement durable. Par conséquent, ces conférences, qui se sont tenues plusieurs années plus tard, sont devenues une plate-forme très importante pour débattre des problèmes et des perspectives de la politique culturelle face aux changements qui se produisent dans le monde et au développement. Les recommandations élaborées à la fin de chacune des conférences, en tenant compte de l'opinion d'experts de différents pays, aident à mettre à jour les politiques culturelles et à adopter les meilleures pratiques pour parvenir à un développement culturel durable. Elles aident à élaborer les stratégies nationales et à appliquer une approche intégrée de la culture et du développement durable.

La coopération culturelle dans le cadre de la CEI assure l'interaction des structures étatiques et publiques et renforce les liens culturels dans la région, et les activités conjointes contribuent à élargir le spectre des activités culturelles, à l'accès aux biens culturels de différents territoires, même éloignés, et à améliorer l'infrastructure urbaine et à stimuler la croissance du flux touristique. Une telle coopération dans le domaine culturel dans le cadre de la CEI pourrait s'inscrire dans le cadre de la Communauté économique Eurasienne (EurAsEC). L'EurAsEC est une organisation économique internationale créée pour promouvoir efficacement la formation de l'union Douanière et d'un Espace Economique Commun par les Parties, ainsi que d'autres objectifs liés à l'approfondissement de l'intégration dans les domaines économique et humanitaire⁵³⁷.

Fondée en 2000 cette Organisation Internationale, dont les membres sont la Biélorussie, le Kazakhstan, le Kirghizstan, la Russie et le Tadjikistan, s'est engagée à *"assurer le développement dynamique des membres de la Communauté en harmonisant les transformations sociales et économiques avec l'utilisation effective de leurs potentiels économiques dans le souci d'améliorer le niveau de vie des peuples"*. Parmi les tâches de la Communauté figurent la mise en place d'un régime de libre commerce entre pays, la mise en place d'un système de mesures de régulation non tarifaires, la création de conditions égales pour la production et les activités commerciales, le rapprochement et l'harmonisation des législations nationales et autres.

Le potentiel d'une telle coopération pour le développement de la culture est grand, étant donné que la contribution de la culture à l'économie est devenue indéniable. En outre, le Kazakhstan et le Kirghizstan ont déjà des manifestations culturelles *"couvertes par l'Eurasie"*. Conformément au Concept de développement durable de la République Kirghize pour 2018-

⁵³⁷ <http://www.evrazes.com/>

2040 années la manifestation *"Forum des peuples de la civilisation de l'Altaï"* peut devenir une *"base humanitaire solide pour la coopération internationale"* et renforcer la composante humanitaire de l'intégration Eurasienne. Dans le cadre du forum, une coopération dans le domaine de la protection et de la vulgarisation du patrimoine matériel et immatériel des peuples de la civilisation de l'Altaï est prévue - il s'agit des peuples d'Asie centrale, de Sibérie Méridionale et Orientale, de la région de la Volga, de l'Oural et d'échanges culturels. Pour le Kirghizstan, ce projet est important du point de vue de la recherche sur les relations entre le groupe ethnique kirghize et les autres peuples de la famille des langues de l'Altaï et ses stades de développement historiques. Au Kazakhstan, le Festival de la chanson contemporaine à Aktau *"Des millénaires autour de la mer Caspienne"* et le festival du film Eurasia susmentionné sont également positionnés en tant que manifestations culturelles eurasiennes. Le Kazakhstan s'appelle généralement le centre de l'Eurasie et, conformément à la conception de certains États, il entend jouer le rôle de lien économique et culturel entre les trois grandes régions - la Chine, la Russie et le monde Musulman.

La coopération culturelle internationale contribuant au développement culturel durable du Kazakhstan et du Kirghizstan est mise en œuvre dans le cadre de l'UNESCO. Depuis 1994 le Bureau de l'UNESCO au Kazakhstan, au Kirghizstan, au Tadjikistan et en Ouzbékistan est implanté à Almaty. Le travail implique différents participants dans le pays: il s'agit tout d'abord de représentants d'organes étatiques, d'organisations non gouvernementales, de spécialistes et d'experts, ainsi que de volontaires.

Dans le domaine de la culture, le Bureau du programme ordinaire de l'UNESCO s'emploie dans les quatre pays de la liste à développer le patrimoine culturel matériel et immatériel, ainsi que le patrimoine naturel, à promouvoir le dialogue interculturel et interreligieux et la diversité culturelle, ainsi qu'à utiliser efficacement les instruments normatifs culturels. Il convient de noter que les conventions de l'UNESCO dans le domaine de la culture constituent la base juridique de la coopération culturelle internationale. À l'heure actuelle, le Kirghizstan et le Kazakhstan ont ratifié les Conventions: *"Sur la protection des biens culturels en cas de conflits armés"*, (La Haye, 1954), *"Sur les mesures visant à interdire et à prévenir l'importation, l'exportation et le transfert de propriété illicites de valeurs culturelles"* (Paris, 1970), *"Sur la protection du patrimoine mondial culturel et naturel"* (Paris, 1972), *"Sur la protection du patrimoine culturel immatériel"* (Paris, 17 octobre 2003).

Mais dans ce chapitre, nous voudrions insister davantage sur les projets des Fonds extrabudgétaires mis en œuvre par le Bureau de l'UNESCO au Kazakhstan et au Kirghizstan. Le fait est que *"Extrabudgetary contributions are all funds paid into UNESCO other than the*

*Member States' assessed contributions*⁵³⁸. Ces contributions sont versées dans le cadre des *"Funds-in-trust agreements"*, destinés à un projet ou programme spécifique identifié par une source de financement en coopération avec l'UNESCO. Les donateurs sont des pays qui décident d'apporter une contribution financière au développement d'une région donnée dans un autre pays. En tant que participant direct à la mise en œuvre de ces projets, grâce à notre analyse, nous avons constaté qu'ils constituaient l'un des types de coopération internationale les plus efficaces dans le domaine de la culture pour le développement.

Le projet opérationnel financé par le Japon pour la préservation et la documentation patrimoniale des pays d'Asie centrale pour la nomination en série *"Routes de la soie"* a visé à permettre aux républiques d'Asie centrale (Kazakhstan, Kirghizstan inclus) à entreprendre la documentation de leur patrimoine culturel de façon autonome dans un proche avenir à travers le renforcement des capacités, la promotion du transfert technique et le renforcement des experts nationaux. Le projet comportait deux phases et a duré plusieurs années: la première phase de 2005 à 2011 et la deuxième phase de 2011 à 2015.

Dans le cadre du projet, des spécialistes internationaux, ainsi que des spécialistes du Japon, ont fourni un appui technique à la conservation et à la préservation du patrimoine culturel. Les experts internationaux ont non seulement formé des experts nationaux du Kazakhstan et du Kirghizstan et des étudiants, mais ont également appliqué les dernières technologies dans ce domaine. Ainsi, grâce à ce projet, il a été démontré que les meilleures pratiques pouvaient être utilisées dans d'autres projets de ce type.

De tels exemples ont été utilisés des méthodes archéologiques non destructives pour la conservation. Le projet a également mené des recherches approfondies et une collecte de sources et de documents dans les archives nationales et internationales concernant ces sites antiques du Kazakhstan et du Kirghizstan. Ce projet a été réalisé afin de préparer la proposition d'inscription en série de sites antiques de la Route de la Soie sur la Liste du patrimoine Mondial de l'UNESCO.

Depuis 2009 plusieurs réunions de travail et trois réunions de coordination ont été organisées par les États participant au processus de préparation en vue de l'élaboration d'un concept et de la préparation de la proposition d'inscription transnationale en série de la Route de la Soie. Le projet a donné ses fruits et en 2014 *"Routes de la soie: le réseau de routes du corridor de Chang'an-Tian-shan"* a été inscrit au patrimoine Mondial de l'UNESCO. Cette nomination comprenait le Kazakhstan, le Kirghizstan et la Chine. Les nouvelles connexions entre les pays que nous explorons et la Chine peuvent mener à une nouvelle compréhension de

⁵³⁸ UNESCO's extrabudgetary activities. A practical guide. UNESCO. April 2008. // <http://unesdoc.unesco.org/images/0015/001593/159331e.pdf>

l'identité régionale, qui peut recréer des aspects de l'interconnexion culturelle de l'ancienne Route de la Soie.

L'objectif de développement vers lequel le projet proposé contribue est la protection durable des Routes de la soie comme un bien du patrimoine mondial dans le contexte de la coopération régionale durable. Par la protection de biens comme les Routes de la soie, ça promeut le dialogue et le développement en général, mais aussi le tourisme culturel, ainsi que la compréhension locale de la diversité culturelle et des droits liés au patrimoine culturel.

Le projet kazakhstanais-norvégien sur la conservation et la gestion des pétroglyphes de Tamgaly est un autre exemple de cette coopération multilatérale dans le cadre de l'UNESCO. Le projet était également pluriannuel et a duré de 2002 à 2006. Ce projet a pris fin avec l'inclusion des pétroglyphes de Tamgaly sur la Liste du patrimoine Mondial de l'UNESCO en 2004, ce qui a rendu le site mondialement célèbre. Dans ce cas, le projet a été élaboré par des spécialistes de la Norvège en collaboration avec le Kazakhstan, y compris de Kazakh Scientific Research Institute on Problems of the Cultural Heritage of Nomads, sur les questions de conservation, de documentation, ainsi que la gestion de l'objet Tamgaly. La participation d'experts d'autres républiques d'Asie centrale à ce projet a conduit à la création de CARAD – the Central Asian Rock Art Database. Avec le soutien financier de la Norvège, des recherches multidisciplinaires ont ensuite été menées sur la préservation des objets d'Asie centrale avec des peintures rupestres en vue d'une éventuelle inscription sur la Liste du patrimoine Mondial.

Des projets de tourisme culturel et écologique au Kazakhstan et au Kirghizstan, financés par les fonds de la Norvège et d'Andorre, ont également été réalisés sous les auspices de l'UNESCO. Les principaux partenaires dans la réalisation des projets étaient le fonds Kazakhstanais d'alpinisme et la société Novinomad. L'objectif de ces projets était de développer le tourisme dans les régions montagneuses du Kazakhstan et du Kirghizstan, auparavant inaccessibles aux touristes, en particulier les montagnes du Nord Tien Shan au Kazakhstan et la région montagneuse autour du lac Issyk-Koul au Kirghizstan. Ces beaux endroits, auparavant inaccessibles, attirent des touristes du monde entier avec leur culture et leur nature particulières.

Le projet comprenait la formation de personnel local chargé de fournir une gamme complète de services dans le domaine du tourisme, en commençant par la préparation de guides et en terminant par la production d'objets d'artisanat de haute qualité - des souvenirs. L'un des objectifs du projet consiste également à fournir un hébergement dans des maisons privées à des familles, le soi-disant Bed and Breakfast. Impliquant la population locale dans cette activité rentable, le projet est mis en place pour établir des liens entre les communautés locales, les agences de voyage et les ONG, englobant ainsi une population maximale.

En effet, comme nous le savons déjà, le nombre croissant de touristes fournit de nouvelles opportunités économiques et de nouveaux emplois. Cependant, ce projet vise à garantir que la croissance du tourisme contribue également à la préservation et au développement durable de la richesse naturelle et culturelle de ces pays. À cette fin, l'une des premières formations dans le cadre du projet a été l'introduction d'une stratégie de développement durable. Ainsi, le projet a permis de tirer le meilleur parti du potentiel du tourisme tout en assurant la protection de l'environnement et du patrimoine culturel de ces régions.

Le Japon a agi en tant que donateur dans le projet sur le patrimoine immatériel "*Safeguarding of the Art of Akyns, Kyrgyz Epic Tellers – a UNESCO Masterpiece of the Oral and Intangible Heritage of Humanity*", qui dure de février 2005 jusqu'en décembre 2006. Et déjà en 2008 "*L'art des Akyn, conteurs épiques Kirghiz*" a été inclus dans la Liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l'humanité. Le projet ci-dessus visait à préserver l'ancienne tradition, qui était menacée d'extinction en raison du manque d'intérêt des jeunes générations pour cette tradition et du financement insuffisant pour la préserver. Le projet a créé un réseau de centres de formation pour les jeunes de différentes régions du Kirghizstan afin de transférer les connaissances, les compétences et les techniques traditionnelles dans le cadre de cours magistraux. En outre, des séminaires de formation et des conférences ont été organisés. Une autre activité du projet consistait à préserver cette forme d'art traditionnel en archivant, en enregistrant et en promouvant les traditions orales kirghizes. En particulier, beaucoup a été fait pour promouvoir l'épopée de Manas. L'augmentation de la sensibilisation et des connaissances de la population au sujet de la compétition Épique de Manas est d'une grande importance pour la reprise de l'intérêt de la jeune génération pour l'art des *akyn* en général, ainsi que pour l'amélioration du prestige de la profession. Un bon exemple de coopération entre agences gouvernementales, experts nationaux et internationaux et experts de WPE ("*World's Peoples' Eposes*", ONG), qui, ensemble, ont élaboré un Plan d'action pour la mise en œuvre de ce projet, ont non seulement permis de préserver l'art ancien et de le transférer à la jeune génération, ce qui signifie durabilité, mais aussi de contribuer à la préservation du patrimoine culturel immatériel du Kirghizstan.

Projet financé par la Corée "*Creative industries development for the diversity of cultural expressions - Strengthening the sustainability of crafts industry in the Central Asian Countries of Kazakhstan and Uzbekistan*". Au Kazakhstan, ce projet a été mis en œuvre en 2010-2011. Dans le cadre de ce projet, comme les précédents, des experts internationaux et des partenaires locaux tels que des ONG "*Our Heritage*", Fédération nationale des clubs UNESCO du Kazakhstan et Central Asian Crafts Support Association (CACSA) ont participé, des réunions avec des

représentants du Ministère de la Culture du Kazakhstan ont eu lieu, des formations ont été organisées, des foires de l'artisanat ont été organisées et deux centres de l'artisanat du Kazakhstan ont été dotés d'équipements. Afin de renforcer la durabilité de ce secteur, une formation sur divers métiers pour la jeune génération a été organisée. Dans le cadre de cette formation, 120 enfants d'âges différents, sélectionnés dans différentes régions du Kazakhstan, ont passé une semaine à enseigner des techniques traditionnelles et innovantes dans le cadre de cours magistraux et de présentations des meilleurs spécialistes - artisans du Kazakhstan et de l'Ouzbékistan. Cette formation était organisée dans le cadre d'activités de Plein Air républicain pour enfant : "Le printemps vivant de l'artisanat" organisé par la Fédération des clubs UNESCO du Kazakhstan. La formation dans le domaine de l'artisanat, le transfert d'expérience et de compétences vers la jeune génération constitue le meilleur moyen d'assurer la durabilité du développement de l'artisanat. Une série de formations pour artisans expérimentés a également été organisée. L'une des formations était consacrée à la qualité du produit et au marketing, l'autre à l'expérience dans les domaines de la législation, de la fiscalité et des prêts dans le secteur de l'artisanat. La dernière formation a été menée par un expert de l'Ouzbékistan - un pays voisin dans lequel l'artisanat est considéré comme le plus développé d'Asie centrale. Outre des spécialistes d'Asie centrale, un spécialiste de la Malaisie a également enseigné aux participants de nouvelles compétences en marketing et une formation de qualité.



Illustration № 31 Des assiettes artisanales avec des motifs traditionnels fait par des enfants participants au "Plein Air républicain pour enfants", "Le printemps vivant de l'artisanat". Photo: Yelena Gorovykh, Almaty, Octobre, 2010.



Illustration № 32 Broderies faite par des enfants participants au "Plein Air républicain pour enfants", "Le printemps vivant de l'artisanat". Photo: Yelena Gorovykh, Almaty, Octobre, 2010.



Illustration № 33 Objets d'artisanat d'Asie Central pendant le Festival de l'artisanat folklorique de l'Asie centrale "Noël oriental", organisé dans le cadre du projet "Creative industries development for the diversity of cultural expressions - Strengthening the sustainability of crafts industry in the Central Asian Countries of Kazakhstan and Uzbekistan". Photo: Yelena Gorovykh, Almaty, Décembre, 2010.



Illustration № 34 Objets d'artisanat d'Asie Centrale pendant le Festival de l'artisanat folklorique de l'Asie centrale "Noël oriental", organisé dans le cadre du projet "Creative industries development for the diversity of cultural expressions - Strengthening the sustainability of crafts industry in the Central Asian Countries of Kazakhstan and Uzbekistan". Photo: Yelena Gorovykh, Almaty, Décembre, 2010.

Outre l'UNESCO, le Kazakhstan et le Kirghizstan entretiennent une coopération internationale dans le domaine de la culture dans le cadre de l'Organisation Internationale de la culture turc (TURKSOY). Le Kazakhstan et le Kirghizstan en sont membres. Mis à part le Kazakhstan et le Kirghizstan, TURKSOY comprend l'Azerbaïdjan, le Turkménistan, la Turquie et l'Ouzbékistan - les fondateurs et 8 pays observateurs. L'organisation a été créée en 1993 afin de diffuser la culture turque commune et de la préserver pour les générations futures⁵³⁹. La coopération au sein de l'Organisation se fait au niveau des Ministres de la culture des pays participants. En plus d'organiser diverses manifestations culturelles avec la participation de représentants du monde turc, l'organisation célèbre chaque année Novrouz, la principale fête qui unit ses fondateurs. Il est important que la célébration de Novrouz soit organisée chaque année dans différents pays, n'appartenant généralement pas à la culture turcique, grâce à laquelle ils font connaissance avec le monde entier. L'organisation participe également à des activités scientifiques et éducatives et à la publication de livres, de collections et de périodiques traitant de la culture et de l'art des peuples turcophones. En outre, le Kazakhstan et le Kirghizstan coopèrent dans le domaine culturel dans le cadre de l'Organisation de la Conférence Islamique et de l'Organisation de la Coopération Islamique. La coopération au sein de ces organisations n'apporte pas une contribution aussi tangible au développement de la culture du Kazakhstan et

⁵³⁹ <https://www.turksoy.org/ru/turksoy/about>

du Kirghizstan, mais elle est très importante du point de vue de l'autodétermination et de l'appartenance des pays à la culture turcique et à l'islam en tant que religion dominante dans ces pays.

En ce qui concerne l'affiliation des deux pays que nous avons étudiés à la culture turcique, nous aimerions ajouter des informations sur le rôle de la Turquie dans ce domaine, qui coopère très activement depuis l'indépendance du Kazakhstan et du Kirghizstan avec les pays étudiés dans le domaine de la culture. Sans aborder la question de la promotion de l'idée du panturquisme sur le territoire des pays d'Asie centrale - un sujet qui mérite une attention séparée, il est néanmoins nécessaire de noter l'existence d'un grand nombre de projets et d'événements culturels organisés avec la participation directe de la Turquie. Ces activités sont principalement menées dans le cadre du Conseil de Coopération des États Turcophones (le Conseil Turc), dont la création en 2009 a été lancée par le premier président de la République du Kazakhstan N. Nazarbaïev. Les membres du CCET sont actuellement l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan, le Kirghizstan et la Turquie. La Hongrie est le pays observateur (Illustration № 35).

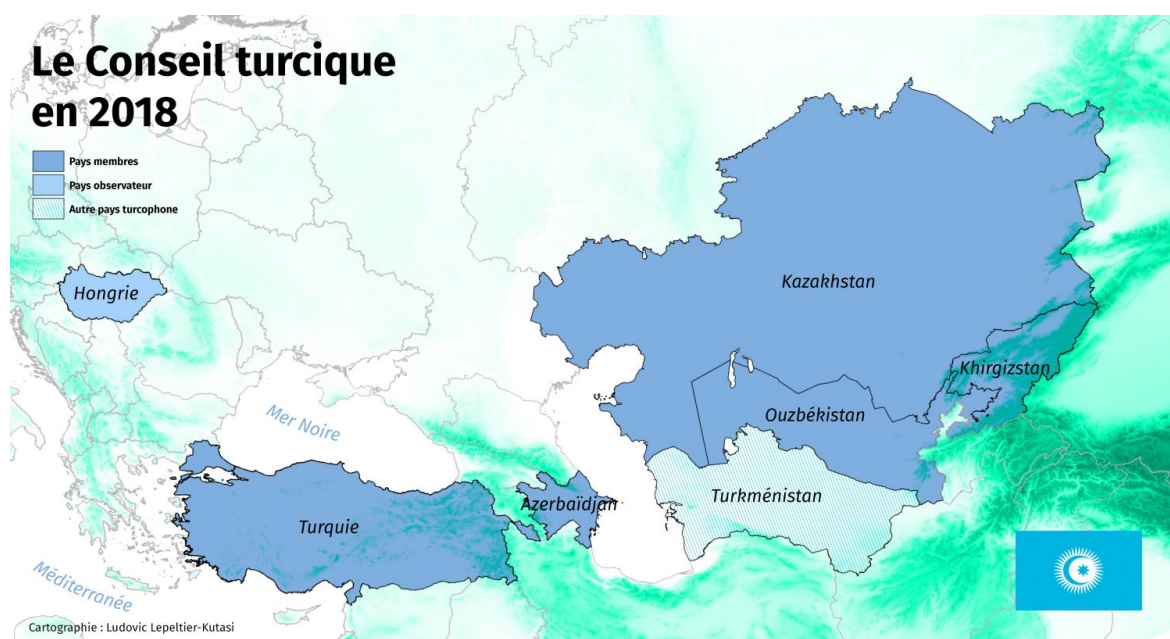


Illustration № 35 Carte des pays du Conseil Turcique. Source : <https://courrierdeuropecentrale.fr/convoquant-attila-le-hun-viktor-orban-veut-rapprocher-la-hongrie-de-lasie-centrale/>

Selon les informations du site officiel de ce Conseil *"Constructed on four main pillars of common history, common language, common identity and common culture, the Turkic Council does not limit itself to the confines of these commonalities"*. En fait, sous les auspices de ce Conseil, l'Organisation Turksoy, mentionnée ci-dessus, et l'Académie Internationale Turcique dont le siège est à Nour-Soultan (Kazakhstan) sont en activité. Cette académie a été créée le 25 mai 2010, également à l'initiative du Président N. Nazarbaïev *"... dans le but de créer un centre scientifique international spécialisé pour l'étude du monde turcique"*⁵⁴⁰.

Le premier étage de l'un des bâtiments les plus célèbres de la capitale du Kazakhstan – la pyramide de la paix et de la concorde a été créée pour les activités de ce centre scientifique. Ce centre d'étude du monde turcique, en particulier de l'histoire et de la culture turques et de leur rôle dans l'espace humain commun, a pour mission *"Le développement d'activités scientifiques et éducatives d'associations scientifiques de peuples turcs, ainsi que la création de conditions propices à soutenir et à fédérer les initiatives d'hommes d'État des États turcophones"*⁵⁴¹. D'une part, cette coopération et un grand nombre de projets apportent de grands avantages pour le développement de la culture, mais d'autre part, lorsque la mosquée principale de la capitale du Kirghizstan (Illustration № 36), construite avec des fonds de la Turquie, ressemble davantage au patrimoine culturel de la Turquie qu'au Kirghizstan, la question se pose de préserver l'identité culturelle.



Illustration № 36 La mosquée principale du Bichkek ouvert en 2018, la construction financé et fait par la Turquie. Source: <https://ru.sputnik.kg>

⁵⁴⁰ <http://www.mfa.kz/ru/content-view/sstg>

⁵⁴¹ <http://twesco.org/ru/%D0%B0%D0%BA%D0%B0%D0%B4%D0%B5%D0%BC%D0%B8%D1%8F-%D1%82%D1%83%D1%80%D0%B0%D0%BB%D1%8B/>

En revenant au rôle de la coopération internationale pour le développement, en analysant les documents officiels relatifs au domaine de la culture, nous avons vu la phrase suivante *"En général, au cours des années d'indépendance, la République kirghize a signé de nombreux accords de coopération culturelle, mais les obligations découlant de ces accords ne sont pas toujours remplies par la partie kirghize, la coopération dans le cadre de ces accords n'est souvent pas mise en œuvre"*⁵⁴². Compte tenu du fait que le Kirghizstan est considéré comme le pays le plus *"ouvert"* sur le plan politique, nous pouvons dire avec certitude que nous ne trouverons pas une telle phrase dans les documents actuellement disponibles dans aucun autre pays d'Asie centrale.

Cependant, étant donné la similitude du développement de ces pays dans le domaine culturel, l'analyse effectuée ainsi que l'expérience directe dans le domaine de la culture, la même remarque peut être appliquée au Kazakhstan. Il y a plusieurs raisons à cela. La première et peut-être la plus importante est le manque d'évaluation, et par conséquent le manque de prise de conscience des avantages tirés de cette coopération. Nous ne parlons pas seulement d'avantages financiers, c'est-à-dire de la possibilité de recevoir du financement de projets culturels d'autres pays, donateurs ou organisations internationales, mais également des principaux avantages - c'est une contribution au développement de la sphère culturelle à court et à long terme.

La deuxième raison, évoquée également par tous les spécialistes de la culture du Kazakhstan et du Kirghizstan, que nous avons interrogés était le manque de professionnels de la culture ou un problème de personnel. Ce qui est le plus intéressant, c'est que toutes les personnes interrogées, fonctionnaires ou experts privés, sont toutes des cadres, mais pour une raison quelconque, elles ne pensent pas vraiment dépendre de certaines d'entre elles et certaines voudraient augmenter leur niveau de professionnalisme et passer pour ce stage dans un autre pays. En nous appuyant sur notre expérience dans le domaine de la culture, je voudrais ajouter une autre raison - l'utilisation de méthodes différentes pour mener à bien des travaux en coopération avec la mise en œuvre du projet, ce qui pourrait éventuellement conduire à un décalage des résultats attendus des parties. Une autre pierre angulaire à signaler, nous avons repéré la phrase du même document mentionné ci-dessus *"... la coopération internationale dans le domaine de la culture ... ne se fait pas assez activement"*⁵⁴³. Il nous semble que la raison en est que, bien que la politique de l'État au Kazakhstan et au Kirghizstan prenne des mesures en vue d'un développement culturel durable, elle considère toujours la culture comme un instrument de la diplomatie publique. Et même si un tel instrument présente parfois des avantages mutuels, il

⁵⁴² Programme du gouvernement de la République Kirghize sur le développement de la sphère de la culture jusqu'en 2020, 27 octobre 2015.

⁵⁴³ Ibid.

ne s'agit généralement que d'un partenariat servant des objectifs de politique étrangère afin d'obtenir un soutien non financier et de mettre en œuvre la stratégie de marque nationale.

Les exemples de coopération régionale et internationale que nous avons cités ci-dessus sont un exemple de projets cofinancés avec une faible intervention des pouvoirs publics. Dans les projets avec une telle coopération, nous observons un partenariat entre des experts ou des organisations de différents pays, dans lequel les meilleures pratiques sont échangées en premier.

Cette coopération profite non seulement au secteur culturel, mais aide également le Kazakhstan et le Kirghizstan à devenir un membre actif de la communauté mondiale. Cependant, le rôle principal dans cette coopération ne réside pas dans les organisations régionales ou internationales. Le rôle de catalyseur des relations culturelles reste avec l'État. Si la diplomatie culturelle ne peut pas traiter de questions de financement, elle peut, par exemple, prendre en compte le facteur humain, à savoir les idées de personnes ou d'organisations spécifiques, et les aider à concrétiser ces idées. La présence de telles personnes et organisations au Kazakhstan et au Kirghizstan est confirmées par la présence de nombreux partenaires nationaux participant aux projets énumérés ci-dessus, dont les idées correspondent aux principes du développement culturel durable.

6.5. La sauvegarde du patrimoine culturel matériel et la promotion des industries culturelles et créatives - les sphères prioritaires favorisant le développement durable des pays au Kazakhstan et au Kirghizstan.

Au début des années 2000, le Kazakhstan et le Kirghizstan se sont engagés sur la voie du développement culturel durable. En analysant les Programmes et les stratégies de cette période dans le domaine de la culture et à ce jour dans ces pays, il apparaît clairement que les domaines prioritaires du développement culturel, ainsi qu'après l'indépendance, restent la préservation et la promotion du patrimoine culturel et la sphère des industries culturelles et créatives.

Conformément à la définition de l'UNESCO *"des industries culturelles et créatives entendues comme les secteurs d'activité ayant comme objet principal la création, le développement, la production, la reproduction, la promotion, la diffusion ou la commercialisation de biens, de services et activités qui ont un contenu culturel, artistique et/ou patrimonial"*⁵⁴⁴.

Au Kazakhstan et au Kirghizstan, la Loi constitutionnelle principale indique la préservation du patrimoine culturel. La seule différence est qu'au Kirghizstan, l'État garantit *"la préservation des monuments historiques et autres objets du patrimoine culturel"*⁵⁴⁵, et au Kazakhstan, l'obligation *"de veiller à la préservation du patrimoine historique et culturel, de préserver les monuments historiques et culturels"*⁵⁴⁶ est imposée aux citoyens eux-mêmes. Au Kazakhstan et au Kirghizstan, immédiatement après l'indépendance, des lois sur la protection et l'utilisation du patrimoine historique et culturel ont été adoptées.

Compte tenu de l'importance particulière de la préservation du patrimoine culturel dans leurs politiques culturelles du Kazakhstan et du Kirghizstan, ces derniers ont signé la Convention de l'UNESCO concernant la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel. La signature de cette Convention, déjà dans le rôle d'États indépendants, a permis à ces pays de soumettre des demandes d'inscription sur la Liste du Patrimoine Mondial de monuments culturels et historiques situés sur le territoire de ces républiques. L'inscription sur la liste des sites du patrimoine culturel et naturel, et leur nomination, garantirait la reconnaissance de ces sites non seulement au niveau national mais aussi au niveau international, favoriseraient la vulgarisation de ces objets auprès de la population et contribueraient à un sentiment de patriotisme et de fierté nationaux. En outre, l'inscription sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO signifierait que les États eux-

⁵⁴⁴ Le cadre pour les statistiques culturelles de l'UNESCO, 2009 // <http://www.unesco.org/new/fr/culture/themes/cultural-diversity/diversity-of-cultural%20expressions/tools/policy-guide/como-usar-esta-guia/sobre-definiciones-que-se-entiende-por-industrias-culturales-y-creativas/>

⁵⁴⁵ Constitution de la République Kirghize, 27 juin 2010.

⁵⁴⁶ Constitution de la République du Kazakhstan, 5 septembre 1995.

mêmes se sont engagés à préserver ces objets dans un état inchangé et complet et à les transférer aux générations futures.

Guidé par les mesures ci-dessus, le Kazakhstan a soumis à l'UNESCO une liste de sites potentiels du patrimoine culturel et naturel. Rien d'étonnant à ce que cette liste contienne des objets tels que le Mausolée de Khodja Akhmed Yassavi dans la ville de Turkestan dans la région du Sud du Kazakhstan, et les Pétroglyphes de Tamgaly dans la région d'Almaty. Le mausolée est aujourd'hui l'un des bâtiments les plus vastes et les mieux préservés de la période Timouride "construit entre 1389 et 1405 sur l'ordre de Timur (Tamerlan), alors maître de l'Asie centrale"⁵⁴⁷. Mais pour le Kazakhstan, outre l'architecture exceptionnelle et l'ancienneté de la structure préservée, d'autres motifs pour cette nomination étaient importants.

Premièrement, la ville de Turkestan et le mausolée lui-même sont un centre spirituel et religieux et un lieu de pèlerinage non seulement pour les peuples du Kazakhstan et de l'Asie centrale, mais également pour les représentants d'autres peuples turcophones. Le fait est que le Mausolée a été construit au-dessus de la tombe du célèbre Saint musulman de l'Orient - Yassavi et a été nommé en son honneur.

Khodja Akhmed Yassavi a vécu au XIIème siècle sur le territoire du Turkestan et a prêché le soufisme. Comme on le sait, le soufisme était une nouvelle tendance mystique de l'islam, qui s'est répandue aux IXème et Xème siècles en Asie centrale. Les idées du soufisme ont été en grande partie adaptées à la vision populaire du monde, par conséquent, il a uni les peuples apparentés et a promu l'unité spirituelle. Outre ses activités religieuses, Khodja Akhmed Yassavi étudiait la philosophie et écrivait des poèmes et des traités, dont beaucoup sont consacrés au destin des individus ordinaires. Ses œuvres sont rapidement devenues très populaires parmi les habitants et ont rassemblé les gens. Et la ville de Turkestan devint le centre spirituel et politique. Les peuples de langue turque peuvent toujours lire l'original et préservé "*Le Divan-i-Hikmet*" ("*Le Livre de la Sagesse*" - souvent abrégé sous le nom "*Hikmet*") dans l'original écrit par lui. Ainsi, après sa mort, la tombe du chef spirituel devint immédiatement un lieu de culte pour les musulmans et les pèlerinages populaires en Asie centrale, et la ville de Turkestan était un lieu propice au développement du commerce et de l'artisanat.

Deuxièmement, la ville de Turkestan est associée à l'idée d'un Etat kazakh, depuis les XVI-XVIII siècles, cette ville était la capitale du khanat Kazakh. Les Khans kazakhs ont choisi cette ville pour une raison, ils ont compris à quel point elle est importante en tant que lieu d'unité politique et spirituelle et d'union du peuple kazakh.

⁵⁴⁷ <https://whc.unesco.org>

Troisièmement, la ville de Turkestan est devenue un panthéon d'hommes d'État et de personnalités publiques de l'histoire du Kazakhstan. De nombreux khans kazakhs, sultans et personnalités publiques ont été enterrés à l'intérieur du complexe du Mausolée de Khodja Akhmed Yassavi. Cet endroit est aussi un lieu de pèlerinage spirituel, un lieu de retour aux racines et à l'unité du peuple, associé à la paix et à la non-émergence des conflits, qui est un aspect important pour le pays. Il était donc si important de le préserver pour les générations présentes et futures. Après tout, ce n'est pas par hasard que la Loi *"Sur la sécurité nationale de la République du Kazakhstan"*⁵⁴⁸, adoptée en 2012 parmi les principaux défis et menaces à la sécurité nationale, indique *"la perte du patrimoine culturel et spirituel de la population de la République du Kazakhstan"*⁵⁴⁹.

Tous ces aspects et les traditions associées au peuple kazakh au Mausolée de Khodja Akhmed Yassavi ont été la raison pour laquelle le Kazakhstan a soumis cet objet comme l'un des premiers à être proposé pour inscription sur la liste du patrimoine Mondial de l'UNESCO. Après tout, la consolidation spirituelle et politique du peuple, la fierté de personnalités politiques et politiques kazakhes exceptionnelles et les fondateurs de l'État kazakh étaient nécessaires pour le nouvel État. Ces aspects expliquent le grand intérêt que suscite la visite de ce monument auprès des Kazakhstanais, des musulmans d'Asie centrale et des représentants d'autres peuples turcophones.

La proposition d'inscription du Mausolée de Khodja Akhmed Yassavi sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO a été acceptée en 2003 et a donné à ce monument culturel et historique du Kazakhstan le statut de patrimoine exceptionnel de l'humanité, suscitant l'intérêt des touristes internationaux pour le visiter maintenant. Le célèbre centre de pèlerinage religieux procure non seulement à l'État des revenus du tourisme culturel et religieux, mais constitue également une source de revenus pour les artisans locaux. L'émergence de nouveaux emplois associés à la visite de cet objet culturel, lieu d'unité spirituelle des peuples, apporte sa contribution au développement culturel durable du Kazakhstan.

⁵⁴⁸ Loi "Sur la sécurité nationale de la République du Kazakhstan", 6 janvier 2012.

⁵⁴⁹ Ibid.



Illustration № 37 Mausolée de Khoja Ahmad Yasawi dans les années 1980. Source: Centre culturel, historique et ethnographique de la ville de Turkestan.



Illustration № 38 Mausolée de Khoja Ahmad Yasawi, 2017.

Un autre objet du patrimoine culturel mondial de l'humanité, inscrit sur la liste de l'UNESCO en 2004, un an après la nomination du Mausolée de Khodja Akhmed Yassavi, est constitué par les pétroglyphes du paysage archéologique de Tamgaly. Le secteur de Tamgaly est situé au sud-est du Kazakhstan, à 170 km d'Almaty. Ce site du patrimoine culturel est *"dense and coherent group of petroglyphs, with sacred images, altars and cult areas, together with their*

*associated settlements and burial sites, provide a substantial testimony to the lives and beliefs of pastoral peoples of the central Asian steppes from the Bronze Age to the present day*⁵⁵⁰. Cet objet était également très important pour le jeune État, car il était évident que les ancêtres des Kazakhs modernes avaient habité le territoire du Kazakhstan au II^e millénaire avant J.-C. Les pétroglyphes, concentrés dans le secteur de Tamgaly, forment le complexe archéologique, qui contient l'histoire de nombreux peuples anciens et modernes du Kazakhstan sur plus de trois mille ans. Par conséquent, outre le fait que les pétroglyphes de Tamgaly ont une grande valeur artistique, ils constituent également une source scientifique importante, une bibliothèque de la mémoire kazakhe à ciel ouvert.

Parmi les pétroglyphes de l'âge du bronze, il y a des scènes illustrant la vie des peuples anciens, à savoir des scènes de chasses d'animaux, des scènes avec des guerriers, des scènes d'épouses et de femmes en couches, des scènes de sacrifice de taureau. En outre, parmi les pétroglyphes de cette période se trouvent de nombreux symboles solaires. Mais les plus célèbres pétroglyphes de Tamgaly sont les soi-disant "*gens à la tête de soleil*" (Illustration № 39), dont les pétroglyphes ressemblent à ceux d'une personne avec une tête et des rayons pointant à partir de la tête. Cette image est devenue le logo du festival de musique "*Asie Dauysy*" (Illustration № 40), qui signifie en kazakh la voix de l'Asie, organisé à Almaty de 1990 à 2004. Actuellement, ce symbole de "*tête de soleil*" est utilisé sur les calendriers, les brochures et divers souvenirs.

⁵⁵⁰ <https://whc.unesco.org/en/list/1145>

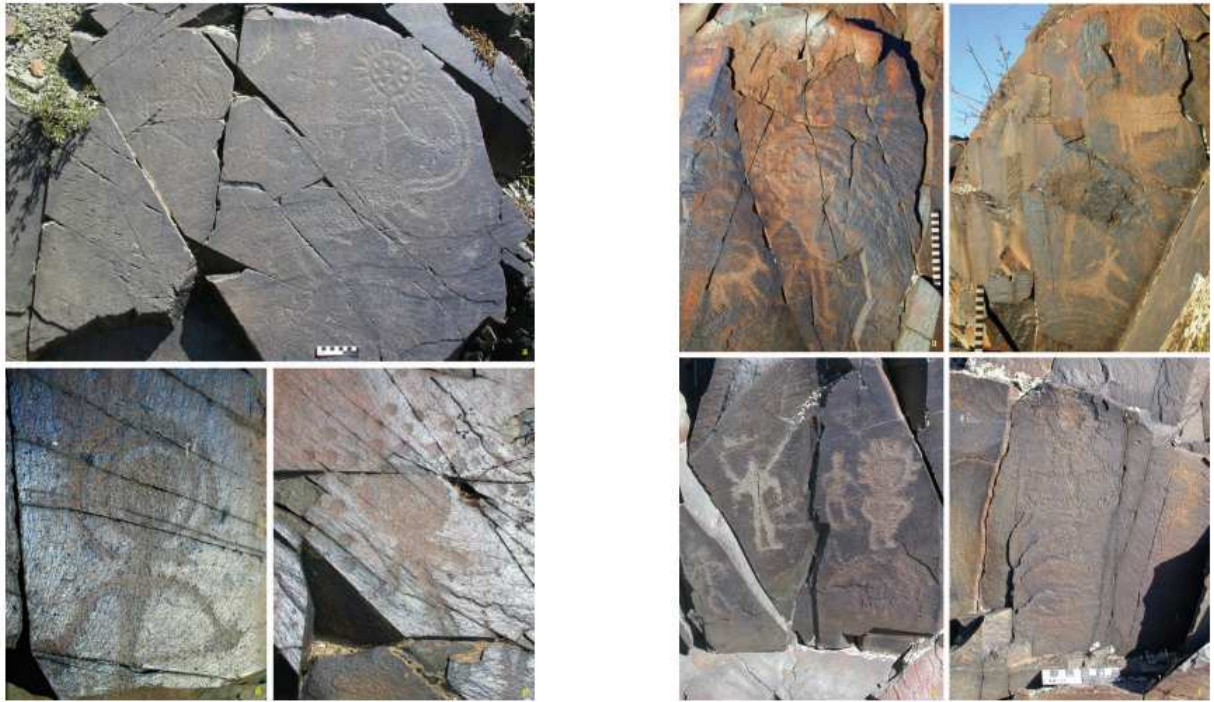


Illustration № 39 Пётроглифы de Tamgaly "gens à la tête de soleil". Source: Rogozhinsky A. Petroglyphs within the Archaeological Landscape of Tamgaly. p.227.



Illustration № 40 Logo du festival de musique "Asie Dauysy". Source : <https://yvision.kz/post/244940>

Le secteur de Tamgaly est devenu une sorte "d'écriture". En effet, à côté des pétroglyphes de l'âge du bronze sont de nombreux Pétroglyphes de l'époque du fer précoce. Ils se distinguent par des images de guerriers à pied et des guerriers à cheval en bonnet avec un haut pointu. Ces images ont été créées par différentes nations au cours des campagnes de nomades - Sakas, Oussouns, Yuechjey, Khouns. En plus des pétroglyphes de Tamgaly, des cimetières de Sakas sont également situés, dont certains ont déjà été explorés et ouverts au public. On peut trouver à Tamgaly les pétroglyphes de l'époque de la formation des premiers États des peuples

turcophones - les scènes du déplacement et de la chasse, qui transmettent le contenu de la vie quotidienne des nomades des steppes.

Tamgaly est l'objet d'un véritable culte à notre époque. Ceci est démontré par les morceaux textiles hétéroclites, que certains visiteurs du secteur de Tamgaly attachent aux branches des arbustes. Ce sont les soi-disant "*ex-voto-sacrifices*" des pèlerins modernes. De nombreux pétroglyphes de Tamgaly sont uniques dans l'art rupestre de l'Asie centrale et ont une grande importance culturelle dans l'histoire du Kazakhstan et une importance spirituelle pour les habitants de ce pays.

Au Kirghizstan, ainsi qu'au Kazakhstan, une liste provisoire (Tentative List) des objets du patrimoine culturel matériel du Kirghizstan a été établie par des experts nationaux. Dans cette liste de 6 objets représentés par le Kirghizstan en 2000, la première place en priorité était Issyk-Koul, en tant que paysage culturel naturel, en particulier les pétroglyphes de Cholpon-Ata, situés dans le même territoire. En tant que monument de l'archéologie et sous la protection de l'État, conformément à la Loi "*Sur la protection et l'utilisation du patrimoine historique et culturel*", les pétroglyphes datent du II^e millénaire avant J.-C. jusqu'au VIII^e siècle de notre époque.

Cependant, la plupart fait référence à la période du VII-III^e siècles avant J.-C.⁵⁵¹. Des informations sur les peintures rupestres du secteur de Tcholon-Ata sont apparues pour la première fois dans le rapport d'un voyage en Asie centrale ayant pour but scientifique de 1893-1894 de Barthold⁵⁵² et sont l'objet d'étude depuis l'existence de l'URSS. Le dossier national préparé sur la proposition d'inscription de cet objet a été retiré par le pays en raison du concept de proposition d'inscription insuffisamment développé.

Sur décision d'experts internationaux de l'UNESCO au Kirghizstan, les premiers sites enregistrés au patrimoine culturel de l'UNESCO, ainsi qu'au Kazakhstan, sont des lieux associés à la spiritualité et à la foi. En 2009, la montagne sacrée Sulaiman-Too (Le trône de Salomon), qui figure à la deuxième place sur la liste des priorités de la liste nationale, située sur le territoire du Kirghizstan dans la vallée de Fergana, a été nommée au patrimoine de l'humanité. Cette montagne est devenue le symbole de la ville d'Och. "*Le site est considéré comme un parfait exemple de montagne sacrée d'Asie centrale, adorée à travers plusieurs millénaires*"⁵⁵³. Il est célèbre pour ses légendes incroyables et son caractère sacré, y compris ses grottes mystiques et ses lieux visités par les pèlerins dans l'espoir de se rétablir ou de réaliser leurs désirs les plus chers.

⁵⁵¹ <http://www.kyrnatcom.unesco.kz/culture/cholpon-ata.htm>

⁵⁵² Bartol'd V. Otčët o poezdke v Srednû Aziû s naučnoj cel'û (Rapport sur un voyage en Asie centrale à des fins scientifiques), 1893-1894 г.г. Соch., T.4, M, 1966.

⁵⁵³ Ibid.

Cette popularité de la montagne sacrée parmi les pèlerins a fait de cette région le centre de la foi préislamique et islamique, qui a servi à la construction de mosquées dans cette région. À l'heure actuelle, deux mosquées du XVIème siècle ont été restaurées. Cette montagne est également célèbre pour les pétroglyphes de personnes et d'animaux trouvés sur son territoire. Le site du Patrimoine Mondial de l'UNESCO indique également que *"Sulaiman-Too corresponds closely to iconic images in the Universe of Avesta and Vedic traditions: a single mountain with a peak dominating four others, standing in the virtual center of a vast river valley, and surrounded by and related to other mountains in the landscape system"*⁵⁵⁴. La montagne est située sur les routes de la Grande route de la soie d'Asie centrale. D'autres sites du patrimoine culturel situés sur le territoire du Kirghizstan et du Kazakhstan, inclus dans la liste préliminaire de chaque pays et situés à l'intersection de la Grande route de la Soie, ont été inscrits sur la liste du Patrimoine Mondial en 2014 sous la nomination générale Routes de la soie: le réseau de routes du corridor de Chang'an-Tian-shan.



Illustration № 41 Entrée du complexe du musée Sulaiman-Too au pied de la montagne du même nom. Photo Yelena Gorovykh, juin 2017.

La nomination transfrontalière en série (Kazakhstan, Chine et Kirghizstan) *"Routes de la soie: le réseau de routes du corridor de Chang'an-Tian-shan "s'étend sur 5 000 km, de Chang'an/Luoyang, capitale centrale de la Chine sous les dynasties Han et Tang, jusqu'à la région de Jetyssou, en Asie centrale. Ce corridor a pris forme entre le IIe siècle av. J.-C. et le Ier siècle apr. J.-C. ; il a été utilisé jusqu'au XVIe siècle... Les trente-trois sites le long du*

⁵⁵⁴ Ibid.

*corridor incluent d'importants ensembles de villes/palais de différents empires et de royaumes des Khans, des établissements pratiquant le commerce, des temples troglodytes bouddhistes, des voies antiques, des relais de poste, des cols, des tours balises, des parties de la Grande Muraille, des fortifications, des tombes et des édifices religieux*⁵⁵⁵. Parmi les 33 objets inclus dans la nomination, 3 sont situés sur le territoire du Kirghizstan et 8 sur le territoire du Kazakhstan. La Ville de Suâb (site d'Ak-Beshim), la Ville de Balasagun (site de Burana) et la Ville de Nevaket (site de Krasnaâ Rečka) ont été proposées par le Kirghizstan. Les vestiges archéologiques des villes historiques médiévales de Suyab, Balasagun et Nevaket appartiennent aux VI-XIVeme siècles de notre époque.

L'émergence de ces villes dans la vallée de Chouy était associée aux changements politiques et sociaux survenus à cette époque sur le territoire de l'Asie centrale moderne. La migration des tribus nomades turcophones, le développement des États turcs - Kaganats et les échanges commerciaux le long de la partie nord de la Grande Route de la Soie ont contribué à l'émergence et au développement des villes.

La ville de Suyab, dont les restes remontent aux VI-XIIème siècles après J.-C., était la capitale des Kaganats Turc Occidental, Turgech et Karluk. Les vestiges de la ville de Balassagoun appartiennent aux X - XIVème siècles de notre époque et sont situés à 6 km au sud-est de la ville de Suyab. Cette ville était la capitale du Kaganat Oriental. Le Minaretn seul vestige d'une ville appelée Burana, préservé jusqu'à nos jours est populairement appelé la Tour "*Burana*", dont la structure remonte aux X-XIème siècles de notre ère, est l'une des plus anciennes structures de ce type en Asie centrale. Et bien qu'aujourd'hui la hauteur de la tour soit presque la moitié de sa hauteur d'origine, cet édifice est remarquable par sa beauté et sa conception ornementale et est la perle du musée archéologique et architectural créé. Le vestiges d'une ville "*Rivière Rouge*", qui s'appelait Nevaket au Moyen Âge, est située à 40 km de la capitale du Kirghizstan moderne. Ce monument date du VI - début du XIIIème siècle. Il est à noter que parmi les vestiges archéologiques de cette ville, les archéologues ont découvert plusieurs temples bouddhistes. Au Kazakhstan, la proposition d'inscription comprenait les vestiges archéologiques de villes médiévales de la région moderne d'Almaty, telles que Kayalyk (fin du VIIIème siècle et début du XIV e siècle), qui aux XI e et XII e siècles était la capitale des khans Karluk, et plus tard le centre de l'Etat Chagataïde, et Talgar, datant de la fin du VIIIe au XIVe siècle, Karamergen - du IXème-XIIIème siècle.

La proposition d'inscription comprenait également les anciennes colonies situées sur le territoire de la région moderne de Jambyl - Aktobé, datant du début des VIème-XIIIème siècles,

⁵⁵⁵ https://whc.unesco.org/fr/decisions/?id_decision=6110&

Kulan - VIème-XIIIème siècles, Ornek - VIIIème-XIIème siècles, Kostobé - VIème-fin du XIIème siècles et Akyrtyas - V siècle avant J.-C. - XVIème-XVIIIème siècles de notre époque, la plus ancienne colonie nommée du Kazakhstan, dont les vestiges archéologiques comprennent les monticules du début de l'âge du Fer.

Ces anciennes villes ont été formées et développées à la suite de l'interaction du mode de vie nomade et agricole sédentaire. Ces établissements ont été témoins de changements culturels – du développement de la culture turque ancienne et de l'art islamique, et surtout d'échanges culturels. Au cours des fouilles de ces villes, on a retrouvé des restes de marchandises de Chine, d'Iran et d'Égypte, mais aussi des preuves que les habitants de ces villes médiévales, situées sur le territoire moderne du Kazakhstan et du Kirghizstan, fabriquaient leurs marchandises pour leur propre utilisation et le commerce.

Tous ces vestiges archéologiques sont des monuments importants de l'archéologie médiévale en Asie centrale. Dans l'un des critères de valeur exceptionnelle, il est écrit que *"The Tian-shan corridor is an extraordinary example in world history of how a dynamic channel linking civilizations and cultures across the Eurasian continent, realized the broadest and most long-lasting interchange among civilizations and cultures"*⁵⁵⁶. La Grande Route de la Soie revêtait une grande importance historique pour le monde entier et pour les pays que nous avons étudiés. Grâce à cette voie commerciale sur laquelle, en plus des produits de valeur, il y a eu un échange de connaissances, de compétences et de meilleures pratiques dans le domaine de l'artisanat, le développement social des établissements médiévaux s'est poursuivi. Dans ces agglomérations, sous l'influence de tels échanges culturels et économiques, se forme une culture urbaine, une transition progressive des tribus turques nomades et semi-nomades vers la vie sédentaire. La Route de la Soie a contribué au développement de l'artisanat et au développement de nouvelles technologies pour la production de biens. Le rapprochement culturel et la mise en réseau des tribus turcophones et du reste du monde ont également eu lieu sur la Route de la Soie. Doraiswamy R. - l'auteur du livre *Cultural Histories of Central Asia* a écrit ce qui suit sur la signification de la Route de la Soie: *"The Silk road has come full circle as it were, providing its own clues to sustainability and regeneration. It is the wide open space between uniformity and diversity...The Silk Road recalls the ambience of a world that had learnt to communicate and understand without language and celebrate the diverse without compulsion to subjugate"*⁵⁵⁷.

⁵⁵⁶ <https://whc.unesco.org/en/list/1442>

⁵⁵⁷ Doraiswamy R. *Cultural Histories of Central Asia*. p.229.

1.e.1-05 Map Showing Geographical Distribution and Categories of Nominated Sites of the "Silk Roads: Initial Section of the Silk Roads, the Routes Network of Tian-shan Corridor"

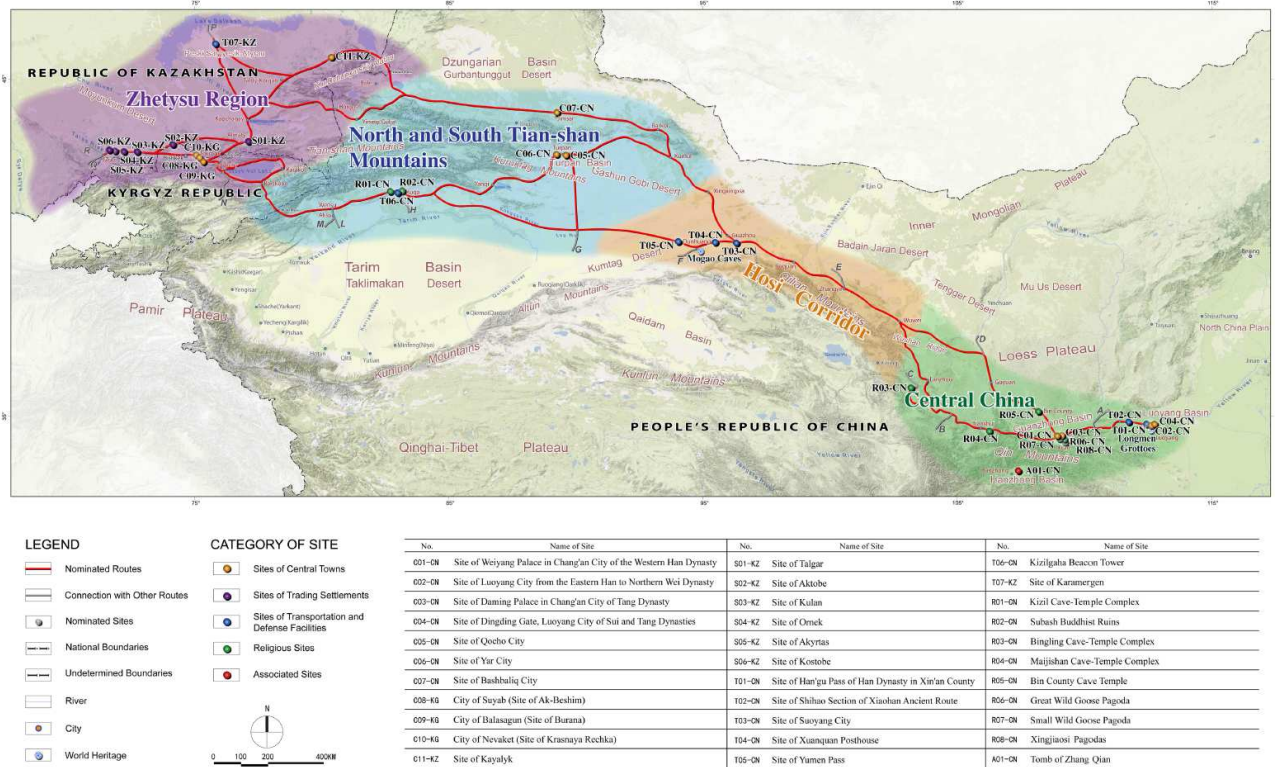


Illustration № 42 Carte montrant la répartition géographique et les catégories des sites proposés pour inscription du "Routes de la soie: le réseau de routes du corridor de Chang'an-Tian-shan". Source : <https://whc.unesco.org>

Il a été fait beaucoup pour préparer l'inscription sur la liste du patrimoine culturel Mondial des vestiges archéologiques et en général pour la protection du patrimoine culturel au Kazakhstan dans le cadre du Programme National du patrimoine Culturel, approuvé en 2004 pour 2 ans (2004-2006)⁵⁵⁸. C'est dans le cadre de ce Programme que "... une base de données a été créée, les limites des territoires et des zones de protection des sites du patrimoine culturel et mixte inclus dans la liste préliminaire de l'UNESCO ont été déterminées"⁵⁵⁹. Ce Programme a été élaboré conformément au Message du Président de la République du Kazakhstan à la population du Kazakhstan intitulé "Orientations fondamentales de la politique intérieure et étrangère pour 2004"⁵⁶⁰. Conformément au Programme en général, "... le Kazakhstan compte plus de 25 000 monuments immobiliers historiques, d'archéologie, d'architecture et d'art

⁵⁵⁸ Programme d'Etat de la République du Kazakhstan "Patrimoine culturel" pour 2004-2006, 13 janvier 2004.

⁵⁵⁹ Ibid.

⁵⁶⁰ Message du Président de la République du Kazakhstan à la population du Kazakhstan "Principales orientations de la politique intérieure et extérieure pour 2004", 16 avril 2003.

*monumental, 11 000 bibliothèques, 147 musées, 8 réserves-musées historiques et culturels, 215 archives*⁵⁶¹.

En conséquence, au cours des deux années du programme, des recherches archéologiques ont été effectuées sur trente vestiges d'une ville, colonies, cimetières et monticules funéraires, et des travaux de restauration ont été menés à bien sur trente-cinq monuments historiques et culturels. Le programme a été conçu pour recréer et restaurer des monuments dans le besoin et préserver des monuments qui constituent un important patrimoine historique. En outre, les objectifs du programme étaient la création d'un système d'étude du patrimoine culturel, la réalisation de recherches archéologiques, la création de nouvelles réserves-musées et leur inclusion dans l'infrastructure touristique, ainsi que la publication de publications scientifiques et artistiques. Dans le cadre de ce Programme, des expéditions de recherche ont été organisées pour étudier et acquérir des documents et des manuscrits d'importance historique appartenant au patrimoine culturel du peuple kazakh dans des pays étrangers. Ce Programme prévoyait également la nouvelle validation de la liste étatique des monuments historiques, qui n'a pas été prise en compte depuis l'existence de l'Union Soviétique. Pour les monuments historiques, des passeports ont été fabriqués, en général, la documentation a été mise en ordre. Des départements d'histoire, d'archéologie et d'ethnographie ont été créés dans les mairies locales. Le programme comprenait également la promotion des valeurs historiques et culturelles. Le financement du Programme a été réalisé aux dépens du budget de la république et a été multiplié par deux pour le Programme du patrimoine Culturel pour les deux prochaines années⁵⁶². Le Programme du patrimoine culturel pour 2007-2009 a assumé l'achèvement de la restauration et de la conservation des sites du patrimoine historique et culturel du Kazakhstan et la poursuite des recherches archéologiques, y compris les vestiges d'une ville situés sur la Grande Route de la Soie.

Dans le nouveau programme biennal, il était prévu de recréer des monuments historiques et culturels dans les pays de l'étranger proche et lointain, directement liés à l'histoire du Kazakhstan, à savoir la *"poursuite des travaux de construction d'un centre ethnoculturel et du mausolée Al-Farabi, et la restauration du mausolée Sultan Beybars à Damas (République Arabe Syrienne) et de la mosquée du Sultan Beybars dans la ville du Caire (République Arabe d'Égypte), ainsi que des copies d'anciennes sculptures en pierre turque avec des inscriptions runiques trouvées sur le territoire de la Mongolie"*⁵⁶³.

Le programme national *"Patrimoine culturel"* revêt une grande importance pour la préservation du patrimoine culturel du Kazakhstan. Dans le cadre de la recherche sur ce travail,

⁵⁶¹ Programme d'Etat de la République du Kazakhstan "Patrimoine culturel" pour 2004-2006, 13 janvier 2004.

⁵⁶² Programme d'Etat de la République du Kazakhstan "Patrimoine culturel" pour 2007-2009, 10 décembre 2007 г.

⁵⁶³ Ibid.

des entretiens avec des experts du domaine de la culture du Kazakhstan ont été menés. Chacune des personnes interrogées, qu'il s'agisse de représentants de l'administration, de chercheurs ou de personnalités culturelles directes, a mentionné ce Programme comme une contribution exceptionnelle non seulement à la préservation du patrimoine culturel et de la culture, mais également à la science du Kazakhstan. Selon I. Erofeeva, historienne du Kazakhstan, dans le domaine de l'histoire et du patrimoine culturel, l'adoption de ce Programme a été très importante pour la sphère de la culture du Kazakhstan et a constitué un point de basculement pour la politique culturelle. Grâce à ce Programme, *"la fondation a été créée" sur la base de laquelle "de nouvelles promesses théoriques et idéologiques sont devenues possibles"*⁵⁶⁴.

Au Kirghizstan, il n'existait aucun Programme public de ce type pour la préservation du patrimoine culturel, bien que la liste des monuments historiques et culturels de la République Kirghize d'importance républicaine comprenne 583 objets historiques et culturels immobiliers⁵⁶⁵. Mais en 2016, afin de préserver le patrimoine culturel, un financement du budget de l'État a été alloué à la restauration et au développement du projet de la zone de protection du musée-réserve historique et culturel *"Shah Fazil"* dans la région de Djalal-Abad ainsi qu'aux travaux de restauration et de conservation sur le territoire du complexe archéologique et architectural de la *"Tour Burana"*, parce que *"Shah Fazil"*, ainsi que le complexe historique et architectural d'Uzgen figurent sur la liste préliminaire des sites du patrimoine matériel à inscrire sur la liste de l'UNESCO, mais n'ont pas encore été inclus par l'Organisation, de même que les peintures rupestres - Saymaly-Tash. Saymaly-Tash - *"... l'un des plus grands ensembles de peintures rupestres non seulement au Kirghizstan et dans toute l'Asie centrale, mais dans le monde entier"*⁵⁶⁶. Des chercheurs kirghizes considèrent ce monument comme *"le plus rare"*, car il s'agit d'un *"sanctuaire naturel grandiose"* et *"d'un lieu de culte et d'exécution rites rituels de la population de Tien Shan et de la vallée de Fergana"*. Ce monument reflète *"le développement de la culture spirituelle de la population, les conceptions religieuses et la vision du monde des tribus de chasseurs et pasteurs et des premiers agriculteurs qui vénéraient la nature, les images solaires et cosmiques et adoraient leurs totems et leurs divinités"*⁵⁶⁷.

Le refus d'experts internationaux de figurer sur la liste des biens du patrimoine matériel considérés comme prioritaires pour un État donné s'explique moins par le manque de critères suffisants pour l'inclusion de ces derniers (Annexe № 4), mais par les problèmes existants dans le domaine de la protection des objets donnés, puisque l'emplacement de l'objet sur la liste de

⁵⁶⁴ D'après l'interview avec Erofeeva I. Almaty, juin 2017.

⁵⁶⁵ Liste nationale des monuments historiques et culturels de la République Kirghize d'importance républicaine, 20 août 2002.

⁵⁶⁶ <http://www.kyrmatcom.unesco.kz/culture/saymaly%20tash.htm>

⁵⁶⁷ Ibid.

l'UNESCO impose certaines obligations à sa protection par l'État-demandeur. En outre, en particulier au Kazakhstan et au Kirghizstan, un autre obstacle à l'inscription d'un objet du patrimoine culturel sur la liste de l'UNESCO est le manque d'experts ou leur qualification insuffisante pour préparer un dossier de proposition d'inscription, ce qui nécessite beaucoup de travail et la collecte des documents nécessaires.

En 2015, le Concept de protection et d'utilisation du patrimoine historique et culturel de la République kirghize⁵⁶⁸ a été adopté pour renforcer les mesures de préservation des monuments historiques. Selon l'énoncé de ce Concept, le Décret gouvernemental a confirmé que *"le patrimoine historique et culturel de la République kirghize est une partie importante de la culture nationale, fondement de la conscience de soi nationale, qui constitue les principes fondamentaux de la politique culturelle de l'État"*⁵⁶⁹. Compte tenu des problèmes existant au Kirghizstan en matière de protection du patrimoine culturel, il est prévu que le Concept soit mis en œuvre en deux étapes. Lors de la 1ère étape, il est prévu d'analyser les normes de la législation nationale et du droit international dans le domaine de la protection du patrimoine historique et culturel et d'apporter des modifications à la législation existante. Il est également prévu de réviser la liste nationale des monuments historiques et culturels à valeur républicaine, établie depuis 2002, et d'élaborer des critères pour l'inclusion d'objets dans les listes. Une des tâches importantes de la première étape du Concept consiste également à élaborer des règles pour l'installation de zones protégées d'objets du patrimoine historique et culturel. Lors de la deuxième phase du Concept (2018-2020 années), il est prévu de populariser les sites du patrimoine culturel auprès des citoyens et de développer le secteur du tourisme. Ce Concept était la réponse aux problèmes d'utilisation et de protection du patrimoine culturel immobilier spécifiés dans le Programme du Gouvernement de la République kirghize sur le développement de la sphère culturelle jusqu'en 2020, approuvé dans la même année 2015 quelques mois avant le Concept. Parmi les problèmes, il y avait l'absence de politique comptable concernant les monuments historiques et culturels et le personnel qualifié dans certaines régions du pays et à la suite, l'absence de mesures de sécurité appropriées. La préservation du patrimoine archéologique, historique et culturel du pays constitue également un problème *"... en raison de l'absence d'enregistrement légal approprié des terres sur lesquelles sont situés des monuments archéologiques, historiques et culturels, la situation nuit à la préservation des monuments*

⁵⁶⁸ Le concept de la protection et de l'utilisation du patrimoine historique et culturel de la République Kirghize pour la période 2015-2020, le 26 janvier 2015

⁵⁶⁹ Décision approuvant le Concept pour la protection et l'utilisation du patrimoine historique et culturel de la République Kirghize, le 26 janvier 2015.

*archéologiques et conduit à leur destruction systématique du fait de l'activité économique en cours*⁵⁷⁰.

Le problème de la protection des objets archéologiques existe au Kazakhstan. Certains archéologues du Kazakhstan considèrent que la Loi actuelle *"Sur la protection et l'utilisation des objets du patrimoine historique et culturel"* est obsolète et qu'il n'existe aucun autre acte législatif incluant des normes juridiques régissant les activités relatives aux objets archéologiques⁵⁷¹. Il est clair que d'autres zones sont liées à des monuments du patrimoine culturel, qui créent de nouveaux emplois, tels que la préservation et la restauration.

Les objets du patrimoine culturel matériel des États inscrits sur la liste de l'UNESCO et reconnus comme patrimoine de toute l'humanité constituent un bon outil pour le développement du tourisme culturel et, en conséquence, pour la création de nouveaux emplois. Le patrimoine culturel est aussi un objet social. Il comprend des valeurs historiques, sociales et spirituelles. Et ceci est très bien illustré par le Mausolée Khodja Akhmed Yassavi au Kazakhstan et par le Mont Sacré Sulaiman-Too au Kirghizstan. Les lieux de monuments culturels sont aussi souvent des lieux de fêtes populaires ou nationales représentant le patrimoine immatériel. Le patrimoine culturel est également porteur de valeurs éducatives.

À notre avis, dans le secteur des industries culturelles, l'artisanat populaire revêt la plus grande importance au Kazakhstan et au Kirghizstan. L'artisanat traditionnel a toujours joué un grand rôle dans la vie des peuples du Kazakhstan et du Kirghizstan. La méthode de fabrication d'un objet particulier a été transmise de génération en génération, préservant ainsi les traditions familiales et les traditions de tout un peuple. Ces dernières années, un bon potentiel de développement de l'artisanat a été démontré. Outre le fait que de nombreux objets d'artisanat sont achetés par les Kazakhstanais eux-mêmes pour préserver leurs traditions et leurs coutumes, les étrangers s'intéressent également aux produits, qui visitent le pays et souhaitent emporter avec eux quelque chose qui leur rappelle le pays unique et sa culture.

Le développement du tourisme dans ces pays aide donc le secteur de l'artisanat. L'artisanat populaire contribue au développement de la culture et de l'économie. Dans le même temps, la croissance économique observée dans ces pays crée de bonnes opportunités pour la fabrication de produits artisanaux de bonne qualité qui entrent sur le marché et se vendent avec succès. En créant des emplois pour des segments de la population tels que les femmes et les

⁵⁷⁰ Programme du gouvernement de la République Kirghize sur le développement de la sphère de la culture jusqu'en 2020, 27 octobre 2015.

⁵⁷¹ Nuržanov A. "Arheologiâ vne Zakona... O nevernom podhode k pamâtnikam istoriko-kul'turnogo naslediâ predkov" ("L'archéologie hors la loi ... Sur la mauvaise approche des monuments du patrimoine historique et culturel des ancêtres"). // Central Asia Monitor, 20.03.2018 // <https://camonitor.kz/30876-arheologiya-vne-zakona-o-nevernom-podhode-k-pamyatnikam-istoriko-kulturnogo-naslediya-predkov.html>

résidents des zones rurales éloignées de la ville, l'artisanat contribue à réduire la pauvreté et à préserver la diversité culturelle pour les générations futures.

Des foires de produits artisanaux ont été organisées dans les grandes villes du Kazakhstan depuis 1996, en 2003 la Chambre des métiers d'Almaty a été ouverte à Almaty. La Chambre des métiers a poursuivi l'organisation de foires artisanales, en élargissant le cadre grâce à des participants venus de toute l'Asie centrale et de la Russie. Lors de la foire annuelle "*Bazar Oriental*", organisée au Musée d'État Central de la République du Kazakhstan à Almaty, des formations et des classes de maîtres avec des maîtres célèbres sont traditionnellement organisées, auxquelles participent non seulement les maîtres, mais aussi les visiteurs ordinaires. Et la Foire des maîtres d'Asie centrale, organisée dans le même musée, "*Noël à l'Est*", organisée au seuil du Nouvel An, attire de nombreux visiteurs qui souhaitent acheter des cadeaux exclusifs et des souvenirs originaux pour les vacances. Sur le compte de la Chambre est l'organisation de plusieurs festivals d'artisanat "*Bourabay Ornegui*" dans le village de Borovoyé dans la région de Kokchetau, qui est situé dans une zone protégée et est l'un des objets du tourisme du Kazakhstan.

Parmi les projets mis en œuvre par la Chambre figuraient les projets "*former les femmes handicapées (utilisatrices de fauteuils roulants) à fabriquer des produits en laine et en feutre; à enseigner au sourd et aux malentendants à travailler et à fabriquer des produits en laine et en cuir; à former les chômeurs à la fabrication de bijoux en argent et en nickel-argent*"⁵⁷². Sur son site Web, la Chambre fournit des informations aux artisans débutants non seulement sur les foires prévues, mais également sur l'enregistrement de leur entreprise en payant des impôts.

Progressivement en 2000 il est devenu évident que les activités grandissantes des artisans doivent être réglementées. En 2000, le Concept de développement de l'artisanat a été adopté au Kazakhstan⁵⁷³. Ce Concept a été élaboré afin de mettre en œuvre le Programme national pour le développement et le soutien de l'esprit d'entreprise en République du Kazakhstan pour 1999-2000. Le Concept a reconnu que le développement de l'artisanat affecte le développement économique du pays "*... dans les conditions actuelles, l'artisanat est un phénomène important en termes d'efficacité économique et de stabilité sociale, dont le développement doit nécessairement être pris en charge par l'état, lui fournissant un soutien et une croissance complets*"⁵⁷⁴.

Au Kazakhstan, conformément à ce Concept, l'artisanat, par ses caractéristiques et ses signes, est soumis à un cadre réglementaire conçu pour soutenir les petites entreprises, dont l'une des lois principales est la Loi "*Sur le soutien public aux petites entreprises*". Cependant, l'État n'a pas bougé plus que cela et au Kazakhstan, aucune loi ne régit les aspects socio-juridiques et économiques de cette activité. De plus, il n'existe toujours pas de liste de métiers approuvée par

⁵⁷² <http://almatycrafts.kz/>

⁵⁷³ Le concept de développement de l'artisanat en République du Kazakhstan, 11 juillet 2000.

⁵⁷⁴ Ibid.

la loi. Bien que l'État ait assumé la création d'un cadre réglementaire et la consolidation de la base juridique pour le développement de l'artisanat à la première des deux étapes du développement de l'artisanat au Kazakhstan, conformément au Concept. La deuxième étape a consisté en la création de centres et d'organisations d'artisans, l'amélioration des compétences des artisans et la formation et le développement de l'industrie des services artisanaux, axée sur le consommateur de masse. Alors que l'Etat faisait lentement ses premiers pas dans le développement de l'artisanat, des organisations internationales et non gouvernementales ont commencé à le mettre en œuvre activement.

Le projet *"La renaissance de l'artisanat au Kazakhstan"*, lancé par l'organisation non gouvernementale la Fondation Eurasia, a joué un rôle important dans le développement de l'artisanat au Kazakhstan. À partir de son projet en 2007, la Fondation Eurasia a décidé, conjointement avec le Centre de recherche *"Sandge"*, de mener des recherches dans le domaine de l'artisanat. Au cours de l'étude, qui a concerné plus de 700575 artisans, ainsi que des employés d'établissements d'enseignement et d'organisations impliquées dans la vente de produits artisanaux, des problèmes ont été identifiés qui entravent le développement de l'artisanat du Kazakhstan. Outre le manque d'espace pour les ateliers et les outils, des informations limitées ou un manque complet d'informations sur les marchés de vente de produits, y compris un manque d'informations sur les foires et les bazars, se sont révélés être l'un des principaux problèmes des artisans. La qualité de la production artisanale est affectée par l'absence de formation artisanale spéciale, l'apprentissage des livres et la communication entre artisans, ce qui ne leur permet pas d'échanger des informations et de transférer des compétences de plus en plus expérimentées aux débutants. Un autre problème est constitué par le manque de lois régissant les activités des artisans et de l'autre côté, le manque de compétences des artisans pour créer et gérer leur entreprise. *"Les artisans ont également évoqué la nécessité d'améliorer la qualité des produits (63%) et la modernisation du design (63%). Des vœux ont été exprimés quant à la formation au design moderne, et l'expérience des maîtres kirghizes a été citée à titre d'exemple"*⁵⁷⁶, car les produits artisanaux au Kazakhstan étaient moins diversifiés qu'au Kirghizstan.

Après avoir analysé les recherches menées par la Fondation Eurasia, des représentants du Ministère de la Culture et de l'Information de la République du Kazakhstan, du Bureau de l'UNESCO à Almaty, ainsi que des organisations non gouvernementales locales soutenant les artisans, ont commencé leur projet. Dans le cadre de ce projet, des formations ont été organisées

⁵⁷⁵Tagatova A. "Remeslenničestvo v Kazakhstane : fakty i perspektivy". // Novoe pokolenie ("L'artisanat au Kazakhstan: faits et perspectives". // New Generation), 30 marta 2007, №12 (460) // <http://www.np.kz/old/2007/12/rissled1.html>

⁵⁷⁶ Ibid.

pour améliorer les compétences et le développement des affaires et des compétences marketing des artisans. Des experts internationaux ont été invités à des formations qui ont partagé leurs expériences et leurs exemples de développement réussi de l'artisanat.

Des experts internationaux - des artisans de grande expérience ont partagé leur expérience sur la manière de rendre les produits d'artisanat attrayants pour les acheteurs, sur l'importance de la qualité et de l'authenticité des produits, sur l'importance du produit fini sur son emballage. Au cours de cette formation, les artisans du Kazakhstan pourraient communiquer non seulement avec des experts internationaux, mais aussi entre eux, en tirant parti d'une expérience réussie, en échangeant des idées et des techniques de fabrication. Pendant l'exécution du projet, deux centres de ressources pour l'artisanat au Kazakhstan (dans les régions du Sud et de l'Est du Kazakhstan) ont été ouverts. La fonction de ces centres est de fournir diverses informations aux artisans, allant des informations sur les formations, expositions et foires planifiées à l'accroissement de leurs qualifications professionnelles.

L'un des événements les plus importants organisés dans le cadre de ce projet a été le concours annuel des artisans du Kazakhstan "*Šeber*", organisé depuis 2009 à aujourd'hui. Les candidats sont invités à soumettre leurs produits d'artisanat à la concurrence dans plusieurs catégories: Daryndy Bastau (Nouveau Talent) Assyl ȳstaz (Mentorat), Žanašyldyk (Innovation), Žogargy sapa (Haute qualité), Žogargy Šeberlyk (Haute compétence), Ozat yske (Esprit d'entreprise), Toltumalyk (tradition), Mȳraguer (Patrimoine vivant).

Ainsi, les candidats artisans sont invités à prêter attention et à travailler sur les problèmes actuels du secteur de l'artisanat et la nomination et la récompense motivent leur développement personnel. Parallèlement, le jury qualifié, qui comprend généralement des experts internationaux, prend en compte la qualité des matériaux utilisés, les performances techniques, l'innovation, le potentiel de marché, ainsi que l'exhaustivité, l'authenticité et le reflet de l'appartenance culturelle et de l'esthétique traditionnelle, voire même la protection de l'environnement. Il convient de noter que les organisateurs du concours "*Šeber*" ont emprunté certains critères de qualité au concours "*Award of Excellence*" de l'UNESCO, organisé en Asie centrale depuis 2004.

Ce programme de l'UNESCO visait également à préserver les connaissances et les savoir-faire traditionnels et la diversité culturelle de la région en aidant les artisans à utiliser les techniques et les matériaux traditionnels dans la fabrication de leurs produits. Le certificat de la marque de qualité de l'UNESCO, remportée au concours par des artisans d'Asie centrale était un certificat confirmant la haute qualité et la reconnaissance des produits au niveau international et la nomination Cheber, selon son nom, correspond à la reconnaissance annuelle des meilleurs au Kazakhstan. Au cours de ces compétitions, des célébrités de l'artisanat sont apparues en Asie centrale, au Kazakhstan et au Kirghizstan, dont certaines ont été primées à plusieurs reprises et

sont devenues connues non seulement dans leurs pays, mais également aux niveaux régional et international.

La communication annuelle des artisans de différentes régions du Kazakhstan lors du concours Cheber, ainsi que des foires et des bazars, a conduit à la création de l'Union des artisans du Kazakhstan en 2012, dont l'objectif est, contrairement à la Chambre des métiers d'Almaty, non seulement la diffusion d'informations et l'organisation de foires, mais aussi un développement direct de l'industrie, à travers la formation professionnelle et la certification des futurs formateurs pour une formation de qualité dans le domaine de l'artisanat traditionnel.

Selon l'inspiratrice idéologique et présidente de l'Union, Mme Ayjan Bekkoulova, artiste et présidente du fonds public *"Our heritage"*, qui est également le principal partenaire du concours Cheber, que les artisans qui, jusqu'à récemment, considéraient leur métier comme un loisir, commençaient à prendre leur travail plus au sérieux et pouvaient le regarder d'un point de vue commercial "... ils (les artisans) ont compris qu'il était nécessaire de coopérer, de créer des ateliers, de former des étudiants et de leur transférer certaines opérations"⁵⁷⁷. La création de l'Union est un véritable succès, car contrairement au début des années 2000, lorsque ce secteur de l'artisanat était représenté par des artisans disséminés dans tout le Kazakhstan et ignorant l'existence de chacun, la création de l'Union signifiait la possibilité de coopération, d'obtenir des informations et la possibilité de développement.

En 2017, le Centre des Artisans a ouvert à Almaty, créé dans le cadre du programme d'État *"Ruhani jangyru"*, visant à populariser l'art national appliqué et le développement du tourisme. Le nouveau centre d'artisans *"Kazak-Oner"* couvre une superficie de 800 mètres carrés, où vous pouvez acheter une variété d'objets d'artisanat. Sur le territoire de ce centre d'artisanat, il est prévu d'organiser des formations gratuites sur divers types d'artisanat populaire. Cette fois, l'Etat a soutenu les artisans. Il s'agit du premier projet d'un tel plan au Kazakhstan.

Au Kirghizstan, le secteur de l'artisanat est plus développé que le Kazakhstan. Cela est dû à plusieurs facteurs. Tout d'abord, c'est le contrôle de l'État sur cette sphère. L'Association d'Etat Kyial, créée en 1969 par une Résolution du Conseil des Ministres de la RSS du Kirghizstan, afin de préserver et de développer la richesse de la culture nationale et de l'art populaire du peuple kirghize, fonctionne toujours mais sous un statut différent. Cette association a été retirée de la subordination du Ministère de l'Industrie et du Commerce en 1994 et a été transférée à l'Union des artisans de la République - une ONG créée à cet effet.

⁵⁷⁷ Bekkulova A. "Naši mastera delaût štučnyj tovar"("Nos artisans fabriquent des objets uniques"). // Kazakhstan Press Club, 1 yanvaria 2013 r.// <http://pressclub.kz/2013/01/31/ajzhan-bekkulova-nashi-mastera-delayut-shtuchnyj-tovar/>

Le statut de *"National"* a été attribué à l'association en 2003, mais les objectifs sont également restés: la renaissance, la préservation et le développement ultérieur de l'art appliqué kirghize. Bien que de nombreux artisans soient mécontents des activités de cette association et estiment que celle-ci n'atteint pas ses objectifs⁵⁷⁸, selon le Décret du Parlement *"L'Association nationale de l'artisanat d'art populaire "Kyâl" est la seule entreprise de production et de vulgarisation de l'art appliqué kirghize"*⁵⁷⁹. En 2017 *"L'Association nationale de l'artisanat d'art populaire "Kyâl" a été transférée au Bureau des affaires du Président et du Gouvernement de la République Kirghize"*⁵⁸⁰.

Au Kirghizstan, il existe un cadre juridique dans ce domaine. En 2006 le Kirghizstan a adopté la Loi sur la renaissance, le développement et la préservation de l'art populaire⁵⁸¹. Conformément à l'article 4 de cette Loi, *"Les autorités publiques de la République Kirghize sont tenus de créer les conditions sociales, économiques et autres nécessaires à la renaissance, au développement et à la préservation d'artisanat d'art populaire dans la République Kirghize ..."*⁵⁸². Cette loi définit l'artisanat d'art selon lequel *"l'artisanat d'art populaire est l'une des formes d'art populaire, d'activités d'artisanat destinées à la création et à la production de produits d'art utilitaires et (ou) à des fins décoratives, destinées à leurs propres besoins humains et au marché, réalisée sur la base de la maîtrise et du développement successif des traditions de l'art populaire dans une localité donnée dans le processus du manuel créatif et (ou) du travail mécanisé des maîtres"*⁵⁸³, ainsi que des produits qui ne peuvent pas être classés dans cette catégorie.

La Loi stipule également que l'État établit des privilèges pour les artisans et protège leurs droits conformément à la législation de la République Kirghize. Conformément à cette loi, la journée professionnelle des artisans d'art populaire a été désignée et est célébrée chaque année au mois d'octobre. Le sous-comité sur le développement du secteur de l'artisanat au Kirghizstan, relevant de la Chambre de commerce et d'industrie de la République Kirghize, traite de questions pratiques dans ce domaine.

La part de l'artisanat traditionnel dans le PIB du Kirghizstan reste faible, mais dès que les produits de l'art traditionnel des artisans kirghizes ont commencé à être demandés lors de foires et salons internationaux, le nombre d'artisans a commencé à se multiplier. Peut-être que la Loi

⁵⁷⁸ Résolution du Parlement de la République Kirghize "Sur l'Association nationale de l'artisanat d'art populaire "Kyâl"", 6 juin 2012.

⁵⁷⁹ Ibid.

⁵⁸⁰ Décret du gouvernement de la République Kirghize "Sur le transfert de l'entreprise d'État "Association nationale de l'artisanat d'art populaire Kyal au département des affaires présidentielles et du gouvernement de la République Kirghize", 3 octobre 2010.

⁵⁸¹ Loi de la République Kirghize "Sur la renaissance, le développement et la préservation de l'artisanat national", 16 mars 2006.

⁵⁸² Ibid.

⁵⁸³ Ibid.

adoptée, considérée par nous plus haut, était simplement due à une forte augmentation du nombre d'artisans. Au Kirghizstan, contrairement au Kazakhstan, il existe des villages entiers d'artisans. Il existe des magasins de bijoux entiers et des maisons pour la fabrication de bijoux faits main, par exemple, Keldiké, Ethno. En termes d'ampleur des produits, le Kirghizstan devance le Kazakhstan. Les produits kirghizes en feutre sont devenus une marque et sont vendus à l'étranger. Il existe des magasins, des sites Web prisés des habitants et des touristes. Selon Meer Kochoeva, directeur du festival annuel des artisans d'"*Ojmo*", il y a actuellement environ 3000 artisans professionnels au Kirghizstan⁵⁸⁴. En outre, les artisans sont particulièrement aidés par diverses ONG qui soutiennent le secteur dans l'espoir de créer des emplois, d'augmenter les revenus du tourisme et de préserver le patrimoine culturel du pays.

Parmi les ONG, il y a le Conseil de l'artisanat de la République du Kirghizstan, créé en 2014, qui examine dans ses congrès les aspects économiques, sociaux et culturels de l'artisanat en tant que l'un des types d'esprit d'entreprise en développement dans le pays, devenant une partie importante de son économie.

Une autre ONG dans ce domaine est "*Altyn-Kol*". Initialement, une coopérative de femmes artisans a été fondée en 1996 dans la région de Narynskaya du Kirghizstan par le groupe de femmes. Créée par nécessité de revenus dans les zones rurales, la coopérative a rapidement acquis une renommée grâce à la grande qualité des produits en feutre fabriqués par des femmes. Après avoir acquis une renommée en participant à des expositions d'artisanat à Bichkek, un an plus tard, la coopérative fabrique des produits destinés à l'exportation et en 1998, elle compte désormais 200 femmes et crée une ONG dont les objectifs sont la préservation de l'artisanat traditionnel. Actuellement, l'organisation s'engage non seulement dans la fabrication et la vente de produits, mais aussi dans la formation d'autres femmes désireuses de maîtriser cette compétence et de gagner leur vie, ainsi que de toutes les personnes et touristes intéressés.

Parmi les ONG, il existe des organisations créées pour préserver des formes spécifiques d'art appliqué. L'une d'entre elles est l'héritage kirghize. Cette organisation a été fondée pour préserver et promouvoir le kourak - une sorte de patchwork. L'organisation offre la possibilité de travailler à la fois dans la capitale du pays et à la campagne. Cette organisation, ainsi que les précédentes, organise des séminaires et des formations.

L'ONG CACSA (Association de soutien aux métiers d'art en Asie centrale) sert de plateforme pour les organisations d'artisanat en Asie centrale, notamment au Kazakhstan et au Kirghizstan. L'organisation offre une formation en développement de produits, en organisation des ventes et fournit les autres services nécessaires. Les centres de ressources de cette

⁵⁸⁴ Baimurakova I. "Den' remeslennika". // *Ekonomika – agentstvo delovoj informacii* ("Jour de l'artisan". // Economics - une agence d'informations commerciales). // <http://ru.ekk.kg/den-remeslennika/>

organisation organisent des expositions et des festivals pour les artisans. La liste des programmes éducatifs organisés par ces centres inclut, sans toutefois s'y limiter, des sujets tels que la broderie à la main, le feutre, la fabrication d'une structure de yourte, la fabrication d'instruments de musique et d'éléments de vêtements nationaux et dépend des spécifications de chaque pays.

La renaissance de l'artisanat traditionnel a commencé à se produire au Kazakhstan et au Kirghizstan après l'indépendance. Cela était dû à l'intérêt pour leur propre identité. En outre, l'afflux de touristes et la demande croissante de la population locale pour les produits de l'artisanat traditionnel ont également accru le nombre de personnes prêtes à se lancer dans l'artisanat. Au Kirghizstan, il y avait plus de personnes prêtes à se lancer dans l'artisanat qu'au Kazakhstan, car c'était pour beaucoup la seule possibilité de gagner de l'argent. La situation économique difficile et le manque d'emplois, en particulier dans les zones rurales, ont incité les gens à gagner leur vie de cette manière. Le soutien d'organisations internationales et non gouvernementales a permis aux artisans d'avoir confiance en eux-mêmes.

Au Kazakhstan et au Kirghizstan, de nombreux aspects de cette activité n'ont pas encore été résolus, tels que la classification des produits artisanaux, le système de taxation et de certification et le cadre juridique. Un gros problème est la disponibilité de matières premières de haute qualité. Les artisans manquent de connaissances concernant la commercialisation et l'exportation de marchandises. Par conséquent, les produits ne sont presque pas exportés, mais ils sont vendus dans des magasins spéciaux, présentés dans des bazars et des hôtels. Le commerce en ligne se développe avec succès au Kirghizstan. De plus, les produits sont demandés par les touristes étrangers qui visitent des boutiques d'artisanat et des magasins dans le cadre de leurs voyages. Dans les pays que nous avons étudiés, en particulier au Kazakhstan, il existe de nombreux artisans individuels ou de petits groupes d'artisans, mais il n'existe pratiquement aucune entreprise, par conséquent, l'absence de production de masse affecte également la promotion des produits à l'exportation. Néanmoins, on peut dire que l'artisanat traditionnel au Kirghizstan est devenu une industrie florissante et est souvent vendu même au Kazakhstan sous le prétexte de souvenirs nationaux locaux. Les produits artisanaux des deux pays sont devenus une marque nationale. Grâce aux efforts des artisans, des donateurs et des organisations internationales, l'artisanat a été relancé et peut, avec le développement ultérieur, affecter considérablement le marché du travail et le développement économique des pays.

CONCLUSION DE LA DEUXIEME PARTIE

Au 20ème siècle, à la fin des années 90, la communauté internationale a reconnu le rôle de la culture dans le processus de développement mondial. Cela est dû en grande partie à des organisations internationales telles que l'ONU et l'UNESCO, ainsi qu'à des chercheurs individuels tels que Jon Hawkes, qui proposa en 2001 un modèle de durabilité fondé sur quatre piliers, soulignant l'importance de la diversité culturelle et de la vie culturelle de l'humanité. Puis, en mai 2004, *"Agenda 21 de la culture"* a été approuvé à Barcelone. Les principes énumérés dans ce document traitaient de la culture et du développement durable (perspectives de bien-être économique - la culture génère des revenus et des emplois, affecte l'entrepreneuriat, les nouvelles technologies et le tourisme), de l'inclusion sociale (la culture favorise la participation des citoyens, promeut le dialogue interculturel) et du thème de l'égalité des droits (en particulier les droits culturels).

De notre point de vue, la dimension culturelle de la durabilité ne comprend pas seulement l'inclusion du sens de la culture dans la discussion sur le développement durable. Nous considérons le développement culturel durable comme des normes et valeurs, un cadre réglementaire et des institutions, des projets culturels qui contribuent à la transition vers des pratiques plus durables dans ce domaine. En outre, le développement actuel n'est plus le même qu'en 1972 ou au début des années 90 lorsque le modèle des trois piliers (économie, inclusion sociale et environnement) est apparu.

Une compréhension complexe de la durabilité dans le domaine de la culture abordée dans cette partie de la thèse implique un changement significatif. L'étude de la culture en tant que combinaison de valeurs, de compétences, d'identités, ainsi que d'équilibre et d'harmonie, organisant la vision du monde dans la société et pleinement intégrée au concept de développement culturel, est une étude d'un nouveau développement universel. L'homme lui-même agit comme critère du principe de développement durable. L'indice de développement humain, qui mesure la comparaison du développement des pays du monde, comprend le niveau d'éducation, l'espérance de vie et la qualité des besoins essentiels d'une personne, quelle que soit sa nationalité. Dans le système de développement durable, tout est vu à travers le prisme de la nature morale et vertueuse de l'existence humaine.

Avec cette approche du développement de la culture, l'une des premières tâches consiste à déterminer la conscience du soi nationale, c'est-à-dire la reconnaissance par les peuples de leur propre essence socio-ethnique, la prise de conscience de leur véritable rôle dans l'histoire de l'humanité et de sa contribution à la civilisation humaine. La vision du monde du groupe ethnique est développée à l'aide de symboles du passé commun qui constituent la culture

traditionnelle. Au Kazakhstan et au Kirghizstan, la culture traditionnelle revêt une grande importance. De nombreux éléments du patrimoine traditionnel représentent la culture immatérielle de ces pays et sont maintenant protégés non seulement au niveau de l'État, mais également au niveau international.

Les autorités locales du monde entier, notamment au Kazakhstan et au Kirghizstan au début des années 2000 ont lancé la mise en œuvre du document politique «Agenda 21 de la culture». Le degré de compréhension de l'importance de la culture dans la société dépend de la définition conceptuelle générale du domaine de la culture et de la politique culturelle. Compte tenu de cela et à compter du début des années 2000, le Kazakhstan et le Kirghizstan ont progressivement commencé à inclure dans le Concept de politique culturelle des dispositions et des méthodes permettant de parvenir à un développement durable. Nous avons examiné les catégories de durabilité dans les politiques culturelles du Kazakhstan et du Kirghizstan.

En grande partie grâce aux organisations internationales, en particulier l'UNESCO, et aux ONG du secteur de la culture, de grands changements ont été enregistrés dans les domaines de la préservation et de la promotion du patrimoine culturel et naturel, ainsi que dans le secteur des industries créatives (en particulier dans l'artisanat). Ces secteurs sont une priorité pour les pays que nous étudions. Le développement de ces secteurs contribue à l'économie du pays mais aussi l'inclusion sociale. Conformément à notre définition du développement culturel durable, grâce au développement des secteurs culturels susmentionnés dans les pays que nous étudions, le lien est établi entre le passé et le futur et la culture devient donc un processus.

Le Kazakhstan et le Kirghizstan ont tous deux fait un grand pas en avant dans la définition d'une politique culturelle menant à un développement culturel durable, ce qui ne peut se produire que dans le cadre d'une interaction fructueuse entre l'État et le secteur civil, et tous les types d'intérêts publics culturels. En même temps, le système de gestion de la culture hérité du système précédent par les pays étudiés, à savoir un contrôle important du secteur culturel par l'État et l'absence presque totale de partenariat avec le secteur privé dans ce domaine, comme notre étude l'a montré, ne donnent pas grand résultat. L'héritage d'un tel système s'est également traduit par la mise en place de relations culturelles internationales, principalement dans le cadre des relations diplomatiques officielles. C'est précisément la coopération dans la mise en œuvre de projets culturels avec des experts de différents pays, initiée par des organisations internationales, qui aide le Kazakhstan et le Kirghizstan à devenir des membres actifs de la communauté mondiale. Mais dans une telle coopération, le rôle de catalyseur des relations culturelles n'incombe pas aux organisations régionales ou internationales, mais à l'État.

Le potentiel culturel au Kazakhstan et au Kirghizstan est très fort, caractérisé par la multiplicité et la diversité des formes d'expression et est un mélange de pratiques traditionnelles

et modernes. Pour assurer un développement culturel durable, il est nécessaire de soutenir la diversité culturelle incluant les cultures venant de l'extérieur. Au Kazakhstan et au Kirghizstan, l'impact de la mondialisation sur la sphère culturelle s'est intensifié. À cet égard, ces pays ont pour tâche de préserver l'identité culturelle traditionnelle tout en contribuant à la satisfaction des divers besoins culturels et à l'existence de formes d'expression contrastées entre culture et art. Ces questions dépendent directement des droits culturels des personnes et des citoyens. Aujourd'hui, au Kazakhstan et au Kirghizstan, la mise au point conceptuelle de la compréhension moderne des droits de l'homme culturels et l'extension de leur organisation structurelle et systémique sous l'angle de la reconnaissance des nouvelles opportunités et des besoins de l'homme représente, de notre point de vue, une tâche importante.

CONCLUSION GENERALE

Nous nous poserons la question de savoir s'il est nécessaire de prendre en compte la culture comme moyen approprié pour favoriser le développement durable dans les pays d'Asie centrale, en particulier dans deux pays, le Kazakhstan et le Kirghizstan? Nous essayons de répondre à la question en analysant les politiques culturelles de ces pays. Compte tenu du fait que les pays que nous examinons ont été formés en tant que nouveaux États en 1991, nous couvrons la période qui a suivi l'indépendance et remontons même un peu en arrière afin de comprendre les fondements sur lesquels la politique culturelle des jeunes États indépendants a été construite. Compte tenu des conclusions tirées des quatre dimensions, à travers lesquelles nous analysons la politique culturelle du Kazakhstan et du Kirghizstan, à savoir le passé historique, les lois et concepts immédiats dans le domaine de la culture des États étudiés, la mise en œuvre de ces lois et concepts et les résultats obtenus, on peut dire que le rôle de la culture dans le développement durable de l'État a été pris en compte dans ces pays depuis le début des années 2000.

Le passé historique que nous examinons dans la première partie de notre thèse nous a permis de comprendre sur quelles bases la politique culturelle des États qui ont récemment obtenu leur indépendance s'est développée. Une de nos hypothèses est que le Kazakhstan et le Kirghizstan ont hérité du multiculturalisme en tant que projection de la politique soviétique des nationalités. Depuis que l'URSS s'est formée dans les conditions du début du XXe siècle, la politique nationale est devenue l'une des priorités. Les politiciens qui ont créé l'URSS, comme les politiciens de l'Australie, du Canada, des États-Unis et de l'Europe occidentale, ont été confrontés à la nécessité de gérer la diversité - culturelle et ethnique, à laquelle les théoriciens postmodernes ne pensaient plus.

La politique nationale de l'URSS dans les années 20 du 20ème siècle a été appelée la politique de "*l'indigénisation*", qui est devenue l'instrument de régulation sociale et d'intégration⁵⁸⁵. À cette époque, un soutien important a été fourni aux représentants des différentes communautés ethniques. Mais au début des années 30, l'orientation de la politique des nationalités a changé et la recherche d'une solution plus optimale pour maintenir la stabilité dans les conditions de la diversité ethnique a commencé. Avec l'arrivée au pouvoir de Staline, le nombre de formations ethno-administratives a été réduit à un certain nombre de républiques et de régions concernées.

⁵⁸⁵ Fourniau V. Transformations soviétiques et mémoires en Asie centrale. Paris, Les Indes savantes, 2019. p.269.

Le phénomène de la culture s'est concentré sur la gestion de la diversité, car les différences culturelles se trouvaient à la surface. Un concept a été forgé pour créer une nouvelle culture, de forme nationale et de contenu socialiste. Une telle culture commune a été appelée soviétique et l'État a essayé, tout en respectant les droits des groupes ethniques de préserver les cultures nationales, de "*forger*" un *homo soviéticus* à partir de représentants de divers groupes ethniques.

C'est une idée qui, tout en soulignant les différences, devrait amener tout le monde à un objectif identique: atteindre des objectifs et des réalisations communs. Ces concepts d'unité civile et de valeurs culturelles communes sont des éléments de la politique culturelle en URSS qui s'approchent le plus du multiculturalisme. Nous pouvons donc affirmer que la politique nationale était une tentative de construction du multiculturalisme. Mais il existe des différences par rapport au multiculturalisme dans d'autres pays - le Canada, les États-Unis et les pays d'Europe Occidentale, étant donné que le concept de multiculturalisme est basé sur des valeurs libérales. Et tous ces modèles - américain, français et autres - impliquent la prise en compte des droits de l'homme, pas les droits des groupes ethniques.

Mais, comme l'URSS a été préservée en tant que polyethnique, les spécialistes soviétiques, se fondant sur une analyse de leur réalité, ont proposé un concept basé sur l'idée de la signification des communautés et non des individus. Le modèle soviétique n'était pas libéral, mais autoritaire, mais il prenait en compte les droits ethniques. Et la réalité de l'Union Soviétique est une existence à long terme dans un pays multiethnique, dans lequel sa propre expérience de maintien de l'équilibre et de la stabilité a été acquise. Bien entendu, cette expérience n'était pas non plus positive. Elle avait ses propres contradictions et moments dramatiques - la russification, la pratique des "*peuples punis*".

Mais néanmoins, la thèse du peuple soviétique en tant que nouvelle communauté historique était non seulement une déclaration politique, mais elle avait aussi un certain contenu réel. Le multiculturalisme politique en URSS n'aurait peut-être pas pu être atteint en raison d'un développement insuffisant de la théorie de l'ethnie ou de l'émergence d'une "*nationalité*", mais nous pouvons affirmer qu'il y avait un multiculturalisme doux en URSS, en tant que phénomène social. Dans le même temps, le multiculturalisme est un phénomène complexe et multiforme et pour discuter plus profondément du multiculturalisme en URSS, il est nécessaire de considérer le problème de la diversité dans son ensemble, et pas seulement dans l'expression culturelle et linguistique, de sorte que notre étude ouvre des perspectives pour les suivantes.

Ainsi, les États du Kazakhstan et du Kirghizstan, qui ont obtenu l'indépendance en 1991, ont hérité de l'URSS d'une population pluriethnique, ainsi que d'une diversité - culturelle, linguistique et tout aussi significative - religieuse. Avec cet héritage, les nouveaux États doivent

élaborer une politique culturelle efficace qui, en définitive, a joué un rôle important dans la construction de la nation.

La construction d'une nouvelle politique nationale au Kazakhstan et au Kirghizstan après l'indépendance a été réalisée grâce à la création d'une nouvelle conscience culturelle et d'une nouvelle identité culturelles. Pour cela, il a été décidé de se tourner vers la culture pré-soviétique.

Afin de promouvoir des facteurs idéologiques d'unification de la nation, l'accent a été mis sur des personnages historiques forts. Chaque pays avait ses propres personnages historiques réellement existants, ainsi que des héros de contes épiques. Ces héros étaient censés inspirer les gens et contribuer à l'émergence de la fierté de leur passé, à l'unité de la nation dans le présent et l'avenir. Ainsi, le passé a été adapté à des fins politiques contemporaines.

Une autre direction de la politique nationale a été la création de symboles étatiques, également basés sur les traditions culturelles. Le drapeau, les armoiries, l'hymne des deux États reflètent la culture nationale.

En outre, en ce qui concerne les "*thèmes-berceaux*" du passé⁵⁸⁶, une partie de la politique culturelle visait à conférer un rôle particulier aux monuments des nouveaux États immédiatement après l'indépendance et même les années suivantes jusqu'à nos jours. Ainsi, la renaissance de la culture nationale des peuples kazakh et kirghize était la première direction de la politique culturelle des États indépendants.

Mais étant donné que, au moment de l'indépendance, un peu moins de la moitié de la population du Kirghizstan et dans le cas du Kazakhstan - la plupart d'entre eux étaient composés de représentants d'une nation et d'une culture non-titulaires, la politique de construction d'une nation dans les nouveaux États devrait tenir compte de cette diversité ethnique. La présence d'autres groupes ethniques a limité la renaissance nationale du Kazakhstan et du Kirghizstan et les a obligés à élaborer une idéologie plus prudente et plus subtile des politiques de nationalisme ethnoculturel.

Les intérêts des nations non titulaires ont été soutenus par la création de centres et d'associations culturelles nationales dans lesquels tous les groupes ethniques vivant dans ces États sont représentés. Cette politique était très semblable à la politique des nationalités de l'URSS. En outre, le concept de "*nationalité*" a été emprunté à la formulation socialiste soviétique et présenté comme "*culturelle*". C'est la raison pour laquelle les citoyens du Kazakhstan et du Kirghizstan se définissent tout d'abord par leur origine ethnique et seulement ensuite par leur citoyenneté.

⁵⁸⁶ Fourniau V. Transformations soviétiques et mémoires en Asie centrale. Paris, Les Indes savantes, 2019, p.216-217.

Ainsi, bien que la politique culturelle des États indépendants du Kazakhstan et du Kirghizstan ait été largement utilisée pour construire une nouvelle nation et une nouvelle identité culturelle basée sur la renaissance de la culture nationale et un retour à la période pré-soviétique, elle reposait toujours sur les méthodes soviétiques de politique des nationalités. La gestion de la diversité culturelle s'est également déroulée conformément au modèle soviétique de gestion culturelle. De plus, comme à l'époque soviétique, la culture dans les États indépendants des années 90 est devenue un outil d'idéologie, à savoir que la renaissance de la culture ethnique était une sorte de nouvelle alternative idéologique à la doctrine communiste.

Dans la première partie de notre travail, nous avons exploré la manière dont les nouveaux États gèrent la diversité dont ils ont hérité, tout en en choisissant deux domaines d'analyse les plus importants : la question du langage et de la religion.

La politique linguistique au Kazakhstan et au Kirghizstan après l'indépendance a également joué un rôle important dans la construction de la nation. La langue autochtone doit contribuer à la renaissance de l'identité ethnique et favoriser le processus de nationalisation. Afin d'affirmer symboliquement son indépendance, la langue maternelle des deux pays devait être reconnue comme langue officielle. Cela a été fait en adoptant les Lois sur la langue dans les deux pays avant l'indépendance, en 1989. Cependant, cette décision a provoqué des opinions politiques mitigées. Tout d'abord à cause de la même diversité ethnique héritée de l'URSS, et deuxièmement à cause du fait que les représentants de la nation titulaire, en particulier l'élite politique des deux États, parlaient russe et ne maîtrisaient pas suffisamment leur langue maternelle.

Le dilemme de devenir un État multiethnique ou national a été résolu assez rapidement, mais n'a pas été perçu positivement par les représentants d'autres groupes ethniques qui sont devenus la population de ces États. Dans le même temps, la politique linguistique était le principal facteur de tension entre les divers peuples du Kazakhstan et du Kirghizstan. Les États devaient mener une politique équilibrée entre la renaissance de la langue nationale en tant que symbole du nouvel État et le respect des droits culturels fondamentaux des groupes ethniques vivant dans ces pays.

Le problème principal de la politique linguistique des deux pays était la question du statut de la langue russe en raison du pourcentage élevé de russophones. La politique linguistique, exprimée dans les promesses de donner à la langue russe le statut officiel au Kazakhstan au début des années 90, est devenue une réalité au Kirghizstan en 2000, principalement en raison de l'exode important de la population russophone du milieu des années 90. En conséquence, le kirghize a été reconnu comme la langue officielle du Kirghizstan, également appelé langue de

communication interethnique et au Kazakhstan, la langue d'état est devenue le kazakh et le russe a été appelé la langue de la communication interethnique.

Au Kazakhstan depuis 1997, il a été décidé de déplacer progressivement le travail de bureau en kazakh, renforçant ainsi le rôle de la langue kazakhe. Cependant, en réalité, ce n'était pas si facile de le faire, faute d'un nombre suffisant de personnes qui parlent le kazakh. Néanmoins, les conditions créées pendant l'indépendance ont permis aux élites nationales kazakhes et kirghizes de transformer l'image des langues kazakhes et kirghizes dans le pays, passant de langues provinciales peu prestigieuses à un statut élevé.

Le début des années 2000, au Kazakhstan comme au Kirghizstan, a été marqué par l'élaboration et l'approbation de Programmes et Concepts pour le développement des langues, quand il est devenu évident qu'il était impossible de gérer des actes législatifs seuls et que la question linguistique laissait de nombreuses contradictions. Dans le même temps, sans résoudre les problèmes de méthodes d'enseignement de la langue officielle et de la portée insuffisante de cette langue, les deux États commencent à promouvoir l'idée du multilinguisme, en promouvant l'anglais.

En fin de compte, on peut dire qu'au Kazakhstan et au Kirghizstan, une politique linguistique *symbolique*⁵⁸⁷ a été et est toujours appliquée, dans laquelle la "*langue d'état*" reste visible dans les conditions cérémonielles et est utilisée comme un symbole pour renforcer la solidarité dans la société afin de ne pas manquer les défis à l'arène politique, tandis que l'utilisation de la langue de titre dans les relations interpersonnelles, bien qu'elle soit utilisée beaucoup plus que dans la première décennie après l'indépendance, n'est pas suffisante pour dominer pleinement la langue d'état. À notre avis, la principale raison est l'absence de méthode efficace d'enseignement des langues.

À la différence de la langue, le Kazakhstan et le Kirghizstan n'utilisaient pas pleinement la religion comme outil pour unir les peuples et créer une nouvelle identité nationale. Compte tenu des longues années d'athéisme dans lesquelles se trouvaient les pays étudiés, ils ont observé un manque d'éducation correspondant dans la religion. Dans le même temps, il y avait une crainte de la propagation du "*Fondamentalisme islamique*". À cet égard, l'islam, qui s'est étendu à l'Asie centrale au 7ème siècle après JC puis plus tard au Kazakhstan et au Kirghizstan en tant que phénomène culturel et religieux ou en tant que tradition culturelle ethnique, n'est pas devenu une religion d'État, mais les deux États sont devenus laïcs et ont séparé la religion de l'État.

En même temps, afin de relier la nation à son histoire, la renaissance de la religion, en particulier de l'islam, en tant que partie du patrimoine culturel national a commencé. Les lois encourageant la liberté de propagation des religions dans les deux pays ont conduit au

⁵⁸⁷ Dave B. Kazakhstan: ethnicity, language and power. p.97

libéralisme religieux, particulièrement évident au Kirghizstan. Au cours de la première décennie qui a suivi l'indépendance, outre les résultats des politiques visant à faire revivre l'islam, tels que l'émergence généralisée de mosquées et d'institutions religieuses, la religiosité croissante dans la société a conduit à la *"renaissance religieuse"* post-soviétique.

Cependant, ce libéralisme religieux a contribué à l'émergence de religions non traditionnelles pour cette région, ainsi que d'organisations islamiques extrémistes, en grande partie grâce à l'influence d'autres pays. Par conséquent, la période suivante à partir de la fin des années 90 a été marquée par la limitation du développement ultérieur du libéralisme religieux, qui se traduit par un renforcement du contrôle dans la législation. Après les événements de 2001 et jusqu'à aujourd'hui, la politique de l'État dans le domaine religieux dans les deux pays continue d'être fondée sur un contrôle accru de la sphère religieuse.

Dans le même temps, au Kazakhstan, la politique religieuse de l'État dans les années 2000 a été axée sur le soutien aux religions traditionnelles – l'islam hanafite et le christianisme orthodoxe. Ainsi, les slogans de la politique de l'État dans le domaine religieux dans les deux pays favorisent l'harmonie interconfessionnelle, le maintien du dialogue interreligieux et la tolérance à l'égard de toutes les religions existant dans les pays. En conséquence, après 28 ans d'indépendance et l'émergence d'une nouvelle génération, l'Islam au Kazakhstan et au Kirghizstan a commencé à être compris non seulement comme un élément de la culture, mais aussi comme une force sociale indépendante, mais avec un contenu politique actif que les pouvoirs tentent de limiter.

Les questions de la diversité culturelle au Kazakhstan et au Kirghizstan sont restées à l'ordre du jour grâce aux conditions spéciales héritées de l'Union Soviétique. Bien que la culture soviétique unificatrice ait progressivement commencé à disparaître, la culture nationale, dont le renouveau était au centre de la politique culturelle des États indépendants, n'est pas devenue courante pour les autres groupes ethniques vivant dans ces pays. Cela tient en grande partie aux particularités de la politique dans le domaine de la langue et de la religion, mais également à la notion d'appartenance à une *"nationalité"* ethnique qui a survécu jusqu'à ce jour, qui précède toujours l'appartenance à la citoyenneté. En cela, nous pouvons voir la principale différence avec la France, par exemple, où la politique culturelle est axée sur la dissolution des minorités dans la communauté culturelle dominante. Aujourd'hui, la France est précisément la raison pour laquelle elle est une nation culturelle civique des Français, un État-nation.

Dans le même temps le Kazakhstan promeut la diversité culturelle dans son pays et aussi à l'international. C'est sur la proposition de la République du Kazakhstan, que la période 2013-2022 a été proclamée Décennie internationale du rapprochement des cultures. *"Cette proposition a été entérinée par l'Assemblée générale des Nations Unies dans sa résolution 67/104 du 17*

décembre 2012 intitulée "Promotion du dialogue, de l'entente et de la coopération entre les religions et les cultures au service de la paix", qui invite l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture à en être l'institution chef de file au sein du système des Nations Unies"⁵⁸⁸.

En septembre 2016, la conférence internationale "Décennie internationale du rapprochement des cultures 2013-2022: transformations sociales et dialogue interculturel" s'est tenue à Almaty. Cette conférence était organisée par le bureau de l'UNESCO à Almaty et le "Centre pour le rapprochement des cultures" a été créé la même année avec le soutien du Ministère de la culture et de sports de la République du Kazakhstan. Une des activités du centre est la promotion des monuments historiques et culturels. Le centre a également défini un plan d'activités dans le cadre de ses activités sur "La promotion du dialogue dans l'intérêt du développement durable et de ses aspects éthiques, sociaux et culturels".

Déjà dans la première partie, nous avons analysé les lois et continuons dans le dernier chapitre de cette partie, en passant ainsi à la seconde des dimensions, la prise en compte de la politique culturelle. En abordant la question de la diversité culturelle dans la première partie de notre travail, nous avons commencé à explorer progressivement la question du rôle de la culture dans la réalisation du développement durable au Kazakhstan et au Kirghizstan, dès le milieu des années 90 au Kazakhstan et au début des années 2000 au Kirghizstan, les concepts étatiques pour le développement des langues et liés à la religion font référence au rôle de ces éléments culturels dans la réalisation du développement durable.

En effectuant une analyse de l'histoire de l'inclusion de la culture dans le concept de développement durable, en analysant de nombreux documents de l'UNESCO sur le rôle de la culture dans la réalisation du développement durable, en fixant son rôle important, nous avons décidé de définir indépendamment le développement culturel durable. La version courte de cette définition est: *Le développement du secteur culturel, ou culture est la forme et le processus dans le même temps, qui en harmonie avec les trois piliers de développement durable amène au développement économique et social.* L'élément principal de cette définition est que la culture est un processus dans le temps et que, dans ce sens, elle peut paradoxalement conduire à la durabilité. Compte tenu de la complexité de cette définition, nous la sauvegardons avec une image visuelle sous forme d'un schéma (Illustration № 14). De plus, dans notre travail, nous montrons que pour réaliser un développement culturel durable, la culture est un processus dans le temps, fixé entre le passé et le présent et axé sur l'avenir.

⁵⁸⁸ https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000221198_fre

Dans la deuxième partie de notre thèse, nous passons à la troisième et quatrième dimension de l'analyse des politiques culturelles des pays que nous examinons pour répondre à la question que nous avons posée et faire face aux problèmes inévitables. La raison de ces problèmes est que la troisième dimension de l'analyse des politiques culturelles, à savoir la mise en œuvre des concepts dans le domaine de la culture, qui favorisent le développement culturel durable, premièrement, ne se produit pas complètement dans les pays que nous avons étudiés et, deuxièmement, bon nombre de dispositions ne sont que prévues et devraient être concrétisées dans les prochaines années. C'est à ce stade que l'expérience directe acquise en travaillant avec des projets pour le développement de la culture à l'UNESCO et les pratiques et informations obtenues à ce sujet nous aide.

Après avoir étudié l'évolution du rôle de la culture au Kazakhstan et au Kirghizstan au début des années 2000, nous concluons que le rôle de la culture traditionnelle dans ces pays dans la réalisation du développement culturel durable a été reconnu à ce moment-là, de sorte que la direction du patrimoine immatériel occupe une place dans la politique culturelle officielle des pays que nous explorons. Bien qu'au Kirghizstan et au Kazakhstan, ce processus se soit déroulé de différentes manières. Le Kirghizstan a commencé à s'intéresser activement à la question du patrimoine culturel immatériel dans la politique culturelle en raison du fait qu'un élément important de la création de l'unité nationale - Epos Manas est un patrimoine immatériel. En même temps, étant donné les bases de la culture traditionnelle des Kazakhs et des Kirghizes, qui sont largement associées au mode de vie nomade, les connaissances traditionnelles sur la nature et les relations entre l'homme et les animaux, transmises de génération en génération, constituent le fondement de la formation de l'attitude morale de l'homme envers l'environnement, qui est l'une des conditions de la durabilité.

Dans le même temps, le Kazakhstan et le Kirghizstan n'ont pas réussi à éviter l'influence de la culture de masse, fruit de la mondialisation. Toutefois, c'est la mondialisation qui crée de réelles possibilités de dialogue entre les cultures du Kazakhstan et du Kirghizstan, conditions nécessaires à la réalisation d'un développement culturel durable. À cet égard, les États doivent relever de nouveaux défis: contribuer à la satisfaction de divers besoins culturels et à l'existence de formes d'expression contrastées dans la culture et l'art. L'influence de la mondialisation a créé, en particulier dans les grandes villes du Kazakhstan, de nouvelles sous-cultures qui ne ressemblent plus aux soviétiques ni aux nationales, mais reflètent d'une manière ou d'une autre les caractéristiques de ces cultures.

Ces sous-cultures se reflètent dans la culture moderne. Au Kirghizstan, parallèlement, l'impact de la mondialisation est, à notre avis, légèrement inférieur à celui du Kazakhstan, en raison de la situation économique moins favorable. Nous passons ensuite à la catégorie des droits

de l'homme culturels, car c'est ce type de droits qui permet de réguler l'impact de la mondialisation sur la sphère culturelle.

Étant donné que les normes internationales relatives aux droits de l'homme jouent un rôle important dans la définition des principes de la mondialisation, les droits culturels aident à réguler l'impact de la mondialisation sur la sphère culturelle. L'idée des droits de l'homme est une idée profondément libérale qui découle du principe de l'importance de l'individu et de la reconnaissance de sa valeur absolue. Dans la tentative du Kazakhstan et du Kirghizstan de reconnaître les droits culturels non seulement d'un individu, mais de communautés, il y a une caractéristique de la politique des nationalités de l'URSS, qui est devenue inacceptable à un moment donné pour le type de multiculturalisme des pays d'Europe Occidentale.

En résumé, nous devons dire que la culture au Kazakhstan et au Kirghizstan contribue à l'établissement de relations harmonieuses avec la nature, l'économie et le développement social. Tout cela ressort clairement des résultats obtenus dans la mise en œuvre des politiques culturelles dans ces pays. Le potentiel culturel de ces pays est fort et se caractérise par une multiplicité et une variété de formes d'expression artistique. Ce potentiel est accepté comme matière première pour les créateurs et les entrepreneurs et leur procure un revenu, ainsi qu'à l'État. Le développement de la culture contribue à la prévention des conflits dans les États multinationaux que nous envisageons et contribue à réaliser l'unité de la nation.

En analysant les Programmes et stratégies du début des années 2000 dans le domaine de la culture et jusqu'à présent dans ces pays, il devient clair que les domaines prioritaires du développement culturel, ainsi qu'après l'indépendance, restent la préservation et la Promotion du patrimoine culturel et le domaine des industries culturelles et créatives. La seconde a largement pris sa place dans la politique culturelle de ces pays en raison de l'influence d'acteurs non étatiques de la politique culturelle et de la coopération internationale.

Cependant, les résultats positifs pour le développement culturel durable de la coopération internationale susmentionnée sont un exemple d'activité à faible intervention des pouvoirs publics. Mais après tout, c'est l'État qui occupe une place particulière parmi les acteurs de la politique culturelle, l'État ayant un grand potentiel pour influencer la vie culturelle et les ressources de son budget. Il nous semble que la raison de cette faible participation est que la politique culturelle de l'État au Kazakhstan et au Kirghizstan prend en compte le rôle de la culture dans le développement social et économique, tout en la considérant traditionnellement comme un instrument de la diplomatie publique.

Cependant, les données, les événements et les chiffres fournis dans notre étude ne représentent bien sûr pas toute l'histoire, mais seulement les exemples que nous avons choisis. Ce choix est en grande partie dû à l'expérience acquise dans les pays directement avec la

catégorie de la culture pour le développement. Certains chercheurs et praticiens, locaux et étrangers, restent pessimistes face aux réformes culturelles survenues en Asie centrale. Cependant, nous sommes optimistes et nous référons aux lois et concepts récemment développés, ainsi qu'aux résultats des projets et programmes mis en œuvre dans ce domaine, bien qu'avec une petite participation des acteurs étatiques. Tout cela constitue une base nécessaire et dynamique pour les futurs changements.

En tant que personne travaillant depuis cinq ans à l'UNESCO, je peux confirmer les efforts des États pour adapter les politiques culturelles aux nouvelles réalités du rôle de la culture dans le développement. En même temps, une impression controversée se dégage, étant donné que jusqu'ici peu de concepts et de lois développés ont été mis en œuvre dans ce domaine, mais cela est parfois lié aux raisons les plus simples: manque de recherche et d'expertise au sein des Ministères de la Culture qui démontreraient des résultats positifs possibles de ces réformes et leur financement insuffisant.

La deuxième raison est liée à la question de l'éducation au Kazakhstan et au Kirghizstan, sujet directement lié à la culture mais non traité dans ce travail, ainsi que la question de la culture en tant que méthode de diplomatie publique. Ce sont des orientations intéressantes qui se dégagent et pourront être approfondies lors de recherches ultérieures.

BIBLIOGRAPHIE

Conventions et textes officiels

1. Action Plan on Cultural Policies for development, The Intergovernmental Conference on Cultural Policies for Development, Stockholm, 30 March -2 April 1998.
2. Annexe № 1 à la résolution du gouvernement de la République Kirghize sur la Maison de l'amitié, 1 septembre 1994.
3. Ashgabat Agreement. Second meeting of the Coordinating Committee on the Serial World Heritage Nomination of the Silk Roads, 3-6 May 2011, Ashgabat, Turkmenistan, <http://whc.unesco.org/uploads/news/documents/news-751-1.pdf>
4. Birnbaum P. "Du multiculturalisme au nationalisme", La pensée politique, Paris, EHESS, 1995, Gallimard, Seuil.
5. Bulletin statistique du Comité entre Etats statistique de la CEI № 24, Décembre 1998, p.77-78.
6. Central Asia Human Development Report 2005: bringing down barriers: regional cooperation for human development and human security. UNDP, 2005.
7. Code pénal de la République du Kazakhstan, 3 juillet 2014.
8. Convention concernant la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel, 16 novembre 1972, http://portal.unesco.org/fr/ev.php-URL_ID=13055&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201.html
9. Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel 2003, le 17 octobre 2003, http://portal.unesco.org/fr/ev.php-URL_ID=17716&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201.html
10. Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles, 20 Octobre 2005, http://portal.unesco.org/fr/ev.php-URL_ID=31038&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201.html
11. Country Profile "Russia". Council of Europe/ERIC arts: "Compendium of Cultural Policies and Trends in Europe", 12th edition 2011. Available from World Wide Web: <<http://www.culturalpolicies.net>>.
12. "Culture et Développement: Actions et Réalisations", la Présidence belge de l'Union européenne (UE), 2010. //www.culture-dev.eu/pdf/fr/BD-Unesco-FR-NL.pdf
13. Décision de la XVIII - ème réunion du Conseil de la coopération culturelle des États membres de la CEI, 4 février 2003.

14. Décision du gouvernement approuvant le Concept pour la protection et l'utilisation du patrimoine historique et culturel de la République Kirghize, le 26 janvier 2015.
15. Décision du gouvernement "Relative à l'approbation du programme national de mesures de stabilisation et de rationalisation des processus de migration en République Kirghize", 10 août 2000.
16. Décision sur les activités du Conseil de la coopération culturelle des États membres de la CEI, 30 mai 2014.
17. Décision sur l'exposition internationale "ART EXPO" des États membres de la CEI, 7 juin 2016.
18. Décision sur le programme Inter-États "Capitales culturelles du Commonwealth", 5 décembre 2012.
19. Déclaration de Hangzhou, 17 Mai, 2013.
20. Déclaration de souveraineté étatique de la Kazakh RSS, 25 Octobre, 1990.
21. Déclaration universelle de l'UNESCO sur la diversité culturelle, 2 novembre 2001.
22. Décret du Gouvernement de la République du Kazakhstan "Sur La notion de soutien de l'État aux organisations non gouvernementales de la République du Kazakhstan", 23 janvier 2002.
23. Décret du Gouvernement de la République du Kazakhstan "Sur le Fonds d'État pour le soutien à la culture et à l'art en République du Kazakhstan", 31 décembre 1998.
24. Décret du Gouvernement de la République Kirghize "Sur la mise en œuvre du décret du Président de la République Kirghize du 26 juin 1992 "Sur la préparation et le déroulement du 1000e anniversaire de l'épopée de "Manas"".
25. Décret du Gouvernement de la République Kirghize "Sur le concept des activités de la Commission d'État du Gouvernement de la République Kirghize chargée des affaires religieuses sur l'élaboration et la mise en œuvre de la politique de l'État dans le domaine des religions, 7 juillet 1998.
26. Décret du Gouvernement de la République Kirghize "Sur le transfert de l'entreprise d'État "Association nationale de l'artisanat d'art populaire Kyal au département des affaires présidentielles et du gouvernement de la République Kirghize", 3 octobre 2010.
27. Décret du Président de la République du Kazakhstan du № 47, 13 avril 2011.
28. Décret du Président de la République du Kazakhstan "Sur la liste des objets non susceptibles de transfert pour la mise en œuvre du partenariat public-privé", 14 janvier 2016.
29. Décret du Président de la République du Kazakhstan "Sur le programme d'État de la République du Kazakhstan "Réanimation des centres historiques de la Route de la soie, préservation et développement successif du patrimoine culturel des États turcophones, création d'une infrastructure touristique", 27 février 1998.

30. Décret du Président de la République Kirghize "Sur l'amélioration de l'interaction des organes du gouvernement avec la société civile", 29 septembre 2010.
31. Décret du Président de la République Kirghize № 294 "Portant modifications et ajouts au décret du Président de la République Kirghize" du 26 juin 1992 "Sur la préparation et la tenue du 1000e anniversaire de l'épopée "Manas"", 8 octobre 1993.
32. Décret du Président de la République Kirghize "Sur les mesures visant à mettre en œuvre les droits des citoyens de la République Kirghize à la liberté de conscience et de religion", 14 novembre 1996.
33. Décret du Président de la République Kirghize "Sur la mise en œuvre de la décision du Conseil de défense de la République Kirghize sur la politique de l'État dans le domaine religieux", 7 février 2014
34. Décret du Président de la République Kirghize № 45 "Sur la structure et la composition du gouvernement de la République Kirghize», 4 mars 1996.
35. Décret № 20 "Sur la mise en œuvre du décret du Gouvernement de la République Kirghize du 10 août 1995 № 345 Sur la situation religieuse en République Kirghize et les tâches des autorités en matière de formation de la politique de l'État dans le domaine religieux ", 17 janvier 1997.
36. Décret № 253 du gouvernement de la République du Kazakhstan "Sur le programme d'appui de l'État aux organisations non gouvernementales de la République du Kazakhstan pour 2003-2005", 17 mars 2003.
37. Décret № 550 "Sur le programme d'Etat pour le fonctionnement et le développement des langues dans la République du Kazakhstan pour 2001 - 2010", 7 février 2001.
38. Décret sur "Les mesures additionnelles pour la régulation des processus migratoires en République Kirghize", 20 mai 2000.
39. Dossier ICT sur le projet de loi de la République du Kazakhstan "Sur les amendements et ajouts à certains actes législatifs de la République du Kazakhstan ", août 2011.
40. Duhovno-kul'turnoe razvitie naroda - osnova ukrepleniâ gosudarstvennoj nezavisimosti Kazakhstana (Le développement spirituel et culturel du peuple est le fondement du renforcement de l'indépendance étatique du Kazakhstan), VIIe session de L'Assemblée des peuples, Astana, 2001.
41. Excerpt from the opening speech of the Canadian International Development Agency's (CIDA) president, Huguette Labelle, at the Conference on World Knowledge, June 1997. Cultural Dimensions of Sustainable Development. CIDA's Orientations and Initiatives, Canada, 1998, p. 36.

42. General Conference Resolution 12. Implementation of a language policy for the world based on multilingualism. 30/C Resolution 12. Records of the General Conference, 30th session, Paris, 26 October to 17 November 1999. Volume 1. Resolutions. Paris. UNESCO, p.133.
43. Jacinthe Gagnon, «Un défi pour les politiques publiques concrétiser le lien entre culture et développement durable» Rapport # 9, Analyse des impacts de la mondialisation sur la culture, Octobre 2010, URL: http://www.leppm.enap.ca/leppm/docs/rapports_culture/rapport9_culture_web.pdf
44. La Constitution de l'Union des Républiques socialistes soviétiques de 5 Décembre, 1936.
45. La Constitution de la République du Kazakhstan, 31 mars 1993.
46. La Constitution de la République du Kazakhstan, 30 août 1995.
47. La Constitution de la République Kirghize, 5 mai 1993.
48. La Constitution de la République Kirghize, 27 juin 2010.
49. La Constitution de la République Kirghize, 11 décembre 2016.
50. La Culture Compte. Vers de nouvelles stratégies pour la Culture dans le Développement Durable. 1999.
51. La culture: quatrième pilier du développement durable, 2010. p. 8.
52. La Déclaration Universelle des droits de l'homme, 10 décembre 1948.
53. La doctrine de l'unité nationale du Kazakhstan, 29 avril 2010.
54. l'Agenda 21 de la culture.
55. La stratégie nationale de développement durable de la République Kirghize pour 2013-2017, janvier 2013.
56. Le concept de développement de l'artisanat en République du Kazakhstan, 11 juillet 2000.
57. Le concept de développement social et culturel de la République du Kazakhstan, 17 novembre 1993.
58. Le concept de politique culturelle de la République du Kazakhstan, 4 novembre 2014.
59. Le concept de la politique de l'État de la République Kirghize dans la sphère religieuse pour la période 2014-2020, 14 novembre 2014.
60. Le concept de la protection et de l'utilisation du patrimoine historique et culturel de la République Kirghize pour la période 2015-2020, le 26 janvier 2015.
61. Le concept du développement de l'éducation de la République Kirghize jusqu'en 2020, 23 mars 2012.
62. Le message du président de la République du Kazakhstan - le chef de la nation N.A. Nazarbaïev au peuple du Kazakhstan "Stratégie" du Kazakhstan - 2050, décembre 2012.
63. Le message du président du pays à la population du Kazakhstan "Vers une société libre, efficace et sûre", 4 octobre 2000.

64. Le programme de développement de la langue d'Etat de la République Kirghize pour 2000-2010, 20 septembre 2000, OP № 268.
65. Le programme d'État de la République Kirghize pour la promotion de l'épopée "Manas" pour la période 1996-2000, 21 juillet 1996.
66. Liste nationale des monuments historiques et culturels de la République Kirghize d'importance républicaine, 20 août 2002.
67. Loi de la République du Kazakhstan "Sur la Culture", 24 décembre 1996.
68. Loi de la République du Kazakhstan "Sur les langues", 11 juillet 1997.
69. Loi de la République du Kazakhstan "Sur la liberté de religion et les associations religieuses", 15 janvier 1992.
70. Loi de la République du Kazakhstan "Sur les activités religieuses et les associations religieuses", 11 octobre 2011.
71. Loi de la République du Kazakhstan sur les associations publiques, 31 mai 1996.
72. Loi de la République du Kazakhstan sur les concessions, 7 juillet 2006.
73. Loi de la République du Kazakhstan sur le partenariat public-privé, 31 octobre 2015.
74. Loi de la République du Kazakhstan "Sur la protection et l'utilisation des objets du patrimoine culturel ", 2 Juillet 1992.
75. Loi de la République du Kazakhstan № 1153-XII "Sur l'éducation", 18 janvier 1992.
- 76 Loi de la République du Kazakhstan "Sur les organisations à but non lucratif ",1 avril 2001.
77. Loi de la République Kirghize № 33"Portant modification de certains actes législatifs de la République Kirghize, 25 février 2013.
78. Loi "Sur la langue d'Etat en République Kirghize", 12 février 2004.
79. Loi de la République Kirghize "Sur la bibliothéconomie", 16 novembre 1998.
80. Loi de la République Kirghize "Sur la culture", 5 mars 1992.
81. Loi de la République Kirghize "Sur la liberté de religion et les organisations religieuses, 16 décembre 1991.
82. Loi de la République Kirghize "Sur la liberté de religion et les organisations religieuses, 31 décembre 2008.
83. Loi de la République Kirghize "Sur la nouvelle version de la Constitution de la République Kirghize, 23 octobre 2007.
84. Loi de la République Kirghize "Sur le patrimoine immatériel ", 9 août 2012.
85. Loi de la République Kirghize "Sur la protection et l'utilisation du patrimoine historique et culturel", 26 juillet 1999.
86. Loi de la République Kirghize "Sur la renaissance, le développement et la préservation de l'artisanat national", 16 mars 2006.

87. Loi de la République Kirghize sur les associations publiques, 1 février 1991.
88. Loi de la République Kirghize sur l'ordre social étatique, 21 juillet 2008.
89. Loi de la République Kirghize sur le partenariat public-privé dans la République Kirghize, 22 février 2012.
90. Loi de la République Kirghize sur les tribunaux aksakals, 5 juillet 2002.
91. Loi de la République Socialiste Soviétique Kazakhe "Sur les langues de la RSS Kazakhe", 22 septembre 1989.
92. Loi de la République Socialiste Soviétique Kirghize "Sur la langue d'Etat de la RSS Kirghize", 23 septembre 1989.
93. Loi de l'URSS № 1689-1 "Sur la liberté de conscience et les organisations religieuses", 1 Octobre 1990.
94. Loi de l'URSS "Sur le renforcement des liens avec la vie scolaire et la poursuite du développement du système d'éducation publique en URSS", 24 Décembre 1958.
95. Loi de l'URSS "Sur les langues des peuples de l'URSS", 24 Avril 1990.
96. Loi "Sur la sécurité nationale de la République du Kazakhstan", 6 janvier 2012.
97. Loi "Sur le libre développement national des citoyens de l'URSS vivant en dehors de leurs formations nationales ou ne les ayant pas sur le territoire de l'URSS", 25 avril 1990.
98. Loi "Sur le multiculturalisme canadien", 1985.
99. Loi "Sur les musées et le Fonds pour les musées de la République Kirghize", 27 janvier 2000.
100. MDG F contribution to the Report of the Secretary General for the 2013 Annual Ministerial Review of the UN ECOSOC.
101. Message du Président de la République du Kazakhstan à la population du Kazakhstan "Principales orientations de la politique intérieure et extérieure pour 2004", 16 avril 2003.
102. Multiculturalism: a policy response to diversity. Paper prepared on the occasion of the "1995 Global Cultural Diversity Conference", 26-28 April 1995, and the "MOST Pacific Sub-Regional Consultation", 28-29 April 1995, both in Sydney, Australia // <http://www.unesco.org/most/sydpaper.htm>
103. Nacional'noe soglasie - osnova stabil'nosti i razvitiâ Kazakhstana (La concorde nationale, fondement de la stabilité et du développement du Kazakhstan), Ve session de L'Assemblée des peuples, Astana, 1999.
104. Nazarbaïev N.A., Kazakhstan -2030: Poslanie Prezidenta strany narodu Kazakhstana, Almaty: Bilim, 1997.
105. "Notre diversité créatrice, Rapport de la Commission mondiale de la culture et du développement" Rapport, 1998, 25 p. URL:

http://unesdoc.unesco.org/images/0015/001591/159177f.pdf#xml=http://www.unesco.org/ulis/cgi-bin/ulis.pl?database=&set=4E44AD44_1_304&hits_rec=3&hits_lng=fr

106. Observation générale no 21 Droit de chacun de participer à la vie culturelle (art. 15, par. 1 a), du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels), 21 décembre 2009.

107. Ordonnance du Président № 3186 "Sur le concept de politique linguistique dans la République du Kazakhstan", 04 novembre 1996.

108. Orientations devant guider la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial. URL: <http://whc.unesco.org/archive/opguide08-fr.pdf>

109. Otčet PROON "Nepravitel'stvennye organizacii Kazakhstana: včera, segodnâ, zavtra". Almaty, 2002. p.25.

110. "Outcome document" of the High-level Plenary Meeting of the General Assembly by the General Assembly at its sixty-fourth session, 17 September 2010. URL: <http://www.un.org/en/mdg/summit2010/pdf/mdg%20outcome%20document.pdf>

111. Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, 16 décembre 1966.

112. Poslanie prezidenta Respubliki Kazakhstan N.Nazarbaïeva narodu Kazakhstana "Strategiâ vhoždeniâ Kazakhstana v čislo 50-ti naibolee konkuretnosposobnykh stran mira. Kazakhstan na poroge novogo ryvka vperëd v svoëm razvitii", 1 mars 2006.

113. Programme ciblé par l'État "Développement et préservation de la culture et de l'art de la République kirghize "Madaniyat "(1997-2000)", 14 octobre 1996.

114. Programme d'Etat de la République du Kazakhstan "Patrimoine culturel" pour 2004-2006, 13 janvier 2004.

115. Programme d'Etat de la République du Kazakhstan "Patrimoine culturel" pour 2004-2006, 13 janvier 2004.

116. Programme d'Etat de la République du Kazakhstan "Patrimoine culturel" pour 2007-2009, 10 decembre 2017.

117. Programme d'État № 110 pour le développement et le fonctionnement des langues dans la République du Kazakhstan pour la période 2011-2020, 29 juin 2011.

118. Programme du Gouvernement de la République Kirghize "Sur le développement de la sphère de la culture jusqu'en 2020", 27 octobre 2015.

119. Programme national pour le développement de la culture et de l'art dans la République Kirghize jusqu'en 2010.

120. Programme national pour le développement de la langue nationale et l'amélioration de la politique linguistique en République Kirghize pour la période 2014-2020, 2 juin 2014, OP № 119.

121. Règlement provisoire sur les tribunaux des aksakals de la République Kirghize, 25 janvier 1995.
122. Report of Coordinator of Culture Programmers of Kyrgyz National Commission for UNESCO, 11 December 2004.
123. Résolution du Parlement de la République Kirghize "Sur l'Association nationale de l'artisanat d'art populaire "Kyyal"", 6 juin 2012.
124. Resolution of the UN General Assembly on Culture and Development 20 December 2010 (Res. 65/166). p. 3.
125. Resolution adopted by the UN General Assembly on 22 December 2011. Culture and Development. p. 4.
126. Résolution du Conseil des ministres de l'URSS de 19/09/1969 № 759 sur l'approbation de la position du ministère de la Culture de l'URSS.
127. Resolution referred to the High-level Plenary Meeting of the General Assembly by the General Assembly at its sixty-fourth session. Keeping the promise: united to achieve the Millennium Development Goals. 17 September 2010. p. 32.
128. Stratégie de développement durable de la République Kirghize pour 2018-2040, novembre 2018.
129. Stratégie nationale de développement durable de la République Kirghize pour la période 2013-2017, 21 janvier 2013, OP № 11.
130. Sur l'approbation de la Programme de développement de la sphère de la culture pour 2006-2008. Résolution du Gouvernement de la République du Kazakhstan du 24 Novembre 2005, № 1161.
131. The World Commission on Environment and Development's (the Brundtland Commission) report "Our Common Future", Oxford: Oxford University Press, 1987.
132. United Nations Economic Commission for Europe. Guidebook on promoting Good Governance in Public Private Partnerships, ECE/CECI/4, United Nations, 2008. p.104
133. UNDP's "Human Development Report Cultural Liberty in Today's Diverse World", 2004.
134. UNESCO's extra budgetary activities. A practical guide. UNESCO. Paris, 2008.p.80.
135. UNESCO World Report 2009: Investing in cultural diversity and Intercultural dialogue. Paris 2009. p. 402.

Articles

136. Abašin S. Kul'turnye processy i transkul'turnye vliâniâ v sovremennoj Central'noj Azii. p.48. // https://www.opensocietyfoundations.org/sites/default/files/russian_20090515_0.pdf
137. Abdigalieva G. "Cennostnaâ identifikaciâ kazahskoj kul'tury". // Vestnik KazNU, Almaty, 2011. № 2. p.114 - 118.
138. Adams D., Goldbard A., Basic Concepts: Modes and Means of Cultural Policy-Making, 1986. // <http://www.wgcd.org/policy/concepts.html>
139. Ajdaraliev A. "Religioznye ob"edineniâ, funkcioniruûšie v Kirgizskoj Respublike". // Vestnik KRSU (Kirgizsko-Rosijskij Slavânskij Universitet), 2016. Tom 16, № 8. p.113-116.
140. Ajtkhožin K. "Deklaraciâ Kazahskoj SSR "O gosudarstvennom suverenitete Kazahskoj SSR"- akt konstitucionnogo značeniâ".// Vestnik KazNU, №4. Almaty, 2008.// <http://articlekz.com/node/2696>
141. Ajtžanova D. "Tradicionnye cennosti v kazahskom kočevom obšestve" // Madeni mura, 2015. №1, p.134–137.
142. Akiner S. "Islam, the State and Ethnicity in Central Asia in Historical Perspective", Religion, State and Society, № 3, 1996, p. 91-132.
143. Amrekulov N. Puti k ustojčivomu razvitiû ili razmyšleniâ o glavnom. Almaty, 1998, p. 312.
144. Antonova V., Karpova G. Politiki mul'tikul'turalizma na Rossijskoj počve: est' li perspektivy?// Žurnal issledovanij social'noj polotiki, 2011, T. 9, № 1. p. 99–108.
145. Auclair E. "Revenir vers les habitants, revenir sur les territoires. L'articulation entre culture et développement durable dans les projets de développement local", Développement durable et territoires, Vol. 2, n°2, Mai 2011, URL: <http://developpementdurable.revues.org/8946>
146. Bajdarov E. "Vliânie globalizacii na kul'turu i cennosti čeloveka". // http://www.inspp.ru/index.php?option=com_content&task=view&id=100&Itemid=11
147. Bajgarin R. Nacional'nyj vopros v poliètničnom gosudarstve (Kazahstanskij opyt), Rossiya i Sovremennyy Mir 20, 1998, p.113-17.
148. Bajmurakova I. "Den' remeslennika". // Èkonomika – agenstvo delovoj informacii. // <http://ru.ekk.kg/den-remeslennika/>
149. Bennigsen A. Several nations or one people? Ethnic consciousness among Soviet Central Asians, Survey, 24.03.1979, p.51-64.
150. Bremmer I. "Nazarbaev and the North: state-building and ethnic relations in Kazakhstan", Ethnic and Racial Studies, № 4, 1994, p.619-635.

151. Bilinsky Y. The Soviet education laws of 1958-1959 and Soviet nationality policy, *Soviet Studies* 14,2, 1962, p.138-157.
152. Birmanova I., Rakhmankulova G. Rol' kul'turnykh prav v sisteme prav čeloveka. // www.rusnauka.com.
153. Brubaker R. "Nationhood and the National Question in Post-Soviet Eurasia: an Institutional Account", *Theory and Society*, №1, vol.23, 1994, p.47-48.
154. Cadiot J. "Organiser la diversité: la fixation des catégories nationales dans l'empire de Russie et en URSS (1897-1939)", *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, №3, 2000, p.127-149.
155. Šarifov B., Skorobogatyj P. "Svoâ Igra v Srednej Azii". // *Delovoj Kirghizstan*, Bichkek, 2005, № 34-35, p. 6-14.
156. Šejkina E., Vorotnikov A. "Perspektivy ispol'zovaniâ gosudarstvenno – častnogo partnërstva kak al'ternativnogo istočnika finansirovaniâ, sokhraneniâ i restavracii istoriko-kul'turnykh ob'ektov". // *V mire nauki I iskusstva: voprosy filologii, iskusstvovedeniâ I kul'turologii: sbornik statej po materialam VII meždunarodnoj naučno-praktičeskoj konferencii*. Novosibirsk: SibAK, 2012.// <https://sibac.info/conf/philolog/vii/26252>
157. Šingalieva A. "5 pričin po kotorym kazakhstancy uezžaût iz strany." // https://online.zakon.kz/Document/?doc_id=31049061#pos=0;0
158. Clem R. Inter-ethnic Relations at the Republic Level: the Example of Kazakhstan, *Post - Soviet Geography* 34(4), April, 1993, p.229-232.
159. Derbečëva Z. "Kak lečit' gosudarstvennyj âzyk?" // <https://24.kg/archive/ru/glance/31428-2008/02/12/76507.html/>
160. Džalilov Z.G. Vozroždenie religii i formirovanie gosudarstvenno - konfessional'nykh otnošenij v sovremennom Kazakhstane. // *Narody i religii Evrazii*. Tom 3 № 12-13 (2017), p. 110-121.
161. Dragevič-Šešič M. Kul'turnaâ politika v perekhodnom obšestve: fragmenty politologičeskogo i kul'turologičeskogo analiza.//*Panorama kul'turnoj žizni stran SNG i Baltii*, M., 1999. p.26–31.
162. Džumaev A. "Kuda bredët karavan: kul'tura Central'noj Azii v poiskakh novykh putej i identičnostej"; Interv'û s Al'miroj Naurizbaevoj "O Central'noaziatskoj kul'turnoj identičnosti".// *Kurak. Central'noaziatskij al'manakh: iskusstvo i obšestvo.– 2006.*, №1/7. – p.5-31.
163. Džumaev A. "Kul'turnaâ politika v Uzbekistane: istoki i sovremennye tendencii". *Kul'turnaâ politika i menedžement v Central'noj Azii*. Bishkek, 2004, p.356.
164. Džumaev A. "Najdëm li my sebâ v potoke peremen?"// *Družba narodov*, 2008. № 4. <http://magazines.russ.ru/druzhiba/2008/4/d13.html>

165. Džunusova Z. "Kazakhstan's Political Transformation since 1991", Nationalities Papers, № 3, 1998, p.545-555.
166. Džusupov B. "Problemy politizacii nekomerčeskikh nepravitel'stvennykh organizacij v Kirghizstane". // Vestnik KRSU. –2008. –№ 3.p. 42-45.
167. Fisher R., Mitchel R.: Professional Managers for the Arts and Culture? Training of cultural administrators and the art managers in Europe. (Helsinki: CIRCLE Report, Art Council of Finland, 1992). p. 36–38.
168. Fourniau V. "Qu'est-ce que l'Asie centrale ?", Outre-Terre, 2006/3 (№ 16), p. 15-29. //https://www.cairn.info/revue-outre-terre1-2006-3-page-15.htm
169. Fourniau V., "Si proches, si lointaines: l'Asie centrale et la Chine". //Relations internationales, 2011/1 (№ 145), p. 13-26.//https://www.cairn.info/revue-relations-internationales-2011-1-page-13.htm
170. Galieva Z. Civil Society in the Kyrgyz Republic in Transition, CAM no.5, 1998, p.7-10.
171. Garkavec A. Principy nacional'noj politiki i âzykovogo stroitel'stva. Alma-Ata: Akademiâ Nauk Kazhakhskoj SSR. 1990, p.76.
172. Habermas J. Struggles for Recognition in the Democratic Constitutional State // Multiculturalism: Examining the Politics of Recognition. Princeton; New Jersey, 1994.
173. Haghayeghi M. Islam and Politics in Central Asia. New York: St. Martin's Press. 1995, p.250.
174. Hazard J. Codification of Soviet Nationality Politics, in H.R. Huttenbach, Soviet Nationality Policies: Ruling Ethnic Groups in the USSR. London: Manshel, 1990, p.47-61.
175. Holm-Hansen J. Territorial and Ethno-Cultural Self-Government in Nation-Building Kazakhstan. Oslo: Norwegian Institute for Urban and Regional Research. 1997, p.100.
176. Huskey E. The politics of language in Kyrgyzstan, Nationalities Papers 23(3), 1995, p.549-572.
177. Influence of Culture on Social Development through public and private partnership. // https://www.culturepartnership.eu/upload/editor/2017/Factsheets/pdf-12/12_Influence%20of%20culture%20on%20social%20development.%20Public%20and%20private%20partnership_ENG.pdf
178. Jelincic D. "Public-Private Partnership in Cultural Heritage Sector Transylvanian Review of Administrative Sciences", Special Issue 2017, pp. 74-89. // https://www.researchgate.net/publication/321981420_Public-Private_Partnership_in_Cultural_Heritage_Sector

179. Kaličevskij M. "Russkie Kirghizstana: Iskhod neobratim?" 29.08.2014 // <http://www.fergananews.com/articles/8232>
180. Kasimalieva G. "Problema Inculturacii v sovremennoj kul'ture Kirghizstana". p.4. // <https://moderninnovation.ru/images/PDF/2017/16/problema-inkulturatsii-v-sovremennoj.pdf>
181. Kasymova R. "Ârkij primer internacionalizma", Partijnaâ žizn' Kazakhstana 1, 1984, p. 55-60.
182. Khalid A. "L'islam et l'état post-soviétique en Asie centrale". Quinze ans d'indépendance, les nouveaux enjeux en Asie centrale. Revue internationale et stratégique, Avril 2006, N°64, p.65-68.
183. Khamitova A. "Problemy čelovečeskikh cennostej v kazakhskoj kul'ture". Vestnik KarGu, 2008 // <https://articlekz.com/article/5088>
184. Kojšuev T. "Kyrgyzskaâ Respublika na puti peremen" // Central'naâ Aziâ № 14, 1998, p.106-115.
185. Korinman M., "Où va l'islam d'Asie centrale? Entretien avec Catherine Poujol", *Outre-Terre*, 2006/3 (n° 16), p. 305-307. // <https://www.cairn.info/revue-outre-terre1-2006-3-page-305.htm>
186. Kosičenko A. "Nacional'nye kul'tury v processe globalizacii"// Èlektronnyj informacionno-analiticheskiy bûlleten'№ 8, 9. // WWW.orda.kz.
187. Kostoglodova E. "Adaptaciâ mekhanizmov gosudarstvenno-častnogo partnĕrstva v sfere kul'tury". // Finansovyje issledovaniâ. № 3 (44) 2014. p. 52-58.
188. Kron S. "Ministr Žanseit Tujmebaev: slukhi o nastupenii na russkij âzyk v Kazakhstane neverny". Èkho Planety., 29 âнварâ 2010.// <http://www.demoscope.ru/weekly/2010/0409/gazeta033.php>
189. Krzes-Dobieszewska J. "Managing Public – Private Partnership Market in The Times of Economic Crisis," *Oeconomia Copernicana*, Institute of Economic Research, 2014. Vol. 5(2), p. 63-74.
190. Kukatas Š. Teoretičeskie osnovy mul'tikul'turalizma.// <http://www.polit.ru/article/2007/05/27/multiculturalism/>.
191. Kurbanova Nazira. Islamskoe obrazovanie v Kirgizstane. // Central'naâ Aziâ i Kavkaz, Tom 17, № 1, 2014. p. 102 - 117.
192. Kuropâtnik A. Mul'tikul'turalism: ideologiâ i politika social'noj stabil'nosti.// Žurnal sociologiâ i social'naâ antropologiâ. 2000. T III. № 2.
193. Kušerbaev K. Ètnopolitika Kazakhstana: sostoânie i perspektivy. Almaty: Institut Razvitiâ Kazakhstana. 1996, p.227.

194. Laruelle M. "Le paradigme du colonialisme en Asie centrale postsoviétique". // *L'Homme et la société*, n 174, Avril 2009, p. 27-40.
195. Lazarus N. *Nationalism and Cultural Practice in the Postcolonial World*, Cambridge: Cambridge University Press, 1999, p.294.
196. Luigi De Martino, "Désillusions des donateurs ? La coopération internationale en asie centrale. Un état des lieux", *Revue Tiers Monde*, Janvier 2008, № 193, p. 131-144.
197. Masievskij G. "Tradicionnaâ kul'tura i sovremennoe obšestvo". // *Al'manakh Sovremennoj nauki i obrazovaniâ*. Tambov: Gramota, 2007, № 2 (2), p. 183-187.
198. Mamontova Taisiâ. *Khristianstvo v sovremennom Kazakhstane*. // *Kazakhstan. Spekr. Naučnyj žurnal*, 2016 / 2 (76), p. 56 -73.
199. Mathjis Pelkmans. "Culture" as a tool and an obstacle: missionary encounters in post-Soviet Kyrgyzstan // *Journal of the Royal Anthropological Institute*, Vol. 13, Issue 4, December 2007, pp. 881-899.
200. Malakhov V. Kul'turnyj pluralism versiâ mul'tikul'turalisma.// *Filosofsko-literaturnyj žurnal Logos*, 2000, № 5/6, // http://www.ruthenia.ru/logos/number/2000_5_6/2000_5-6_01.htm
201. Malakhov V. Počemu v Rossii net mul'tikul'turnykh issledovanij.// *Vestnik Instituta Kennana v Rossii*, № 13. M., 2008. p.24-29.
202. Malinin G., Dunaev V., Kurganskaâ V., Nysanbaev A. *Teoriâ i praktika mežetničeskogo i mežkul'turnogo vzaimodejstviâ v sovremennom Kazakhstane. Učebnoe posobie dlâ VUZov. (Manuel pour l'enseignement supérieur)*, Almaty, Ministère de l'Education, 2002, p.305.
203. Martin T. and Ronald G.S., *A State of nations: Empire and Nation-Making in the Age of Lenin and Stalin*, Oxford: Oxford University Press, 2001, p.320.
204. Masanov N.E. "Nacional'no-gosudarstvennoe stroitel'stvo v Kazakhstane: analiz i prognoz" *Vestnik Evrazii*, №1, 1995//<https://cyberleninka.ru/article/v/natsionalno-gosudarstvennoe-stroitelstvo-v-kazahstane-analiz-i-prognoz>
205. Masanov N.E., Abylkhožin Z., Erofeeva I., Alekseenko A., Baratova G. *Istoriâ Kazakhstana, narody i kul'tury. (Histoire du Kazakhstan, peuples et cultures)*, Almaty, Daikpress, 2002, p.599.
206. Meidute I., Paliulis N. "Feasibility Study of public - private partnership".// *International Journal of Strategic Property Management*. September, 2011, Volume 15 (3). p. 257-274.
207. Mikhajlov V. *Khronika velikogo Žuta*. Alma-Ata: Žalyn, 1991, p.435.
208. Naumova O. *Evolution of Nomadic Culture under modern conditions: traditions and innovations in Kzakh culture in Gary Seaman and Daniel Marks, Rulers from Steppe: State Formation on the Eurasian Periphery*. Los Angeles, C.A: University of Southern Califirnia, 1991, p.291-307.

209. Naumova O. Nekotorye aspekty formirovaniâ sovremennoj bytovoj kul'tury Kazakhov v mnogonacional'nykh rajonakh Kazakhstana. Moscow: Institut ètnologii i antropologii, 1992, p.5-50.
210. Žilina A., Šeško S. Sovremennoe razvitie ètničeskikh grupp Srednej Azii i Kazakhstana. Moscow: Institut ètnologii i antropologii, 1992, p.5-50.
211. Nazarbaïev N.A. Novyj Kazakhstan v novom mire. Kazakhstanskaâ pravda. № 33(25278).01.03.2007.
212. Nemenskij O. Soblazn mul'tikul'turalizma.Voprosy nacionalizma, vypusk 8 (2011, № 4), p.50-65.
213. Neroznak V. P. Âzykovaâ reforma (1990-1995).Vestnik Rossijskoj Akademii Nauk, VESTNIK, 1996, tom 66, № 1, p. 3 - 5.
214. Nuržanov A. "Arkheologiâ vne Zakona...O nevernom podkhode k pamâtnikam istoriko-kul'turnogo naslediâ predkov".// Central Asia Monitor, 20.03.2018 // <https://camonitor.kz/30876-arheologiya-vne-zakona-o-nevernom-podhode-k-pamyatnikam-istoriko-kulturnogo-naslediya-predkov.html>
215. Okeev T. Na puti k dialogu kul'tur i religij. Central'naâ Aziâ i kul'tura mira, 2002, № 1-2, p. 178-184.
216. Omuraliev N. "Âzykovaâ situaciâ v svete nacional'noj politiki Kirghizstana", 24.10. 2007 // <http://www.centrasia.ru/news2.php?st=1193219340>
217. Orlov Nikolaj. Massovyj perehod kirghizov iz islama v religioznye sekty khristianskogo tolka stal problemoj dlâ rukovodstva Kirghizii, 24.04.2004 // <https://www.fergananews.com/article.php?id=2969>
218. Peyrouse S., "L'Asie centrale quinze ans après l'indépendance. Un bilan en demi-teinte", Politique étrangère 2/2006 (Été), p. 397-406.
219. Popova U. "Nepravitel'stvennyj sektor Kazakhstana i ego mesto v obšestve".// Vestnik Čelâbinskogo universiteta, 2013, № 3.p.42-46.
220. Porcedda A. et Petit O. "Culture et développement durable : vers quel ordre social ? Quelques éléments d'introduction", Développement durable et territoires, Vol. 2, № 2, Mai 2011, URL : <http://developpementdurable.revues.org/9030>
221. Poujol C. "Altérité et vision du monde extérieur en Asie Centrale. Trajectoire d'une longue durée historique, culturelle et identitaire", *Anatoli* [En ligne], 2 | 2011, // <http://journals.openedition.org/anatoli/526> ; DOI : 10.4000/anatoli.526
222. Poujol C. "An seize de l'indépendance, Islam et mémoire, instruments à double tranchant", in : Asie centrale : du mythe à la réalité, Les cahiers de l'Orient, mars 2008, 1er trimestre, № 89. pp. 9-28.

223. Poujol C. "l'Asie centrale, bilan: quinze années de discours et de pratiques sur l'intégration dans un espace désintégré", *Quinze ans d'indépendance, les nouveaux enjeux en Asie centrale. Revue internationale et stratégique*, Avril 2006, N°64, p. 69-78.
224. Poujol C. "L'Asie centrale entre espoir et destabilisation: bilan d'une décennie", *Recherches Internationales, Economie maffieuse, Asie centrale, Manhatan: quelle grille de lecture?*; N° 64, 2, 2001, p. 77-96.
225. Poujol C. "Central Asia going on "hyper-islamisation: between adaptation to post - communism and calls for radicalization", *UNISCI Journal*, N° 45 (October 2017), p.235-245.
226. Poujol C. "Islam et mémoire, instruments à double tranchant ?", *Les Cahiers de l'Orient*, 2008/1 (N° 89), p. 9-28. //https://www.cairn.info/revue-les-cahiers-de-l-orient-2008-1-page-9.htm
227. Poujol C. "Islam in Post-Soviet Central Asia : Democracy versus Justice", in *Towards Social Stability and Democratic Governance in Central Eurasia, Challenges to Regional Security*, edited by Irina Morozova, IOS Press, 2005, pp. 50-63.
228. Poujol C. "L'islam en Asie centrale: une visibilité accrue après un long confinement ", *Questions internationales*, n°82, La Documentation française, novembre-décembre 2016, pp. 63-76.
229. Poujol C. "L'islam en héritage : nouvelle approche d'une problématique persistante, entre résistance participative et acculturation passive ", *Cahiers d'Asie centrale*, 13/14 | 2004, 199-214.
230. Poujol C. "La poursuite de la réislamisation en Asie centrale : entre un islam national modéré et le choix radical globalisé". *Cahiers des IFRE*, Fondation Maison des sciences de l'homme, A paraître. fhal-01651146f pp.58-65.// https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-01651146/document
231. Poujol C. "Minorités exogènes ou Russes de l'intérieur en Asie Centrale", *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, N° 4, 1995, p. 125-142.
232. Poujol C. "Où va l'islam d'Asie centrale ?", N° 16, spécial Asie antérieure », *Outre-Terre, Revue française de géopolitique*, 2006. pp. 305-307.
233. Poujol C. "Perception et traitement de l'aide internationale en Asie centrale depuis 1991 : trajectoire d'une suspicion", *Hérodote*, 2008/2 (n° 129), p. 21-35.// https://www.cairn.info/revue-herodote-2008-2-page-21.htm
234. Poujol C. "Santé mentale et société en asie centrale postsoviétique aujourd'hui. Comment tenter de diagnostiquer un mal-être social ?", *Outre-Terre*, N° 16, Mars 2006, p. 367-380.
235. Poujol C., Pétric B. "Lecture critique. État de la littérature sur l'Asie centrale contemporaine", *Revue internationale et stratégique*, Mars 2003, N° 51, p. 155-162.

236. Roy O. "L'Asie centrale et le national-soviétisme", Cahiers internationaux de sociologie, №96, 1994, p. 177-189.
237. Roy O. Ethnies et politique en Asie centrale. In: *Revue du monde musulman et de la Méditerranée*, n°59-60, 1991. Des ethnies aux nations en Asie centrale, sous la direction de Olivier Roy, p. 17-36.
238. Sarsenbayev A. Imagined communities: Kazakh nationalism and kazakification in the 1990s', *Central Asian Survey* 18, 3, 1999, p.319-346.
239. Šaukenova Z. "Perspektivy razvitiâ âzykov v Kazakhstane. ("Les perspectives de développement des langues au Kazakhstan"), *Mysl'*, № 10, 2002, p. 28-34.
240. Schatz E. "Framing Strategies and non-conflict in multi-ethnic Kazakhstan" // *Nationalism and Ethnic Politics*, 6, 2, Summer 2000, p. 70-92.
241. Schatz E. "Notes on the "dog that didn't bark": eco-internationalism in late Soviet Kazakhstan" // *Ethnic and Racial Studies*, 22,1,1999, p. 136-161.
242. Schatz E. "The politics of multiple identities: lineage and ethnicity in Kazakhstan" // *Europe-Asia Studies* 52, 3, 2000, p. 489-506.
243. Semenova N., Išutkina K. "Razvitie finansovogo obespečeniâ kul'tury na osnove mekhanizma Gosudarstvenno-častnogo partnërstva".//*Nacional'nye interesy: priority i bezopasnost'*.№ 28 (2015) p. 22-30.
244. Šiškarëva E. "Gosudarstvo i nepravitel'stvennyye organizacii v Kirghizstane : istoriâ razvitiâ vzaimootnošenij" . // *Naučnyj mir Kazakhstana*, №3 (37) 2011.p. 307-311.
245. Soldo E., Moustier E. « La coopération décentralisée : un élan pour le développement culturel durable dans l'espace euro-méditerranéen», *Développement durable et territoires*, Vol. 1, n 1 Mai 2010, URL: <http://developpementdurable.revues.org/8389>
246. Sultangalieva A.K. "Èvoluciâ Islama v Kazakhstane" // *Central'naâ Aziâ i Kavkaz*, 1999, № 5. // https://www.ca-c.org/journal/cac-05-1999/st_06_sultangal.shtml
247. Sultangalieva A.K. Religioznaâ identičnost' i nacional'naâ integriaciâ v Kazakhstane. // <https://e-history.kz/media/upload/1466/2014/09/12/9807cf11f5a6531e3e29e21cbfc7c7ed.pdf>
248. Svoik P. Nacional'nyj vopros v Kazakhstane:vzglâd "ruskoâzyčnogo", *Central'naâ Aziâ* № 15, 1998, p.28-46.
249. Talgatova A. "Remeslenničestvo v Kazakhstane: fakty i perspektivy". // *Novoe pokolenie*, 30.032007, №12 (460) // <http://www.np.kz/old/2007/12/rissled1.html>
250. Thorez J., Bazars et routes commerciales en Asie centrale – Transformation post-soviétique et "mondialisation par le bas", *Revue européenne des migrations internationales*, Mars 2008, Vol. 24, P.167-189

251. Thorez J., "La construction territoriale de l'indépendance : réseaux et souveraineté en Asie centrale post-soviétique", Flux, № 70, Avril 2007, p. 33-48.
252. Thorez J., "Les nouvelles frontières de l'Asie centrale : États, nations et régions en recomposition", Cybergeog : European Journal of Geography [En ligne], Politique, Culture, Représentations// <http://cybergeog.revues.org/23707>
253. Toktogonova G. "Realizaciâ âzykovej politiki v Kirghizskoj Respublike", Meždunarodnyj naučnyj žurnal "Simvol Nauki, № 4, 2016.
254. Tovakol M. Rol' i obâzannosti universitetov i meždunarodnykh agenstv sredneaziatskogo regiona v vozroždenii Šelkovogo puti kak kul'turnoj paradigmy.// Vestnik Meždunarodnogo instituta Central'no-Aziatskih issledovanij, 2006, №3, p. 39-43.
255. Venzal-Barde C. "Culture scientifique et tourisme : exemple du réseau des "musées du Verdon"". Méditerranée, 107, 2006, URL: <http://mediterranee.revues.org/index468.html>
256. Wiewiorka M. Is the Multiculturalism the Solution? // Ethnic and racial studies. 1998. Vol. 21. №2.
257. Utučeva A. "Osnovnye problemy v interpretacii kul'turnykh prav i svobod čeloveka i graždanina" // Alleâ Nauki, № 4, 2016. p. 613-616.
258. Volkova N. "Kul'turnye prava kak otdel'naâ kategoriâ sistemy prav čeloveka: meždunarodno-pravovye aspekty" // Vestnik RUDN, 2013. № 2. p.275-285.
259. Zakaeva Z., Sarsenbaeva Z. Mežetničeskie otnošeníâ v sovremennom Kazakhstane (opyt kompleksnogo sociologičeskogo analiza), Central'naâ Aziâ, № 15, 1998, p.46-59.
260. Žajsybekova K. "Âzyk kak važnyj faktor mežetničeskogo obšeniâ", Mysl', № 11, 2000, p.13-16.

Livres

261. Abramzon S. Kirghizy i ikh ètnogenetičeskie i istoriko-kul'turnye svâzi. Frunze, 1990, p.478.
262. Akilova K. Tradicionnye remësla Taškenta: prošloe, nastoâšee i budušee.//http://www.sanat.orexca.com/rus/archiva/2-07/traditional_crafts.shtml
263. Aliev A. Kazakhstan-UNESCO: aspekty kul'turnogo sotrudničestva. Almaty, 2002, p.120.
264. Asankanov A. Kirgizy: rost nacional'nogo samosoznaniâ. Biškeek: Muras. 1997, p.225.
265. Ašimbaev D. Kto est' kto v Kazakhstane. Almaty Izdatel'stvo Credo, 2001, p.510.

266. Bajmagambetov S. Kul'turnaâ politika: razrabotka, realizaciâ, problemy (istoričeskij analiz). Almaty, 1998, p.160.
267. Bajmagambetov S. Sovremennaâ social'no-kul'turnaâ politika Respubliki Kazakhstan (istoričeskij analiz). Astana, 2001, p.304.
268. Bacon E. Central Asians under Russian rule: a study in culture change, N.Y., 1996, p.273.
269. Batirbaeva Š. Èpokha stalinizma v Kyrghyzstane v čelovečeskom izmerenii. M., 2010. p.213.
270. Blum D. National identity and globalization: youth, state and society in post-Soviet Eurasia. New York : Cambridge University Press, 2007. p.225.
271. Bolaffi G. Dictionary of Race, Ethnicity and Culture. 2003. p.355.
272. Bourdeaux M. The Politics of Religion in Russia and the New States of Eurasia, vol.3, coll. "The International Politics of Eurasia", Londres, M.E.Sharpe, 1995, p.321.
273. Bremmer I. Taras R. (dir.) Nations and Politics in the Soviet successor States, Cambridge, Cambridge University Press, 1997, p.743.
274. Bromlej Ū. V. Nacional'nye processy v SSSR: v poiskakh novykh podkhodov. Moscou, 1988. p.208.
275. Bukeikhanov A. Kirgizy in Kastelânskij A. Formy nacional'nogo dviženiâ v sovremennykh gosudarstvakh, St. Petersburg, 1910, p. 597-598.
276. Burova Elena, Kosičenko Anatolij. Aktual'nye problemy razvitiâ religioznoj situacii v Respublike Kazakhstan. Almaty, 2013, p.137.
277. Cadiot J. Le laboratoire impérial, Russie-URSS 1860-1940, CNRS éditions, Paris, 2007, p.266
278. Carrère d'Encausse H. La gloire des nations ou la fin de L'Empire soviétique, Paris, Fayard, 1991, p.432.
279. Carrère D'Encausse H. Le Grand Défi. Bolcheviks et Nations, 1917-1930. Paris, Flammarion, 1987, p. 340.
280. Central'naâ Aziâ: dialog kul'tur v processe globalizacii: materialy Meždunarodnoj konferencii (Almaty, 23-14 iûnâ 2004g.), Almaty, 2005, p.373.
281. Central'naâ Aziâ: dialog civilizacii v XXI veke: materialy Meždunarodnoj konferencii (Almaty, 22-23 oktâbrâ 2001g.). Almaty, 2003, p.366.
282. Central Asia. Aspects of Transition. Edited by Tom Everett-Heath. London, 2003, p.291.
283. Čotonov U. Kyrghyzstan po puti suvereniteta. Biškek, 2007, p.384.
284. Choukourov Ch., Choukourov R. Peoples d'Asie centrale. Paris : Syros, 1994, p.229.
285. Civil Society in Central Asia. Edited by M.Holt Ruffin, Daniel C. Waugh., Seattle : University of Washington Press. 1999, p.331.

286. Crise économique et inégalités: violences ethniques au Kirghizstan. Rédacteur en chef Marie-Claude Maurel. Paris : NecPlus, 2010. p.176.
287. Culture, society and politics in Central Asia and India. Edited by N.N. Vohra. Delhi : Shipra Publications ;New Delhi: India International Centre, 1999. p.303.
288. Culture and Religion in Central Asia (Collection of materials of UNESCO International Forum, Kyrgyzstan, September, 1999) .UNESCO, 2001, p.287.
289. Dave B. Kazakhstan: Ethnicity, Language and Power. London & New York: Routledge, 2007, p.242.
290. De la ville soviétique à la ville postsoviétique : transformations sociales et culturelles à Almaty (Kazakhstan). Giulia Panicciari ; sous la direction de Catherine Poujol et de Marco Buttino. p.388.
291. Dialog civilizacii (materialy konferencii "Evraziâ v XXI veke: dialog kul'tur i konflikt civilizacii", Kyrghyzstan, iun', 2004 g.). Biškek, 2005, p.402.
292. Donders I., Volodin V. Human Rights in Education, Science and Culture. Legal Developments and Challenges. UNESCO, 2007.
293. Doraiswamy R. Cultural Histories of Central Asia. New Delhi, 2009. p.270.
294. Džunusov M. Vvedenie v marksistsko-leninskuû teoriû nacij. Aškhabad,1988, p.402.
295. Easter.P. Culture and sustainability: a cross-national study of cultural diversity and environmental priorities among mass publics and decision makers. 2003, p.303.
296. Ertysbaev E. Kazakhstan i Nazarbaïev: logika peremen (Le Kazakhstan et Nazarbaïev: la logique des changements), Astana, Elorda, 2001, p.572.
297. Ethnographies of the state in Central Asia: performing politics. Edited by Madeleine Reeves, Johan Rasanayagam, and Judith Beyer. Loomington and Indianapolis : Indiana University Press, cop. 2014. p.320.
298. Ètnopolitologiâ: politièeskie funkicii ètničnosti. Uèebnik dlâ VUZov. M., 2011, p.376.
299. Fourniau V. Histoire de l'Asie centrale, Paris, PUF, 1994, p.127.
300. Fourniau V. "Majorités, minorités: réalités russes et transition soviétique" dans Sapir J. Retour sur L'URSS: économie, société, histoire, Paris, L'Harmattan, 1997, p. 217-244.
301. Fourniau V. Transformations soviétiques et mémoires en Asie centrale. Paris, Les Indes savantes, 2019. p.212.
302. Galiev A., Babakumarov E., Žansugurova Kh., Peruašev A., Mežnacional'nye otnošeníâ v Kazakhstane: ètničeskij aspekt kadrovoj politiki, Almaty: Pravitel'stvo Respubliki Kazakhstan, 1996, p.63.
303. Gorovykh Y. Rapport sur le stage effectué du 19 Mars 2012 au 19 Septembre 2012 dans L'UNESCO, Paris, 2012, p. 61.

304. Guboglo M. Sovremennye ètnoâzykovye processy v SSSR: osnovnye faktory i tendencii razvitiâ nacional'nogo-russkogo dvouâzyçiâ. M., 1984, p. 286.
305. Gumilëv L. Drevnââ Rus' i Velikaâ Step'. Moscou, 1989. p.764.
306. Guy C., Chambre H., Union soviétique et développement économique. In: Tiers-Monde. 1968, tome 9 n°35-36. Coexistence pacifique. p. 988.
307. Habermas J. Vergangenheit als Zukunft: Das alte Deutschland im neuen Europa? Ein Gespräch mit Michael Haller, Zurich, 1991.p.29.
308. Haghayeghi M. Islam and Politics in Central Asia, New York, St. Martin's Press, 1995, p.250.
309. Hawkes J. The Fourth Pillar of Sustainability: Culture's essential role in public planning. 2001. p.80.
310. How NGOs react globalization and education reform in the Caucasus, Central Asia and Mongolia . Edited by Iveta Silova and Gita Steiner-Khamsi. Bloomfield, Conn. : Kumarian Press, 2008. p.303.
311. Inside Central Asia: a political and cultural history of Uzbekistan, Turkmenistan, Kazakhstan, Kyrgyzstan, Tajikistan, Turkey, and Iran. Dilip Hiro. New York ; London : Overlook Duckworth, 2009. p. 448.
312. Institutional change and political continuity in post-Soviet Central Asia: Power, perception, and pacts. Pauline Jones Luong. Cambridge : Cambridge University Press, 2002. p.320.
313. Itogi perepisi naseleniâ 1999 v Respublike Kazakhstan, Tom. 1, Nacional'nyj sostav naseleniâ RK, Almaty: Agenstvo RK po statistike, 2000.
314. Itogi nacional'noj perepisi naseleniâ 2009 goda v Respublike Kazakhstan. Agenstvo Respubliki Kazakhstan po statistike, 2010.
315. Kabak D., Esengal'diev A. Svoboda veroispovedaniâ v Kirghizskoj Respublike: obzor pravovogo obespeçeniâ i praktiki. Biškeek, 2011, p. 76.
//<https://www.osce.org/ru/bishkek/93787?download=true>
316. Kapaeva A. Kul'tura i politika (Gosudarstvennaâ politika v oblasti kul'tury v Kazakhstane vo 2-oi polovine 1940-kh – 1991 gg. Almaty, 2004, p.328.
317. Kazakhstan: ethnicity, language and power. Bhavna Dave. London ; New York : Routledge, 2007.p.242.
318. Kazakhstan: ètapy gosudarstvennosti. Konstitucionnye akty, Almaty, Zety Zargy, 1997, p.488.
319. Kazakhstan v global'nom mire: vyzovy i sokhranenie identičnosti. Almaty, 2011, p.422.
320. Kyrghyzstan. Cifry i fakty. 2002 - 2006. Special'noe izdanie. Biškeek, 2007, p. 62.

321. Kirghizstan v cifrah: statističeskij sbornik/central'noe statističeskoe upravlenie pri Sovete ministrov Kirghizskoj SSR. Frunze, 1971, p.280.
322. Kozlov V. Nacional'nosti v SSSR: Ètnodemografičeskij obzor. M., 1982, p.304.
323. Kul'turnaâ žizn' regiona: problemy regulirovaniâ. M., 1991, p.176.
324. Kul'turnaâ politika v Kazakhstane: sbornik statej, Almaty, 2002, p.28.
325. Kul'turnaâ politika v Central'noj Azii v perekhodnyj period: sbornik materialov konferencii "Kul'turnaâ politika v Central'noj Azii: praktika i perspektivy". Almaty, 2003, p.96.
326. Kul'turnaâ politika i menedžment v Central'noj Azii. Central'no Aziatskaâ akademiâ iskusstv, 2004, p.355.
327. Kul'turnoe nasledie: preemstvennost' i peremeny. M., 1991, p.192.
328. Kurganskaâ V. D., Dunaev V. U. Kazakhstanska model' mežètničeskoj integracii. Almaty, 2003, p.399.
329. La Politique culturelle en Union des républiques socialistes soviétiques. UNESCO, 1970.
330. Landau J.M., Kellner-Herinkele B. Politics of Language in the ex-Soviet Muslim States. London: Hurts & Co, 2001 – XIV + p.260.
331. Langfield M., Logan W., Craith M. Cultural Diversity, Heritage and Human Rights. Intersections in theory and practice, 2010.
332. Laruelle M., Peyrouse S., Poujol C. Les Russes du Kazakhstan: identités nationales et nouveaux États dans l'espace post-sovétique. Paris : Maisonneuve et Larose, 2004. p.354.
333. Laruelle M., Peyrouse S. Russkij vopros v nezavisimom Kazakhstane: istoriâ, politika, identičnost'.M., 2007, p.359.
334. Le pouvoir de la culture pour le développement. UNESCO. Paris, 2010. p.16.//<http://unesdoc.unesco.org/images/0018/001893/189382f.pdf>
335. Manish Jha. Ethnicity, modernity and nationalism in Central Asia: nation building experiences in Kazakhstan. Delhi: Academic Excellence, 2007. p.275.
336. March A. On Ideological Formulation and Transmission in Islam Karimov's "Ideology of National Independence" // Central Asia and the Caucasus (Luelea, Sweden). 2002. – No 6. – p.89-92.
337. Markova B. Kul'turnaâ politika v Kazakhstane: Sbornik statej. Almaty, 2002. p.28.
338. Mežkul'turnyj dialog i kul'turnoe raznoobrazie. Sbornik materialov kruglogo stola, posvâšennogo obmenu peredovym opytom v oblasti mežkul'turnogo dialoga i populârizacii Vseobšei deklaracii UNESCO o kul'turnom raznoobrazii. Almaty, 2007, p.316.
339. Mul'tikul'turnoe obšestvo v Kazakhstane: modeli, problemy, perspektivy: Sbornik statej respublikanskoj naučno-praktičeskoj konferencii (29 maâ 2002 g.). Almaty, 2002, p.189.

340. Nazarbaïev N.A. Evrazijskij soûz: idei, praktika, perspektivy 1994-1997, Moscou, 1997, p.480.
341. Nazarbaïev N.A. V potoke istorii, Almaty, Amatura, 1999, p.296.
342. Nečataeva V. Kul'turnye cennosti. Cena I pravo. Moscou, 2013.p.208.// <https://law.wikireading.ru/46588>
343. Olcott M. Mnogomernye granici Central'noj Azii. M., 2000, p.97.
344. Okhrana pamâtnikov istorii i kul'tury v SSSR – Protection of Historical and Cultural monuments in USSR. M., 1978, p. 66.
345. Perestrojka i khudožestvennaâ kul'tura. Alma-Ata, 1990, p.131.
346. Perestrojka obšestvennogo soznaniâ i kul'turnaâ politika KPSS. M, 1989, p.269.
347. Podoprigora R.A. Gosudarstvo i religioznye organizacii. // <https://www.zakon.kz/4738176-gosudarstvo-i-religioznye-organizacii.html>
348. Podoprigora R.A. Kommentarij k Zakonu Respubliki Kazakhstan "O Religioznoj deâtelnosti i religioznykh ob"edineniâkh" // https://online.zakon.kz/Document/?doc_id=31439222#pos=4;-259
349. Politics of language in the ex-Soviet Muslim states: Azerbaijan, Uzbekistan, Kazakhstan, Kyrgyzstan, Turkmenistan, Tajikistan. Jacob M. Landau, Barbara Kellner-Heinkele. London : Hurst, 2001, 260 p.
350. Poujol C. Asie Centrale: au carrefour des mondes. Paris, Ellipses, 2013. p. 288.
351. Poujol C. Dictionnaire de l'Asie centrale. Éditions Ellipses. Paris, 2001, p.352.
352. Poujol C. Le Kazakhstan, Paris, PUF, 2000, p.128.
353. Poujol C. L'Islam en Asie Centrale: vers la nouvelle donne. Paris, Ellipses, 2001. p. 96.
354. Radvanyi J. De L'URSS a la CEI, douze États en quête d'identité, Paris, Ellipses, 1997, p.208.
355. Radvanyi J. Les États postsoviétiques. Identités en construction, transformations politiques, trajectoires économiques, Paris, Armand Colin, 2003, p.235.
356. Radvanyi J. L'URSS: régions et nations, Paris, Masson, 1990, p.293.
357. Roy O. La nouvelle Asie centrale ou la fabrication des nations, Paris, Seuil, 1997, p. 323.
358. Roy O. L'Asie centrale contemporaine, 4e éd., Paris, P.U.F. "Que sais-je ?", 2010, 128 p. // <http://www.cairn.info/l-asie-centrale-contemporaine--9782130580799.htm>>.
359. Rumer B. Central Asia in transition: dilemmas of political and economic development, 2003. p.286.
360. Sarsenbaev N. Obyčai, tradicii i obšestvennaâ žizn'. Alma-Ata, 1974. p. 208.
361. Šalabaeva G. Kazakhstan: èvolûciâ kul'turnoj politiki. Učebnoe posobie dlâ VUZov. Almaty, 2002, p.228.

362. Sievers E. The post-Soviet decline of Central Asia: sustainable development and comprehensive capital. London; New York: RoutledgeCurzon, 2003, p.248.
363. Silverman H., Ruggles D.F. Cultural Heritage and Human Rights, 2007.
364. Simon G. Nationalism and Policy toward the Nationalities in the Soviet Union, Boulder, Westview Press, 1991, p.483.
365. Social and cultural change in Central Asia: the Soviet legacy. Edited by Sevket Akyildiz and Richard Carlson. London ; New York : Routledge, 2014. p.210.
366. Social'no-kul'turnyj oblik sovetskih nacij: po rezul'tatam ètnosociologičeskogo issledovaniâ. M., 1986, p.453.
367. Sovremennâ obšestvenno-političeskaâ situaciâ v Srednej Azii i Kazakhstane. M., 1993, p.35.
368. Sovremennye ètničeskie processy v SSSR. M., 1975, p. 545.
369. Statističeskij ežegodnik Respubliki Kazakistan za 1997 god. Almaty, 2008, p.128.
370. Statističeskij ežegodnik Kirghizskoj Respubliki 2006 -2010. Biškek, 2011, p.435.
371. Statističeskij bûlleten' Mežgosudarstvennogo statističeskogo komiteta SNG. № 24, dekabr'. 1998. p. 90.
372. Sultangalieva A.K. "Vozvrašenie islama" v Kazakistan. Almaty, 2012. p. 170.
373. Tiškov V. Rêkviem po ètnosu: issledovaniâ po social'no-kul'turnoj antropologii. M. Nauka, 2003. 543 c.
374. Urmanbetova Ź., Abdrasulov S. Istoki i tendencii razvitiâ kirghizskoj kul'tury. Biškek, 2009.p.212. // <http://www.literatura.kg/articles/?aid=622>
375. Vitkovskaâ G. Migraciâ russkoâzyčnogo naseleniâ iz Central'noj Azii: pričiny, posledstviâ, perspektivy. Moscou, 1996, p.146.
376. Vostrâkov L. Gosudarstvennâ kul'turnaâ politika: ponâtiâ i modeli. Sankt-Peteburg, 2011. p.168.
377. Vsesoûznaâ perepis' naseleniâ - vsenarodnoe delo. M., 1969, p. 63.
378. Zelencova E. Modeli kul'turnoj politiki Kyrghyzstana.// <http://www.cpolicy.ru/analytics/kyrgyzstan.html>.
379. Zdravamyslov A.G. Mežnacional'nye konflikty v postsovetskom prostranstve. Moscou, 1999, p. 286.
380. Źilina A. i Šeško S. Sovremennoe razvitie ètničeskikh grupp Srednej Azii i Kazakhstana. Moscou, vol.I, p.482.
381. Zimanov S. Konstituciâ i parlament Respubliki Kazakistan. Almaty, 1996, p.352.
382. Yves-Marie Davenel, Renouveau culturel et diversité nationale au Kazakistan, Paris, Editions Pétra, coll. "Sociétés et cultures post-soviétiques en mouvement", 2013, p. 314.

Journaux

- 383. Argumenty i fakty, 9 juin 1999.
- 384. Yegemen Kazakhstan, 13 octobre 1998.
- 385. Kazakhstanskaâ pravda, 10 avril 1996.
- 386. Kazakhstanskaâ pravda, novém bre 23, 1999.
- 387. Kazakhstanskaâ pravda, 1 mars 2007.
- 388. Statističeskoe Obozrenie Kazakhstana 1:1997.
- 389. Ūžnyj kur'er, 18 mars1994.

Internet

- <http://adilet.zan.kz>
- <https://www.almaty.gov.kz>
- <https://articlekz.com>
- <http://www.agenda21culture.net/>
- <http://www.akorda.kz>
- <http://almatycrafts.kz/>
- <http://articlekz.com>
- <http://www.asie-centrale.com>
- <http://asiecentrale.revues.org>
- <https://base.spinform.ru>
- <https://www.britannica.com>
- <https://www.cacsarc.org/>
- <http://cbd.minjust.gov.kg>
- <https://www.caravan.kz>
- <http://www.centrasia.ru>

<http://www.cis.minsk.by>
<http://www.demoscope.ru>
<http://deptourism.gov.kg/>
<http://www.eurasianet.org/>
<http://www.ef-ca.kz/>
<http://www.evrazes.com>
<https://eurasiafestival.kz>
<http://laws-lois.justice.gc.ca/fra/>
<http://www.fergananews.com>
<http://www.graffiti.com.kg>
<https://ifeac.hypotheses.org>
<http://www.immi.gov.au/>
<https://inosmi.ru>
<http://www.interfax.kz>
<http://kazakhstan.news-city.info>
<https://24.kg>
<http://www.kyrtag.kg>
<http://www.minculture.gov.kg/>
<http://www.minfin.gov.kz>
<http://www.mk.gov.kz/>
<https://monitoring.edu.kg>
<http://oainternational.free.fr>
<http://online.zakon.kz>
<http://pressclub.kz>
<http://www.president.kg>

<https://primeminister.kz>

<http://reseauculture21.fr>

<http://ru.government.kz>

<https://rus.azattyq.org>

<http://worldnomadgames.com>

<http://www.russkie.org>

<http://soros.kg>

<https://www.soros.kz>

<http://www.stat.kg>

<https://tengrinews.kz>

<https://www.turksoy.org>

<http://unesco.org>

<https://whc.unesco.org>

ANNEXES

ANNEXE 1

Carte de l'Asie Centrale



Source : La section cartographique d'ONU, Asie Centrale № 3763 (Décembre 2011). Le nom de la capitale du Kazakhstan, d'Astana à Nur-Sultan, a changé en 2019.

ANNEXE 2

Carte du Kazakhstan



Source : La section cartographique d'ONU, Kazakhstan № 3771 (Janvier 2004). Le nom de la capitale du Kazakhstan, d'Astana à Nur-Sultan, a changé en 2019.

ANNEXE 3

Carte du Kirghizstan



Source : La section cartographique d'ONU, Kirghizstan № 3770 (Juin 2011).

ANNEXE 4

Les critères de sélection pour figurer sur la Liste du patrimoine mondial, les sites doivent avoir une valeur universelle exceptionnelle et satisfaire à au moins un des dix critères de sélection.

Source : <https://whc.unesco.org>

Jusqu'à la fin de 2004, les sites du patrimoine mondial étaient sélectionnés sur la base de six critères culturels et quatre critères naturels. Avec l'adoption de la version révisée des Orientations, il n'existe plus qu'un ensemble unique de dix critères. Les critères sont régulièrement révisés par le Comité pour rester en phase avec l'évolution du concept même de patrimoine mondial.

Critères de sélection

- (i) représenter un chef-d'œuvre du génie créateur humain ;
- (ii) témoigner d'un échange d'influences considérable pendant une période donnée ou dans une aire culturelle déterminée, sur le développement de l'architecture ou de la technologie, des arts monumentaux, de la planification des villes ou de la création de paysages ;
- (iii) apporter un témoignage unique ou du moins exceptionnel sur une tradition culturelle ou une civilisation vivante ou disparue ;
- (iv) offrir un exemple éminent d'un type de construction ou d'ensemble architectural ou technologique ou de paysage illustrant une ou des périodes significative(s) de l'histoire humaine ;
- (v) être un exemple éminent d'établissement humain traditionnel, de l'utilisation traditionnelle du territoire ou de la mer, qui soit représentatif d'une culture (ou de cultures), ou de l'interaction humaine avec l'environnement, spécialement quand celui-ci est devenu vulnérable sous l'impact d'une mutation irréversible ;
- (vi) être directement ou matériellement associé à des événements ou des traditions vivantes, des idées, des croyances ou des œuvres artistiques et littéraires ayant une signification universelle exceptionnelle (Le Comité considère que ce critère doit préférablement être utilisé en conjonction avec d'autres critères) ;
- (vii) représenter des phénomènes naturels ou des aires d'une beauté naturelle et d'une importance esthétique exceptionnelles ;
- (viii) être des exemples éminemment représentatifs des grands stades de l'histoire de la terre, y compris le témoignage de la vie, de processus géologiques en cours dans le développement des formes terrestres ou d'éléments géomorphiques ou physiographiques ayant une grande signification ;

- (ix) être des exemples éminemment représentatifs de processus écologiques et biologiques en cours dans l'évolution et le développement des écosystèmes et communautés de plantes et d'animaux terrestres, aquatiques, côtiers et marins ;
- (x) contenir les habitats naturels les plus représentatifs et les plus importants pour la conservation *in situ* de la diversité biologique, y compris ceux où survivent des espèces menacées ayant une valeur universelle exceptionnelle du point de vue de la science ou de la conservation.

ANNEXE 5

Questionnaire pour la population.

Veillez indiquer Votre pays et votre ville (localité) de résidence:

1. Comment évalueriez-vous la situation culturelle dans Votre ville (localité)? *(Cochez 1 réponse)*

- | | |
|--|-----------------------------|
| 1. La situation est tout à fait favorable | 3. La situation défavorable |
| 2. La situation est tolérable, mais il y a des problèmes | 4. Difficile de répondre |

2. Où passez-vous le plus souvent votre temps libre? *(Notez pas plus de trois choix de réponse)*

- | | |
|---|---|
| 1. À la maison, chez soi | 8. Dans les salles de machines de jeu |
| 2. Chez des amis, des proches | 9. Dans les discothèques, dans les clubs de nuit |
| 3. Au café | 10. Dans la maison de la culture, le club (cercles, sections) |
| 4. Dans la nature (pêche, chasse, etc.) | 11. Dans un cybercafé |
| 5. À la datcha (parcelle domestique) | 12. Dans la rue avec des amis, des proches |
| 6. Au cinéma | 13. Dans les théâtres, musées, bibliothèques |
| 7. Je fais du sport (section, terrain) | 14. Autre _____ |

3. Quels sont les principaux problèmes dans le travail des institutions culturelles dans Votre localité (ville, village) pour la population adulte vous remarquerez? *(Notez pas plus de trois choix de réponse)*

- | | |
|---|--|
| 1. Coût élevé des services modernes | 6. Non-conformité de l'offre aux demandes modernes |
| 2. La culture est peu intéressante | 7. Il n'y a pas assez de temps pour la culture |
| 3. Manque d'institutions culturelles | 8. Les autorités sont indifférentes à la sphère culturelle |
| 4. Manque d'événements culturelles | 9. Informations insuffisantes sur les institutions culturelles |
| 5. Faible qualité du travail des institutions culturelles | 10. Difficile de répondre |
| 11. Autre _____ | |

4. À quelle fréquence visitez-vous *(cochez chaque ligne)*

	au moins 1 fois par mois	au moins 1 fois en six mois	moins de 1 fois en six mois	Je ne visite pas	Difficile de répondre
1. Musées	1	2	3	4	0
2. Théâtres	1	2	3	4	0
3. Cinémas	1	2	3	4	0
4. Discothèques, clubs de nuit	1	2	3	4	0
5. Maisons de culture, clubs	1	2	3	4	0
6. Sections sportives, terrains	1	2	3	4	0
7. Fêtes/événements publics	1	2	3	4	0
8. Cafés	1	2	3	4	0

9. Salles de machines de jeu	1	2	3	4	0
10. Cybercafés	1	2	3	4	0
11. Concerts	1	2	3	4	0
12. Bibliothèques	1	2	3	4	0

5. Avez-vous visité des sites du patrimoine culturel mondial dans Votre pays? (Cochez 1 réponse)

1. Oui (Énumérez les)
2. Non
3. Je ne sais pas ce que c'est
4. Dans notre pays, il n'y a pas de tels sites

6. Évaluez le travail des institutions culturelles suivantes (1-le plus bas, 5-le plus haut score, difficile de répondre - 99)

1. Musées	1	2	3	4	5	99
2. Théâtres	1	2	3	4	5	99
3. Cinémas	1	2	3	4	5	99
4. Maisons de culture, clubs	1	2	3	4	5	99
5. Sections sportives, terrains	1	2	3	4	5	99
6. Bibliothèques	1	2	3	4	5	99

7. Nommez les principales raisons pour lesquelles Vous visitez les institutions culturelles: musées, théâtres, cinémas, maisons de culture, clubs, bibliothèques) (Pas plus de trois options)

- | | |
|---------------------------------|---|
| 1. Pour l'auto-développement | 5. Ceci est accepté par les gens de mon entourage |
| 2. Pour le plaisir | 6. Je ne visite pas du tout |
| 3. Nulle part où aller | 7. Difficile de répondre |
| 4. C'est une tradition pour moi | 8. Autre (quoi exactement) |

8. D'où obtenez-vous des informations sur les événements culturels visités?

- | | |
|-----------------------------------|-----------------------------------|
| 1. Des journaux, des magazines | 5. Des messages à la radio |
| 2. De familiers, proches | 6. Affiches, annonces extérieures |
| 3. Des sites, des envois en ligne | 7. D'autres sources _____ |
| 4. Des messages télévisés | 8. Difficile de répondre |

9. Que pensez-vous qu'il faut changer dans le travail des institutions culturelles de Votre localité? (donnez une réponse sur chaque ligne)

	Travail du personnel	Liste des services	Mode de fonctionnement	Équipement	Coût des services	Confort des conditions
1. Musées	1	2	3	4	5	6
2. Théâtres	1	2	3	4	5	6
3. Maisons de culture	1	2	3	4	5	6
4. Écoles d'art	1	2	3	4	5	6
5. Écoles de musique	1	2	3	4	5	6
6. Bibliothèques	1	2	3	4	5	6
7. Cercles d'études, sections	1	2	3	4	5	6
8. Cinémas	1	2	3	4	5	6

10. Pensez-vous qu'il existe un danger dans la propagation de certaines religions (sectes)?

1. Oui (lesquels) _____ 2. Non 3. Difficile de répondre

11. Avez-vous des enfants d'âge préscolaire et scolaire? (sinon, passez à la question 15)

1. Oui 2. Non

12. Vos enfants (votre enfant) bénéficient-ils (ou ont-ils bénéficié) des services éducatifs dans le domaine de la culture? Si oui, évaluez la qualité des services sur une échelle de 5 points, où 1 – le plus bas, 5-le plus haut score, difficile de répondre-7

	Utilisation		Évaluation					
	Oui	Non	1	2	3	4	5	7
1. École de musique	1	0	1	2	3	4	5	7
2. École des arts	1	0	1	2	3	4	5	7
3. École d'art	1	0	1	2	3	4	5	7
4. Cercle d'art	1	0	1	2	3	4	5	7
5. Classe de musique, cercle	1	0	1	2	3	4	5	7
6. Classe chorégraphique, cercle	1	0	1	2	3	4	5	7
7. Studio choral (cercle)	1	0	1	2	3	4	5	7
8. N'utilisent pas	1	0	1	2	3	4	5	7
9. Autre (écrivez)	1	0	1	2	3	4	5	7

13. Quelles sont les principales raisons pour lesquelles Vos enfants utilisent (ont utilisé) ces services? (Pas plus de trois options)

- | | |
|--|------------------------------|
| 1. Pour le développement général | 5. Pour la future profession |
| 2. Pour développer des compétences créatives | 6. C'est prestigieux |
| 3. Pour protéger l'enfant de l'influence de la rue | 7. Difficile de répondre |
| 4. C'est une tradition familiale | 8. Autre |

14. Quelles sont les principales difficultés d'apprentissage de Vos enfants? (Pas plus de trois options)

- | | |
|---|---|
| 1. Coût élevé de paiement | 5. Qualifications insuffisantes des enseignants |
| 2. Manque de temps, charge de travail de l'enfant | 6. L'emplacement incommode |
| 3. Manque d'intérêt de l'enfant | 7. Heures de cours inconfortables |
| 4. Manque d'enseignants | 8. Difficile de répondre |
| 9. Autre _____ | |

Un peu de vous

15. Sexe 1. Masculin 2. Féminin

16. Âge 1. 18-25 ans 2. 26-35 ans 3. 36-54 ans 4. 55 et plus

17. Quelle éducation avez-vous?

1. secondaire incomplète ou inférieure
2. général secondaire (école)
3. primaire professionnel (école technique professionnelle, collège, lycée, etc.)
4. secondaire spécial (école technique, collège, etc.)
5. enseignement supérieur inachevé (trois cours dans l'Université)

6. supérieur (spécialiste, bachelier, master)
7. grade, titre
8. difficile de répondre

18. Dites-moi, quelle est votre profession actuellement?

1. entrepreneur, j'ai mon affaire (y compris un agriculteur)
2. chef, chef adjoint de l'entreprise, de l'institution, de la société
3. directeur régional
4. spécialiste (le poste nécessite une formation professionnelle-secondaire ou supérieur)
5. employé, interprète technique (ne nécessite pas d'enseignement secondaire ou d'enseignement supérieur professionnel)
6. ouvrier, y compris dans l'agriculture
7. je ne travaille pas, retraité(e)
8. ménagère (je ne travaille pas et je ne prévois pas de chercher du travail)
9. je ne travaille pas temporairement
10. étudiant (- te), cadet, etc.
11. autre (écrivez exactement quoi) _____
12. difficile de répondre

19. Quel est votre domaine d'activité?

- | | |
|--|---|
| 1. Industries extractives, industrie | 8. Commerce, restauration |
| 2. Construction, transport, communication | 9. Services juridiques, bancaires, financiers |
| 3. Agriculture | 10. Sport, tourisme, divertissement |
| 4. Santé publique | 11. Service militaire, forces de l'ordre |
| 5. Logement et services publics, services ménagers | 12. Autre _____ |
| 6. Administration publique, municipale | 13. Difficile de répondre |
| 7. Éducation, science | |

Yelena GOROVYKH TREMBASIEWICZ

LE ROLE DES POLITIQUES CULTURELLES AU KAZAKHSTAN ET AU KIRGHIZSTAN DE 1991 A NOS JOURS: DU MULTICULTURALISME AU "DEVELOPPEMENT CULTUREL DURABLE"

Résumé

La culture joue un rôle très important pour le développement d'un pays. Nous ne parlons pas seulement du développement économique, mais aussi du développement général de la société, de sa cohésion, de l'équilibre environnemental, qui tous ensemble contribuent à une croissance socio-économique durable. C'est dans ce cadre que se pose notre problématique de recherche au travers d'une région qui a vécu de grands changements au niveau politique, économique et social. Dans une démarche comparative, nous nous appuyons sur l'étude des évolutions de la politique culturelle, aux travers des dimensions culturelles et des projets culturels ayant des effets sur ce secteur, dans ces deux pays d'Asie Centrale, le Kazakhstan et le Kirghizstan. La thèse se compose de deux parties principales en couvrant la période de 1991 à 2016. Tout d'abord dans la première partie, nous reviendrons un peu dans le temps afin d'étudier les racines historiques pour mieux comprendre les bases sur lesquelles cette nouvelle page d'histoire des pays indépendants a été écrite. Ensuite, toujours dans la première partie, on verra si l'héritage soviétique de ces pays après leur indépendance est devenu le facteur déterminant dans la réalisation des nouvelles politiques culturelles. Enfin, dans la deuxième partie, on démontrera l'évolution du rôle de la culture au Kazakhstan et au Kirghizstan pour voir s'il y a des liaisons entre la culture et la croissance économique et le développement social. Notre thèse a un grand intérêt car le développement durable à travers le secteur culturel reste peu exploité en Asie Centrale.

Des mots-clés: politique culturelle, développement durable, culture pour le développement, Asie centrale, Kazakhstan, Kirghizstan, états post-soviétiques, politique des nationalités, patrimoine culturelle, multiculturalisme.

Résumé en anglais

Culture plays a very important role for the development of countries. We are talking not only about economic development, but also about the general development of society, its cohesion, and the environmental balance that all together contribute to sustainable socio-economic growth. It is in this context that our research problem arises through a region that has undergone major changes at the political, economic and social levels. In a comparative approach, we will rely on the study of the evolution of the cultural policy, through cultural dimensions and cultural projects having effects on this sector, in the two countries of Central Asia: Kazakhstan and Kyrgyzstan. The thesis consists of two main parts covering the period from 1991 to 2016. In the first part, we will come back in time to study the historical roots in order to better understand the bases on which this new page history of independent countries was written. Then, still in the first part, we will see whether the Soviet heritage of these countries after their independence has become the determining factor in the realization of new cultural policies. Finally, in the second part, we will demonstrate the changing role of culture in Kazakhstan and Kyrgyzstan to see if there are links between culture and economic growth and social development. Our thesis is very interesting because sustainable development through the cultural sector remains not so much exploited in Central Asia.

Key words: Cultural policy, Sustainable development, Culture for development, Central Asia, Kazakhstan, Kyrgyzstan, Post-Soviet states, Nationalities policy, Cultural heritage, Multiculturalism.